

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE REGIONALE 2010

Décembre 2015

COMITE DE DIRECTION

Directeur Général	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Conseiller à l'Action Régionale	Mamadou DIENG

COMITE DE REDACTION

Chef du Service Régional	Abou BA
Expert 1	Adji Maimouna FALL

COMITE DE LECTURE

Seckène SENE	Direction Générale
Abdoulaye Mamadou TALL	Direction Générale
Mamadou DIENG	Direction Générale
Alpha WADE	CPCCI
Saliou MBENGUE	CPCCI
Thiayédia NDIAYE	CPCCI
El Hadji Malick GUEYE	DMIS
Mamadou BAH	DMIS
Alain François DIATTA	DMIS
Amadou Fall DIOUF	DSDS
Adjibou Oppa BARRY	DSDS
Atoumane FALL	DSDS
Jean Rodrigue MALOU	DSDS
Mamadou FAYE	DSECN
Modou Ndour FAYE	DSECN
Abdou DIOUF	DSECN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann – Bel-air – Cerf-volant – Dakar Sénégal. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Saint-Louis

Adresse : quartier SUD, ex-locaux de l'OMVS

Tél : 221) 33 961 14 09

B.P. : 46

Avant Propos

Depuis 2004, le Gouvernement du Sénégal, avec l'appui des partenaires au développement, à entamé la réforme en profondeur du Système Statistique National (SSN) pour le rendre plus performant et l'adapter aux mutations économiques, politiques et sociales en cours à travers la production d'informations statistiques fiables, pertinentes, complètes et diffusées dans des délais compatibles avec une utilisation efficace pour la prise de décision.

Le rapport sur la Situation Economique et Sociale est un document qui permet d'avoir une idée globale sur la vie et les réalisations des différents secteurs de développement de la région et fait l'objet d'une publication annuelle. Ce rapport présente sous forme synthétique les informations sur la situation socio-économique de la région, sa performance, les principaux problèmes auxquels elle se voit confrontée. Une multitude de thématiques telles que la population et sa structure, le secteur productif, le secteur d'appui à la production et le secteur social sont développées dans ce document.

Cette édition 2010 met surtout en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activités au niveau régional. Elle donne donc un panorama non exhaustif des activités socioéconomiques de la région aux différents utilisateurs en mettant à leur disposition une base de données actualisée chaque année et couvrant beaucoup de secteurs du développement économique et social de la région de Saint-Louis. Comme toute œuvre humaine, ce rapport est perfectible et les imperfections sont à inscrire au passif des rédacteurs. Que les responsables des services sectoriels qui ont contribué à l'élaboration de ce présent document en fournissant des informations de qualité trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur sincère collaboration. Tout le mérite de ce document leur revient et les remarques et suggestions en vue de l'améliorer sont les bienvenues.

Table des matières

<i>ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES</i>	9
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	12
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	12
<i>LISTE DES GRAPHIQUES</i>	16
<i>LISTE DES ANNEXES</i>	18
<i>PRESENTATION DE LA REGION</i>	21
I. DÉMOGRAPHIE	23
Introduction.....	23
I.1. Effectifs et accroissement	23
I.2. Structure par âge et par sexe.....	24
I.3. Répartition spatiale.....	26
I.4. Urbanisation	26
I.5. Migration.....	27
I.6. Nuptialité	29
I.7. Situation matrimoniale.....	29
I.8. Fécondité.....	30
I.9. Mortalité.....	31
Conclusion.....	32
II. HABITAT ET CADRE DE VIE	33
Introduction.....	33
II.1. Caractéristiques des logements.....	33
II.1.1. Typologie des logements.....	33
II.1.2. Niveau d'occupation	33
II.1.3. Statut d'occupation	34
II.1.4. Equipement des ménages.....	34
II.2. Cadre de vie	35
II.2.1. Le lieu d'aisance.....	35
II.2.2. Le mode d'évacuation des ordures ménagères	35
II.2.3. Le mode d'évacuation des eaux usées	35
II.3. Autorisation de construire.....	36
II.4. Réalisations de la SNHLM	38
Conclusion.....	38
III. ÉDUCATION	39
Introduction.....	39
III.1. Objectifs sectoriels	39
III.2. Populations cibles	40
III.3. Enseignement préscolaire.....	40
III.3.1. Offre préscolaire.....	40
III.3.2. Les effectifs du préscolaire.....	41
III.3.3. Le Taux Brut de Préscolarisation	42
III.3.4. Le personnel.....	42
III.4. Enseignement élémentaire.....	42
III.4.1. Offre scolaire	42
III.4.2. Effectifs de l'élémentaire	42
III.4.3. Taux brut de scolarisation	43
III.4.4. Résultats au CFEE	43
III.4.5. Efficacité interne du système.....	44
III.4.6. Le personnel.....	44
III.5. Enseignement moyen et secondaire	44
III.5.1. Offre scolaire	44
III.5.2. Effectifs de l'enseignement moyen secondaire	45
III.5.3. Le personnel.....	46
III.5.4. Le taux brut de scolarisation.....	47
III.5.4.1. Le taux brut de scolarisation au moyen.....	47
III.5.4.2. Le taux brut de scolarisation du secondaire	47

III.5.5. Résultats aux examens	47
III.6. Enseignement supérieur	47
III.6. 1. Les effectifs de l'UGB	47
III.6. 2. Niveau d'enseignement de la population.....	48
III.7. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP)	48
III.8. Education Non Formelle.....	49
III.9. Alphabétisation.....	49
Conclusion.....	50
IV. <i>SANTÉ</i>	51
Introduction.....	51
IV.1. Les infrastructures sanitaires	51
IV.2. Le personnel de santé	52
IV.3. La logistique.....	53
IV.4. Equipements des structures de santé.....	54
IV.5. Santé de la reproduction.....	54
IV.6. Couverture vaccinale en PENTA 3 et Rougeole.....	55
IV.7. Programme BAJENU GOX en 2010.....	55
Conclusion.....	56
V. <i>EMPLOI</i>	57
Introduction.....	57
V.1. La Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi	57
V.2. Activité principale	57
V.3. Situation dans l'occupation	58
V.4. Situation de l'emploi.....	58
V.5. Catégories d'employeurs	59
V.6. Relations professionnelles et climat social	60
V.7. Sécurité au travail	60
V.8. Main d'œuvre	60
V.9. Actes délivrés.....	61
V.10. L'artisanat	61
V.10.1. Les entreprises artisanales	62
V.10.2. Le personnel des entreprises.....	63
V.11. Création d'entreprises.....	64
Conclusion.....	66
VI. <i>ASSISTANCE</i>	67
Introduction.....	67
VI.1. Activités du Groupement des Sapeurs Pompiers	67
VI.1.1. Les sorties mensuelles de secours	67
VI.1.2. Les incendies	68
VI.1.3. Les activités d'assistance.....	68
VI.1.4. Les opérations de secours.....	69
VI.2. Les activités de l'AEMO	70
VI.2.1. Les infractions commises par des mineurs	70
VI.2.2. Les mineurs en placement.....	71
VI.2.3. L'orientation des mineurs.....	72
VI.2.4. Les enfants victimes de maltraitance	72
Conclusion.....	72
VII. <i>ACTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE</i>	73
Introduction.....	73
VII.1. Action sociale.....	73
VII.1.1. Personnes vivant avec le VIH	73
VII.1.2. Personnes en situation de handicap	73
VII.1.3. Daaras.....	75
VII.1.4. Les personnes âgées sans ressources ni soutien	75
VII.1.3. Les actions de solidarité.....	76
VII.1.5. Contraintes et recommandations	77
VII.2. Développement communautaire	77

VII.2.1. Allègement des travaux de la femme.....	78
VII.2.2. Situation des financements.....	78
VII.2.3. Situation des organisations de femmes.....	79
Conclusion.....	79
VIII. AGRICULTURE.....	80
Introduction.....	80
VI.1. Orientations stratégiques.....	80
VI.2. Soutien de l'Etat pour le développement du secteur.....	81
VI.3. Situation pluviométrique.....	85
VI.5. Cultures irriguées.....	85
VI.6. Cultures industrielles.....	88
VI.7. Cultures sous pluies (résultats de la campagne agricole 2010/2011).....	90
VI.9. Problèmes du secteur.....	91
Conclusion.....	91
IX. ÉLEVAGE.....	92
Introduction.....	92
IX.1. Effectif du Cheptel.....	92
IX.2. Abattage contrôlé.....	93
IX.3. Production de cuirs et peaux.....	94
IX.4. Mouvements commerciaux du bétail.....	95
IX.5. La volaille.....	96
IX.6. Santé animale.....	96
IX.6.1. La surveillance épidémiologique.....	96
IX.6.2. Les consultations vétérinaires.....	97
Conclusion.....	98
X. PÊCHE.....	99
Introduction.....	99
X.1. Politiques nationales menées dans le secteur de la pêche.....	99
X.2. Types de pêche.....	100
X.3. Pêche maritime.....	101
X.3.1. Mareyage.....	102
X.3.2. Transformation.....	103
X.3.3. Consommation mensuelle de carburant.....	104
X.3.4. Pirogues.....	104
X.3.5. Pêcheurs.....	105
X.3.6. Les débarquements d'ethmaloses et de sardinelles en 2010.....	105
X.4. Pêche continentale.....	106
X.5. Aquaculture.....	106
X.6. Contraintes.....	106
Conclusion.....	106
XI. TOURISME.....	107
Introduction.....	107
XI.1. Evolution annuelle des indicateurs du tourisme.....	107
XI.2. Caractéristique des structures d'hébergements.....	108
XI.3. Situation du tourisme en 2010.....	109
XI.3.1. Les arrivées.....	109
XI.3.2. Les nuitées.....	109
XI.3.3. Les chambres vendues.....	110
Conclusion.....	112
XII. POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	113
Introduction.....	113
XII.1. Postes.....	113
XII.1.1. Evolution des mandats.....	113
XII.1.2. Le trafic financier au niveau de la Caisse d'Epargne.....	115
XII.2. Télécommunications.....	116
XII.2.1. Couverture de la zone rurale par les réseaux téléphoniques.....	116
XII.2.2. Les abonnés de la téléphonie fixe.....	117

Conclusion.....	118
XIII. FORÊTS.....	119
Introduction.....	119
XIII.1. Politiques sectorielles	119
XIII.2. Domaine forestière.....	120
XIII.3. Feux de brousse	121
XIII.4. Activités de reboisement.....	122
XIII.4.1. Production de plants	122
XIII.4.2. Massives	123
XIII.4.3. Mise en défens / Régénération Naturelle Assistée (MED/RNA)	123
XIII.5. Activités de chasse	124
XIII.5.1. Les zones amodiées	124
XIII.5.2. La chasse organisée.....	124
XIII.5.3. Les recettes forestières.....	125
Conclusion.....	126
XIV. HYDRAULIQUE, ÉNERGIE ET ASSAINISSEMENT	127
Introduction.....	127
XIV.1. Hydraulique urbaine	127
XIV.1.1. Les abonnés de la SDE.....	127
XIV.1.2. La consommation d'eau	128
XIV.1.3. Les facturations d'eau de la SDE	129
XIV.2. Hydraulique rurale	130
XIV.3. Energie	131
XIV.3.1. La situation énergétique de la région.....	132
XIV.3.2. La production moyenne d'énergie	132
XIV.3.3. Les abonnés de la SENELEC.....	133
XIV.4. Assainissement	134
Conclusion.....	135
XV. COMMERCE	136
Introduction.....	136
XV.1. Environnement du secteur commercial	136
XV.1.1. Situation des activités commerciales.....	136
XV.1.2. Activités des services du commerce.....	137
a- Infractions	137
b- Contrôle de qualité des produits.....	138
c- Lutte contre la fraude et la contrefaçon	138
d- Iodation du sel	138
XV.2. Situation des prix des produits à la consommation	139
XV.2.1. Prix des céréales	139
XV.2.2. Prix des légumineuses.....	140
XV.2.3. Prix des produits halieutiques.....	141
XV.2.4. Prix des légumes	142
XV.2.5. Prix de la viande	142
XV.2.6. Prix des produits énergétiques	143
Conclusion.....	144
XVI. FINANCES PUBLIQUES.....	145
Introduction.....	145
XVI.1. Le recouvrement des recettes	145
XVI.1.1. Les impôts directs.....	145
a. Recouvrement des impôts sur le revenu.....	145
b. Recouvrement de la Contribution Globale Unique (CGU)	146
c. Recouvrement des acomptes provisionnels	147
XVI.1.2. Les impôts indirects	148
XVI.1.3. Les recettes recouvrées par le service des impôts.....	149
XVI.2. Les dépenses exécutées.....	149
XVII. HYGIENE	150
Introduction.....	150

XVII.1. Le personnel de la Brigade Régionale d'Hygiène	150
XVII.2. Infractions constatées lors des visites domiciliaires	151
XVII.3. Les types d'infractions commises par les ménages	152
XVII.4. Inspections dans les Etablissements Recevant du Public et assimilés.....	153
XVII.5. Les infractions commises par les établissements Recevant du Public et Assimilés	154
Conclusion.....	155
<i>XVIII. JUSTICE</i>	156
Introduction.....	156
XVIII.1. Evolution de la population carcérale.....	156
XVIII.2. Evolution du nombre des écroués	157
XVIII.3. Les infractions	158
Conclusion.....	159
<i>XIX. TRANSPORTS</i>	160
Introduction.....	160
XIX.1. Transports terrestres	160
XIX.1.1. Le réseau routier.....	160
XIX.1.2. Le parc régional de véhicules	161
XIX.1.3. Les accidents de la circulation.....	162
XIX.2. Transport aérien	163
XIX.2.1. Les mouvements d'avions	163
XIX.2.2. Les mouvements de passagers.....	164
Conclusion.....	165
<i>XX. SPORTS</i>	166
Introduction.....	166
XX.1. Les infrastructures sportives.....	166
XX.2. Les différentes disciplines	167
<i>XXI. FICHE SYNOPTIQUE</i>	169
<i>XXII. ANNEXES</i>	170

Abréviations, sigles et acronymes

Numéro	Sigle	Dénomination
1.	AEMO	Action Educative en Milieu Ouvert
2.	ANEJ	Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes
3.	ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
4.	APIX	Agence Nationale Chargée de la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux
5.	ARD	Agence Régionale de Développement
6.	ASECNA	Agence pour la Sécurité et la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
7.	ASER	Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale
8.	BFEM	Brevet de Fin d'Etudes Moyennes
9.	BIT	Bureau International du Travail
10.	CAP	Certificat d'Aptitude Préparatoire
11.	CDSMT	Cadre de Dépense Sectoriel à Moyen Terme
12.	CGER	Centre de Gestion et d'Economie Urbaine
13.	CIFA	Centre Interprofessionnel pour la Formation aux métiers de l'Agriculture
14.	CL	Consommation Locale
15.	CNH	Comité National des Hydrocarbures
16.	CRETEF	Centre Régional d'Enseignement Technique Féminin
17.	CRFS	Centre Régional de Formation Sanitaire
18.	CSS	Compagnie Sucrière Sénégalaise
19.	CTFP	Centre Technique de Formation Professionnelle
20.	DF	Descendance Finale
21.	DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
22.	DRDR	Division Régionale du Développement Rural
23.	DRH	Division Régionale de l'Hydraulique
24.	DRID	Division Régionale des Impôts et Domaines
25.	DRTT	Division Régionale des Transports Terrestres
26.	DRU	Division régionale de l'urbanisme
27.	DSRP	Document de Stratégie pour la croissance et de Réduction de la Pauvreté
28.	EDS	Enquête Démographique et de Santé
29.	EPS	Education physique et sportive
30.	ESIS	Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs Sociaux
31.	ESPS	Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal
32.	FNIJ	Fonds National d'Insertion des Jeunes
33.	FNPJ	Fonds National de Promotion des Jeunes
34.	GDS	Grands Domaines du Sénégal

Numéro	Sigle	Dénomination
35.	GNSP	Groupement National des Sapeurs Pompiers
36.	GOANA	Grande Offensive pour l'Agriculture et la Nourriture en Abondance
37.	GPF	Groupement de Promotion Féminine
38.	I	Instituteur
39.	IA	Inspection d'Académie
40.	IAS	Instituteur adjoint stagiaire
41.	IP	Indice de Parité
42.	IRC	Impôt sur le revenu des créances
43.	IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
44.	IRSV	Inspection Régionale des Services Vétérinaires
45.	IRTSS	Inspecteurs et Contrôleurs du Travail et de la Sécurité Sociale
46.	IRVM	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières
47.	IS	Instituteur stagiaire
48.	ISF	Indice Synthétique de Fécondité
49.	ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
50.	MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
51.	MC	Maitre Contractuel
52.	NINEA	Numéro d'Identification Nationales des Entreprises et Associations
53.	OCB	Organisations Communautaires de Base
54.	OIM	Organisation Internationale sur les Migrations
55.	OIT	Organisation Internationale du Travail
56.	OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
57.	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
58.	OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
59.	ONAS	Office National d'Assainissement du Sénégal
60.	ORSEC	Plan National d'Organisation des Secours
61.	PCI	Programme de Comparaison Internationale
62.	PEPAM	Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire
63.	PIB	Produit Intérieur Brut
64.	PNDL	Programme National de Développement Local
65.	PNT	Programme National de lutte contre la Tuberculose
66.	PRP	Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté
67.	REVA	Plan de Retour Vers l'Agriculture
68.	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
69.	RM	Région Médicale

Numéro	Sigle	Dénomination
70.	RTA	Réservé à la Transformation Artisanale
71.	SAED	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
72.	SCA	Stratégie de Croissance Accélérée
73.	SDE	Sénégalaise Des Eaux
74.	SENELEC	Société Nationale d'Electricité du Sénégal
75.	SNHLM	Société Nationale d'Habitat à Loyer Modéré
76.	SNIS	Système National d'Information Sanitaire
77.	SOCAS	Société de Conserves Alimentaires du Sénégal
78.	SRAS	Service Régional de l'Action Sociale
79.	SRDC	Service Régional du Développement Communautaire
80.	SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
81.	SRPM	Service Régional des Pêches Maritimes
82.	SRSD	Service Régional de la Statistique et de la Démographie
83.	TGFG	Taux Global de Fécondité Générale
84.	TPR	Trésorerie Paierie Régionale
85.	TPV	Taxe de plus-value immobilière
86.	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
87.	UGB	Université Gaston Berger
88.	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
89.	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
90.	VCE	Valeur Commerciale Estimée
91.	VEN	Volontaire de l'Education Nationale

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution de la population de 1976 à 2010 et taux d'accroissement intercensitaire	24
Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et par groupe d'âges de la région de Saint-Louis en 2010.....	24
Tableau 3 : Effectif de la population par sexe, superficie et densité par département en 2010	26
Tableau 4 : Evolution des taux d'urbanisation de 1976 à 2002 et répartition de la population urbaine en 2002.....	27
Tableau 5 : Matrice de migration de la population résidente en 2002	28
Tableau 6 : Répartition des immigrants internationaux selon la nationalité (ensemble des personnes nées à l'étranger et résidents à Saint Louis) en 2002.....	28
Tableau 7 : L'âge médian au premier mariage en 1988 et 2002	29
Tableau 8 : Situation matrimoniale par sexe et selon le département en 2002.....	30
Tableau 9 : Taux de fécondité par âge, Indice Synthétique de Fécondité et Descendante Finale.....	31
Tableau 10 : Quotient (‰) de mortalité des enfants pour la période de 10 ans ayant précédé l'enquête. Selon certaines caractéristiques socio-économiques, EDS-MICS, Sénégal 2010-11	32
Tableau 11 : Effectifs des logements selon le type et par département en 2002	33
Tableau 12 : Répartition des ménages selon le nombre moyen de personnes par pièce en 2002.....	34
Tableau 13: Répartition des habitations en 2002 selon le statut d'occupation	34
Tableau 14 : Répartition des types de logement selon le statut d'occupation en 2002.....	34
Tableau 15: Nombre de ménages équipés selon le type en 2002.....	34
Tableau 16: Répartition des ménages selon le type d'aisance en 2002.....	35
Tableau 17: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères en 2002 ...	35
Tableau 18: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des eaux usées en 2002.....	36
Tableau 19 : Evolution des demandes d'autorisation de construire	36
Tableau 20 : Réalisations de la SNHLM dans la Région	38
Tableau 21 : Groupes cibles du système éducatif dans la région	40
Tableau 22 : Etablissements du préscolaire par département en 2010 selon le type	41
Tableau 23 : Etablissements du préscolaire par département en 2010 selon le statut	41
Tableau 24 : Evolution des effectifs du préscolaire entre 2009 et 2010	41
Tableau 25 : Effectifs du préscolaire par genre et par statut en 2010	41
Tableau 26 : Le personnel des établissements du préscolaire par genre en 2010	42
Tableau 27 : Etablissements Elémentaires par département en 2010	42
Tableau 28 : Evolution des effectifs du primaire par département selon le genre	43
Tableau 29 : Taux bruts de scolarisation dans l'élémentaire de 2004 à 2010.....	43
Tableau 30: Evolution des résultats au CFEE de 2005 à 2010	44
Tableau 31: Personnel de l'élémentaire en 2010.....	44
Tableau 32: Structures du Moyen Secondaire Général en 2010 selon le cycle et le statut	44
Tableau 33 : Evolution des effectifs du moyen secondaire par département de 2005 à 2010	45
Tableau 34 : Evolution des effectifs des CEM entre 2005 et 2010	45
Tableau 35 : Effectifs des CEM selon le genre et le statut en 2010	46
Tableau 36 : Evolution des effectifs du secondaire selon le sexe par département de 2005 à 2010.....	46
Tableau 37 : Personnels du Public du Moyen Secondaire Général en 2010 selon le genre.....	46
Tableau 38 : Personnels du Public du Moyen Secondaire Général en 2010 selon le statut.....	46
Tableau 39 : Taux brut de scolarisation de l'enseignement moyen de la région de 2004 à 2010.....	47
Tableau 40 : Evolution du taux brut de scolarisation du secondaire de 2003 à 2010	47
Tableau 41 : Résultats du BFEM en 2010	47
Tableau 42: Effectifs des étudiants de l'UGB.....	48
Tableau 43: Effectif ayant le niveau supérieur par sexe et selon le département en 2002	48
Tableau 44 : Structures de l'enseignement technique et formation professionnelle en 2010	48
Tableau 45 : Effectifs des centres d'enseignement technique et formation professionnelle en 2010	49
Tableau 46 : Structures des écoles communautaires de base et des centres d'alphabétisation en 2010	49
Tableau 47 : Situation de l'analphabétisme dans la Région en 2002	49
Tableau 48 : Répartition des infrastructures sanitaires selon le district en 2010.....	52
Tableau 49 : Indicateurs de couverture passive en 2010	52
Tableau 50 : Répartition du personnel de santé en 2010	53
Tableau 51 : Répartition de la logistique selon la structure en 2010	53
Tableau 52 : Répartition des équipements selon la structure en 2010.....	54
Tableau 53 : Situation de la santé reproductive en 2010.....	55
Tableau 54 : Couverture vaccinale.....	55
Tableau 55 : Répartition BAJENU GOX en 2010.....	56

Tableau 56 : Activité principale lors des 12 derniers mois	58
Tableau 57 : Situation dans l'occupation.....	58
Tableau 58 : Structure de l'emploi par secteur d'activité et par département.....	58
Tableau 59 : Répartition des travailleurs par catégorie d'employeur et par département	59
Tableau 60 : Relations professionnelles et climat social.....	60
Tableau 61 : Sécurité au travail.....	60
Tableau 62 : Situation de la main d'œuvre.....	60
Tableau 63 : Entreprises immatriculées à la Chambre des Métiers.....	62
Tableau 65 : Répartition des entreprises artisanales selon le type en 2010	63
Tableau 66 : Répartition du personnel des entreprises selon le statut	63
Tableau 67 : Entreprises nouvellement immatriculées au NINEA	64
Tableau 68 : Entreprises nouvellement immatriculées au NINEA par collectivités.....	65
Tableau 69 : Projets agréés dans la zone nord	65
Tableau 70 : Projets agréés par secteur d'activité	66
Tableau 71 : Evolution mensuelle des sorties de secours en 2009 et 2010.....	67
Tableau 72 : Evolution des incendies par type	68
Tableau 73 : Evolution de l'assistance	69
Tableau 74 : Evolution des opérations de secours selon le type	69
Tableau 75 : Evolution des activités diverses par type	70
Tableau 76 : Répartition des mineurs selon les infractions en 2010	70
Tableau 77 : Répartition des effectifs de mineurs selon la nature du placement en 2010	71
Tableau 78 : Répartition des mineurs selon le type d'orientation en 2010	72
Tableau 79 : Situation des enfants victimes de maltraitance selon la nature en 2010	72
Tableau 80: Effectif des personnes en situation d'handicap selon le type	74
Tableau 81 : Situation globale du suivi des AGR Financées par le PRP aux personnes en situation de handicap de la région	74
Tableau 82 : Placement en apprentissage des personnes handicapées	75
Tableau 83 : Effectifs des handicapés membres des associations selon le département.....	75
Tableau 84 : Effectifs des Daaras et des talibés selon le département	75
Tableau 85 : Effectifs sinistrés	76
Tableau 86 : Aides aux sinistrés	77
Tableau 87 : Unités de transformation de céréales affectées aux organisations de femmes en 2010 ...	78
Tableau 88 : Nombre de moulins à mil affectés aux organisations de femmes par département en 2009	78
Tableau 89 : Situation des financements offerts aux femmes dans la région en 2010	78
Tableau 90 : Nombre d'organisations de femmes répertoriées en 2010	79
Tableau 91 : Situation des mises en place des semences par région (en tonnes).....	81
Tableau 92 : Situation des mises en place des semences par région (suite).....	81
Tableau 93 : Situation des mises en place des semences	82
Tableau 94 : Production de semences de pré- base à Saint Louis	82
Tableau 95 : Situation des mises en place des engrais (en tonnes)	83
Tableau 96 : Situation des mises en place des engrais (en tonnes) par région	84
Tableau 97 : Situation des mises en place des engrais (en tonnes) par région (suite)	84
Tableau 100 : Evolution des situations pluviométriques par poste pluviométrique.....	85
Tableau 101 : Répartition des productions selon la spéculation et par département en tonne	86
Tableau 102 : Répartition des productions selon la spéculation et par département en tonne (suite)	86
Tableau 103 : Evolution des superficies cultivées (ha)	87
Tableau 104 : Evolution des rendements (ha/t)	88
Tableau 105 : Evolution des rendements (ha/t)	88
Tableau 106 : Evolution de la production de canne à sucre	89
Tableau 108 : Production (de concentré et de légumes) vendue dans le pays (Quantités en tonnes) en 2010.....	89
Tableau 109 : Evolution de la production de tomate industrielle.....	89
Tableau 111 : Productions de céréales.....	90
Tableau 115 : Répartition des effectifs du cheptel par espèce et par département en 2010	93
Tableau 116 : Nombre de têtes dans les abattages contrôlés selon l'espèce.....	94
Tableau 117 : Poids des abattages contrôlés selon l'espèce	94
Tableau 118 : Répartition des abattages contrôlés selon l'espèce et le département	94
Tableau 119 : Production de cuirs et de peaux en 2010.....	95
Tableau 120 : Entrées de bétail en 2010	95
Tableau 121 : Sorties de bétail en 2010.....	96
Tableau 122 : Bilan des consultations vétérinaires en 2010.....	98

Tableau 123 : Evolution des Mises à terre 2003 à 2010 (Poids en milliers de Tonnes, Valeur en Millions)	102
Tableau 124 : Evolution du mareyage selon la destination de 2005 à 2010 (en tonne)	103
Tableau 125 : Evolution de la Transformation de 2006 à 2010 (Poids en tonne ; Valeur en millions)	104
Tableau 126 : Evolution de la consommation de carburant (en milliers de litres)	104
Tableau 127 : Evolution mensuelle du nombre de pirogues sur place	105
Tableau 128 : Evolution mensuelle du nombre de pêcheurs	105
Tableau 129 : Débarquements d'ethmaloses et de sardinelles en 2010 (poids en tonnes, valeur en millions de FCFA)	105
Tableau 130 : Statistiques des pêches en 2010 (poids en tonnes, valeur en millions de FCFA)	106
Tableau 131 : Situation des structures d'hébergement de la Région de Saint-Louis en 2010	108
Tableau 132 : Evolution mensuelle des arrivées, nuitées et du nombre de chambre vendu en 2010	111
Tableau 133 : Evolution des arrivées et des nuitées entre 1999 et 2010	111
Tableau 134 : Evolution des mandats selon la destination ou la provenance (en millions de francs)	114
Tableau 135 : Evolution du trafic Financier relatif à la CNE entre 2008 et 2010 (en millions)	115
Tableau 136 : Pourcentage de villages officiels couverts par les réseaux téléphoniques selon le département en 2010	116
Tableau 137 : Evolution du nombre d'abonnés au téléphone fixe	117
Tableau 138 : Situation des Aires Protégées et Zones Aménagées par département en 2010	120
Tableau 139 : Evolution des feux de brousse de 2000 à 2010	121
Tableau 140 : Evolution de la Production de plants selon la structure et le type de pépinière	123
Tableau 141 : Evolution des plantations (ha) selon le type de « Massives »	123
Tableau 142 : Evolution des plantations (ha) selon le type «MED/RNA »	124
Tableau 143 : Répartition de zones amodiées selon la superficie	124
Tableau 144 : Nombre de Touristes chasseurs par zone	125
Tableau 145 : Recettes forestières de chasses et d'exploitations	125
Tableau 146 : Répartition des abonnés à la SDE selon la commune en 2010	127
Tableau 147 : Répartition de la consommation d'eau selon la commune en 2010	128
Tableau 148 : Evolution de la consommation 2005-2010 (unité 1000m3)	128
Tableau 149 : Evolution du nombre d'abonnés de la SDE entre 2005 et 2010	128
Tableau 150 : Facturation d'eau selon le type de client et la commune en 2010	129
Tableau 151 : Facturation par type de consommateur entre 2008 et 2010 (Millions FCFA)	129
Tableau 152 : Répartition des taux d'accès à l'eau potable par communauté rurale	131
Tableau 153 Accès à l'eau potable par département en 2010	131
Tableau 154 : Mode d'éclairage des ménages en 2002 et 2006	132
Tableau 155 : Evolution des branchements à l'égout dans la commune de Saint-Louis de 2004 à 2010	134
Tableau 156 : Evolution des branchements à l'égout par quartier de 2004 à 2010	134
Tableau 157 : Evolution de la longueur du réseau de 2006 à 2009 (unité en mètre)	135
Tableau 158 : Situation des secteurs d'activités commerciales	136
Tableau 159 : Situation des marchés	137
Tableau 160 : Infractions constatées par type lors des visites de surveillance et de contrôle en 2010	137
Tableau 161 : Résultats des visites de surveillance en 2010	138
Tableau 162 : Etat des cigarettes saisies en 2010	138
Tableau 163 : Etat des piles électriques saisies en 2010	138
Tableau 164 : Tests réalisés en 2010	139
Tableau 165 : Evolution des prix des céréales entre 2009 et 2010 (en FCFA/Kg)	139
Tableau 166 : Evolution des prix des légumineuses entre 2009 et 2010 (en FCFA/Kg)	140
Tableau 167 : Evolution des prix des variétés de poissons frais et transformés	141
Tableau 168 : Evolutions des prix des légumes	142
Tableau 169 : Evolutions des prix de la viande en 2010	143
Tableau 170 : Prix de vente au consommateur des produits pétroliers (en FCFA/Unité)	143
Tableau 171 : Taux de recouvrement des impôts sur le revenu entre 2007 et 2010	146
Tableau 172 : Recouvrement de la Contribution Globale Unique (GGU)	146
Tableau 173 : Taux de recouvrement des acomptes provisionnels	147
Tableau 174 : Recouvrement Taux d'absorption des budgets des collectivités locales	148
Tableau 175 : Recouvrement de recettes par les régies	148
Tableau 176 : Recettes recouvrées au niveau de la DRID entre 2009 et 2010	149
Tableau 177 : Recettes recouvrées	149
Tableau 178 : Répartition du personnel de la BRH par catégorie	150
Tableau 179 : Infractions constatées dans les ménages de la région selon les sous brigades entre 2007 et 2010	152

Tableau 180 : Infractions par type lors des visites domiciliaires entre 2008 et 2010.....	153
Tableau 181 : Infractions constatées dans les ERP selon les sous brigades entre 2007 et 2010	154
Tableau 182 : Evolution mensuelle des détenus de la région de Saint-Louis selon la nationalité en 2010	157
Tableau 183 : Evolution des écroués suivant la MAC.....	158
Tableau 184 : Statistiques des écroués dans la région entre 2007 et 2010	158
Tableau 185 : Répartition des infractions commises selon le type	159
Tableau 186 : Répartition du réseau routier (Km)	160
Tableau 187 : Evolution du nombre de véhicules immatriculés selon l'état entre 2004 et 2010	161
Tableau 188 : Répartition des véhicules selon l'âge et le genre en 2010	161
Tableau 189 : Répartition des véhicules selon l'âge et le genre en 2009.....	161
Tableau 190 : Répartition des causes d'accidents de la circulation	162
Tableau 191 : Répartition des accidents de la circulation selon le type	162
Tableau 192 : Répartition des victimes d'accidents de la circulation selon la tranche d'âge.....	162
Tableau 193 : Evolution des rotations globales (vols-arrivée et vols-départ) de 2006 à 2010	163
Tableau 194 : Evolution du trafic entre 2008 et 2010	164
Tableau 195 : Trafic aérien entre 2004 et 2010	164
Tableau 196 : Répartition des infrastructures sportives selon le département	166
Tableau 197 : Répartition du nombre de licenciés selon la discipline	167
Tableau 198 : Répartition du nombre de clubs selon la discipline	167
Tableau 199 : Situation du personnel d'encadrement technique par niveau et selon le département ..	168

Liste des graphiques

Graphique 1: Courbe des rapports de masculinité.....	25
Graphique 2: Pyramide des âges de la Région de Saint-Louis en 2011	25
Graphique 3 : Evolution des taux d'urbanisation de la région de Saint-Louis de 1976 à 2002	27
Graphique 4 : Répartition de la population âgée de 12 ans et plus, selon le statut matrimonial	30
Graphique 5 : Couverture passive en infrastructures de santé par département en 2010	52
Graphique 6 : Répartition des véhicules des structures de santé selon le type en 2010	54
Graphique 7 : Evolution couverture vaccinale Penta3 et Rougeole entre 2008 et 2010	55
Graphique 8 : Actes délivrés	61
Graphique 9 : Répartition des entreprises artisanales suivant le type et le département en 2010.....	63
Graphique 10 : Répartition du personnel selon le type d'artisanat et le statut en 2010.....	63
Graphique 11 : Répartition des incendies suivant le type en 2010	68
Graphique 12 : Répartition des sorties d'assistance selon le type en 2010	69
Graphique 13 : Répartition des opérations de secours par type en 2010.....	70
Graphique 14 : Répartition des infractions commises par les mineurs selon la nature	71
Graphique 15 : Répartition des mineurs selon le type de placement en 2010	71
Graphique 16 : Répartition des enfants selon le type de maltraitance en 2010	72
Graphique 17 : Evolution de la production et des superficies cultivées de riz.....	87
Graphique 18 : Répartition du cheptel selon l'espèce en 2010.....	93
Graphique 19 : Répartition du cheptel suivant l'espèce et le département en 2010.....	93
Graphique 20 : Production de cuirs et de peaux en 2010 selon le département.....	95
Graphique 21 : Répartition de la volaille traditionnelle par département en 2010	96
Graphique 22 : Mortalité et morbidité dans les foyers épidémiologiques en 2010	97
Graphique 23 : Répartition des consultations vétérinaires selon l'espèce en 2010.....	97
Graphique 24 : Evolution des mises à terre (Volumes en milliers de Tonnes, Valeur en Millions).....	101
Graphique 25 : Evolution de la transformation en valeur (millions) et en volume (tonnes)	103
Graphique 26 : Evolution annuelle du taux d'occupation et de la durée de séjour à Saint-Louis.....	108
Graphique 27 : Evolution mensuelle des arrivées en 2010.....	109
Graphique 28 : Evolution mensuelle des nuitées en 2010.....	110
Graphique 29 : Evolution mensuelle du nombre de chambres vendues en 2010	110
Graphique 30 : Evolution des mandats payés selon la provenance	114
Graphique 31 : Evolution des mandats émis selon la destination de 2007 à 2010	114
Graphique 32 : Evolution des versements CNE selon le nombre et le montant.....	115
Graphique 33 : Evolution des remboursements selon le nombre et le montant en millions	116
Graphique 34 : Proportion de couverture des villages officiels par les réseaux de téléphonie	117
Graphique 35 : Répartition du nombre d'abonnés en 2010 selon la localité	117
Graphique 36 : Evolution des feux de brousse de 2000 à 2010	122
Graphique 37 : Répartition des abonnés à la SDE (en proportions) par commune en 2010	127
Graphique 38 : Répartition de la consommation d'eau (proportions) par commune en 2010	128
Graphique 39 : Répartition des facturations selon la commune (proportions) en 2010.....	129
Graphique 40 : Evolution des facturations selon le type de clients entre 2008 et 2010	130
Graphique 41 : Evolution mensuelle de la production d'électricité en 2010	133
Graphique 42 : Répartition des abonnés selon la localité en 2010.....	133
Graphique 43 : Evolution mensuelle des prix des céréales en 2010.....	139
Graphique 44 : Evolution mensuel du prix à la production du riz local décortiqué dans la région de Saint-Louis en 2010.....	140
Graphique 45 : Evolution mensuelle des prix des légumineuses.....	141

Graphique 46 : Evolution du taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu entre 2007 et 2010	145
Graphique 47 : Evolution du taux de recouvrement de la CGU selon le poste comptable.....	147
Graphique 48 : Taux de recouvrement des acomptes provisionnels.....	147
Graphique 49 : Taux d'absorption du budget des collectivités locales	148
Graphique 50 : Répartition du personnel d'hygiène selon la catégorie	151
Graphique 51 : Répartition des infractions commises par les ménages en 2010.....	152
Graphique 52 : Evolution des infractions commises par les ménages selon la localité de 2007 à 2010	152
Graphique 53 : Evolution des contrôles selon le type d'ERP et assimilés en 2010.....	154
Graphique 54 : Evolution des infractions dans les ERP selon la Sous Brigade	155
Graphique 55 : Répartition de la population carcérale selon la MAC en 2010	156
Graphique 56 : Evolution du nombre des écroués par MAC entre 2007 et 2010	157
Graphique 57 : Répartition des infractions selon le type en 2010.....	159
Graphique 58 : Répartition des victimes d'accidents suivant le groupe d'âge.....	163
Graphique 59 : Evolution des rotations (arrivées et départs) selon le type de vol de 2006 à 2010.....	163
Graphique 60 : Evolution du trafic aérien de 2004 à 2010.....	164

Liste des annexes

Annexe 1: Population par collectivité locale de la région de Saint-Louis en 2011	171
Annexe 2: Répartition des budgets des collectivités locales en 2010	172
Annexe 3: Tableau détaillé des recettes recouvrées par les régies de recettes entre 2009 et 2010	173
Annexe 4: Situation des finances des collectivités locales de la région de Saint-Louis entre 2008 et 2010.....	174
Annexe 5: Répartition des budgets des collectivités locales du département de Podor en 2010	174
Annexe 6: Recouvrement de l'impôt sur le revenu par poste comptable entre 2007 et 2010	175
Annexe 7: Recouvrement de la contribution globale unique (CGU) par poste comptable entre 2007 et 2010.....	175
Annexe 8: Recouvrement des acomptes provisionnels par poste comptable entre 2007 et 2010.....	175
Annexe 9: Type de logement selon le mode d'éclairage et le milieu de résidence en 2002	177
Annexe 10: Résultats atteints en matière d'éducation dans la région en 2010	178
Annexe 11: Structures, effectifs et personnels de l'Education dans la région en 2010	179
Annexe 12: Evolution des effectifs de l'UGB entre 2002 et 2010 par UFR.....	179
Annexe 13: Evolution des effectifs de la petite enfance.....	180
Annexe 14: Petite enfance : nombre de structures de prise en charge selon le statut.....	180
Annexe 15: Petite enfance : nombre de groupes pédagogiques par section	180
Annexe 16: Petite enfance : répartition des effectifs par section	180
Annexe 17: Petite enfance : répartition des effectifs par âge.....	180
Annexe 18: Petite enfance : répartition du personnel selon le statut des écoles.....	181
Annexe 19: Petite enfance : répartition des enseignants selon la langue d'enseignement et le sexe ..	181
Annexe 20: Enseignement élémentaire : évolution des effectifs	181
Annexe 21: Enseignement élémentaire : répartition des écoles selon le statut.....	181
Annexe 22: Enseignement élémentaire : répartition des écoles selon le cycle	181
Annexe 23: Enseignement élémentaire : répartition des groupes pédagogiques par niveau.....	181
Annexe 24: Enseignement élémentaire : répartition des groupes pédagogiques selon le type	182
Annexe 25: Enseignement élémentaire : nombre de nouveaux inscrits par niveau	182
Annexe 26: Enseignement élémentaire : répartition des effectifs selon le statut de l'école	182
Annexe 27: Enseignement élémentaire : répartition des effectifs par niveau	182
Annexe 28: Enseignement élémentaire : répartition des effectifs selon le cycle	182
Annexe 29: Enseignement élémentaire : répartition des effectifs par âge.....	183
Annexe 30: Enseignement élémentaire : répartition des effectifs par âge.....	183
Annexe 31: Enseignement élémentaire : répartition des effectifs par type de groupe pédagogique.....	183
Annexe 32: Enseignement élémentaire : nombre de redoublants par niveau	183
Annexe 33: Enseignement élémentaire : répartition des tables bancs selon le nombre de places assises	183
Annexe 34: Enseignement élémentaire : alimentation en eau des écoles	185
Annexe 35: Enseignement élémentaire : l'éclairage des écoles.....	185
Annexe 36: Enseignement élémentaire : les types de clôture des écoles.....	185
Annexe 37: Enseignement élémentaire : la disponibilité des latrines dans les écoles	185
Annexe 38: Enseignement élémentaire : répartition des enseignants selon le corps	185
Annexe 39: Enseignement élémentaire : répartition des enseignants selon la langue d'enseignement	185
Annexe 40: Enseignement élémentaire : répartition des enseignants du public selon le diplôme académique	186

Annexe 41: Enseignement élémentaire : répartition des enseignants du public selon le diplôme professionnel	186
Annexe 42: Enseignement élémentaire: entrée en sixième session 2010	186
Annexe 43: Enseignement élémentaire: certificat de fin d'études élémentaires session 2010	186
Annexe 44: Enseignement moyen: évolution des effectifs.....	186
Annexe 45: Enseignement moyen : nombre de classes pédagogiques par niveau	186
Annexe 46: Enseignement moyen : répartition des effectifs par niveau	186
Annexe 47: Enseignement moyen : répartition des effectifs par âge.....	188
Annexe 48: Enseignement moyen : répartition des redoublants par niveau.....	188
Annexe 49: Enseignement secondaire général : nombre de classes pédagogiques par niveau	188
Annexe 50: Enseignement secondaire général : répartition des effectifs par niveau	188
Annexe 51: Enseignement secondaire général : répartition des effectifs par âge.....	188
Annexe 52: Enseignement secondaire général : répartition des effectifs par niveau et par série	189
Annexe 53: Enseignement secondaire : répartition des redoublants par niveau.....	189
Annexe 54: Enseignement secondaire général : répartition des redoublants par niveau et par série...	189
Annexe 55: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant de points d'eau..	189
Annexe 56: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant d'électricité	190
Annexe 57: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant de clôture	190
Annexe 58: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant de toilettes	190
Annexe 59: Enseignement moyen et secondaire général : répartition des enseignants du public selon le statut professionnel	190
Annexe 60: Enseignement moyen : les résultats du brevet de fin d'études moyennes (BFEM) en 2010	190
Annexe 61: Evolution des effectifs du CDFP de Podor.....	192
Annexe 62: Evolution des résultats aux concours au niveau du CDFP de Podor	193
Annexe 63: Evolution des effectifs du CETF de Podor	194
Annexe 64: Evolution des résultats aux concours au niveau du CETF de Podor.....	194
Annexe 65: Récapitulatif des effectifs par année d'étude et par filière et le taux de réussite au CRFS	195
Annexe 66: Evolution des résultats au concours au niveau du CNFETA	195
Annexe 67: Nombre de personnes formées au CIFA	195
Annexe 68: Evolution des effectifs au niveau du CDFP de Richard Toll	196
Annexe 69: Evolution des résultats CAP.....	196
Annexe 70: Evolution des résultats BEP.....	197
Annexe 71: Evolution des effectifs du CETF de Podor	197
Annexe 72: Evolution des résultats aux concours au CETF de Podor	197
Annexe 73: Evolution des effectifs au niveau du CETF de Dagana	198
Annexe 74: Bilan des activités de l'hôpital de Ndioum par service entre 2007 et 2010	199
Annexe 75: Principales causes de morbidité à l'hôpital de Ndioum entre 2007 et 2010	200
Annexe 76: Situation du personnel de santé de l'hôpital de Ndioum entre 2007 et 2010	200
Annexe 77: Réalisations de l'UNFPA en santé de la reproduction dans la région entre 2009 et 2010.	201
Annexe 78: Activité principale lors des 12 derniers mois dans la région	203
Annexe 79: Répartition des Effectifs selon l'âge et en Fonction des Décisions de Justice	203
Annexe 80: Les dossiers de médiation et d'assistance éducative	203
Annexe 81: La Couverture des CPRS par département en 2010.....	204
Annexe 82: Projets et programmes en faveur des Groupes Vulnérables.....	204
Annexe 83: Situation globale du suivi des AGR Financées par le PRP aux personnes en situation de handicap de la région	205

Annexe 84: Situation des personnes en situation de handicap membres d'associations	206
Annexe 85: Situation des secours des collectivités locales en 2010	207
Annexe 86: Résultats de la campagne agricole dans la région de Saint Louis	208
Annexe 87: Résultats de la campagne agricole dans la région de Saint Louis (suite)	208
Annexe 88: Résultats de la campagne agricole dans la région de Saint Louis	208
Annexe 89: Evolution de la pluviométrie dans la région de Saint Louis	209
Annexe 90: Répartition des abattages contrôlés selon l'espèce et le département	209
Annexe 91: Bilan des consultations vétérinaires en 2010.....	210
Annexe 92: Evolution Mensuelle des Arrivées, Nuitées et du Nombre de Chambres Vendues de 2009 à 2010.....	211
Annexe 93: Evolution des mandats selon la destination ou la provenance (en millions de francs).....	212
Annexe 94: Situation des Aires Protégées et Zones Aménagées par département en 2010.....	212
Annexe 95: Mode d'éclairage des ménages en 2002 et 2006	213
Annexe 96: Recettes recouvrées dans la région entre 2009 et 2010	213
Annexe 97: Evolution mensuelle des détenus de Dagana selon la nationalité en 2010	214
Annexe 98: Evolution mensuelle des détenus de Saint-Louis selon la nationalité en 2010	214
Annexe 99: Evolution mensuelle des détenus de Podor selon la nationalité en 2010	215
Annexe 100: Evolution des écroués suivant la MAC	215
Annexe 101: Evolution du nombre de rotation à l'aéroport de Saint-Louis entre 2006 et 2010	215
Annexe 102: Prix à la consommation dans la commune de Saint Louis	217

PRESENTATION DE LA REGION

Située à 270 km de Dakar, la région de Saint-Louis est limitée au nord par la Mauritanie, à l'est par la région de Matam, à l'ouest par l'Océan Atlantique et au sud par la région de Louga. Elle couvre une superficie de 19 034 Km² et compte une population estimée à 925 930 habitants en 2011, soit une densité de 48,6 habitants au Km².

1. Données climatologiques

Le climat de la région est de type sahélien caractérisé par des alizés continentaux chauds et secs ou Harmattan et des alizés maritimes à l'ouest. Les températures moyennes annuelles sont relativement élevées avec cependant l'influence adoucissante de la mer à l'ouest, favorable pour les cultures maraîchères. Par contre, la zone continentale a des températures élevées presque toute l'année allant parfois au-delà de 40°C dans le département de Podor.

2. Données physiques

Par rapport au fleuve, la région est répartie en trois zones :

1. le Walo qui se caractérise par des terres humides propices à la culture irriguée et à la pisciculture. Bordant le fleuve Sénégal, il dispose des sols favorables à la riziculture et aux cultures de décrue.
2. le Diéri, éloigné du fleuve, avec des terres favorables au maraîchage et à l'élevage.
3. la Zone des Niayes, située sur la frange maritime, très connue pour ses activités de pêche maritime et de cultures maraîchères.

4. Données hydrographiques

La région de Saint-Louis dispose de ressources en eau abondantes. On distingue des eaux de surfaces et des eaux souterraines. Les eaux de surface sont constituées essentiellement par le Fleuve Sénégal, qui traverse tout le long de la région, ses défluent, le lac de Guiers et de nombreux marigots et mares temporaires. Le lac occupe une place importante à cause de sa réserve d'eau douce et joue un rôle stratégique pour l'alimentation en eau potable de la ville de Dakar et pour l'Horticulture. Le fleuve et ses affluents constituent la source d'eau la plus importante pour l'agriculture. Ce riche potentiel est valorisé par la réalisation des barrages de Diama et Manatali. Les eaux souterraines sont constituées par les nappes phréatiques peu profondes mais sujettes à la salinisation.

1. Organisation administrative

La région de Saint-Louis est composée depuis le découpage opéré en 2002, des départements de Dagana, Podor et Saint-Louis. L'année 2008 a correspondu à l'érection de plusieurs localités de la région en communes et communauté rurales. Ainsi, entre 2007 et 2008 le nombre de commune est passé de 08 à 19 soit 11 nouvelles créations et le nombre de communauté rurale de 16 à 18 soit 2 créations supplémentaires. Le département de Podor a enregistré le plus grand nombre de commune nouvellement créé soit 73% du total régional. Ainsi la région de Saint-Louis compte 3 départements, 7 arrondissements, 19 communes, 18 communautés rurales, ce qui fait un total de 38 collectivités locales.

2. Données économiques

La région de Saint-Louis occupe une place prépondérante dans les stratégies nationales de développement économique. Elle se distingue particulièrement dans le secteur primaire et dans l'agroalimentaire. L'économie de la région repose essentiellement sur l'agriculture et sur l'élevage. Une bonne partie de la production nationale de céréales provient de la région, en plus la totalité de la canne à sucre et de la tomate industrielle y est également produite. L'oignon ainsi qu'une partie importante du riz sont cultivées dans la région. La présence de grosses unités agro industrielles telles que la CSS, la SOCAS, les GDS et d'autres sociétés exportatrices constituent des indicateurs pertinents des potentialités agricoles de la région. Elles contribuent à la réduction du chômage des jeunes à travers des emplois directs et indirects qu'elles génèrent. La pêche participe aussi au dynamisme de l'économie locale. Ces produits halieutiques alimentent aussi bien le reste du pays que les pays frontaliers avec le Sénégal. La région regorge également d'énormes potentialités touristiques encore sous exploitées.

3. Culture

La région de Saint-Louis s'est dotée d'un agenda culturel de dimension internationale. Le festival international de Jazz est une des activités culturelles les plus marquantes de la région. Plusieurs autres événements rythment la vie culturelle et religieuse de la région. Parmi ces derniers on note le FANAL, le magal des deux rakas, les gamous annuels et la fête du 15 août qui constituent tous des moments de convergence vers la région. L'année 2010 a été aussi marquée par l'organisation du troisième Festival Mondial des Arts Nègres dans la région nord.

1. DÉMOGRAPHIE

Introduction

Des mots grecs, démos (peuple) et graphie (étude), la démographie signifie l'étude scientifique des populations humaines, y compris leurs effectifs, leur composition, leur distribution, leur densité, leur croissance et leurs autres caractères démographiques et socioéconomiques, ainsi que les causes et les conséquences des changements de ces facteurs. La tendance évolutive de la population de la région de Saint-Louis laisse apparaître une forte progression depuis la réalisation du premier recensement général de la population et de l'habitat. Cette évolution pourrait être expliquée par un taux de fécondité qui reste encore élevé et des améliorations de la santé des populations dues à l'élargissement de l'accès et au relèvement de la qualité des prestations. Malgré le déficit de mise en œuvre de la lettre de politique de population, certains phénomènes socio démographiques peuvent contribuer au ralentissement de l'évolution de la population. En effet, l'augmentation de l'âge médian au premier mariage qui est passé de 27,4 à 28,3 ans pour les hommes et de 19,6 à 21 ans entre 1988 et 2002 conjugué à l'inscription massive des filles à l'école observée ces dernières années qui elle-même est accompagnée par des campagnes soutenues de maintien des filles à l'école, pourraient contribuer au ralentissement de la croissance démographique.

Dans ce chapitre, sont étudiées les caractéristiques de la population de la région de Saint Louis (effectif, composition par âge, sexe, etc.), leur évolution, leur répartition spatiale et leurs dynamiques à partir des principaux phénomènes géographiques (notamment l'urbanisation) et démographiques que sont la fécondité, la mortalité, la nuptialité et les migrations.

I.1. Effectifs et accroissement

Le Sénégal a réalisé trois recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) dont le premier date de 1976, le second de 1988 et le troisième a été organisé en 2002. Ce qui fait en moyenne un recensement tous les 13 ans, dépassant ainsi la norme de 3 ans. Le quatrième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 4) prévu cette année, sera combiné avec le deuxième recensement national de l'Agriculture (RNA) et le premier recensement national de l'élevage (RNE). Le recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE) consiste alors à recueillir des données démographiques, économiques et sociales, à un moment donné sur tout le territoire national et constitue donc la source d'informations la plus fiable et la plus exhaustive sur l'état et la dynamique de la population. Il permettra d'actualiser les données sur la population et les indicateurs sociaux démographiques qui sont indispensables dans toute prise de décision.

Par ailleurs, les résultats des trois recensements montrent que la population de la région de Saint-Louis est passée de 344.432 habitants en 1976 à 435.010 habitants en 1988 avant de s'établir à 695.489 en 2002, laissant ainsi apparaître des taux d'accroissement intercensitaire de 2,0% entre 1976 et 1988 et 3,4% entre 1988 et 2002. Cette population est majoritairement composée de femmes (plus de 50%). La proportion des femmes est passée de 51,7% en 1976 à 51,3% en 2002, d'où une légère baisse de la part des femmes dans la population

totale de la région entre le premier et le dernier RGPH. En 2010, la population de la région de Saint-Louis est estimée à 901 036 habitants correspondant à 441 515 hommes et 459 521 femmes.

Tableau 1 : Evolution de la population de 1976 à 2010 et taux d'accroissement intercensitaire

		Années			
		1976	1988	2002	2010
Population	Homme	166 210	211 772	338 536	441 515
	Femme	178 222	223 238	356 953	459 521
	Total	344 432	435 010	695 489	901 036
Taux d'accroissement intercensitaire (%)			2,00%	3,40%	

Source : ANSD

I.2. Structure par âge et par sexe

L'analyse de la structure de répartition de la population de la région par groupe d'âge fait apparaître que 31,2% de la population ont moins de 9 ans et 25,5% ont entre 10 et 19 ans. Ainsi, plus de la moitié de la population de la région (56,7%) ont moins de 20 ans. Ces chiffres montrent l'ampleur des efforts à consentir pour assurer l'accès aux jeunes à un enseignement de qualité. Les personnes du troisième âge (les plus de 60 ans), concernées par ailleurs par le plan SESAME qui consacre la gratuité des soins à cette catégorie, représentent 5,4% de la population.

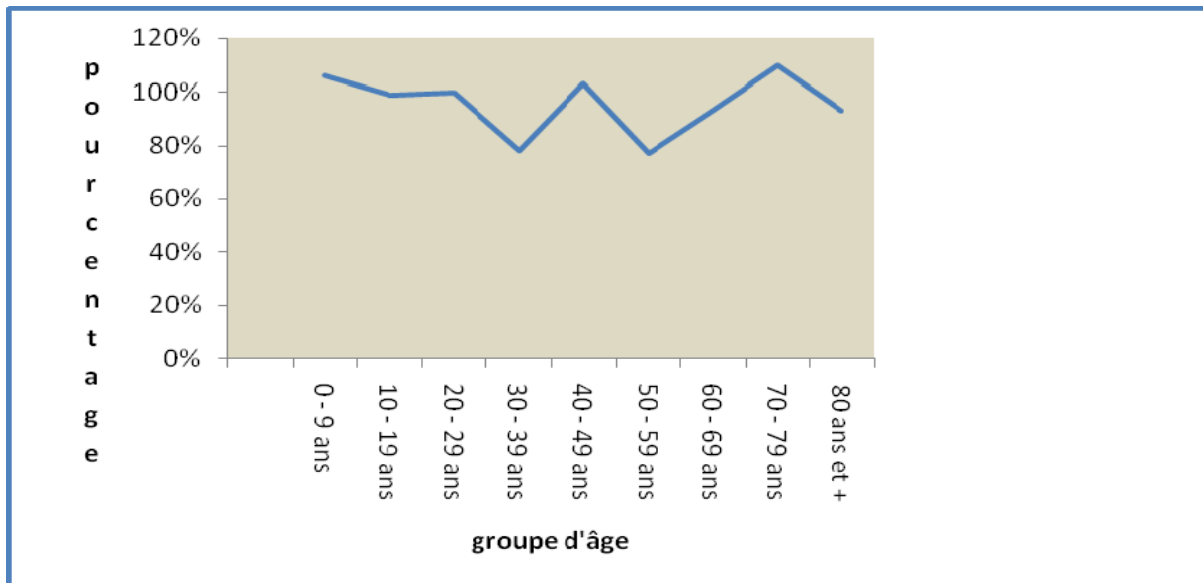
Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et par groupe d'âges de la région de Saint-Louis en 2010

Groupe d'âges	Femme		Homme		Total		Rapport de masculinité en %
	Effectifs	(%)	Effectifs	(%)	Effectifs	(%)	
0 - 9 ans	136 499	30%	144 992	32%	281 491	31%	106%
10 - 19 ans	111 917	25%	110 930	25%	222 847	25%	99%
20 - 29 ans	72 934	16%	72 934	16%	136 866	15%	100%
30 - 39 ans	51 827	11%	40 540	9%	92 367	10%	78%
40 - 49 ans	32 305	7%	33 258	7%	65 563	7%	103%
50 - 59 ans	23 485	5%	18 034	4%	41 519	5%	77%
60 - 69 ans	13 876	3%	12 950	3%	26 826	3%	93%
70 - 79 ans	8 927	2%	9 811	2%	18 738	2%	110%
80 ans et +	4 025	1%	3 758	1%	7 783	1%	93%
Total	455 795	100%	447 208	100%	894 000	100%	98%

Source : ANSD

Le rapport global de masculinité, correspondant au nombre d'hommes pour 100 femmes, est de 98%. Il met ainsi en exergue, la prédominance des femmes dans la population totale. Ce rapport révèle cependant des disparités et varie selon l'âge. En effet, pour les moins de 20 ans, les hommes sont plus nombreux mais au-delà de cet âge, l'autre sexe prédomine.

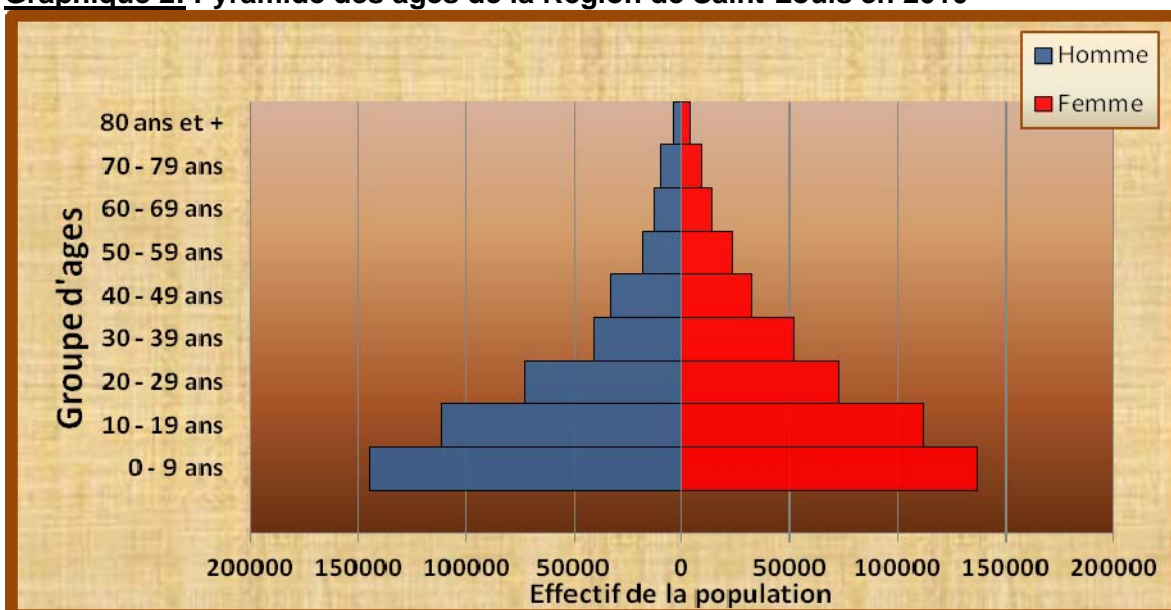
Graphique 1: Courbe des rapports de masculinité



Source : ANSD

La pyramide des âges de la population se caractérise par une base très large qui se rétrécit au fur et à mesure que l'âge augmente témoignant ainsi la prédominance des jeunes au sein de la population totale de la région. En sus de la pression sur les infrastructures sociales que cela entraîne, il se pose un problème de formation et d'emploi de cette jeunesse. Cela reflète aussi le taux de dépendance élevé qui renseigne sur la charge pesant sur la population potentiellement active par rapport aux jeunes et aux personnes du troisième âge. C'est le rapport entre les éléments de la population qui sont économiquement à charge et les éléments productifs, défini de façon arbitraire comme étant le rapport entre la somme des personnes âgées (65 ans et plus) et des jeunes (moins de 15 ans) et la population «potentiellement active » âgée de 15 à 64 ans.

Graphique 2: Pyramide des âges de la Région de Saint-Louis en 2010



Source : ANSD

I.3. Répartition spatiale

Avec 19 034 km², la région de Saint-Louis représente près de 10% du territoire national. La population étant estimée à 900 510 habitants, la région a une densité de plus de 47,31hbts/km² en 2010. Cependant la distribution de la population met en évidence une disparité importante au niveau département. En effet, les populations sont inégalement réparties dans la région.

Le département de Saint-Louis avec une population estimée à 271 386 habitants en 2010 pour une superficie de 879 km² (le plus petit département de la région) apparaît le plus densément peuplé (308,74 hbts/km²). La densité du département de Dagana correspond à 46,14 hbts/km² tandis que le département de Podor étendue sur une superficie de 12 947 km² a la plus faible densité avec 30,03 hbts/km². Par ailleurs, la population du département de Podor est concentrée sur la partie nord notamment le long de la route nationale numéro 2 et dans le Walo. La partie du Diéri est très faiblement occupée.

Tableau 3 : Effectif de la population par sexe, superficie et densité par département en 2010

NOM LOCALITE	Effectif 2002			Effectif 2010			Superficie (km ²)	Densité 2010 (hbts/km ²)
	HOMME	FEMME	TOTAL	HOMME	FEMME	TOTAL		
REG. SAINT-LOUIS	335 758	358 475	694 233	441 515	459 521	900 510	19 034	47,31
DEP. DAGANA	96 115	96 529	192 644	121 615	118 697	240 312	5 208	46,14
DEP. PODOR	135 725	152 231	287 956	185 707	203 105	388 812	12 947	30,03
DEP. SAINT-LOUIS	103 918	109 715	213 633	134 193	137 719	271 386	879	308,74

Source : RGPH III, Projections démographiques

I.4. Urbanisation

L'urbanisation se définit comme la proportion de population vivant dans des zones urbaines. Au Sénégal, la définition de l'urbain se réfère à celle de la commune. Ainsi, le milieu urbain est constitué par l'ensemble des localités érigées en communes, et ce, quelle que soit le nombre d'habitants. Le taux d'urbanisation est le rapport entre la population vivant dans des zones urbaines sur la population totale en pourcentage.

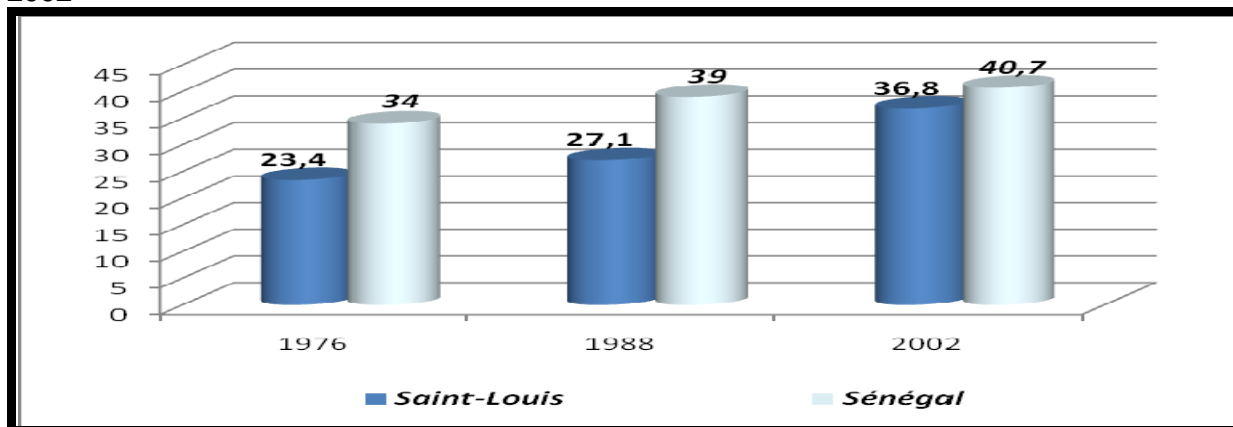
Le graphique ci-dessous laisse apparaître un taux d'urbanisation en constante évolution depuis 1976. Cela est dû en partie à l'exode rural. En effet, de 23,4% en 1976, le taux d'urbanisation de la région de Saint Louis est passé à 27,1% en 1988 avant de s'établir à 36,8% en 2002. Il faut noter cependant que les indicateurs de 1976 et de 1988 concernent l'ancienne région de Saint-Louis, qui est scindée en deux régions (Saint-Louis et Matam) depuis la réforme administrative de 2002. Par ailleurs, le taux d'urbanisation de la région de Saint-Louis est inférieur à la moyenne nationale pour toute la période 1976 -2002. Toutefois, cette moyenne nationale est largement tirée vers le haut par le taux d'urbanisation de la région de Dakar qui est proche de 100%. Ainsi, les résultats du dernier recensement montrent que la région de Dakar regroupe plus de la moitié de la population urbaine du pays (52,6 %) et que Saint-Louis est la quatrième région la plus urbanisée derrière les régions de Dakar, Thiès et Ziguinchor.

Tableau 4 : Evolution des taux d'urbanisation de 1976 à 2002 et répartition de la population urbaine en 2002

Régions	1976	1988	2002	Répartition de la population urbaine
Saint Louis	23,4%	27,1%	36,8%	6,4%
Sénégal	34%	39%	40,7%	100%

Source : RGPH (1976, 1988, 2002)

Graphique 3 : Evolution des taux d'urbanisation de la région de Saint-Louis de 1976 à 2002



Source : RGPH (1976, 1988, 2002)

I.5. Migration

La migration se définit comme étant un mouvement de personnes franchissant une limite déterminée afin d'établir ailleurs une nouvelle résidence permanente. Elle regroupe la migration internationale (migration entre pays) et migration interne (migration à l'intérieur d'un pays) c'est-à-dire le fait de quitter une subdivision administrative d'un pays (par exemple région) pour venir établir sa résidence dans une autre subdivision.

Les statistiques sur les migrations aussi bien internes qu'internationales font parties des types de statistiques les plus difficiles à disposer et les moins consensuelles tant du point de vue des définitions des termes que de la méthodologie de collecte de ces données. Parmi les sources disponibles, on distingue les données issues d'enquêtes (ESAM), de recensements, d'estimation du Ministère chargé des sénégalais de l'extérieur et d'organisations internationales telles que l'OIM.

1. Migrations internes

En 2002, les Saint-Louisiens résidant dans les autres régions du Sénégal étaient estimées à 112 861 contre 78 491 qui étaient originaires de ces régions et résidant dans la région de Saint Louis. Il apparaît donc que la région de Saint-Louis a un solde migratoire net négatif de 34.370 par rapport au reste du pays. Ce solde négatif est dû principalement à la position de la région par rapport à la région de Dakar. En effet, la région de Saint-Louis affiche un solde migratoire net par rapport à la région de Dakar de -49 486. Exceptée la capitale du Sénégal, la région de Saint-Louis a un solde migratoire net positif par rapport aux autres régions de 15 116. Ainsi, l'analyse des échanges interrégionaux révèle que les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga et Ziguinchor sont déficitaires par rapport à Saint Louis.

Tableau 5 : Matrice de migration de la population résidente en 2002

Régions	Région de naissance (entrées)	Région de résidence (sorties)	Solde migratoire
Dakar	15 676	65 162	- 49 486
Diourbel	14 412	4 428	9 984
Fatick	8 626	2 782	5 844
Kaolack	8 610	4 342	4 268
Kolda	5 560	3 328	2 232
Louga	9 926	5 984	3 942
Matam	4 570	6 676	- 2 106
Tambacounda	1 809	3 122	- 1 313
Thiès	5 742	14 249	- 8 507
Ziguinchor	3 560	2 788	772
Total	78 491	112 861	- 34 370

Sources : RGPH III

2. Migrations internationales

La migration internationale concerne l'immigration et l'émigration. L'immigration se caractérise par l'action de venir de l'étranger dans un pays afin d'y établir une résidence permanente et l'émigration se définit comme l'action de quitter un pays pour s'établir dans un autre.

La région de Saint-Louis comptait 10 517 immigrants internationaux en 2002, correspondant à 5,1% des immigrants internationaux installés au Sénégal. Ces immigrants sont essentiellement constitués d'africains.

Tableau 6 : Répartition des immigrants internationaux selon la nationalité (ensemble des personnes nées à l'étranger et résidents à Saint Louis) en 2002

Nationalités	Effectifs	(%)
Africains	10 254	97,5
Américains	33	0,3
Asiatiques	9	0,1
Européens	184	1,7
Orientaux	6	0,1
Indéterminé	31	0,3
Ensemble	10 517	100

Sources : RGPH III

S'agissant des émigrés, l'enquête sénégalaise auprès des ménages réalisée en 2002 a montré que 18,4% des émigrés sénégalais ont Saint-Louis comme région de résidence d'origine. Les principales raisons qui poussent les gens à émigrer sont plus d'ordre économique à savoir la pauvreté, le chômage, la crise économique et dans le monde rural, les faibles perspectives dans le domaine de l'agriculture (manque de terres cultivables, appauvrissement des sols, désertification progressive, manque d'eau, aléas climatiques). Par ailleurs, la lettre de politique sectorielle des sénégalais de l'extérieur mentionne que les statistiques officielles disponibles sur la période 2003 – 2004 font état de 648.600 émigrés sénégalais dont 410.000 sont comptabilisés en Afrique et 190.000 en Europe.

Le phénomène d’immigrations clandestines massives observé à partir de 2006 avait poussé les autorités sénégalaises et celles des pays d’accueils tels que l’Espagne, l’Italie et la France à signer des accords de partenariat afin de réguler les migrations de travail. C’est dans ce cadre que 503 jeunes sénégalais sont partis en Espagne en 2007 pour travailler dans les activités de pêche, dans le secteur agricole, la grande distribution et le nettoyage. Pour l’année 2008, le Sénégal avait reçu 2.700 contrats de travail mis à disposition par l’Espagne dont les 2.000 concernaient le secteur de la pêche artisanale tandis que les 700 contrats étaient des contrats agricoles saisonniers. La région de Saint-Louis qui faisait partie des points de départ des clandestins et qui concentrent une part importante de la main d’œuvre agricole ainsi que des pêcheurs faisait aussi partie des points de sélections des bénéficiaires de ces contrats de travail.

I.6. Nuptialité

Les résultats des deux derniers recensements généraux de la population et de l’habitat montrent que dans la région de Saint-Louis, les hommes et les femmes se marient de plus en plus tard. En effet, l’âge médian au premier mariage de la population de 12 ans et plus est passé de 27,4 en 1988 à 28,3 en 2002 chez les hommes et de 19,6 à 21 chez les femmes. Ce qui découle d’un changement de comportements en matière de mariage. La comparaison selon le sexe montre que les femmes convolent plus tôt que les hommes en première noce, quel que soit le milieu de résidence. En effet, l’âge moyen au premier mariage des femmes est à 21 ans contre 28,3 ans pour les hommes. Il ressort de ce tableau aussi que comparés au niveau national, les hommes et les femmes de la région se marient plus tôt.

Tableau 7 : L’âge médian au premier mariage en 1988 et 2002

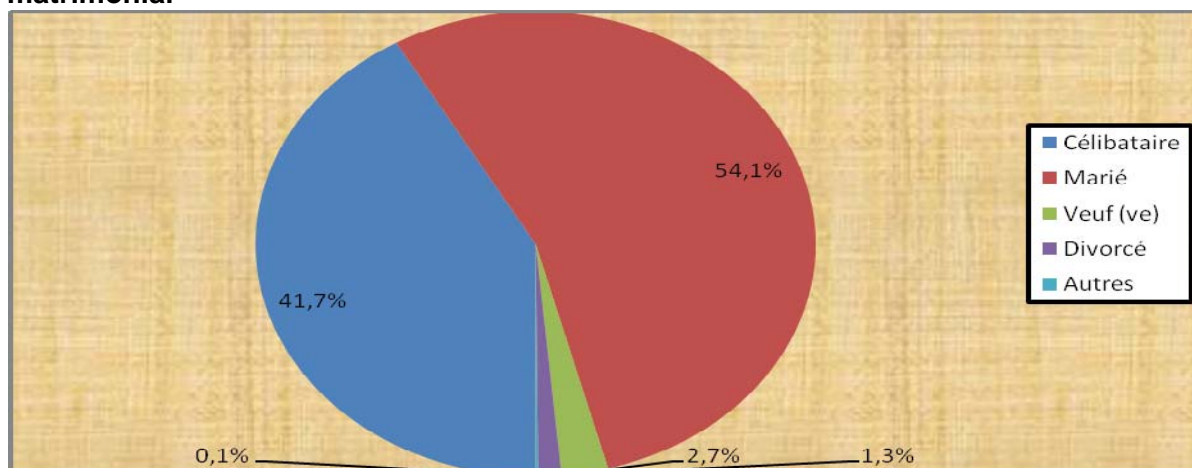
	RGPH 88		RGPH 02	
	homme	femme	homme	femme
Saint-Louis	27,4	19,6	28,3	21
Sénégal	28,3	20,1	28,9	21,3

Sources : RGPH 2 ; RGPH 3

I.7. Situation matrimoniale

L’examen de la situation matrimoniale de la population âgée de 12 ans et plus, montre que les mariés sont plus nombreux (54,1%) tandis que les célibataires constituent 41,7% de la population en âge de se marier. Les veufs et les divorcés représentent respectivement 2,7% et 1,3% de la population âgée de 12 ans et plus.

Graphique 4 : Répartition de la population âgée de 12 ans et plus, selon le statut matrimonial



Source : RGPH III,

L'analyse de la situation matrimoniale laisse aussi apparaître des profils différents selon que l'on compare l'intensité de ce phénomène entre sexes. Le tableau qui suit montre que 52% des hommes sont des célibataires et 35% sont monogames. La proportion des polygames est de 13% dont 10% vivent avec deux épouses. Chez les femmes, il apparaît 33% de célibataires et 60% de mariées dont 34% monogames. Le tableau révèle aussi que 5% des femmes sont des veuves et 2% sont divorcées.

Tableau 8 : Situation matrimoniale par sexe et selon le département en 2002

Sexe	Situation matrimoniale	Département			Total	%
		Dagana	Podor	Saint-Louis		
Masculin	Monogame	21341	30364	22733	74438	35%
	Polygame à 2	6199	8767	5618	20584	10%
	Polygame à 3	1702	1683	1588	4973	2%
	Polygame à 4 et+	453	437	435	1325	1%
	Célibataire	31587	38921	39883	110391	52%
	Veuf	144	311	191	646	0%
	Divorcé	249	274	407	930	0%
	Autre	11	121	41	173	0%
	Total		61686	80878	70896	213460
Féminin	Monogame	20778	34890	23304	78972	34%
	Polygame à 2	9039	15171	11499	35709	15%
	Polygame à 3	6645	9593	5154	21392	9%
	Polygame à 4 et+	1386	1460	1032	3878	2%
	Célibataire	19720	25406	30446	75572	33%
	Veuve	2811	5906	2576	11293	5%
	Divorcée	1166	2161	1678	5005	2%
	Autre	69	280	107	456	0%
	Total		61614	94867	75796	232277

Source : RGPH III,

I.8. Fécondité

La fécondité désigne la natalité au sein de la population féminine en âge de procréer, définie comme étant les femmes âgées de 15 à 49 ans révolus. Trois indicateurs sont souvent utilisés pour mesurer la fécondité. Il s'agit notamment du Taux Global de Fécondité Générale (TGFG), de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) et de la Descendance Finale (DF). Le TGFG est le nombre de naissances pour mille femmes en âge de procréer. L'Indice Synthétique de Fécondité reste l'indicateur préféré pour comparer l'intensité de la fécondité courante entre

différents groupes de femmes. C'est le nombre moyen d'enfants qui seraient nés vivants au cours de la vie d'une femme si elle était soumise, à chaque âge, aux taux de fécondité du moment. Cet indice est parfois utilisé pour établir la moyenne actuelle du nombre d'enfants par femme. La Descendance Finale est assimilée au nombre moyen d'enfants nés vivants pour les femmes de 40-49 ans. À l'inverse de l'ISF, qui mesure la fécondité actuelle des femmes de 15-49 ans, la Descendance Finale est le résultat de la fécondité passée des femmes enquêtées qui atteignent la fin de leur vie féconde.

En 2002, le Taux Global de Fécondité Générale est de 165 pour mille au niveau national. Ce taux varie selon l'âge, raison pour laquelle on utilise le taux de fécondité par âge qui est le rapport des naissances sur l'effectif des répondantes du groupe d'âges considéré. Aussi bien qu'au niveau national, à Saint Louis, les femmes ayant un groupe d'âges compris entre 25 et 29 ans, ont le plus fort taux de fécondité (269 pour mille). L'Indice Synthétique de Fécondité dans la région est en moyenne 5,7 enfants par femme. La Descendance Finale c'est-à-dire la fécondité passée des femmes atteignant la fin de leur vie féconde est de 6,1 enfants au niveau de Saint Louis.

Tableau 9 : Taux de fécondité par âge, Indice Synthétique de Fécondité et Descendance Finale

		SAINT LOUIS	SENEGAL
Taux de fécondité par groupe d'âges	15-19	102	116
	20-24	230	216
	25-29	269	245
	30-34	238	216
	35-39	179	158
	40-44	90	76
	45-49	23	28
ISF		5,7	5,3
Descendance finale		6,1	5,7

Source : RGPH III

1.9. Mortalité

La mortalité désigne le nombre de décès survenu dans une population donnée. Elle peut être mesurée par des taux spécifiques de mortalité. Dans ce chapitre, l'analyse de la mortalité va porter sur les enfants de moins de cinq ans. L'Enquête Démographique et de Santé, réalisée en 2005, a permis d'observer, des taux de mortalité de ces enfants dans la période des dix années précédant l'enquête. Il s'agit du quotient de mortalité néonatale, post-néonatale, infantile, juvénile et infanto-juvénile.

Encadré 1 :

Le taux de mortalité néonatale (NN) : enfants décédés avant d'atteindre un mois exact sur 1 000 enfants survivants ;

Le taux de mortalité post-néonatale (PNN) : enfants décédés entre le premier mois et le douzième mois exact sur 1 000 enfants survivants;

Le taux de mortalité infantile (1q0) : enfants décédés entre la naissance et le premier anniversaire sur 1 000 enfants survivants ;

Le taux de mortalité juvénile (4q1) : enfants décédés entre le premier et le cinquième anniversaire sur 1 000 enfants survivants;

Le taux de mortalité (infanto-juvénile (5q0) : enfants décédés entre la naissance et le cinquième anniversaire sur 1 000 enfants survivants.

Les données observées dans l'EDS montrent que la mortalité Infanto-juvénile représente 91 pour 1000 enfants survivants. Elle est constituée par la mortalité juvénile (34 ‰) et la mortalité infantile (59 ‰).

Tableau 10 : Quotient (‰) de mortalité des enfants pour la période de 10 ans ayant précédé l'enquête. Selon certaines caractéristiques socio-économiques, EDS-MICS, Sénégal 2010-11

	Mortalité néonatale (NN)	Mortalité post-néonatale (PNN)	Mortalité infantile (1q0)	Mortalité Juvénile (4q1)	Mortalité Infanto-juvénile (5q0)
Saint-Louis	39	20	59	34	91

Source: Enquête Démographique et de Santé (EDS), 2005, CRDH

Le rapport des consultations nationales sur l'agenda a donné des statiques relatives à l'atteinte de l'objectif 4 des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la réduction de deux tiers du taux de mortalité infantile. Cette étude qui porte dans la région a noté une tendance significative remarquée sur le taux de la mortalité Infanto-juvénile très élevé qui atteint 91‰, suivi de la mortalité infantile, néonatale, Juvénile et post-néonatale respectivement 59‰, 39‰, 34‰ et 20‰.

Conclusion

L'examen de la structure par âge et par sexe présente une population jeune et à prédominance féminine. Cette structure de la population de la région engendre d'énormes difficultés liées aux besoins croissants que nécessite une population jeune, mais aussi beaucoup de dépenses dans les secteurs sociaux en particulier tels que la santé, l'éducation, la formation et l'accès aux services de logement. Par ailleurs, les populations sont inégalement réparties dans la région. En effet, la distribution de la population met en évidence une disparité importante au niveau département. Pour éviter les problèmes de taux de chômage élevé et de sous emploi massifs, les enjeux sociodémographiques doivent porter sur la création des conditions d'une économie dynamique à forte capacité d'absorption de main d'œuvre. La politique de population doit aussi répondre à la réduction des déséquilibres dans la répartition spatiale de la population, la réduction du niveau de la mortalité des enfants, la maîtrise des problèmes liés à l'urbanisation parfois anarchique et la croissance de l'effectif qui exige des ressources supplémentaires pour faire face aux questions de santé, d'éducation, de transport, d'emploi, de logement, etc. Sur le plan de la migration des populations, vu l'importance du nombre d'émigrés sénégalais dont une part importante vient de la région de Saint-Louis, et leur contribution si précieuse à l'économie nationale, il devient de plus en plus urgent pour le Sénégal de se doter d'une politique d'immigration cohérente tenant compte des réalités socio culturelles du pays ainsi que des dynamiques internationales actuelles.

3. HABITAT ET CADRE DE VIE

Introduction

Depuis quelques années, les investissements dans les bâtiments se sont beaucoup développés. Cependant, ces investissements sont plus concentrés dans les centres urbains avec la création de nouveaux quartiers résidentiels. Dans ce chapitre, nous allons analyser les données de la division régionale de l'urbanisme sur les autorisations de construire et celles de l'antenne régionale de la SNHLM sur les logements construits. Auparavant, nous allons étudier les caractéristiques des logements et le cadre de vie des ménages de la région de Saint Louis tirées des résultats du dernier recensement général sur la population et l'habitat.

II.1. Caractéristiques des logements

Le mode de vie des ménages est lié aux caractéristiques des logements. Ces caractéristiques sont abordées en fonction de la typologie, du niveau d'occupation, du statut d'occupation et des équipements.

II.1.1. Typologie des logements

Le dernier recensement fait état d'un effectif de 80 271 logements dans la région de Saint-Louis dont 54 053 maisons basses, soit 67,3% du total. Le tableau laisse apparaître que la case constitue le deuxième type de logement le plus fréquent dans la région avec 25,6% des maisons. En outre, plus de la moitié des cases répertoriées dans la région se trouve dans le département de Podor. Les maisons basses constituent le type de logement le plus fréquent dans les trois départements de la région.

Tableau 11 : Effectifs des logements selon le type et par département en 2002

Département	Type logement						Total
	Case	Baraque	Maison basse	Maison à étage	Appartement	Autre	
Dagana	6253	279	15890	221	9	288	22940
Podor	12608	248	19105	264	23	1986	34234
Saint-Louis	1674	606	19058	1635	45	79	23097
Total	20535	1133	54053	2120	77	2353	80271
	25,6%	1,4%	67,3%	2,6%	0,1%	2,9%	100,0%

Source : RGPH III,

II.1.2. Niveau d'occupation

Le dernier recensement de la population et de l'habitat a aussi montré que la région de Saint Louis a un taux de promiscuité très élevé. Le nombre moyen de personnes par pièce est de 3 avec un niveau plus élevé en milieu rural (3,1 personnes par pièces) contre un niveau d'occupation de 2,8 en milieu urbain. Le taux d'occupation le plus fréquent est de 2 personnes par pièce, correspondant à 30,9 % des ménages. Les ménages dont le nombre moyen de personnes par pièce est de 4 personnes ou plus, représentent 23,8% des ménages.

Tableau 12 : Répartition des ménages selon le nombre moyen de personnes par pièce en 2002

	Nombre moyen de personnes par pièce	Répartition des ménages par niveau moyen d'occupation			
		0-1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes et plus
Urbain	2,8	29,3%	29,9%	19,9%	20,9%
Rural	3,1	18,7%	31,5%	24,1%	25,6%
Région	3	22,7%	30,9%	22,5%	23,8%

Source : RGPH III,

II.1.3. Statut d'occupation

Il apparaît dans le tableau qui suit que 73,9% des ménages sont propriétaires de leur logement, 9,3% sont copropriétaires et 9,0% vivent en location. Les ménages logés par leur famille constituent 5,6% et la proportion de ceux logés par leur employeur est de 1,4%. Le tableau ci-dessous montre aussi une faible importance de la location dans le département de Podor. En effet, sur les 7.206 ménages locataires, seuls 603 se trouvent dans ce département, soit 7,9%.

Tableau 13: Répartition des habitations en 2002 selon le statut d'occupation

Département	Propriétaire	Copropriétaire	Locataire	Logé/ employeur	Logé/ famille	Autre	Total
Dagana	17001	1517	2554	372	1338	158	22940
Podor	28034	3576	603	260	1561	200	34234
Saint-Louis	14282	2350	4049	495	1619	302	23097
Total	59317	7443	7206	1127	4518	660	80271
%	73,9%	9,3%	9,0%	1,4%	5,6%	0,8%	100,0%

Source : RGPH III

Tableau 14 : Répartition des types de logement selon le statut d'occupation en 2002

	Propriétaire	Copropriétaire	Locataire	Logé' employeur	Logé' famille	Autre	Total	
Case	18411	1155	107	46	754	62	20535	26%
Baraque	726	87	194	11	75	40	1133	1%
Maison basse	37372	5782	6157	900	3391	451	54053	67%
Maison à étage	970	183	645	130	156	36	2120	3%
Appartement	27	5	21	18	3	3	77	0%
Autre	1811	231	82	22	139	68	2353	3%
Total	59317	7443	7206	1127	4518	660	80271	100%
%	74%	9%	9%	1%	6%	1%	100%	

Source : RGPH III

II.1.4. Equipement des ménages

Le dernier recensement a montré que 71.3% des ménages étaient équipés de radio et 27,7% d'un téléviseur. Aussi, 8.913 ménages disposaient de réfrigérateur ou congélateur, soit 11% du nombre total de ménages. S'agissant du téléphone, 7,7% des ménages étaient abonnés au fixe.

Tableau 15: Nombre de ménages équipés selon le type en 2002

	Effectif	%
Radio	57 264	71,3
Vidéo	3 746	4,7
Téléviseur	22 213	27,7
Réfrigérateur/Congélateur	8 913	11,1

	Effectif	%
Réchaud/Cuisinière	3 223	4,0
Climatiseur	828	1,0
Téléphone fixe	6 163	7,7
Foyer amélioré	817	1,0
Total	80 271	

Source : RGPH III

II.2. Cadre de vie

Dans ce chapitre, le cadre de vie des ménages y est appréhendé à travers le lieu d'aisance, le mode d'évacuation des ordures ménagères et le mode d'évacuation des eaux usées.

II.2.1. Le lieu d'aisance

En 2002, les latrines constituées les lieux d'aisance dont disposés 45% des ménages saint louisien. Les lieux d'aisance raccordés à l'égout, les fosses et les édicules publics sont utilisés respectivement par 5%, 16% et 2% des ménages. Tandis que les ménages utilisant la nature comme lieux d'aisance représentent 29%, surtout ceux du milieu rural (43%). En milieu urbain, les latrines et la chasse fosse sont les lieux d'aisance les plus utilisés.

Tableau 16: Répartition (%) des ménages selon le type d'aisance en 2002

Milieu	Chasse Egouts	Chasse Fosse	Latrines	Edicule Public	Nature	Autre	Total
Urbain	11	34	45	2	5	3	100
Rural	0	6	45	2	43	4	100
Région	5	16	45	2	29	4	100

Source : RGPH III

II.2.2. Le mode d'évacuation des ordures ménagères

Le dépôt sauvage est le mode d'évacuation des ordures le plus exploité par les ménages (66%). Ce qui constitue un grand danger pour l'environnement. Par ailleurs, les camion et les calèches ou charrettes sont respectivement utilisés comme outils de ramassage par 2,3% et 11,6% des ménages.

Tableau 17: Répartition (%) des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères en 2002

Milieu	Camion de ramassage	Calèche/ Charrette	Dépôt autorisé	Dépôt sauvage	Enfouissement	Incinération	Autre	Total
Urbain	5,9	27,2	14,5	46	1,4	2,7	2,4	100
Rural	0,2	2,3	5,1	78,1	2,6	6,4	5,4	100
Région	2,3	11,6	8,7	66	2,1	5	4,2	100

Source : RGPH III

II.2.3. Le mode d'évacuation des eaux usées

Les modes d'évacuation modernes ne sont pas bien utilisés par les ménages. La plupart des ménages déversent leurs eaux dans la nature (78%) ou dans le fleuve (8,2%). Les autres modes d'évacuation des eaux usées sont peu usités à savoir le réseau d'égout (4%), le canal fermé (1,5%), le canal à ciel ouvert (0,5%) et la grille bouche avaloir (0,3%). Ces infrastructures d'assainissement n'existent pas dans le milieu rural.

Tableau 18: Répartition (%) des ménages selon le mode d'évacuation des eaux usées en 2002

Milieu	Réseau d'égout	Canal fermé	Canal à ciel ouvert	Grille bouche avaloir	Mer/ Fleuve	Cours d'eau	Trou creusé	Rue/ Nature	Autre	Total
Urbain	10,4	3,4	1,1	0,7	19,7	0,7	5,1	57,6	1,4	100
Rural	0	0	0	0	1,3	0,6	5,8	90,8	1,5	100
Région	4	1,5	0,5	0,3	8,2	0,4	5,5	78	1,5	100

Source : RGPH III

II.3. Autorisation de construire

Les constructions nouvelles ou les modifications doivent faire l'objet d'autorisations délivrées par les services compétents. Le nombre de demandes d'autorisations de construire passe de 94 en 2009 à 103 en 2010, soit une hausse de 9,6%. La plupart de ces demandes viennent du département de Saint Louis (soit 99 sur les 103). Les demandes de nouvelles constructions s'établissent à 80 et les élévations ou modifications à 23.

Tableau 19 : Evolution des demandes d'autorisation de construire

Désignation		2007	2008	2009	Départements			2010	Var 2010 /2009
					Saint - Louis	Dagana	Podor		
Constructions nouvelles	Habitat	85	64	65	68	0	1	64	-1,5%
	Autres	12	11	23	8	3	0	16	-30,4%
	TOTAL	97	75	88	76	3	1	80	-9,1%
Sur Elévations ou modification	Habitat	4	7	1	17	0	0	17	1600,0%
	Autres	1	2	5	6	0	0	6	20,0%
	TOTAL	5	9	6	23	0	0	23	283,3%
Total	Habitat	89	71	66	76	0	1	81	22,7%
	Autres	13	13	28	23	3	0	22	-21,4%
	TOTAL	102	84	94	99	3	1	103	9,6%

Source : Division régionale de l'urbanisme

Le nombre d'autorisation de construire est très faible par rapport au rythme de construction effective dans la région. Les contraintes qui entravent l'accroissement du nombre d'autorisation de construire portent sur le déficit d'information et de communication des populations, le déficit de parcelles aménagées, la longueur du circuit pour l'obtention de l'autorisation de construire, l'inexactitude des adresses, le faible niveau de délégation de signature des autorités habilitées à délivrer l'autorisation de construire, etc.

Par rapport à ces contraintes des recommandations sont formulées pour systématiser les autorisations de construire dans le but d'améliorer la qualité des constructions et à accroître la sécurité des logements. Il s'agit de :

1. Mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'autorisation de construire ;
2. Accroître le nombre de zones aménagées ;
3. Raccourcir les délais de traitement des dossiers d'autorisation de construire ;
4. Améliorer la qualité des dossiers de demande d'autorisation de construire ;

5. Mettre en œuvre la directive de la consultation simultanée (faire des copies à tous les intervenants dans le circuit d'attribution de l'autorisation de construire).

II.4. Réalisations de la SNHLM

De 1960 à 2010, la SNHLM a construit 569 logements et octroyé 57 parcelles dans la région de Saint-Louis. Ces réalisations ont lieu dans les communes de Saint-Louis, Richard-Toll, Dagana et Podor. Plus de 79% des logements ont été construits dans la commune de Saint-Louis contre 13% à Dagana, 4,4% à Richard Toll et 3,5% dans la commune de Podor. S'agissant des parcelles octroyées, 77% se trouvent dans la commune de Dagana, 19,3% dans la commune de Saint Louis et 3,5% dans celle de Richard Toll. Cependant, aucune parcelle n'a été octroyée dans la commune de Podor.

Tableau 20 : Réalisations de la SNHLM dans la Région

Communes	Logements		Parcelles	
	Nombre	%	Nombre	%
Saint Louis	450	79,1%	11	19,3%
Dagana	74	13,0%	44	77,2%
Richard Toll	25	4,4%	2	3,5%
Podor	20	3,5%	-	0,0%
Région	569	100,0%	57	100,0%

Source : Antenne régionale de la SNHLM

Conclusion

Depuis 2002, une étude spécifique sur l'habitat et le cadre de vie de l'ensemble des ménages de la région n'a pas été réalisée. Ce qui aurait permis d'avoir une meilleure orientation des programmes et projets dans ce domaine. Surtout que depuis quelques années, on assiste à un développement de l'immobilier dans les grands centres urbains et leurs périphéries en particulier.

6. ÉDUCATION

Introduction

L'éducation constitue un des plus importants secteurs dans le processus de notre développement économique, politique et social. Ce secteur suscite un intérêt particulier de la part de l'ensemble des composantes de la société nationale et des partenaires privés, bilatéraux et multilatéraux du Sénégal. C'est ainsi que le gouvernement sénégalais a consacré plus de 40 % de son budget national à l'éducation dans le souci d'élargir l'accès à l'éducation, d'améliorer la qualité des apprentissages ainsi que la gestion du secteur. Cette allocation couvre les dépenses publiques de fonctionnement et d'investissement allouées au secteur. L'Etat, en tant que premier bailleur du secteur de l'éducation est soutenu par des partenaires nationaux et internationaux. Ainsi, les partenaires tels que la coopération luxembourgeoise, la fondation Paul Gérin Lajoie, l'ONG Plan Sénégal, le Partenariat, l'USAID/EDB, Counterpart, les partenaires de la coopération décentralisée interviennent dans la construction de salles de classe, l'ouverture de cantines scolaires, la formation des enseignants, l'ouverture de classes d'alphabétisation dans les daaras pour le développement de l'éducation dans la région de Saint Louis.

Dans ce chapitre, nous allons présenter la situation du secteur de l'éducation dans la région de Saint Louis en 2010 en analysant les objectifs sectoriels, les groupes cibles du système éducatif dans la région, le développement intégré de la petite enfance, l'élémentaire, le moyen secondaire et second cycle, l'enseignement technique, la formation professionnelle, l'éducation non formelle et de l'enseignement supérieur.

III.1. Objectifs sectoriels

L'éducation est une condition essentielle pour une croissance économique soutenue, dans la mesure où elle fournit des ressources humaines qualifiées capables de répondre aux besoins de développement. Conscientes de ce fait, les autorités du pays ont exprimé une volonté de développer le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle en fixant les objectifs suivants :

1. l'universalisation de l'achèvement du cycle élémentaire ;
2. le développement de l'enseignement moyen dans la perspective d'une éducation de base de dix ans et l'amélioration de l'accès dans les autres cycles ;
3. la création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux d'éducation et de formation, avec une attention accrue à l'amélioration notable de l'environnement scolaire et des conditions d'enseignement et d'apprentissage ;
4. l'éradication de l'analphabétisme et la promotion des langues nationales ;
5. la promotion et l'orientation de la formation professionnelle vers le marché du travail ;
6. la prise en compte effective de l'éducation inclusive et l'élimination des disparités, à tous les niveaux d'enseignement : inter et intra régionales, entre groupes socio-économiques, entre sexes, entre milieu (urbain/rural) ;

7. la libéralisation et la diversification de l'offre d'éducation et de formation, la promotion d'un partenariat efficace et bien coordonné et l'ouverture à la coopération régionale au sein de l'espace CDEAO ;
8. la décentralisation et la déconcentration renforcées de la gestion du système, dans une dynamique de responsabilisation et d'une participation accrues des collectivités, des communautés et des inspections ;
9. la gestion rationnelle et efficiente des ressources matérielles, financières et humaines, dans une optique de responsabilisation et d'imputabilité des centres d'exécution.

III.2. Populations cibles

Le système éducatif sénégalais est composé de sept ordres d'enseignement : préscolaire, élémentaire (primaire), moyen, secondaire, supérieur, l'enseignement technique et la formation professionnelle et l'éducation non formelle. Le sous-secteur non-formel regroupe les écoles communautaires de base (ECB) et les classes d'alphabétisation pour adolescents et adultes. Ces ordres d'enseignement sont répartis en fonction des tranches d'âges. De ce fait, le taux brut de scolarisation de chaque ordre d'enseignement devrait être calculé en fonction de la population de la tranche d'âge ciblée de l'année en cours.

Tableau 21 : Groupes cibles du système éducatif dans la région

Ordre d'enseignement		Tranches d'âges du groupe cible	Populations cibles en 2010		
			Homme	Femme	Total
Petite enfance		3 à 6 ans	59 212	56 129	115 342
Enseignement Elémentaire		7 à 12 ans	81 610	77 274	158 883
Enseignement Moyen		13 à 16 ans	44 639	44 808	89 447
Enseignement Secondaire		17 à 19 ans	27 211	30 938	58 149
Education Non Formelle	Ecoles Communautaires de Base	09 à 14 ans	76 426	71 948	148 374
	Adolescents et adultes non alphabétisés	15 ans et plus	230 651	260 592	491 243
Enseignement technique et formation professionnelle		13 ans à 19 ans	71 849	75 746	147 595
Enseignement supérieur		20 ans et plus	182 283	207 379	389 662

Source: IA Saint-Louis – ANSD (populations cibles)

III.3. Enseignement préscolaire

L'enseignement préscolaire constitue le premier palier du système scolaire formel. Il est assuré par quatre types de structures à savoir, la case communautaire, la case des tout-petits, l'école maternelle et la garderie.

III.3.1. Offre préscolaire

L'implantation de la case des tout petits a contribué à l'amélioration de l'accès au préscolaire. Dans la région de Saint Louis, 114 établissements du préscolaire ont été recensés en 2010 contre 97 en 2009, soit un accroissement de 18%. Ces établissements sont constitués par des cases communautaires (20), des cases des tout-petits (41), des écoles maternelles (22) et des garderies (31).

Tableau 22 : Etablissements du préscolaire par département en 2010 selon le type

Départements	Total 2009	Case Communautaire	Case des Tout-Petits	Ecole Maternelle	Garderie	Total 2010	Var 2010/2009 %
Dagana	15	6	12	4	2	24	60
Podor	19	3	9	6	0	18	-5
Saint Louis	63	11	20	12	29	72	14
Région	97	20	41	22	31	114	18

Source : IA Saint-Louis

La répartition des établissements préscolaires par département laisse apparaître un profond déséquilibre au profit du département de Saint Louis qui comptabilise 63% de ces structures, suivi du département de Dagana avec 21% et le département de Podor 16%. Par ailleurs, les collectivités locales disposent de 45 structures chargées de la petite enfance. Les établissements privés représentent 34 structures préscolaires et ceux du public 35.

Tableau 23 : Etablissements du préscolaire par département en 2010 selon le statut

Départements	Total 2009	Communautaire	Privé	Public	Total 2010	% par département
Dagana	15	16	4	4	24	21
Podor	19	12	0	6	18	16
Saint Louis	63	17	30	25	72	63
Région	97	45	34	35	114	100
% par statut		39%	30%	31%	100%	

Source : IA Saint-Louis

III.3.2. Les effectifs du préscolaire

Les effectifs du préscolaire sont passés de 7 370 en 2009 à 8 167 en 2010, soit accroissement de 11%. Les résultats attestent que les filles sont plus nombreuses que les garçons au préscolaire dans tous les départements de la région. Par ailleurs, on enregistre une baisse de 8% des effectifs dans le département de Podor, due probablement à une fermeture d'établissement car les structures préscolaires passent de 19 en 2009 à 18 en 2010.

Tableau 24 : Evolution des effectifs du préscolaire entre 2009 et 2010

Départements	Total 2009			Total 2010			Var (%) 2010/2009		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dagana	547	708	1255	641	839	1480	17	19	18
Podor	617	771	1388	567	714	1281	-8	-7	-8
Saint Louis	2157	2570	4727	2592	2814	5406	20	9	14
Région	3321	4049	7370	3800	4367	8167	14	8	11

Source : IA Saint-Louis

Tableau 25 : Effectifs du préscolaire par genre et par statut en 2010

Département	Communautaire			Privé			Public			Total 2010		
	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total
Dagana	403	519	922	150	158	308	88	162	250	641	839	1480
Podor	364	449	813				203	265	468	567	714	1281
Saint Louis	483	510	993	1217	1278	2495	892	1026	1918	2592	2814	5406
Région	1250	1478	2728	1367	1436	2803	1183	1453	2636	3800	4367	8167

Source : IA Saint-Louis

III.3.3. Le Taux Brut de Préscolarisation

Le taux brut de préscolarisation (TBPS) permet d'apprécier le développement intégré de la petite enfance et de se faire une idée précise de l'importance de la préscolarisation. C'est un indicateur qui mesure la capacité du système éducatif à accueillir les enfants préscolarisables. L'objectif de l'Etat est d'atteindre un taux de préscolarisation de 30% en 2010. Malgré les efforts consentis par les autorités avec l'implantation des cases des tout-petits, le taux brut de préscolarisation reste toujours égal à 7,3% en 2010 et est trop en deçà de l'objectif fixé par les acteurs de l'éducation.

III.3.4. Le personnel

En 2010, la région de Saint Louis compte 382 enseignants du préscolaire dont 273 en service dans le département de Saint Louis. La proportion des femmes (299) est plus importante que celle des hommes (83).

Tableau 26 : Le personnel des établissements du préscolaire par genre en 2010¹

Départements	IAS		I		MC		Autres		IS		IA		EPS		VE		TOTAL		
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	Total
Dagana	0	0	0	1	13	2	29	7	0	0	0	0	0	1	8	4	50	15	65
Podor	0	0	3	2	15	5	7	3	0	0	0	0	0	0	8	1	33	11	44
Saint Louis	2	0	4	3	71	12	91	24	1	0	9	1	7	2	31	15	216	57	273
Région	2	0	7	6	99	19	127	34	1	0	9	1	7	3	47	20	299	83	382

Source : IA Saint-Louis

III.4. Enseignement élémentaire

III.4.1. Offre scolaire

L'élémentaire a la plus large couverture sur le plan de l'offre. Dans la région de Saint Louis, 643 écoles élémentaires ont été recensées en 2010 contre 631 en 2009, soit un accroissement de 1,9%. Ainsi, 12 nouvelles écoles primaires ont été créées entre 2009 et 2010 dont 4 dans le département de Dagana, 1 dans le département de Podor et 7 écoles dans le département de Saint Louis. Sur les 643 écoles, 632 sont du public et 11 appartiennent à des privés.

Tableau 27 : Etablissements Elémentaires par département en 2010

Départements	Total 2009	Public	Privé	Total 2010	Var 2010/2009 %	Nouvelles créations
Dagana	202	205	1	206	2,0	4
Podor	264	265	0	265	0,4	1
Saint Louis	165	162	10	172	4,2	7
Région	631	632	11	643	1,9	12

Source : IA Saint-Louis

III.4.2. Effectifs de l'élémentaire

Le nombre d'élèves dans l'élémentaire a connu un accroissement annuel de 0,8% en passant de 119 411 en 2009 à 120 369 en 2010. Ce taux d'accroissement est insuffisant pour

¹ F = Fille
MC = Maître contractuel
EPS = Education physique et sportive

G = Garçon

IAS = Instituteur adjoint stagiaire
IS = Instituteur stagiaire

I = Instituteur
IA = Instituteur adjoint
VE = Volontaire de l'Education

atteindre un taux brut de scolarisation de 100% en 2015 dans la région de Saint-Louis car les prévisions de la population scolarisable à l'horizon 2015 donnent un nombre égal à 167 152 enfants. Les filles conservent leur supériorité numérique dans l'élémentaire en enregistrant une hausse de 1,5% de leur effectif entre 2009 et 2010. Tandis que le nombre de garçons reste toujours constant. Ce qui creuse l'écart entre le nombre de filles et le nombre de garçons au niveau de l'élémentaire. L'analyse par département montre une forte croissance dans le département de Podor tant au niveau des garçons qu'au niveau des filles. En effet, le nombre d'élèves de l'élémentaire dans le département de Saint Louis a connu une hausse de 90,2% en passant de 42 062 en 2009 à 79 989 en 2010. Tandis que les effectifs dans le département de Podor restent constants. Cela est le résultant de la hausse de 1,3% des effectifs des filles atténuée par une contraction du nombre de garçons (-1,8%). Par ailleurs, les effectifs des élèves du département de Dagana augmentent de 0,3% entre 2009 et 2010.

Tableau 28 : Evolution des effectifs du primaire par département selon le genre

Département	Année	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	2009/2010	Var (%) 2010/2009
	Sexe						
Dagana	Filles	15375	16214	16060	16936	17030	0,6
	Garçons	15951	16599	16181	16464	16486	0,1
	Total	31326	32813	32241	33400	33516	0,3
Podor	Filles	23164	24173	24543	25825	26161	1,3
	Garçons	16547	16939	17089	18124	17793	-1,8
	Total	39711	41112	41632	43949	43954	0,0
Saint-Louis	Filles	18955	19644	19692	20731	39336	89,7
	Garçons	19894	20353	20300	21331	40653	90,6
	Total	38849	39997	39992	42062	79989	90,2
Total Région	Filles	57494	60031	60295	63492	64465	1,5
	Garçons	52392	53891	53570	55919	55904	0,0
	Total	109886	113922	113865	119411	120369	0,8

Source : IA Saint-Louis

III.4.3. Taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation de la région s'est établi à 92,5% en 2010, enregistrant ainsi un bond de 0,6 points par rapport à 2009. Le rythme de progression du TBS fille a été beaucoup plus soutenu que celui des garçons entre 2004 et 2010. Par ailleurs, l'indice de parité (IP) qui est le rapport entre le taux brut de scolarisation des filles sur celui des garçons est supérieur à 1 durant toute cette période. Cela signifie que la fréquentation des filles dans le cycle primaire est plus importante que celle des garçons sur cette période.

Tableau 29 : Taux bruts de scolarisation dans l'élémentaire de 2004 à 2010

Sexe	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	2009/2010
Filles	83,8	86,0	88,8	92,5	93,7	100	102
Garçons	75,5	78,2	78,7	80,4	79,8	83,8	83
TBS	79,6	82,0	83,7	86,3	86,6	91,9	92,5
IP	1,11	1,10	1,13	1,15	1,17	1,19	1,23

Source : IA Saint-Louis

III.4.4. Résultats au CFEE

En 2010, la région de Saint Louis a enregistré un taux de réussite au CFEE de 69,9%, soit une performance de 4 points par rapport à l'année 2009. Ce taux est supérieur à la moyenne nationale qui s'établit à 68,6%. On note aussi que le taux de réussite est plus élevé au niveau des garçons que chez les filles.

Tableau 30: Evolution des résultats au CFEE de 2005 à 2010

Année	Présents			Admis			Taux admis %		
	Garçon	Fille	Total Région	Garçon	Fille	Total Région	Garçon	Fille	Total Région
2005	6282	6447	12729	3631	3300	6931	57,8	51,2	54,5
2006	6491	6877	13368	4827	4735	9562	74,4	68,9	71,6
2007	nd	nd	nd	nd	nd	nd	Nd	Nd	75,0
2008	6621	7379	14000	4736	4887	9623	71,5	66,2	68,7
2009	7628	6699	14327	4775	4672	9447	62,6	69,7	65,9
2010	6848	8143	14991	4997	5490	10487	73,0	67,4	69,9
Nat 2009	97860	94895	192755	56326	60911	117237	57,6	64,2	60,8
Nat 2010	97266	103627	200893	68848	68874	137722	70,8	66,5	68,6

Source : Division des examens et concours/DPREE

III.4.5. Efficacité interne du système

L'efficacité interne d'un système peut être appréhendée à travers la promotion, le redoublement, l'achèvement et l'abandon.

1. la promotion qui consiste à passer en classe supérieure ;
2. le redoublement qui consiste à refaire la classe ;
3. et l'abandon qui consiste à sortir du système.

Dans l'élémentaire, le taux de redoublement s'établit à 5% contre 19% pour le moyen et 16% au niveau du secondaire. Le taux d'achèvement qui consiste à terminer le cycle est de 58% dans l'élémentaire.

III.4.6. Le personnel

En 2010, la région de Saint Louis compte 3 927 enseignants. On note aussi une prédominance des hommes dans le personnel de l'élémentaire. Les enseignants hommes s'établissent à 2 547 contre 1 380 pour les femmes.

Tableau 31: Personnel de l'élémentaire en 2010

Département	I		IA		MC		VE		AUTRES		TOTAL		
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	Total
Dagana	15	147	29	91	208	395	86	83	0	2	338	718	1056
Podor	7	147	46	181	230	559	86	227	0	2	369	1116	1485
Saint Louis	91	286	69	95	358	219	155	111	0	2	673	713	1386
Région	113	580	144	367	796	1173	327	421	0	6	1380	2547	3927

Source : IA Saint-Louis

III.5. Enseignement moyen et secondaire

III.5.1. Offre scolaire

Le tableau sur les statistiques d'infrastructures scolaires montre que le nombre d'écoles du moyen secondaire de la région de Saint-Louis est passé de 82 en 2009 à 90 en 2010. Le nombre de collèges et lycées est de 35 dans le département de Podor et de même que celui de Saint Louis. Les écoles publiques représentent 75 et les privés 15. Par ailleurs, on compte 15 lycées dans toute la région de Saint Louis.

Tableau 32: Structures du Moyen Secondaire Général en 2010 selon le cycle et le statut

Département	Public			Privé			Total général
	1er Cycle	1er et 2nd cycle	Total	1er Cycle	1er et 2nd cycle	Total	

Dagana	15	2	17	2	1	3	20
Podor	28	6	34	1		1	35
Saint Louis	19	5	24	8	3	11	35
Région	62	13	75	11	4	15	90

Source : IA Saint-Louis

III.5.2. Effectifs de l'enseignement moyen secondaire

Comparativement à l'année 2009, le nombre d'élèves du moyen secondaire, s'est accru de 55,6% en 2010, passant ainsi de 31 460 à 48 965 élèves. Cela résulte de l'accroissement des effectifs dans les CEM et Lycées au niveau des départements.

Tableau 33 : Evolution des effectifs du moyen secondaire par département de 2005 à 2010

Département	Sexe	2005 / 2006	2006 / 2007	2007 / 2008	2008 / 2009	2009 / 2010	Var 2010/2009 (%)
Dagana	Filles	2571	2654	3151	3007	5093	69,37
	Garçons	3805	3764	4226	3901	6204	59,04
	Total	6376	6418	7377	6908	11297	63,54
Podor	Filles	2747	4003	5241	5594	8055	43,99
	Garçons	2988	3670	4793	5139	7313	42,30
	Total	5735	7673	10034	10733	15368	43,18
Saint-Louis	Filles	4803	5626	6551	6623	10593	59,94
	Garçons	5787	6679	7323	7196	11707	62,69
	Total	10590	12305	13874	13819	22300	61,37
Région	Filles	10121	12283	14943	15224	23741	55,94
	Garçons	12580	14113	16342	16236	25224	55,36
	Total	22701	26396	31285	31460	48965	55,64

Source : IA Saint-Louis

Les effectifs du moyen dans la région de Saint-Louis ont fortement cru entre 2009 et 2010 passant ainsi de 22 065 à 37 875. Le nombre de garçon est plus important que celui des filles dans les collèges au niveau des départements de Dagana et Saint Louis. Par contre dans le département de Podor, c'est le contraire qui est observé. Le nombre d'élèves qui étudient dans les collèges publiques, s'établit à 35 295.

Tableau 34 : Evolution des effectifs des CEM entre 2005 et 2010

Département	Année Sexe	2005 /2006	2006 /2007	2007 /2008	2008 /2009	2009 /2010	var 2010/2009 (%)
Dagana	Filles	2241	2311	2474	2297	4064	76,93
	Garçons	3088	3077	2997	2559	4881	90,74
	Total	5329	5388	5471	4856	8945	84,21
Podor	Filles	2516	3722	4855	4925	7249	47,19
	Garçons	2582	3217	4191	4270	6073	42,22
	Total	5098	6939	9046	9195	13322	44,88
Saint-Louis	Filles	3368	3969	4574	4557	7016	53,96
	Garçons	3847	4427	4694	3457	8592	148,54
	Total	7215	8396	9268	8014	15608	94,76
Région	Filles	8125	10002	11903	11779	18329	55,61
	Garçons	9517	10721	11882	10286	19546	90,03
	Total	17642	20723	23785	22065	37875	71,65

Source : IA Saint-Louis

Tableau 35 : Effectifs des CEM selon le genre et le statut en 2010

Département	Privé			Public			Total		
	G	F	T	G	F	T	G	F	Total
Dagana	246	234	480	4635	3830	8465	4881	4064	8945
Podor	-	-	-	6073	7249	13322	6073	7249	13322
Saint Louis	1119	981	2100	7473	6035	13508	8592	7016	15608
Région	1365	1215	2580	18181	17114	35295	19546	18329	37875

Source : IA Saint-Louis

Les effectifs du secondaire dans la région de Saint-Louis ont plus que doublé en cinq ans, passant ainsi de 5 059 en 2005 à 11 090 en 2010. Entre 2009 et 2010, le nombre d'élèves a augmenté de 18%. Cela résulte de l'accroissement des effectifs des filles de 57,1%, atténué par la contraction de 4,6% de l'effectif des garçons observée dans le département de Dagana et le département de Saint Louis.

Tableau 36 : Evolution des effectifs du secondaire selon le sexe par département de 2005 à 2010

Département	Année Sexe	2005 /2006	2006 /2007	2007 /2008	2008 /2009	2009 /2010	var 2010/2009 (%)
Dagana	Filles	330	343	677	710	1029	44,93%
	Garçons	717	687	1229	1342	1323	-1,42%
	Total	1047	1030	1906	2052	2352	14,62%
Podor	Filles	231	281	386	669	806	20,48%
	Garçons	406	453	602	869	1240	42,69%
	Total	637	734	988	1538	2046	33,03%
Saint-Louis	Filles	1435	1657	1977	2066	3577	73,14%
	Garçons	1940	2252	2629	3739	3115	-16,69%
	Total	3375	3909	4606	5805	6692	15,28%
Région	Filles	1996	2281	3040	3445	5412	57,10%
	Garçons	3063	3392	4460	5950	5678	-4,57%
	Total	5059	5673	7500	9395	11090	18,04%

Source : IA Saint-Louis

III.5.3. Le personnel

La région compte 1 641 enseignants du moyen secondaire qui exercent dans le public dont 1 190 dans les collèges et 451 au niveau des lycées. Ces enseignants sont composés de 488 fonctionnaires, 832 contractuels et 321 vacataires. La majorité de ces enseignants sont en service dans le département de Saint Louis.

Tableau 37 : Personnels du Public du Moyen Secondaire Général en 2010 selon le genre

Département	COLLEGES			LYCEES		
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL
Dagana	235	54	289	63	8	71
Podor	358	78	436	74	9	83
Saint Louis	350	115	465	228	69	297
Région	943	247	1190	365	86	451

Source : IA Saint-Louis

Tableau 38 : Personnels du Public du Moyen Secondaire Général en 2010 selon le statut

Département	Fonctionnaire		Contractuel		Vacataire		Total général		
	H	F	H	F	H	F	H	F	Total
Dagana	49	8	171	34	78	20	298	62	360
Podor	26	4	253	45	153	38	432	87	519
Saint Louis	333	68	227	102	18	14	578	184	762
Région	408	80	651	181	249	72	1 308	333	1 641

III.5.4. Le taux brut de scolarisation

III.5.4.1. Le taux brut de scolarisation au moyen

Le taux brut de scolarisation au moyen s'établit à 45,3% en 2010 contre 37,2% en 2009, soit une augmentation de 8,1 points. Cette hausse est le résultat de l'augmentation de plus de 71% des effectifs du moyen. Cependant, cette performance n'a pas permis d'atteindre la valeur cible du PDEF qui est de 50%.

Tableau 39 : Taux brut de scolarisation (%) de l'enseignement moyen de la région de 2004 à 2010

	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Garçon	25,3	28,7	32,1	34,9	39,3	37,8	45,1
Fille	19,6	23,4	27,5	32,1	37,4	36,6	45,5
Total	22,5	26,1	29,9	33,5	38,4	37,2	45,3

Source : IA Saint-Louis

III.5.4.2. Le taux brut de scolarisation du secondaire

Le taux brut de scolarisation du secondaire est à 15,7% en 2010, soit une contraction de 1,3 point par rapport à l'année 2009. Malgré cette baisse, ce taux est supérieur à l'objectif cible du PDEF qui est égal à 15% pour l'enseignement secondaire et technique. La tendance du taux brut de scolarisation résulte de la hausse du TBS des filles combinée à une baisse de celui des garçons.

Tableau 40 : Evolution du taux brut de scolarisation (%) du secondaire de 2003 à 2010

	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Garçon	12,2	11,6	12,3	13,0	16,3	20,8	17,1
Fille	6,8	7,0	7,7	8,7	11,6	12,8	14,3
Total	9,4	9,2	9,9	10,9	14,0	17,0	15,7

Source : IA Saint-Louis

III.5.5. Résultats aux examens

En 2010, le taux de réussite au BFEM est égal à 51,9%, supérieur à celui de la moyenne nationale. Le taux de réussite des garçons est de 56,3% et celui des filles 47,7%. Par ailleurs, les résultats du BAC de 2010 donnent un taux de réussite égal 54,1% dans la région de Saint Louis.

Tableau 41 : Résultats du BFEM en 2010

	Présents			Admis			Taux admis %		
	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total
2009	4894	4608	9502	1975	1400	3375	40,4	30,4	35,5
2010	5427	5630	11057	3057	2687	5744	56,3	47,7	51,9
Nat 2009	73485	65414	138899	28790	20372	49162	39,2	31,1	35,4
Nat 2010	81243	74128	155371	41453	32359	73812	51,0	43,7	47,5

Source : Division des examens et concours/DPREE

III.6. Enseignement supérieur

III.6. 1. Les effectifs de l'UGB

La région de Saint-Louis abrite la deuxième université du Sénégal, l'Université Gaston Berger (UGB). L'évolution de ses effectifs par unité de formation et de recherche a augmenté de 6,2% pour s'établir à 4 812 étudiants en 2010. Il faut aussi noter la prédominance des disciplines littéraires (51%) par rapport à celles scientifiques (49%).

Tableau 42: Effectifs des étudiants de l'UGB

	2009			2010			Variation 2010/2009 %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
SAT	746	116	862	699	119	818	-6,3	2,6	-5,1
SEG	401	170	571	432	176	611	7,7	3,5	7,0
SJP	636	269	905	630	287	917	-0,9	6,7	1,3
LSH	1 469	723	2 192	1 645	821	2 466	12,0	13,6	12,5
TOTAL	3 252	1 278	4 530	3 406	1 403	4 812	4,7	9,8	6,2

Source : UGB

III.6. 2. Niveau d'enseignement de la population

Les résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat montrent que sur une population totale de 695.498, la région de Saint-Louis comptait 6.908 personnes qui ont le niveau supérieur. Ainsi, près de 1% de la population totale de la région ont le niveau supérieur, ce qui est inférieur à la norme fixée par l'UNESCO qui est de 2%. L'analyse selon le genre, révèle que près de ¾ des personnes qui ont le niveau supérieur sont des hommes au niveau de la région.

Tableau 43: Effectif ayant le niveau supérieur par sexe et selon le département en 2002

Sexe	Dagana	Podor	Saint-Louis	Région
Hommes	1093	1040	3017	5150
	78,6%	79,8%	71,6%	74,6%
Femmes	298	263	1197	1758
	21,4%	20,2%	28,4%	25,4%
Total	1391	1303	4214	6908

Source : RGPH 2002

III.7. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP)

La région de Saint-Louis abrite plusieurs structures de formation technique et professionnelle publique et privée, de niveau secondaire et supérieur. La région compte également d'autres structures de formation spécifique tel que des centres de formation sanitaire, le centre de formation des techniciens d'élevage ainsi que d'autres écoles de formation dans des domaines variés (voir annexe). L'analyse va porter uniquement sur les statistiques de quelques centres de formation technique et professionnelle répertoriés par l'Inspection d'Académie. Les structures du centre régional de formation professionnelle et des centres départementaux répertoriés sont au nombre de 9 dont 7 publics et 2 privés. En 2010, quelques 1 736 jeunes sont formés dans ces structures. Un système d'information adapté à l'enseignement technique et à la formation professionnelle, intégrant toutes les structures de formation publique et privée aurait permis d'avoir une situation exhaustive du sous secteur.

Tableau 44 : Structures de l'enseignement technique et formation professionnelle en 2010

Département	Public	Privé	Total
Dagana	2	0	2
Podor	2	0	2
Saint Louis	3	2	5
Région	7	2	9

Source : IA Saint-Louis

Tableau 45 : Effectifs des centres d'enseignement technique et formation professionnelle en 2010

Département	Public			Privé			TOTAL		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Dagana	233	215	448	0	0	0	233	215	448
Podor	105	110	215	0	0	0	105	110	215
Saint Louis	496	435	931	38	104	142	534	539	1073
Région	834	760	1594	38	104	142	872	864	1736

Source : IA Saint-Louis

III.8. Education Non Formelle

L'éducation non formelle concerne les écoles communautaires de base et les centres d'alphabétisation. En 2010, les structures des écoles communautaires de base et des centres d'alphabétisation représentent 260 au niveau de la région dont plus de la moitié se trouve dans le département de Podor, soit 185, 50 à Saint Louis et 25 à Dagana. Leurs effectifs s'établissent à 7 510 dont la plupart sont constitués par des femmes.

Tableau 46 : Structures des écoles communautaires de base et des centres d'alphabétisation en 2010

	Effectifs			Structures
	Hommes	Femmes	Total	
Dagana	42	350	392	25
Podor	1580	3983	5563	185
Saint Louis	669	886	1555	50
Région	2291	5219	7510	260

Source : IA Saint-Louis

III.9. Alphabétisation

La lutte contre l'analphabétisme fait partie des préoccupations majeures des pouvoirs publics. Cependant, il apparaît un manque de visibilité dans les stratégies menées pour l'atteinte de cet objectif. Cette assertion est illustrée par le déficit de statistiques régulières, à jour et désagrégées sur le secteur de l'alphabétisation. Le RGPH III montre que le nombre d'analphabètes est de 223.808 en 2002 sur un total de 572.309, soit un taux d'analphabétisme de 39,1%. L'objectif du PDEF était d'atteindre un nombre d'alphabétisé de 200 000 en 2010. La prise en compte de la part de la population de la région de Saint-Louis par rapport à la population du Sénégal qui est de 7% nous permet d'estimer le nombre de personnes à alphabétiser à 14 000 en 2010. Ainsi, l'alphabétisation de 14.000 personnes par an à partir de 2002, permettra d'alphabétiser les 223.808 personnes en 16 ans autrement d'absorber le gap à l'horizon 2018. La réalisation du prochain RGPH permettra de mesurer les efforts fournis dans ce domaine durant la décennie écoulée.

Tableau 47 : Situation de l'analphabétisme dans la Région en 2002

Sexe		Département			Total Région
		Dagana	Podor	Saint-Louis	
Masculin	Analphabète	22179	53650	13752	89581
	Total	79751	108167	88702	276620
	%	27,8	49,6	15,5	32,4
Féminin	Analphabète	35041	77433	21753	134227
	Total	79654	122872	93163	295689
	%	44,0	63,0	23,3	45,4
Pop Total	Analphabète	57220	131083	35505	223808
	Total	159405	231039	181865	572309
	%	35,9	56,7	19,5	39,1

Source : RGPH 2002/ANSD

Conclusion

Ces dernières années, des efforts sont enregistrés dans le renforcement du système éducatif dans la région de Saint Louis. Cependant, beaucoup reste à faire pour atteindre les objectifs fixés dans le PDEF, notamment au niveau de la petite enfance. De plus, la croissance démographique a tendance à sous estimer les efforts consentis par l'Etat et ses partenaires. Il serait donc nécessaire de prendre des initiatives pour la couverture des zones rurales et de favoriser l'intégration des daaras dans le système éducatif. Par ailleurs, la promotion de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, permettrait aussi aux autorités locales de disposer des structures de qualification pour les jeunes

Introduction

L'Etat est le garant de la santé de la population tel que consacré par la Constitution de notre pays qui stipule que « L'Etat et les Collectivités publiques ont le devoir de veiller à la santé physique et morale de la famille et, en particulier, des personnes handicapées et des personnes âgées. L'Etat garantit aux familles en général et à celles vivant en milieu rural en particulier l'accès aux services de santé et au bien être ». Les soins de santé primaires et les engagements internationaux en matière de santé demeurent le fondement de la politique de santé du Sénégal. Dans une perspective d'atteintes des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le secteur de la santé occupe un rôle de premier plan.

Certes des progrès non négligeables ont été réalisés dans le cadre de la lutte contre certaines endémies majeures, notamment le paludisme et le SIDA mais la mortalité infanto juvénile et la mortalité maternelle restent encore élevées. Le Sénégal s'est engagé dans une politique ambitieuse pour relever les défis et résoudre tous les gaps même si par ailleurs les maladies transmissibles et les maladies chroniques constituent un grand fardeau pour une économie surtout en voie de développement.

IV.1. Les infrastructures sanitaires

Le district constitue le niveau opérationnel d'application des programmes et de la mise en œuvre des activités promotionnelles, préventives et curatives de santé. La région de Saint-Louis compte six (6) districts sanitaires.

Les hôpitaux sont au nombre de trois(3).Cependant, il convient de signaler que l'hôpital de Richard-Toll, un centre de santé élevé au rang d'établissement sanitaire de niveau 1, n'est pas encore fonctionnel. Le nombre de centres de santé s'élève à quatre(4).La région compte en outre 100 postes de santé et 155 cases de santé. Postes et Cases de santé restent les infrastructures dominantes d'une manière générale dans la région avec des proportions respectives de 38% et 59%. Le département de Podor qui compte deux districts concentre 51% des postes de santé et 44% des cases de santé. Les districts de Saint-Louis et Richard-Toll abritent respectivement 18% et 19% des postes de santé de la région. 32% des cases de santé sont localisées dans le district de Richard-Toll et 17% à Saint-Louis. Le district de Dagana avec 12% des postes de santé et 8% des cases de santé semble être laissé pour compte.

Les taux de couverture de la région en hôpital (1 hôpital pour 300345 habitants) et en centre de santé (1 centre de santé pour 225259 habitants) sont très loin des normes établies par l'OMS (1 hôpital pour 150000 habitants et 1 centre de santé pour 50000 habitants).La région présente globalement un bien meilleur visage pour la couverture en postes de santé. L'OMS fixe la norme à 1 poste pour 10000 habitants. La couverture régionale est établie à 1 poste pour 9 010 habitants en 2010. Cependant, on note des disparités selon les départements avec des couvertures de 1 poste pour 7752 habitants à Dagana et de 1poste pour 7624

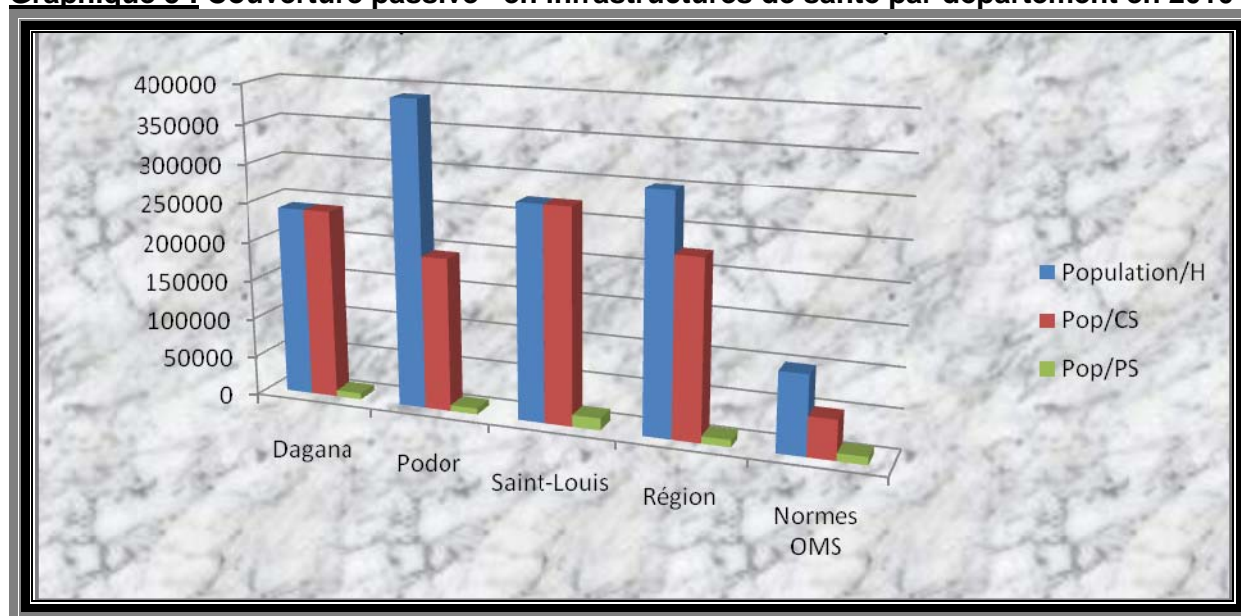
habitants à Podor. Seul le département de Saint-Louis présente un taux de couverture en poste (1PS pour 15106 habitants) en-deçà de la norme.

Tableau 48 : Répartition des infrastructures sanitaires selon le district en 2010

District	Hôpital	Centre de Santé	Poste de Santé	Case de Santé
Saint-Louis	1	1	18	26
Richard-Toll	1	0	19	49
Dagana	0	1	12	12
Podor	2	1	26	57
Pété	0	1	25	11
Région	4	4	100	155

Source : RM

Graphique 5 : Couverture passive en infrastructures de santé par département en 2010



Source : RM

Tableau 49 : Indicateurs de couverture passive en 2010

Département	Hôpital(H)	C S	PS	Population en 2010	Population/H	Pop/CS	Pop/PS
Dagana	1	1	31	240 312	240312	240312	7752
Podor	1	2	51	388 812	388812	194406	7624
Saint-Louis	1	1	18	271 912	271912	271912	15106
Région	3	4	100	901 036	300345	225259	9010

Source : RM

IV.2. Le personnel de santé

Le personnel de santé, toutes catégories confondues, est évalué à 1765 agents dans les structures publiques. De manière générale, les districts de Richard-Toll et Saint-Louis concentrent l'essentiel du personnel de santé en 2010 avec respectivement 25% et 23% de l'ensemble. La distribution du personnel de santé suivant la catégorie montre une prédominance des RPV (36%) et des agents de santé communautaire (26%). Les matrones constituent 16% du personnel et les infirmiers d'Etat 11% alors que les Sages Femmes d'Etat représentent seulement 4%. Les catégories médecins spécialistes, médecins généralistes et chirurgiens dentistes sont marginales et représentent ensemble 3%.

L'essentiel des médecins spécialistes soit 67% sont en service au Centre hospitalier régional de Saint-Louis de même que 30% des généralistes. Cette structure de santé emploie également 35% des infirmiers et 23% des Sages Femmes d'Etat.

Les RPV constituent 49% et 53% du personnel de santé dans les districts respectifs de Saint-Louis et Richard-Toll. Dans le district de Dagana, les Agents de Santé Communautaire sont dominant au niveau du personnel (41%) alors que les infirmiers d'Etat ne représentent que 7%.

Tableau 50 : Répartition du personnel de santé en 2010

	Médecin Spécialiste	Médecin Généraliste	Chirurgien dentiste	Technicien Supérieur de Santé	Infirmier d'Etat	Sage Femme d'Etat	Agent d'Hygiène	Agent de Santé Communautaire	Matrone	RPV	Ensemble
Saint-Louis	1	1	6	4	20	17	16	90	52	200	407
Richard-Toll	3	6	2	5	25	10	7	74	77	232	441
Dagana	0	2	1	1	17	3	5	108	41	83	261
Podor	0	2	0	3	31	10	10	75	79	79	289
Pété	0	1	0	0	27	6	3	51	33	33	154
CHSL	12	6	1	17	70	15	3	43	0	0	167
CH NDI OUM	2	2	1	7	10	4	0	20	0	0	46
Région	18	20	11	37	200	65	44	461	282	627	1 765

Source : RM

IV.3. La logistique

Le recensement logistique dans les structures de santé de la région de Saint-Louis en 2010 donne un total de 146 véhicules. Les plus fortes proportions de véhicules, tous genres confondus, sont notées dans les districts de Podor et Pété avec 21% chacun. L'ensemble des hôpitaux concentre seulement 11% mais des disparités criardes existent si on considère la répartition des véhicules selon le type.

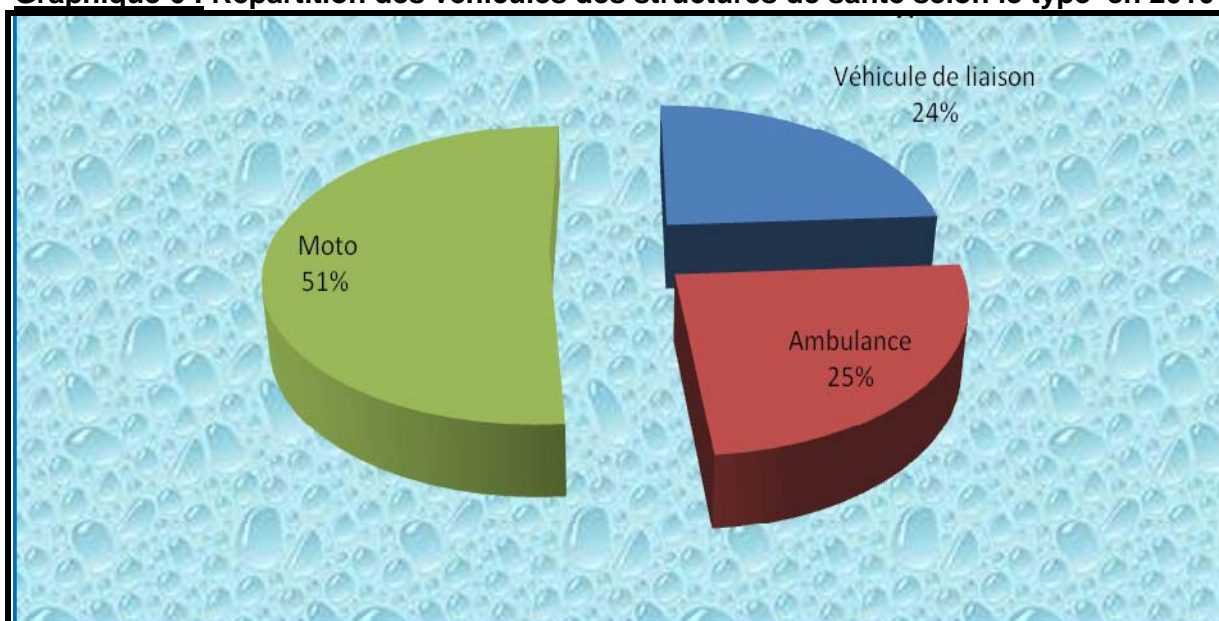
Les motos constituent plus de la moitié du parc dans les structures sanitaire soit 51% dont 53% à Podor et Pété. Il faut remarquer que les hôpitaux ne disposent pas de ce type de véhicule. Les ambulances représentent globalement le quart des véhicules (25%) et la proportion de véhicules de liaison s'élève à 24% avec une bonne distribution des véhicules entre les structures de la région.

Tableau 51 : Répartition de la logistique selon la structure en 2010

Structure	Véhicule de liaison	Ambulance	Moto	Ensemble
Saint-Louis	6	4	8	18
Richard-Toll	4	7	15	26
Dagana	7	6	12	25
Podor	5	5	20	30
Pété	4	7	20	31
Hôpitaux	9	7	0	16
Région	35	36	75	146

Source : RM

Graphique 6 : Répartition des véhicules des structures de santé selon le type en 2010



Source : RM

IV.4. Equipements des structures de santé

Les équipements concernés dans ce paragraphe sont les échographes, les frigo et congélateurs. Toutes les structures disposent au moins de deux(2) échographes. Les frigos représentent globalement 90% de la chaîne de froid en 2010. Le tiers des frigos (33%) est concentré dans le district de Pété et 13% seulement à Dagana contre 21% pour Podor. La dotation des hôpitaux en frigo est marginale soit 2%. cela trouve son explication peut être dans leur non implication pleine dans le Programme Elargi de Vaccination (PEV).

Tableau 52 : Répartition des équipements selon la structure en 2010

Structure	Echographe	Frigo	Congélateur
Saint-Louis	4	22	3
Richard-Toll	2	19	2
Dagana	2	17	3
Podor	2	27	1
Pété	2	44	2
Hôpitaux	4	3	3
Région	16	132	14

Source : RM

IV.5.Santé de la reproduction

Le taux d'utilisation PF évalué en 2010 à 6,2% reste très faible dans la région du fait certainement des pesanteurs culturelles ou religieuses. Au cours des trois dernières années, ce taux a évolué en dents de scie. Après avoir doublé passant de 7,8 % à 15,6 entre 2008 et 2009, il a chuté de 60% en 2010. Le taux d'utilisation des CPN de 95% en 2010 est important mais des efforts doivent être faits pour atteindre l'objectif de 100% qui est à la portée des services de santé. La couverture des accouchements dans les structures de santé a baissé de 9% en 2010 par rapport à l'année précédente. Le taux d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié (43%) est très faible et loin de l'objectif national de 80%. La baisse continue de ce taux depuis 2008 est préoccupante. Il urge d'apporter des correctifs idoines en

impliquant tout le personnel qualifié surtout les infirmiers chefs de poste. La proportion d'accouchements assistés a baissé de 9% entre 2008 et 2009 et de 16% en 2010.

Tableau 53 : Situation de la santé reproductive en 2010

	2008	2009	2010
Taux d'utilisation PF	7,8%	15,6%	6,2%
Taux couverture CPN	11,1%	-	95%
Couverture accouchements dans les structures	59,1%	67,2%	61%
Proportion accouchement assistés par personnel qualifié	57%	51%	43%

Source : RM

IV.6. Couverture vaccinale en PENTA 3 et Rougeole

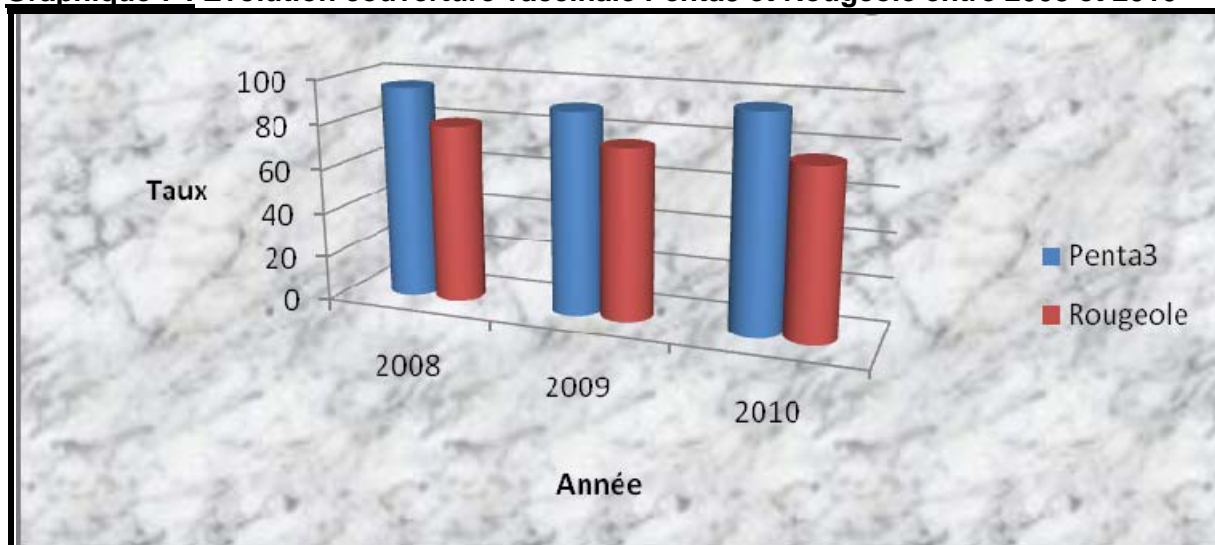
La couverture vaccinale pour le Penta3 a évolué en dents de scie passant de 95% en 2008 à 90% en 2010 soit une baisse moyenne annuelle de 2,5% durant la période. Pour la rougeole, le taux de couverture est en chute libre soit une baisse de 5% en 2009 comparativement à 2008 et 1% entre 2009 et 2010.

Tableau 54 : Couverture vaccinale

Penta 3			Rougeole		
2008	2009	2010	2008	2009	2010
95%	96%	90%	80%	76%	75%

Source : RM

Graphique 7 : Evolution couverture vaccinale Penta3 et Rougeole entre 2008 et 2010



Source : RM

IV.7. Programme BAJENU GOX en 2010

Sur une prévision de 930 Bajenu Gox, 777 ont été enrôlés en 2010 au niveau de la région soit un taux de 84%. Les districts de Dagana et Richard-Toll présentent des taux de 100% alors que Saint-Louis est à seulement 50%. Podor et Pété sont respectivement à 97% et 89% d'enrôlement. Par rapport aux enrôlements, la proportion Bajenu Gox formés est très faible soit 37%. Cependant, selon les districts présentent beaucoup de disparités

Tableau 55 : Répartition BAJENU GOX en 2010

Structure	Nombre prévu	Nombre enrôlé	Nombre formé
Saint-Louis	279	140	140
Richard-Toll	150	150	0
Dagana	100	100	0
Podor	233	227	96
Pété	168	150	40
Région	930	777	286

Source : RM

Conclusion

Pour les infrastructures sanitaires, des efforts louables ont été consentis en termes de couverture du territoire régional même si par ailleurs, on note une certaine disparité géographique. Plus de 43% de la population rurale n'a pas accès à une structure de santé à moins d'un kilomètre. Pour corriger les disparités et se conformer aux normes de l'OMS en couverture passive, la région de Saint-Louis aura besoin de deux hôpitaux et d'une dizaine de centres de santé supplémentaires.

Introduction

La problématique de l'emploi de manière générale et celle des jeunes en particulier occupe une place importante dans les principales préoccupations des ménages. L'emploi des jeunes suscite aussi l'attention des autorités. En effet, plus de la moitié de la population sont composées de jeunes. L'Etat a mis en place depuis quelques années des instruments de promotion de l'emploi axés sur la catégorie jeune. Ainsi, le fonds national d'insertion des jeunes (FNIJ), l'agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ), le fonds national de promotion des jeunes (FNPJ) et plus récemment l'office pour l'emploi des jeunes de la banlieue (OFEJBAN) ont été mis en place par l'Etat. Certaines de ces initiatives sont décentralisées au niveau régional à travers les inspections régionales de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Dans ce chapitre, l'analyse portera sur la Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (NPNE), la situation de l'emploi à Saint Louis ainsi que les entreprises nouvellement immatriculées au NINEA en 2010

V.1. La Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi

L'Etat du Sénégal a défini en mars 2010 un nouveau cadre d'orientation et d'actions dans l'optique d'améliorer l'environnement des affaires et d'accroître les opportunités d'accès à l'emploi. Ces orientations générales sont déterminées dans la Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (NPNE) qui couvre la période allant de 2010 à 2015 incluse. Pour arriver à des performances de grande envergure, la NPNE a défini cinq stratégies :

1. Stratégie 1 : Promotion de l'emploi dans les politiques économiques et Réformes structurelles en faveur de l'emploi ;
2. Stratégie 2 : Appui à la promotion de l'emploi dans les secteurs économiques traditionnels ;
3. Stratégie 3 : Développement de programmes publics spécifiques de création d'emplois ;
4. Stratégie 4 : Amélioration et Développement des Relations entre la Formation et l'Emploi dans les secteurs économiques ;
5. Stratégie 5 : Renforcement des capacités du Ministère de l'Emploi et Amélioration du Système de gestion des marchés du travail.

V.2. Activité principale

Au Sénégal, le manque d'informations récentes en termes de statistiques sur l'emploi constitue un véritable frein pour une meilleure prise en charge des besoins spécifiques du domaine. En 2010, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie a procédé à une enquête nationale sur le secteur informel qui pourrait fournir des statistiques récentes sur ce secteur

Par ailleurs, les résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat montrent que 35,6% de la population est occupée, 25,5% sont des femmes au foyer et 20,2% est constituée d'élèves et d'étudiants. Par ailleurs la proportion de chômeur représente 5,1%.

Tableau 56 : Activité principale lors des 12 derniers mois

Département	Occupé	Chômeur	Elève, étudiant	Femme au foyer	Retraité	Viellisse	Accident/maladie	Mendiant	Autre	Total
Dagana	62 600	6 090	35 624	37 491	1 101	3 614	461	362	12 062	159 405
Podor	72 274	13 287	35 839	69 384	686	9 052	830	1 139	28 548	231 039
Saint-Louis	68 619	9 665	44 270	39 344	2 802	4 227	442	209	12 287	181 865
Total	203 493	29 042	115 733	146 219	4 589	16 893	1 733	1 710	52 897	572 309
%	35,6	5,1	20,2	25,5	0,8	3,0	0,3	0,3	9,2	100

Source : RGPH 2002

V.3. Situation dans l'occupation

Parmi la population masculine occupée, 53% sont des travailleurs indépendants, 18% d'aides familiales et 15% sont des salariés. Il apparaît aussi dans le tableau qui suit que 6% de cette population est constitué d'apprentis et seul 2% sont des employeurs. Chez les femmes occupées, 60% de la population est constituée de travailleuses indépendantes, 18% d'aides familiales et 12% de salariées. Seule 1% des femmes sont employeuses. Ces statistiques montrent d'une part une faible proportion de l'emploi salarial et d'autre part un nombre d'entrepreneur faible.

Tableau 57 : Situation dans l'occupation

Situation dans l'occupation	Dagana		Podor		Saint-Louis		Total		%	
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém
Employeur	567	60	522	56	1 552	178	2 641	294	2	1
Indépendant	21 716	10 276	34 504	8 233	25 035	12 177	81 255	30 686	53	60
Salarié	9 514	1 312	4 246	662	9 645	4 137	23 405	6 111	15	12
Stagiaire	155	89	206	75	229	214	590	378	0	1
Aide familiale	9 731	3 290	14 686	3 623	3 816	2 089	28 233	9 002	18	18
Apprenti	3 491	325	1 051	37	4 967	650	9 509	1 012	6	2
Autre	664	206	701	726	1 004	361	2 369	1 293	2	3
Nd	841	363	2 242	704	1 565	1 000	4 648	2 067	3	4
Total	46 679	15 921	58 158	14 116	47 813	20 806	152 650	50 843	100	100

Source : RGPH 2002

V.4. Situation de l'emploi

Dans la région de Saint-Louis, l'enquête de suivi de la pauvreté a montré que le secteur de l'agriculture et de l'élevage concentre 44% des emplois. Le commerce est le second secteur avec 20,7% puis vient le secteur de la pêche avec 5,5% et les administrations publiques avec 4,7%. Le secteur informel constitue ainsi un véritable domaine pourvoyeur d'emplois.

Tableau 58 : Structure de l'emploi par secteur d'activité et par département

Activité principale	Département						Région de Saint-Louis	
	Dagana		Podor		Saint Louis			
Agriculture, Elevage, Forêt	32916	33,00%	58879	59,10%	7858	7,90%	99653	100,00%
	50,10%		65,60%		11,00%		44,00%	
Pêche	1243	10,00%	350	2,80%	10848	87,20%	12441	100,00%
	1,90%		0,40%		15,20%		5,50%	
Extraction (Mine,	210	25,40%	268	32,40%	348	42,10%	826	100,00%

Activité principale	Département						Région de Saint-Louis	
	Dagana		Podor		Saint Louis			
Carrière)	0,30%		0,30%		0,50%		0,40%	
Fabrication Produits Alim, Boissons/Tabacs	4431	67,30%	1672	25,40%	478	7,30%	6581	100,00%
Branches Manufacturières	851	14,50%	1480	25,30%	3528	60,20%	5859	100,00%
	1,30%		1,60%		4,90%		2,60%	
Eau, Electricité et Gaz	78	5,10%	646	42,30%	803	52,60%	1527	100,00%
	0,10%		0,70%		1,10%		0,70%	
Bâtiments et Travaux Publics	1815	20,40%	2295	25,80%	4789	53,80%	8899	100,00%
	2,80%		2,60%		6,70%		3,90%	
Commerce/Vente	11524	24,60%	15618	33,30%	19733	42,10%	46875	100,00%
	17,50%		17,40%		27,70%		20,70%	
Restaurants et Hôtels	144	20,20%	147	20,60%	423	59,20%	714	100,00%
	0,20%		0,20%		0,60%		0,30%	
Transport et Communications	1872	31,20%	1378	22,90%	2758	45,90%	6008	100,00%
	2,80%		1,50%		3,90%		2,70%	
Banques, Assurances et Autres Etat-Financiers	0	0,00%	0	0,00%	150	100,00%	150	100,00%
	0,00%		0,00%		0,20%		0,10%	
Autres Branches Marchandes	5208	34,10%	1787	11,70%	8261	54,10%	15256	100,00%
	7,90%		2,00%		11,60%		6,70%	
Services Domestiques	2522	33,80%	1428	19,10%	3507	47,00%	7457	100,00%
	3,80%		1,60%		4,90%		3,30%	
Administrations Publiques	1973	18,50%	2956	27,80%	5721	53,70%	10650	100,00%
	3,00%		3,30%		8,00%		4,70%	
Administrations Privés	818	25,50%	760	23,70%	1624	50,70%	3202	100,00%
	1,20%		0,80%		2,30%		1,40%	
Org. Internationale, Ambassades et Consuls	92	15,90%	35	6,10%	450	78,00%	577	100,00%
	0,10%		0,00%		0,60%		0,30%	
Total	65697	29,00%	89699	39,60%	71279	31,40%	226675	100,00%
	100,00%		100,00%		100,00%		100,00%	

Source : ESPS 2005-2006/ANSD

V.5. Catégories d'employeurs

L'enquête de suivi de la pauvreté a montré que 85,4% des employés travaillent pour un ménage privé ou pour compte propre. Tandis que 8,9% sont employés par des sociétés privées, 4,7% par l'Etat et le reste par des ONG (0,4%), des ambassades ou organismes internationaux (0,5%) ou des entreprises parapubliques (0,2%).

Tableau 59 : Répartition des travailleurs par catégorie d'employeur et par département

Employeurs	département						Total Région	
	Dagana		Podor		Saint Louis			
Gouvernement	1973	18,50%	2956	27,80%	5721	53,70%	10650	100,00%
	3,00%		3,30%		8,00%		4,70%	
Parapublic	20	5,00%	32	7,90%	351	87,10%	403	100,00%
	0,00%		0,00%		0,50%		0,20%	
Société Privée	9261	46,10%	1483	7,40%	9363	46,60%	20107	100,00%
	14,10%		1,70%		13,10%		8,90%	
Ambassade et Organisation Internationale	124	11,90%	356	34,30%	558	53,80%	1038	100,00%
	0,20%		0,40%		0,80%		0,50%	
ONG	193	21,60%	456	51,00%	245	27,40%	894	100,00%
	0,30%		0,50%		0,30%		0,40%	
Individu/Ménage Privé	54126	28,00%	84416	43,60%	55042	28,40%	193584	100,00%
	82,40%		94,10%		77,20%		85,40%	
Total	65697	29,00%	89699	39,60%	71280	31,40%	226676	100,00%
	100,00%		100,00%		100,00%		100,00%	

Source : ESPS 2005-2006/ANSD

V.6. Relations professionnelles et climat social

En 2010, les Inspecteurs et Contrôleurs du Travail et de la Sécurité Sociale de la région de Saint Louis ont eu à régler plusieurs conflits individuels de travail dont les résultats sont, soit la conciliation (40 procès-verbaux de conciliation et 04 protocoles d'accord en 2010) ou la non conciliation (06 dossiers transmis au Tribunal du Travail). Les demandes de conciliation pour différends individuels concernent 46 travailleurs dont 35 hommes et 11 femmes pour une transaction de 16.657.885 F CFA. Six (6) cas de non conciliation sont transmis au tribunal. Les cas complètement réglés à l'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale sont au nombre de 40 soit plus de 80% de l'ensemble. L'IRTSS a indiqué qu'en 2010, le climat social a été calme dans l'ensemble sauf, par moment, à l'Université Gaston BERGER, aux Grands Domaines du Sénégal et à l'Hôpital Régional de Saint-Louis.

Tableau 60 : Relations professionnelles et climat social

Nature	Nombre
Consultations écrites	02
Conciliations	40
Non conciliations (transmises au tribunal)	06
Conflits collectifs	02
Enquêtes constitution syndicats	01
Elections délégués du personnel	05
Règlements intérieurs	01
Autorisations heures supplémentaires	01
Autorisation licenciement délégué du personnel	01
Licenciement pour motif économique	02
Protocoles d'accord	04

Source : IRTSS

V.7. Sécurité au travail

En 2010, seules 26 déclarations d'accidents de travail ont été reçues par l'IRTSS qui a eu à procéder à 60 enquêtes légales.

Tableau 61 : Sécurité au travail

Nature	Nombre
Déclarations d'accident de travail reçues	26
Enquêtes légales sur les accidents de travail	60
Demandes de rachat de rentes	00
Comités d'Hygiène et de Sécurité installés	00

Source : IRTSS

V.8. Main d'œuvre

Au cours de la période sous revue, 1 312 contrats de travail ont été enregistrés dont 522 à durée indéterminée et 790 à durée déterminée. La moitié de ces contrats enregistrés sont du secteur agricole, de l'hôtellerie et du commerce. En 2010, l'IRTSS a aussi répertorié 60 entreprises ouvertes ayant généré au moins 249 emplois directs. Le registre de la main-d'œuvre de Saint-Louis a enregistré 234 demandeurs d'emplois, 8 démissions et 2 en chômage technique. A cela s'ajoute la fermeture de 6 établissements occasionnant 13 emplois perdus.

Tableau 62 : Situation de la main d'œuvre

Nature	Nombre
Contrats	1 312

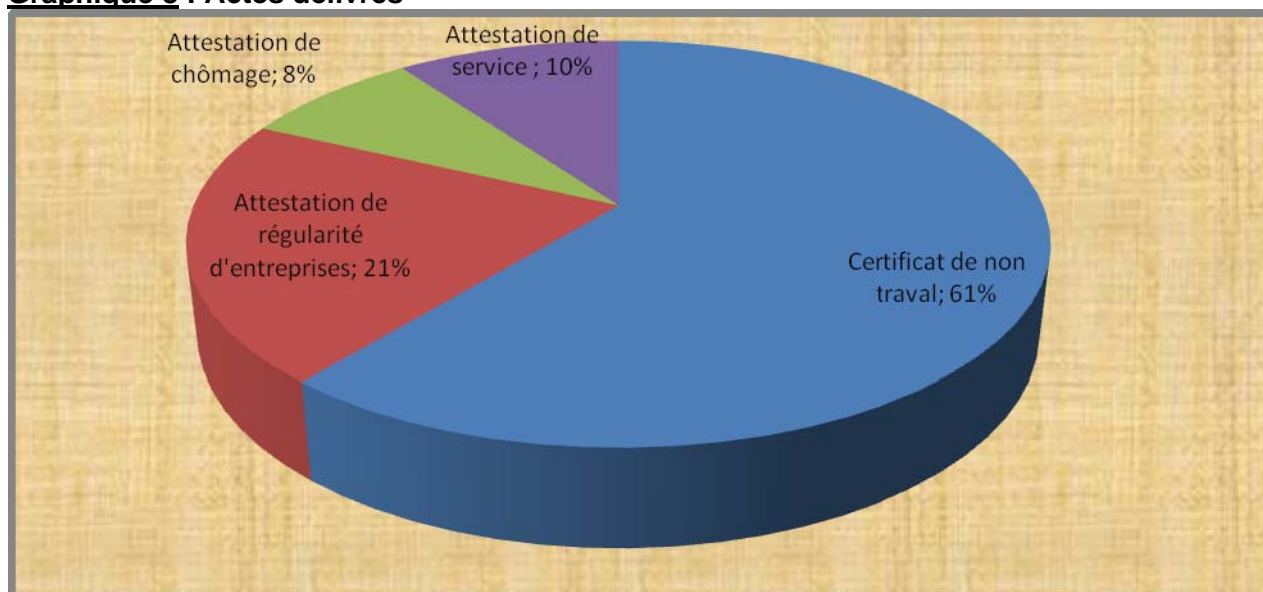
Travailleurs immatriculés	984
Etablissements ouverts	60
Etablissements fermés	06
Emplois générés par établissements ouverts	249
Emplois perdus suite aux établissements fermés	13
Demandeurs d'emploi	234
Démissions	08
Chômage technique	02

V.9. Actes délivrés

L'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale délivre un certain nombre d'actes administratifs dont les plus sollicités en 2010 sont le certificat de non travail (61%) et l'attestation de régularité (21%).

En effet, le certificat de non travail est délivré aux usagers qui, en général, ont des enfants à charge qui doivent bénéficier de bourses scolaires ou qui, ayant un mari expatrié, doivent fournir cet acte pour leur prise en charge par les institutions de prévoyance sociale ou pour le bénéfice de leurs conjoints à une exonération d'impôts. Par ailleurs, l'attestation de régularité est délivrée aux entreprises désireuses de soumissions aux marchés publics. Le taux de 21% représente les 46 attestations qui ont été attribuées au titre de l'année 2010. Il est important de souligner que le nombre est assez réduit cette année du fait de la grève de quatre mois environ observés par les corps des Inspecteurs et Contrôleurs du Travail et de la Sécurité Sociale.

Graphique 8 : Actes délivrés



Source : IRTSS

V.10. L'artisanat

L'artisanat joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Toutefois ce secteur est assez difficile à circonscrire à cause de l'absence d'enquête d'envergure. Le secteur de l'artisanat composé des catégories production, service et art présente beaucoup d'opportunités et se caractérise par l'importance numérique des entreprises créées. La région de Saint-Louis est forte d'une grande tradition dans le domaine de l'artisanat mais des

contraintes majeures parmi lesquelles le faible niveau de structuration, l'insuffisance de la et la faiblesse des marchés locaux entravent son développement.

La dernière enquête effectuée sur le secteur de l'artisanat date de 1992 (Recensement national des unités de production artisanale juillet 1992). Cette enquête avait permis de recenser 4 893 entreprises artisanales dans la région de Saint Louis avec un effectif de 10 347 artisans. Cependant beaucoup d'artisans ne sont pas affiliés à la Chambre de métiers et donc, ne figurent pas dans leur répertoire. A cette même période, 1 516 entreprises ont été immatriculées à la Chambre de Métiers. Entre temps, ce nombre a augmenté. En effet, à ce jour, 2 567 personnes ont été recensées à la Chambre de Métiers de Saint Louis dont 1 601 dans la section production, 467 dans la section service et 499 dans la section art.

Tableau 63 : Entreprises immatriculées à la Chambre des Métiers

Section production			
Localité	Chefs d'entreprise	Compagnons	Totaux
Saint louis	878	435	1 313
Dagana	78	25	103
Podor	121	64	185
Total Section production	1 077	524	1 601
Section service			
Localité	Chefs d'entreprise	Compagnons	Totaux
Saint louis	296	117	413
Dagana	14	8	22
Podor	27	5	32
Total Section service	337	130	467
Section art			
Localité	Chefs d'entreprise	Compagnons	Totaux
Saint louis	183	35	218
Dagana	40	43	83
Podor	138	60	198
Total Section art	361	138	499
TOTAL GENERAL	1 775	792	2 567

Source : Chambre des métiers

En 2009, plus de 135 chefs d'entreprises et compagnons ont été formés dont 70 se trouvant dans le département de Saint Louis, 20 dans celui de Dagana et 45 dans Podor. Ils ont été formés en froid (30), en mécanique (15), en maintenance moto pompe (10), en électricité solaire (10), en électricité bâtiment (20), en construction métallique (30), en menuiserie bois (10) et en poterie céramique (10).

V.10.1. Les entreprises artisanales

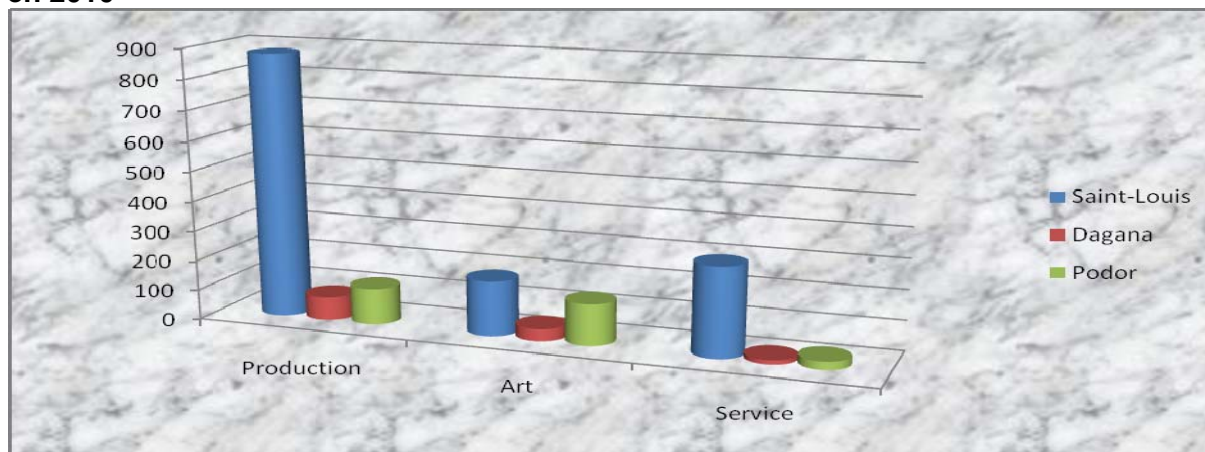
En 2010, le nombre d'entreprises artisanales répertoriées au niveau de la Chambre des Métiers s'élève à 1775 unités. Le sous-secteur production est dominant avec 61% de l'ensemble des entreprises. Les types Art et Service représentent respectivement 20% et 19%. Il existe une très grande disparité dans la répartition suivant le département. Saint-Louis abrite plus des ¾ des entreprises et Podor 16,1%. La plus faible proportion d'entreprises artisanales (7,4%) se trouve dans le département de Dagana. Une distribution des entreprises artisanales selon le type montre que le département de Saint-Louis concentre plus de la moitié du sous-secteur Art soit 50,7 %. Plus de 81% des entreprises de Production et 87,8% du secteur service sont localisées à Saint-Louis.

Tableau 64 : Répartition des entreprises artisanales selon le type en 2010

Localité	Production	Art	Service	Ensemble
Saint-Louis	878	183	296	1357
Dagana	78	40	14	132
Podor	121	138	27	286
Ensemble	1077	361	337	1775

Source : Chambre des métiers

Graphique 9 : Répartition des entreprises artisanales suivant le type et le département en 2010

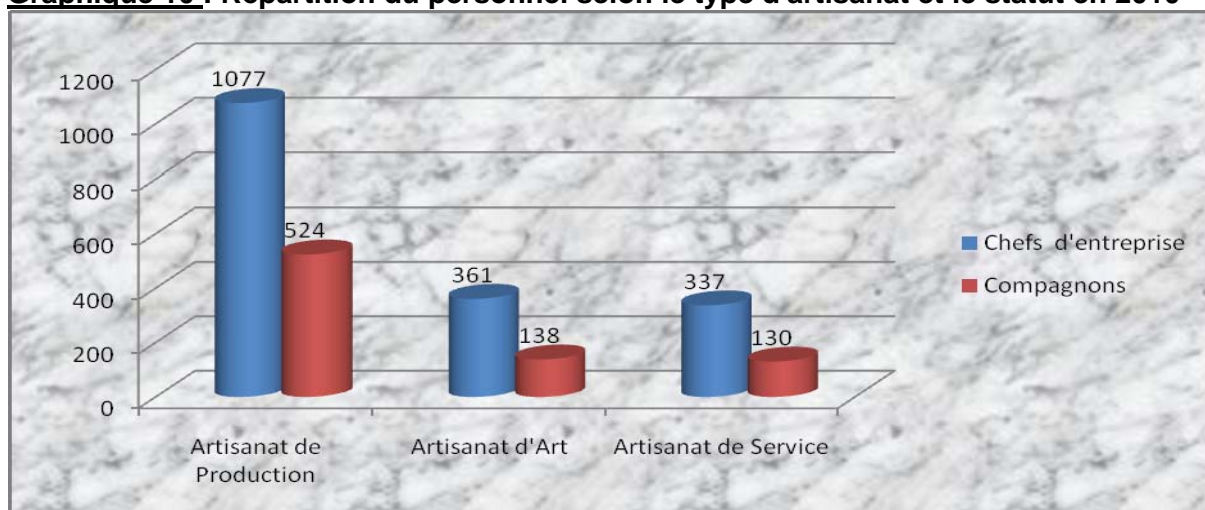


Source : Chambre des métiers

V.10.2. Le personnel des entreprises

Toutes catégories confondues, le personnel des entreprises artisanales s'élève en 2010 à 2567 personnes. Les chefs d'entreprise représentent 69% contre 31 % de compagnons. L'artisanat de production emploie l'essentiel du personnel dans la région soit 62% contre respectivement 18% et 19% dans les sous-secteurs Art et Service.

Graphique 10 : Répartition du personnel selon le type d'artisanat et le statut en 2010



Source : Chambre des métiers

Tableau 65 : Répartition du personnel des entreprises selon le statut

		Type entreprise artisanale			Ensemble
		Production	Art	Service	
Saint-Louis	Chef d'entreprise	878	183	296	1357
	Compagnon	435	35	117	587
	Total 1	1313	218	413	1944

Dagana	Chef d'entreprise	78	40	14	132
	Compagnon	25	43	8	76
	Total 2	103	83	22	208
Podor	Chef d'entreprise	121	138	27	286
	Compagnon	64	60	5	129
	Total 3	185	198	32	415
	Total Général	1601	499	466	2567

Source : Chambre des métiers

V.11. Création d'entreprises

Le nombre d'entreprises nouvellement déclarées au NINEA est passé de 733 en 2009 à 408 en 2010, soit une baisse de 44% des nouvelles immatriculations d'entreprises. Les entreprises individuelles représentent plus de 74 % des immatriculations, suivi des GIE et des SARL qui constituent respectivement 20% et 3% des entreprises déclarées au NINEA. Plus de 70% de ces entreprises opèrent dans la commune de Saint Louis.

Tableau 66 : Entreprises nouvellement immatriculées au NINEA

Régime juridique	Saint-Louis		Dagana		Podor		Total Région	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
ENTREPRISE INDIVIDUELLE	344	247	157	34	25	22	526	303
GROUPEMENT D'INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES	77	39	69	35	18	8	164	82
ORGANISME MUTUALISTE-MUTUELLE	1	0	0	0	0	0	1	0
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	21	11	3	2	0	0	24	13
SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIERE	1	0	0	0	0	1	1	1
SOCIÉTÉ UNIPERSONNELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	8	4	0	0	0	0	8	4
ASSOCIATION DE DROIT COMMUN NON COMMERCIALE	0	1	0	0	0	0	0	1
ETS PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF	0	0	0	0	0	0	0	0
ETS PUBLIC PROFESSIONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0
SA - SOCIÉTÉ ANONYME	0	0	0	0	0	0	0	0
SOCIÉTÉ ANONYME UNIPERSONNELLE	0	1	0	0	0	0	0	1
ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE	0	1	1	0	0	0	1	1
SUCCESSALE	0	1	1	0	0	0	1	1
ASSOCIATION DE DROIT COMMUN NON COMMERCIALE	0	0	1	0	0	0	1	0
SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE	0	0	1	0	0	0	1	0
AUTRES FORMES JURIDIQUES	0	0	0	0	0	0	0	0
NON DETERMINEE	5	1	0	0	0	0	5	1
TOTAL	457	306	233	71	43	31	733	408
Variation relative %	-	-33	-	-70	-	-28	-	-44
Variation absolue	-	-151	-	-162	-	-12	-	-325

Source : SRSD Saint-Louis

Tableau 67 : Entreprises nouvellement immatriculées au NINEA par collectivités

Régime juridique	SAINT LOUIS	RAO	DAGANA	RICHARD TOLL	MBANE	ROSS BETHIO	PODOR	CAS CAS	NDIOUM	SALDE	THILLE BOUBACAR	Total Région
ENTREPRISE INDIVIDUELLE	233	14	9	19	0	6	18	0	2	2	0	303
GROUPEMENT D'INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES	35	4	8	15	0	12	7	0	1	0	0	82
ORGANISME MUTUALISTE-MUTUELLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	11	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	13
SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIERE	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
SOCIÉTÉ UNIPERSONNELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
ASSOCIATION DE DROIT COMMUN NON COMMERCIALE	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ETS PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETS PUBLIC PROFESSIONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SA - SOCIÉTÉ ANONYME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOCIÉTÉ ANONYME UNIPERSONNELLE	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
SUCCURSALE	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ASSOCIATION DE DROIT COMMUN NON COMMERCIALE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES FORMES JURIDIQUES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NON DETERMINEE	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	286	20	17	35	0	19	26	0	3	2	0	408

Source : SRSD Saint-Louis

Ces résultats sont à mettre en relation avec la collaboration de l'antenne régionale de l'APIX de Saint-Louis qui reçoit les dem. Dans ses missions de promotion de l'investissement et d'assistance dédiées aux promoteurs, l'APIX a eu à agréer 37 projets. Sur les 37 projets agréés en 2010 dans la Zone nord, 29 sont le fruit d'investissements nationaux, 5 d'investissements étrangers et 3 sont mixtes (sénégalais et étrangers). Il faut signaler que 18 projets sont concernés par la région de Saint Louis.

Tableau 68 : Projets agréés dans la zone nord

Régions	Nombre de projets	Investissements agréés	Emplois prévus
Louga	10	3 818 182 680	216
Saint Louis	18	15 161 950 172	194
Matam	9	1 154 173 030	90
TOTAUX	37	20 134 305 882	500

Source : APIX

L'agriculture reste le secteur dominant avec 19 projets agréés et 2 dans l'élevage. Suivie par la boulangerie (5 projets), la santé avec 2 cliniques à Louga et St Louis, ce qui va relever le plateau médical dans ces 2 régions, l'agro industrie (2 projets), la fabrique de glace (2 projets), le transport touristique (1 projet) et l'industrie (4 projets dans la menuiserie métallique, l'assemblage de matériels agricoles, la fabrication de poteaux et transformateurs électriques..) ;

Tableau 69 : Projets agréés par secteur d'activité

Secteur d'activités	Investissements agréés	Emplois prévus
Agriculture	13 581 382 494	278
Industrie	3 246 974 214	122
Elevage	1 658 024 000	18
Fabrique de glace	803 961 917	13
Santé	438 398 700	15
Agro-industrie	357 103 000	13
Agroalimentaire (Boulangerie)	298 757 557	37
Transport touristique	133 000 000	4
TOTAL	20 511 605 882	500

Source : APIX

Conclusion

Malgré l'importance de l'emploi dans la politique économique et sociale, le secteur reste caractérisé par une absence d'un système d'information national régulièrement mis à jour. Par ailleurs, il importe de mettre en œuvre dans la région une politique de promotion d'activités à haute intensité de main d'œuvre afin de réduire le chômage des jeunes et le sous emploi d'une part et de renforcer le secteur moderne d'autre part. Par ailleurs, le secteur de l'artisanat est faiblement structuré mais il demeure un grand pourvoyeur d'emplois même si sa contribution à l'économie régionale est mal maîtrisée.

6. ASSISTANCE

Introduction

Dans ce chapitre, les données traitées proviennent des activités de la Compagnie des Sapeurs Pompiers et de l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO).

La mission et le statut des pompiers varient d'un pays à l'autre, mais regroupent en général :

1. La lutte contre les incendies.
2. La prévention des risques de la Sécurité Civile.
3. L'application des mesures de sauvegardes et l'organisation des moyens de secours.
4. L'a protection des biens, des personnes et de l'environnement.
5. Le secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leurs évacuations

L'AEMO intervient dans la prise en charge des enfants mineurs en situation difficile c'est-à-dire les enfants déviants ou enfants délinquants. Elle prend également en charge les enfants ayant commis un délit et reçoit également des mineurs sur demande d'assistance éducative des parents.

VI.1. Activités du Groupement des Sapeurs Pompiers

VI.1.1. Les sorties mensuelles de secours

Les sorties de secours en 2010 ont connu un accroissement de 20% par rapport à 2009 passant de 1291 à 1551. Le sous-groupement de Saint-Louis a effectué 61% des sorties globales contre 28% pour le Centre de Secours de Richard-Toll et 11% pour celui de Podor. Hormis Richard-Toll qui a présenté une baisse d'activités de 5% en 2010, des hausses de 39% et 12% sont enregistrées respectivement à Saint-Louis et Podor.

En moyenne, les « soldats du feu » ont effectué 129,3 sorties par mois contre 107 l'année dernière soit un accroissement positif de 0,2%.

Tableau 70 : Evolution mensuelle des sorties de secours en 2009 et 2010

Mois	51 ^{em} Sous-groupement de Saint-Louis		Centre secours de Richard-Toll		Centre secours de Podor		Total	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Janvier	48	59	31	46	16	20	95	125
Février	40	69	45	25	13	7	98	101
Mars	49	68	48	34	17	26	114	128
Avril	46	80	40	41	12	14	98	135
Mai	55	91	39	45	8	18	102	154
Juin	49	76	37	46	13	9	99	131
Juillet	65	84	30	30	6	9	101	123
Aout	76	70	28	32	13	10	117	112
Septembre	74	83	34	36	12	14	120	133
Octobre	59	69	49	35	19	16	127	120
Novembre	61	86	40	32	14	10	115	128
Décembre	54	107	39	34	12	20	105	161
Ensemble	676	942	460	436	155	173	1291	1551

Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

VI.1.2. Les incendies

Les cas d'incendies ont baissé de 14% en 2010. La 51^{ème} Compagnie de Saint-Louis a enregistré plus de la moitié des incendies (56%). Les Centres de Secours de Richard-Toll et Podor sont intervenus respectivement sur 33% et 11% des incendies déclarés dans la région. Une baisse a été observée dans les interventions de toutes les unités de lutte avec 32% à Podor, 16% pour Richard-Toll contre 9% à Saint-Louis. Les incendies d'habitation représentent globalement 45% des incendies en 2010. Il y a cependant des variations des proportions suivant les localités avec 44% pour Saint-Louis, 26% et 20% pour les centres de Richard-Toll et Podor.

Tableau 71 : Evolution des incendies par type

	51 ^{ème} Sous-groupe de Saint-Louis		Centre secours de Richard-Toll		Centre secours de Podor		Total	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Habitation	25	35	19	12	7	3	51	50
ERP	6	2	7	1	0	1	13	4
Autres	57	43	30	34	15	11	102	58
Total	88	80	56	47	22	15	166	142

Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

Graphique 11 : Répartition des incendies suivant le type en 2010



Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

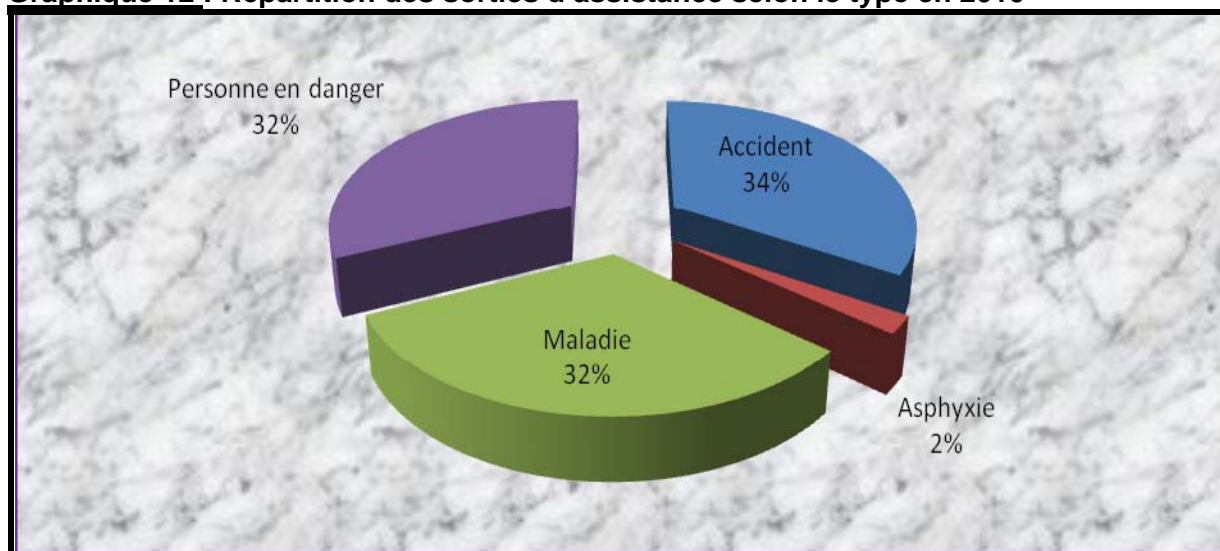
VI.1.3. Les activités d'assistance

Les sorties pour assistance des Sapeurs Pompiers ont connu un accroissement positif de 44% entre 2009 et 2010 passant de 821 à 1183. La plus importante proportion des sorties est à l'actif de la 51^{ème} Compagnie de Saint-Louis (60%). Les Contributions des Centres de Secours de Richard-Toll et de Podor s'élèvent respectivement à 26% et 14%. Les activités d'assistance concernent principalement les accidents (33,7%), les maladies (32,3%), les personnes en danger (31,8%). Les sorties pour cause de secours à des personnes en danger ont connu un accroissement positif substantiel de 60% en 2010. Les autres motifs d'intervention notamment les accidents et les maladies ont augmenté de 39,5% et 38,9% respectivement entre 2009 et 2010.

Tableau 72 : Evolution de l'assistance

	51 ^{eme} Sous-groupe de Saint-Louis		Centre secours de Richard-Toll		Centre secours de Podor		Total	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Accident	167	229	94	101	25	69	286	399
Asphyxie	10	13	8	3	7	10	25	26
Maladie	112	260	112	61	51	61	275	382
Personne en danger	87	207	89	139	59	30	235	376
Total	376	709	303	304	142	170	821	1183

Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

Graphique 12 : Répartition des sorties d'assistance selon le type en 2010

Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

VI.1.4. Les opérations de secours

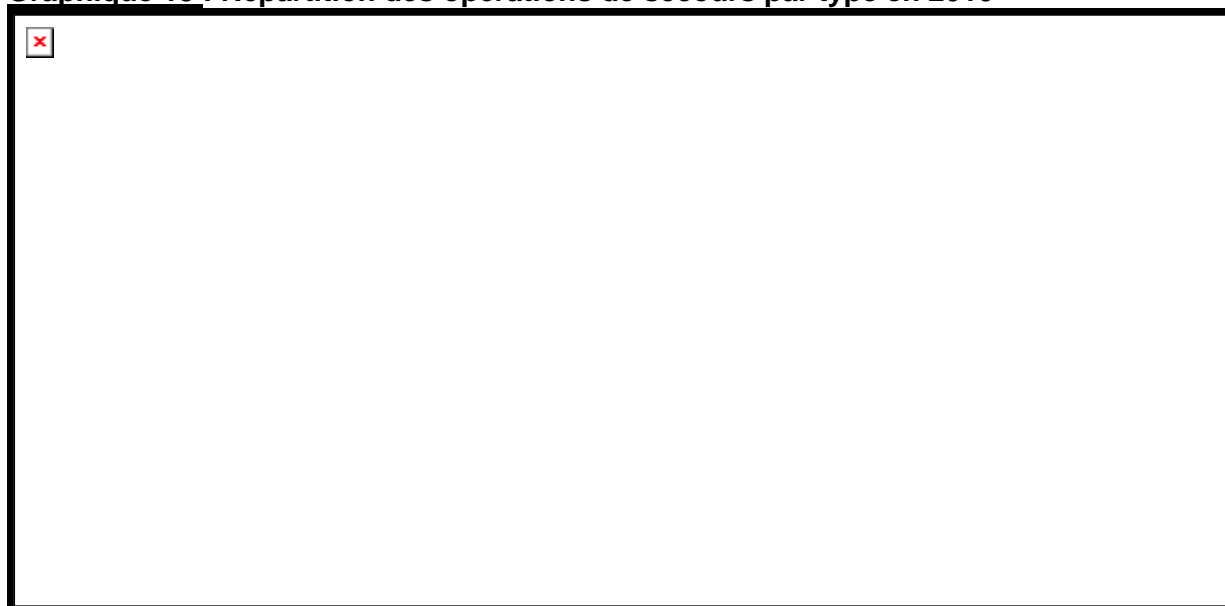
Les opérations de secours ont augmenté de 22,7% en 2010. L'essentiel des opérations de secours est effectué par la 51^e, compagnie des Sapeurs Pompiers de Saint-Louis (69%). Les contributions des centres de secours de Richard-Toll et Podor s'élèvent à 16% et 15%. Il faut noter l'accroissement positif de 116% des services de représentations. Les alertes motivées ont augmenté de 22% entre 2009 et 2010.

Tableau 73 : Evolution des opérations de secours selon le type

	51 ^{em} Sous-groupe de Saint-Louis		Centre secours de Richard-Toll		Centre secours de Podor		Total	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Corps sans vie	56	43	25	21	21	22	102	86
Ravitaillement en eau	3	1	0	1	0	0	3	2
Assainissement	3	8	0	0	0	0	3	8
Alerte motivée	49	63	17	21	16	16	82	100
Fausse alerte	4	6	2	2	0	2	6	10
Service de représentation	32	75	2	2	3	3	37	80
Total	147	196	46	47	40	43	233	286

Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

Graphique 13 : Répartition des opérations de secours par type en 2010



Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

Tableau 74 : Evolution des activités diverses par type

Mois	51 ^{em} Sous-groupement de Saint-Louis		Centre secours de Richard-Toll		Centre secours de Podor		Total	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Evénement religieux	10	14	23	26	7	8	40	48
Visite de prévention	3	12	0	4	1	6	4	22
Fête du 15 Aout	1	1	0	0	1	1	1	1
Régate	1	1	0	0	0	0	2	2
Fête des deux Rakaas	1	1	0	0	0	0	1	1
Total	16	29	23	30	9	15	48	74

Source : Compagnie des Sapeurs Pompiers

VI.2. Les activités de l'AEMO

VI.2.1. Les infractions commises par des mineurs

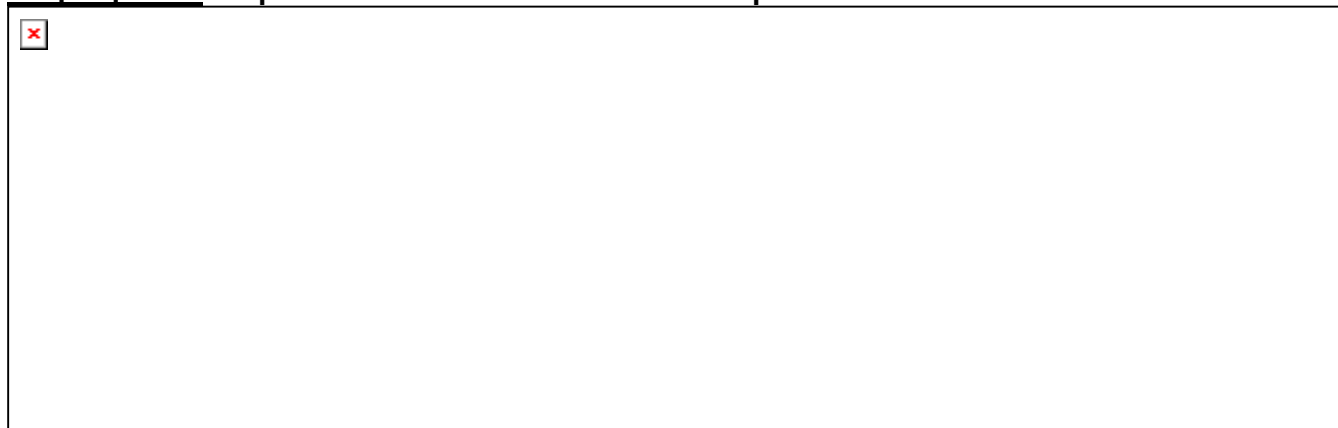
Pour l'année 2010, les services de l'AEMO ont assisté quelque 75 mineurs en conflit avec la loi. Il s'agit exclusivement de garçons. Le vol demeure l'infraction la plus fréquente (68%). Les coups et blessures volontaires constituent 27% des infractions commises par les mineurs et les coups mortels 3%.

Tableau 75 : Répartition des mineurs selon les infractions en 2010

Sexe	Nature des infractions					Ensemble
	Vol	Coups et Blessures Volontaires	Meurtre	Coup mortel	Viol	
Garçon	51	20	1	2	1	75
Fille	0	0	0	0	0	0
Ensemble	51	20	1	2	1	75

Source : AEMO Saint-Louis

Graphique 14 : Répartition des infractions commises par les mineurs selon la nature

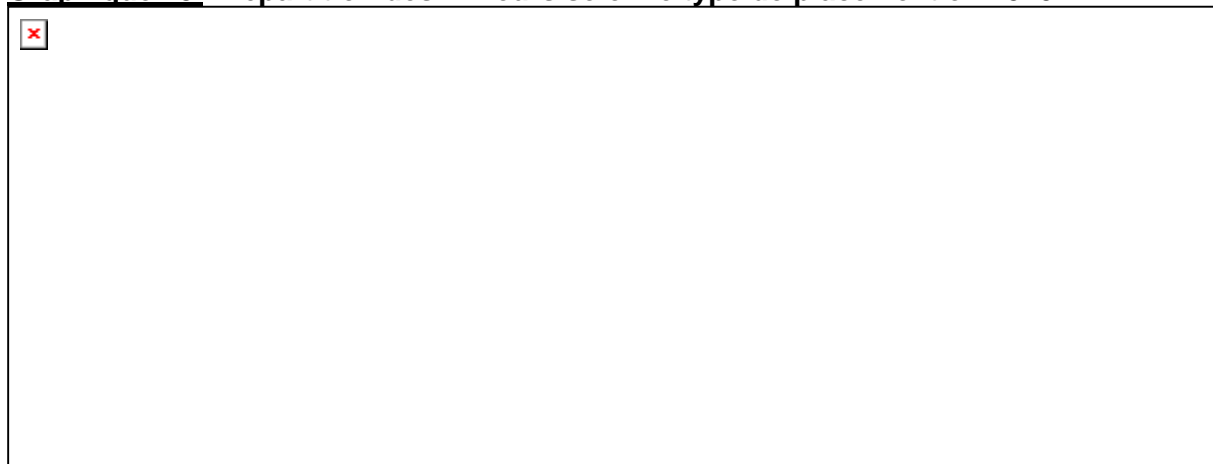


Source : AEMO Saint-Louis

VI.2.2. Les mineurs en placement

Les services de l'AEMO ont aidé au placement de 713 mineurs en 2010 dont 57% de garçons contre 43% de filles. La répartition selon le type de placement montre une prédominance de la « prévention large » avec 84%. La délinquance constitue 10% contre 6% pour l' « assistance éducative ». Les garçons constituent 93% des mineurs placés pour délinquance. Les mineurs en « placement large » sont constitués de 52% de garçon contre 48% de fille.

Graphique 15 : Répartition des mineurs selon le type de placement en 2010



Source : AEMO Saint-Louis

Tableau 76 : Répartition des effectifs de mineurs selon la nature du placement en 2010

Sexe	Type de placement			Total
	Délinquance	Assistance éducative	Prévention large	
Garçon	63	36	310	409
Fille	5	8	291	304
Ensemble	68	44	601	713

Source : AEMO Saint-Louis

VI.2.3. L'orientation des mineurs

Le nombre de mineurs orientés en 2010 par l'AEMO s'établit à 783 et les filles constituent 49% de l'effectif. L'assistance et le placement scolaire concerne plus les filles (54%) que les garçons.

Tableau 77 : Répartition des mineurs selon le type d'orientation en 2010

Sexe	Orientation					Total
	Assistance et placement scolaire	Placement professionnel externe	Assistance médico sociale	Jeune en détention	autres	
Garçon	296	4	48	28	22	398
Fille	353	1	22	1	8	385
Ensemble	649	5	70	29	30	783

Source : AEMO Saint-Louis

VI.2.4. Les enfants victimes de maltraitance

Les services de l'AEMO ont accueilli 65 enfants victimes de maltraitance en 2010 et les filles représentent la plus grande proportion soit 68%. Le viol et les sévices corporels sont les formes de maltraitements les plus fréquentes avec 34% et 46% respectivement. Le viol constitue 50% des maltraitements subies par les filles.

Graphique 16 : Répartition des enfants selon le type de maltraitance en 2010



Source : AEMO Saint-Louis

Tableau 78 : Situation des enfants victimes de maltraitance selon la nature en 2010

Nature de la maltraitance	Sexe		Total
	Garçon	Fille	
Viol		22	22
Maltraitance ou sévices corporel	16	14	30
Exploitation économique	4	6	10
Vagabondage	1	0	1
Agression verbale	0	2	2
Total	21	44	65

Source : AEMO Saint-Louis

Conclusion

L'année 2010 a été marquée par un accroissement des interventions du groupement des sapeurs pompiers, engendrant une baisse des éventuels catastrophes. Par ailleurs, l'AEMO apporte son assistance aux enfants ayant commis des délits et les protège contre toutes les formes de violences.

6. ACTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Introduction

Le service social au Sénégal se développe plus à partir des structures étatiques même si les structures privées sont présentes dans le champ. Les axes majeurs de la politique d'action sociale ont été l'assistance aux groupes vulnérables, notamment les personnes en situation de handicap, les enfants en situation difficile, les veuves sans soutien, les personnes âgées sans ressources ni soutien, les daaras, les personnes vivant avec le VIH, les sinistrés. Fort du constat que la pauvreté affecte plus ces groupes vulnérables, l'Etat a consacré un des quatre axes de ses documents de stratégie de réduction de la pauvreté à la protection sociale et prévention et gestion des risques et catastrophes. Il met en œuvre des actions visant à améliorer les conditions de vie de ces groupes vulnérables à travers ses structures déconcentrées, ses projets et programmes. Dans ce chapitre, il s'agira de faire la situation sur les groupes vulnérables durant l'année 2010 ainsi que des activités relatives au développement communautaire.

VII.1. Action sociale

La coordination et la mise en œuvre de la politique de l'action sociale dans la région sont assurées par le service régional de l'action sociale (SRAS) qui s'appuie sur les structures de base en matière d'action sociale et de solidarité nationale tels que les services départementaux (SDAS), les centres de promotion et de réinsertion sociale (CPRS), les villages de reclassement social (VRS) et les centres sociaux privés (CSP). Le SRAS a pour mission de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et à la promotion économique et sociale des couches sociales défavorisées tout en veillant à l'application de la politique d'action sociale définie par les pouvoirs publics. En 2010, ses principales activités ont porté sur la promotion et réinsertion sociale, de la prophylaxie sociale, de l'encadrement et la formation et des activités de solidarité. Dans le cadre des activités de promotion et de réinsertion sociale, les axes d'intervention ont concerné les personnes vivant avec le VIH, les personnes en situation de handicap et les aînés.

VII.1.1. Personnes vivant avec le VIH

En 2009, une ligne de crédits de deux millions (2.000.000) de FCFA a été accordée par le programme d'appui à la réduction de la pauvreté (PRP) en faveur de l'organisation ESPOIR (organisation de femmes vivant avec le VIH). De plus, Patience a bénéficié également d'un financement de trois millions (3.000.000) de FCFA du PRP. Ces financements acquis au courant de l'année 2009 devaient faire l'objet d'un refinancement en 2010.

VII.1.2. Personnes en situation de handicap

Le nombre de personnes en situation de handicap s'est établi à 12.353 personnes en 2002, soit 1,8% de la population totale. Il ressort du dernier RGPH que 0,8% de la population de la Région sont infirmes dont 0,3% concerne les membres supérieurs et 0,5% les membres inférieurs. Les personnes atteintes de cécité constituent 0,3% et celles atteintes de déficience

mentale étaient au nombre de 1.612 soit 0,2% de l'effectif total de la population. Le tableau ci-dessous montre aussi que 2,1% de la population de Podor vivent avec un handicap ; ce taux est de 1,7% dans le département de Dagana et 1,3% dans celui de Saint-Louis.

Tableau 79: Effectif des personnes en situation d'handicap selon le type

Type handicap	Dagana	Podor	Saint-Louis	Total	%
Infirmes membre supérieur	582	774	391	1747	0,3%
Déficience mentale	403	739	470	1612	0,2%
Albinisme	18	32	15	65	0,0%
Léprosie	12	59	13	84	0,0%
Infirmes membre inférieur	970	1507	784	3261	0,5%
Mutité	269	512	238	1019	0,1%
Surdité	318	738	273	1329	0,2%
C�civit�	410	1201	339	1950	0,3%
Autre handicap	752	1389	618	2759	0,4%
Personne avec handicap	3348	6161	2844	12353	1,8%
Population total	193388	288479	213631	695498	
% pers. Avec handicap	1,7%	2,1%	1,3%	1,8%	

Source : RGP 2002

Concernant les personnes en situation de handicap, le suivi du programme RBC (R adapation   Base Communautaire) se poursuit dans toute la région. En 2010, le PRP a mis une ligne de crédit de dans chaque département au profit des organisations des personnes en situation de handicap. Au total, cent quarante et une personnes (141) personnes dont quarante cinq (45)   Dagana, trente neuf(39)   Podor et cinquante sept (57)   Saint-Louis ont bénéficié de ce financement d'un montant total de quatorze millions deux cent quatre vingt cinq mille sept cents francs(14 285 700). Ce fonds revolving devait permettre à toutes les personnes en situation de handicap d'accéder à un financement avec un taux d'intérêt de huit pour cent (8 %).

Tableau 80 : Situation globale du suivi des AGR Financées par le PRP aux personnes en situation de handicap de la région

DEPARTEMENT	LOCALITES	NOMBRES DE BENEFIAIRES	MONTANTS FINANCEMENTS ACCORDES	CUMUL DES REMBOURSEMENTS	MONTANTS EN SOUFFRANCE	TAUX %
DAGANA	Rosso	10	1 205 500F	1 118 090F	183 850F	85,88
	Richard Toll	23	1 254 500F	1 016 510F	349 690F	74,40
	Dagana commune	12	2 275 000F	1 557 600F	913 395F	63,39
	Total	45	4 735 000F	3 692 200F	1 446 935F	77,98
PODOR	Podor commune	23	2 720 300F	1 675 875F	1 044 425F	61,6
	Ndioum	10	675 000F	525 000F	150 000F	77,7
	Ndiandane	05	704 700F	704 700F	0F	100
	Aéré Lao	01	450 000F	187 500F	262 500F	41,6
	Total	39	4 550 700F	3 093 075F	1 456 925F	67,9
SAINT-LOUIS	Saint-Louis commune	45	3 625 000F	2 364 000F	1 261 000F	65
	Saint-Louis hors commune	12	1 375 000F	1 150 000F	225 000F	84
	Total	57	5 000 000F	3 514 000F	1 486 000F	70
Région		141	14 285 700F	10 299 275F	4 389 860F	71,69

Source : SRAS

De plus, un placement en apprentissage en faveur des personnes handicapées a été effectué dans certaines structures. Ainsi 20 personnes en situation de handicap ont été formées dans différentes filières à savoir la restauration, la couture, la santé communautaire, le tourisme, le développement local et le secrétariat.

Tableau 81 : Placement en apprentissage des personnes handicapées

Circonscriptions	Nbre handicapés placés	filières	Structures
Dept Dagana	3	1-restauration 2-Couture	CRETEF CEDAF/atelier
Dept de Podor	2	1-santé communautaire 1-couture	CFEFS
Dept Saint-Louis	15	12- Tourisme et dvt local 2- Secrétariat 1-froid	Ecole atelier CAFIT CAFIT
Région	20		

Source : SRAS

Le tableau ci-dessous donne les statistiques sur les personnes handicapées membres des associations. Il apparaît à la lecture de ce tableau que 31% de ces personnes se trouvent dans le département de Dagana, 44% dans le département de Podor et 25% dans le département de Saint-Louis.

Tableau 82 : Effectifs des handicapés membres des associations selon le département

Circonscriptions	effectifs	%
Dagana	1 403	31
Podor	1 959	44
Saint-Louis	1102	25
Région de Saint-Louis	4 464	100

Source : SRAS

VII.1.3. Daaras

Le nombre de Daaras recensés dans la région en 2010 par le SRAS est de 605, dont 54% dans le département de Saint-Louis, 27% dans le département de Podor et 19% dans le département de Dagana. Toutefois les statistiques des Daaras et des talibés ne sont pas exhaustives.

Tableau 83 : Effectifs des Daaras et des talibés selon le département

Département	Nombre de Daaras		Effectifs talibés		2010	
	2009	2010	2009	2010	% Daaras	% talibés
Dagana	111	115	-	7330	19,0	16,0
Podor	164	164	13470	13470	27,1	29,5
Saint-Louis	326	326	9000	24906	53,9	54,5
Région de Saint-Louis	601	605	22470	45706	100,0	100,0

Source : SRAS

VII.1.4. Les personnes âgées sans ressources ni soutien

Le nombre de personnes du troisième âge de la région de Saint-Louis est estimé à 48 268 en 2010, soit 5,4% de la population totale. Une partie de cette catégorie de la population sans ressource ni soutien rentre parmi les cibles du SRAS. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à la promotion des aînés, une subvention de 500 000 FCFA a été accordée à l'association des retraités AGARR/IPRES pour la réfection des toilettes de leur siège et une

somme de 200.000 FCFA plus 500kg de riz pour appui à l'organisation de leur biennale. Par ailleurs un financement de 1 500 000 FCFA a été accordé aux personnes âgées de la région.

VII.1.3. Les actions de solidarité

En plus des activités de promotion et de réinsertion sociale, des actions de solidarité ont été faites tant au niveau de la prise en charge médicale qu'au niveau alimentaire et financier. Au niveau médical, en collaboration avec les collectivités locales, la prise en charge médicale des indigents a permis de réduire la vulnérabilité de certaines couches sociales. La signature d'une convention entre l'hôpital régional de Saint-Louis et la commune de Saint-Louis à faciliter l'accès aux soins de santé à une bonne frange de la population nécessiteuse. Le partenariat s'est illustré dans la prise en charge médicale des handicapés.

C'est ainsi que deux missions de consultation et de prise de mesure ont été effectuées à Saint-Louis et Dagana. Deux missions de livraison d'appareillages orthopédiques ont été également organisées dans ces départements et plus de 161 personnes ont été appareillées. La sécurité alimentaire a été assurée en collaboration avec le programme de Counterpart International qui est arrivé à terme. Au plan financier, les collectivités locales ont dans leur budget un fonds de secours aux personnes âgées. Seulement, l'enveloppe reste encore insuffisante. Elle est de un million deux cent (1 200 000) pour toute la région. Néanmoins, cela a permis d'assister 32 personnes en détresse dont 14 cas de prise en charge médicale.

L'année 2010 a été particulièrement pluvieuse. Les séries de pluies ont occasionné plusieurs dégâts et sinistres dans la région de Saint-Louis. Un recensement a permis d'identifier 4 502 familles sinistrées dont 125 dans le département de Dagana, 2 397 dans le département de Podor et 1980 dans le département de Saint Louis.

Tableau 84 : Effectifs sinistrés

Circonscriptions	Effectifs des familles
Dagana	125
Podor	2397
Saint-Louis	1980
Région Saint-Louis	4.502

Source : SRAS

Grâce à certains donateurs, une aide importante a été apportée à ces sinistrées. Cette aide d'une valeur de 13.200.000 FCFA a été distribuée comme suit pour chaque famille sinistrée :

1. 16 kg de riz (1 sac de 50kg pour 3 familles ;
2. 1 kg de sucre ;
3. 1 kg de tomate ;
4. 1l d'eau de javel ;
5. 1l de grésil.

De même, plus de 150 familles ont bénéficié tous les bimestres d'une ration composée de 12,5 kg de lentilles, 4l d'huile et 12,5 kg de blé enrichi.

Tableau 85 : Aides aux sinistrés

Denrée	Quantité distribuée	Valeur en FCFA
Riz	33.000kg	9.240.000
Sucre	1.980kg	1.287.000
tomate	1.980 kg	1.980.000
Eau de javel	1 980 L	99.000
Grésil	1 .980 L	594.000
Total		13.200.000

Source: SRAS

VII.1.5. Contraintes et recommandations

Les contraintes ci-dessous sont identifiées par le SRAS de Saint-Louis :

1. dispersion des interventions en matière d'action sociale (pluralité des intervenants sans coordination surtout par rapport à certaines ONG et partenaires) ;
2. faiblesse des moyens d'intervention ;
3. absence de politique d'autonomisation des GV dans les Collectivité Locales (l'accent est mis sur l'assistance ponctuelle au détriment du financement de projets productifs),
4. mauvaise couverture des CPRS 1 CPRS pour 166 968 pers contre 1cprs pour 30 000 habitants ;
5. inexistence de fonds de secours rapide ;
6. non mobilisation de ressources propre par les Collectivités Locales dans la prise en charge des GV ;
7. inexistence de convention entre la DAS et l'Hôpital de Saint-Louis ;

Pour promouvoir la solidarité régionale, il semble opportun de créer un réseau de solidarité pour financer des projets productifs des indigents, assister les malades et secourir les nécessiteux. Il est aussi nécessaire de :

8. mettre en place un fonds de secours rapide et un fonds de promotion et d'insertion sociales des couches vulnérables ;
9. financer des projets productifs des groupes vulnérables par l'Etat, les CL et les partenaires ;
10. instituer un Fonds régional de Solidarité alimenté par les contributions des CL et des partenaires ;
11. construire un CPRS par Collectivité Locale ;
12. construire un Centre régional de réadaptation Sociale
13. instituer une semaine régionale de solidarité et d'action sociale ;
14. accroître les moyens d'intervention du SRAS ;

Les services déconcentrés de l'action sociale travaillent en collaboration avec d'autres services de l'Etat tels que les services en charge du développement communautaire.

VII.2. Développement communautaire

Les actions des services du Développement communautaire sont surtout axées à l'amélioration des conditions de vie des femmes.

VII.2.1. Allègement des travaux de la femme

L'année 2010 a été un tournant décisif vers l'autonomisation des femmes de la région de Saint Louis. En effet, pour sécuriser la production locale de céréales, deux unités de transformation de céréales ont été gracieusement octroyées par le Président de la République à Saint Louis et Mboumba.

Tableau 86 : Unités de transformation de céréales affectées aux organisations de femmes en 2010

Nombre d'unité de transformation de céréales	Dagana	Podor	Saint Louis	Région
		00	01	01

Source : SRDC

Le programme 2010 en dotation de moulins à mil n'étant pas encore disponible, l'analyse va porter sur les dotations de 2009. En 2009, le ministère chargé de la femme a mis à la disposition chaque collectivité locale de la région un moulin à mil. Un autre lot de moulin à mil a été remis à certaines autorités de la région. Tous ces moulins ont été affectés aux organisations de femmes de la région. Ainsi 18 moulins à mil ont été recensés à Dagana, 20 à Podor et 32 à Saint Louis.

Tableau 87 : Nombre de moulins à mil affectés aux organisations de femmes par département en 2009

	Dagana	Podor	Saint-Louis	Région
Nombre de Moulins à mil	18	20	32	70

Source : SRDC

VII.2.2. Situation des financements

La principale structure de financement connue des Services du Développement Communautaire dans la région est le PRP (programme d'appui pour la réduction de la pauvreté). Le montant des financements accordés aux femmes par le programme d'appui à la réduction de la pauvreté s'élève à plus de 69 millions dont 10 millions dans le département de Saint-Louis, plus de 39 millions dans le département de Dagana et plus de 19 millions dans le département de Podor. Cette somme a permis de financer 521 microprojets, soit une moyenne de 133 216 FCFA par microprojet.

Tableau 88 : Situation des financements offerts aux femmes dans la région en 2010

Département	2009			2010		
	Montant	Nbr Prjs	Moyenne	Montant	Nbr Prjs	Moyenne
Saint Louis	15 00 000	206	72 816 f	10 000 000	127	78 740 f
Dagana	5 000 000	86	58 000 f	39 581 204	208	190 295 f
Podor	5 000 000	102	49 000 f	19 825 000	186	106 586 f
Total	25 000 000	394	63 452 f	69 406 000 f	521	133 216 f

Source : SRDC

De plus, ce programme a financé dans le Département de Podor, des Activités Génératrices de Revenues de 217 femmes de la commune de Niandane pour un montant global de vingt millions et 46 dans la communauté rurale d'Aéré Lao pour un montant de quatre million huit cent vingt cinq mille. A Dagana, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le PRP a mis en place des lignes de crédit destinées aux 5 quartiers de la commune de Dagana qui ont reçu

chacun 5.000.000 francs soit un montant global de 25 millions francs. En 2010 trois quartiers de la commune de Saint Louis ont également bénéficié des financements du PRP pour un montant de cinq millions chacun. C'est le Service du développement communautaire qui a eu la charge de la formation des bénéficiaires et du suivi des opérations sur le terrain en accord avec les conseils de quartier. Il appui également l'insertion des sortants de l'enseignement technique et de la formation professionnelle par l'octroi de financements ainsi que des jeunes coiffeuses

VII.2.3. Situation des organisations de femmes

Le nombre d'organisations de femmes recensées par les services du développement communautaire s'établit à 2 767 en 2010 contre 2 631 en 2009 soit un accroissement de 5,2%. Il apparaît que 35% de ces organisations se trouvent dans le département de Dagana, 40% dans le département de Podor et 24% dans celui de Saint Louis.

Tableau 89 : Nombre d'organisations de femmes répertoriées en 2010

Localité	Dagana	Podor	Saint Louis	Total
Nombre d'Organisations de Femmes	980	1117	670	2767
en %	35%	40%	24%	100%

Source : SRDC

Conclusion

Force est de reconnaître que le service social doit veiller à la protection et à la promotion sociale des groupes vulnérables et veiller à ce que les projets de développement profitent à l'ensemble des catégories sociales de la population, et notamment aux femmes, aux personnes âgées, à celles vivant avec le VIH, aux personnes en situation de handicap ainsi qu'aux plus démunis. Malgré les progrès récents réalisés dans ce domaine, des contraintes ont été identifiées. Il s'agit de:

1. - la faiblesse des montants alloués ;
2. - l'accès difficile au crédit et du manque de fonds d'insertion sociale ;
3. - l'insuffisance des structures de prise en charge de l'enfance dans les Daaras ;
4. - la faiblesse de la prise en charge des personnes en situation de handicap, des aînés, des personnes vivant avec le VIH, des Daaras, ...

A cet effet, il importe d'accélérer les efforts consentis jusque là en améliorant le suivi et l'élaboration des actions dirigées vers les groupes vulnérables et en renforçant les activités génératrices de revenus pour les handicapés.

5. AGRICULTURE

Introduction

L'agriculture représente plus de 8% du PIB national. Ainsi elle constitue une composante majeure de l'économie sénégalaise et un secteur essentiel dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. L'agriculture est marquée par une série de politique souvent conditionnée par une conjoncture nationale ou internationale. Il s'agit notamment de la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP), relative aux Organisations Interprofessionnelles Agricoles et de la mise en place d'un régime de protection sociale au profit des populations exerçant les métiers de l'agriculture.

L'année 2010 coïncide avec la mise en œuvre de la troisième session de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA III). Ce programme a permis au Sénégal de réaliser un pas important pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire. Ces résultats positifs ont débuté avec les actions entreprises par l'Etat depuis 2000, dans le cadre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), à travers la mise en œuvre d'importants programmes d'amélioration, de renforcement et de modernisation de la base de la production agricole.

VI.1. Orientations stratégiques

La GOANA III est marquée par la syndicalisation des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs du pays, regroupés au sein du syndicat national (SYNAEP/JAPANDOO), constituant ainsi une étape importante du processus de matérialisation de la révolution rurale.

Dans un souci de rendre le secteur agricole durablement productif et compétitif, l'Etat a entrepris, à travers la GOANA, une politique de mise en valeur d'une grande partie des terres agricoles, accompagnée d'une maîtrise de l'eau, la reconstitution du capital semencier, l'adaptation de la carte variétale aux zones adaptées, la modernisation des exploitations agricoles grâce à un équipement approprié. En appui aux producteurs agricoles dans le but d'optimiser la productivité, d'améliorer la commercialisation et la création de richesse en milieu rural, l'Etat intervient aussi sur la subvention ou le contrôle du prix au producteur (cas de l'arachide et du coton), l'organisation, la supervision et le contrôle des opérations de la campagne de commercialisation, l'intermédiation et la facilitation pour la mobilisation des financements, les mesures favorisant la génération de débouchés (Décret autorisant l'exportation des arachides, renforcement des capacités des producteurs sur les techniques de détoxification de l'huile brute extraite à partir des presses artisanales...) et les mesures de régulation pour l'oignon local

Pour la campagne agricole 2010-2011, la mise en place de ces semences a largement dépassé, pour la plupart de ces variétés, tous les objectifs que l'Etat s'était fixé. Pour l'arachide, sur un objectif de mise en place de 50 000 tonnes de semences, 67 137 tonnes ont été obtenus, soit un taux de mise en place de 134,27 %. Pour le Maïs, les mises en place sont de 2 287 tonnes sur des objectifs de mise en place de 1 950 tonnes dont 250 tonnes d'hybrides, soit un taux de réalisation de 117,3 %. Le Sésame, les mises en place sont de 100 tonnes dans les départements de Kaolack, Nioro du Rip et Kaffrine sur un objectif de 300 tonnes, soit un taux de réalisation de 33,33 %. Le Fonio, les quantités mises en place sont de 126 tonnes sur un objectif de 125 tonnes, soit un taux de 100,8 % et elles ont été toutes vendues. Le Manioc, l'objectif d'emblavure porte globalement, sur 188 571 hectares et la contribution du programme manioc en termes de superficies est de 6 300 hectares, soit 12 600 000 tiges de à pourvoir. Le programme bénéficie pour la septième année consécutive du soutien de l'Etat.

Tableau 92 : Situation des mises en place des semences

Semences	Objectifs	Réalisations	Taux de réalisation (en %)
Arachide	50 000	67 137	134,3
Maïs	1 950	2 287	117,3
Sésame	300	100	33,3
Fonio	125	126	100,8
Manioc	12 600 000		
Riz	1 600	1 174	73,4
Niébé	3 300	6 154	186,5
Mil	2 800	9 139	326,4
Sorgho	400	1 286	321,5

Source : Ministère de l'agriculture

En appui aux producteurs, l'Etat sénégalais a initié un vaste chantier de reconstitution du capital semencier arachide avec le Programme de Services Agricoles et Organisations de Producteurs (PSAOP). Ce programme a permis à de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) de renforcer les capacités de production pour les semences de première génération. Ainsi en 2010, le Centre de Recherches Agricoles de Saint Louis de l'ISRA a produit 60 tonnes de pré-base d'arachide et 15 tonnes de pré-base de riz avec des variétés différentes.

Tableau 93 : Production de semences de pré- base à Saint Louis

ESPECES	VARIETES	2009	2010
ARACHIDE	55-437	60 TONNES	60 TONNES
	fleur 11		
	GC 835		
	73-33		
	GH 11920		
RIZ	55-33	14 TONNES	15 TONNES
	sahel 157		
	sahel 108		
	sahel 201		
	sahel 202		
	sahel 134		
	sahel 159		
	IR 15 29		
NERICA irrigué 4			
NERICA pluvial 2			

Source : ISRA

De plus, la production de semences est portée par l'ANCAR à travers la GOANA III. La Direction de l'ANCAR Zone Vallée du Fleuve Sénégal couvre les régions de Saint Louis et Matam. Son objectif étant essentiellement de participer à l'amélioration des revenus des producteurs à travers la mise en place d'un service de conseil agricole et rural, renforcer les capacités des acteurs et des producteurs sur la production communautaire de semences et de toutes autres activités agricoles et rurales. Les principaux résultats ont fait que les capacités techniques d'au moins 1440 acteurs sont renforcées et la disponibilité et l'accessibilité des semences de qualité aux producteurs sont améliorées (au moins 120 tonnes de semences de cultures céréalières et industrielles sont produites). Il s'agit notamment de la production de :

1. 27,945 tonnes de semences de riz de niveau R1 à Mbolobirane, Ross Béthio, Boké Dialloubé, Gamadji, Fanaye et Ndiayène Pendao ;
2. 6,4 tonnes de sorgho à Bélé
3. 1,6 tonnes d'arachide à Ndendory
4. les capacités des 300 producteurs sont renforcées sur les techniques de production maraîchère et/ou de micro jardinage à Ogo (120), Guédé (30 sensibilisés), Dabia (15), Bokidiawé (15) et 120 pour les communautés rurales à St-Louis;
5. Les zones du Diéri confrontées aux problèmes de disponibilité en eau sont parvenues à produire des légumes grâce aux cultures hors sol.

6. Distributions d'engrais

Pour faciliter la promotion de l'utilisation de l'engrais, l'Etat a développé un programme de distribution. S'agissant de l'engrais minéral, le programme porte sur 54 000 tonnes dont 35 000 tonnes pour l'engrais NPK et 19 000 tonnes d'urée. La situation des mises en place au niveau des commissions locales était de 31 058 tonnes, ce qui correspond à un taux de réalisation de 88,7 % ; et cela concerne le 6-20-10 pour 9 310 tonnes, le 15-15-15 pour 8 103 tonnes, le 15-10-10 pour 3 623 tonnes et l'urée pour 10 022 tonnes. Les quantités livrées aux gros producteurs se situent à hauteur de 8 633 tonnes, soit un volume global de 39 688 tonnes mises en place. Le reste est constitué de l'engrais horticole et de l'urée pour la contre saison. Pour l'engrais organique, sur un objectif de mise en place du bio fertilisant de 26 282 tonnes, une quantité de 680 tonnes a été réellement mise en place et les ventes sont de 128 tonnes, soit un taux de 2,6 %.

Tableau 94 : Situation des mises en place des engrais (en tonnes)

Engrais	Objectifs	Réalisations	Taux de réalisations (en %)
Minéral	54 000	39 688	57,5
NPK	35 000	31 058	88,7
6-20-10		9 130	
15-15-15		8 103	
15-10-10		3 623	
Gros producteurs		8 633	
Urée	19 000	10 022	52,7
Organique	26 282	680	2,6

Source : Ministère de l'agriculture

Ces engrais sont inégalement répartis dans les régions. En effet, la région de Saint Louis n'a bénéficié que de 0,7% d'engrais 6-20-10, 0,3% de 15-15-15, 0,8% de 15-10-10 et de 30% des semences d'urée.

Tableau 95 : Situation des mises en place des engrais (en tonnes) par région

	6-20-10			15-15-15			15-10-10		
	Objectif	Mise en place	Vente	Objectif	Mise en place	Vente	Objectif	Mise en place	Vente
Louga	500	496	400	300	270	90	300	300	193
Matam	30	20	19	110	70	-	100	-	-
Saint-Louis	70	65	37	50	25	20	50	30	28
Thiès	500	505	429	-	-	-	400	245	179
Diourbel	900	860	451	1 000	994	984	600	579	384
Fatick	1 000	985	816	2 700	2 720	2 709	500	501	407
Kaolack	2 000	2 010	2 005	1 500	1 699	1 699	400	400	399
Kaffrine	2 500	2 400	2 375	600	674	426	600	580	580
Tambacounda	700	654	535	90	70	65	500	466	323
Kédougou	30	30	18	1 200	1 163	979	-	-	-
Kolda	1 100	1 115	992	300	295	279	300	307	247
Sédhiou	600	595	581	100	74	67	200	205	189
Ziguinchor	70	72	64	50	50	45	50	50	29
Autres	2 000			2 000			1 000		
Total général	12 000	9 807	8 722	10 000	8 104	7 363	5 000	3 663	2 958
Part Saint Louis en %	0,6	0,7	0,4	0,5	0,3	0,3	1,0	0,8	0,9

Source : Ministère de l'agriculture

Tableau 96 : Situation des mises en place des engrais (en tonnes) par région (suite)

	UREE CA			UREE KR2	
	Objectif	Mise en place	vente	Mise en place	vente
Louga	50	37	33	-	-
Matam	1 250	975	727	1 330	-
Saint-Louis	6 304	3 326	608	-	-
Thiès	205	360	307	-	-
Diourbel	50	47	28	-	-
Fatick	1 200	1 968	704	-	-
Kaolack	1 500	1 500	1 479	-	-
Kaffrine	760	760	655	-	-
Tambacounda	600	850	188	-	-
Kédougou	90	65	61	-	-
Kolda	700	700	659	1 283	785
Sédhiou	300	300	225	-	-
Ziguinchor	100	154	79	-	-
Autres	3 050	45	45	-	-
Total général	16 159	11 087	5 798	2 613	785
Part Saint Louis en %	39,0	30,0	10,5	-	-

Source : Ministère de l'agriculture

7. Matériel agricole

Pour encourager l'utilisation de matériel d'irrigation performant et économe en eau et en espace et renforcer le niveau d'équipement du monde rural, l'Etat du Sénégal a acquis dans le cadre de la réalisation du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR) un important lot d'équipements composé de 1400 motoculteurs équipés de semoirs, de charrues et de remorques, de 700 faucheuses à riz, de 100 décortiqueuses à riz, de 200 polisseurs à riz et de 15 moissonneuses batteuses. Ces équipements revêtent une importance particulière pour l'atteinte dans les délais de l'autosuffisance en riz. Les commissions départementales et

progression (41%) passant ainsi de 80 465 tonnes en 2009/2010 à 113 417 tonnes en 2010/2011. Hormis le maïs, les autres spéculations ont enregistré des baisses sensibles. En effet, la production de maïs a enregistré une hausse de 13,9% entre 2009/2010 et 2010/2011.

Tableau 98 : Répartition des productions selon la spéculation et par département en tonne

Départements	Années	Riz	Maïs	Sorgho	Tomate	Oignon
Dagana	2007/2008	165 258	420	10	40 208	24 881
	2008/2009	269 625	1 208		50 493	15 664
	2009/2010	197 640	956		57 186	19 970
	2010/2011	238 948	1 692	27	59 724	35 801
	Taux de croissance	20,9%	76,9%	-	4,4%	79,3%
Podor	2007/2008	62 313	2 921	96	28 406	50 448
	2008/2009	73 104	3 329	130	25 921	69 076
	2009/2010	56 143	1 327	122	36 334	60 495
	2010/2011	57 260	909		33 755	77 616
	Taux de croissance	2,0%	-31,5%	-	-7,1%	28,3%
Total	2007/2008	227 571	3 341	106	68 614	75 329
	2008/2009	342 729	4 537	130	76 414	84 740
	2009/2010	253 783	2 283	122	93 520	80 465
	2010/2011	296 208	2 601	27	93 479	113 417
	Taux de croissance	16,7%	13,9%	-77,6%	0,0%	41,0%

Source : SAED (Pour l'année agricole 2010_2011, la situation est encore provisoire)

Tableau 99 : Répartition des productions selon la spéculation et par département en tonne (suite)

Départements	Années	Arachide	Patate douce	Gombo	Pastèque	Manioc
Dagana	2007/2008	1 824	40 725	3 094	8 125	
	2008/2009	1 800	34 746	1 512	10 993	
	2009/2010	2 133	30 253	1 416	15 412	3 148
	2010/2011	480	29 381	889	9 611	13
	Taux de croissance	-77,5%	-2,9%	-37,2%	-37,6%	-99,6%
Podor	2007/2008	143	105	6 400	144	
	2008/2009	348	100	12 216	25	
	2009/2010	191	250	12 551	537	
	2010/2011	212		10 053	13	
	Taux de croissance	10,9%	-	-19,9%	-97,7%	-
Total	2007/2008	1 967	40 830	9 494	8 269	
	2008/2009	2 148	34 846	13 728	11 018	
	2009/2010	2 324	30 503	13 967	15 949	3 148
	2010/2011	692	29 381	10 942	9 624	13
	Taux de croissance	-70,2%	-3,7%	-21,7%	-39,7%	-99,6%

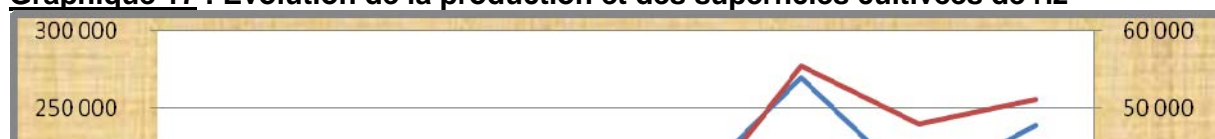
Source : SAED (Pour l'année agricole 2010_2011, la situation est encore provisoire)

9. Analyse de l'évolution de la production du riz

Le riz est la variété de céréales la plus consommée au Sénégal. La région de Saint-Louis fournit la plus importante production. La production du riz durant la campagne 2010/2011 s'est établie à 296 208 tonnes et a enregistré un taux d'accroissement annuel de 16,71%. L'évolution des deux courbes montre une relation étroite entre la production de riz et les superficies cultivées. L'analyse des courbes révèle aussi une tendance irrégulière de la

production du riz sur la période observée. Cependant durant les deux dernières campagnes agricoles observées, la production du riz dans la région de Saint-Louis a enregistré des taux de progression.

Graphique 17 : Evolution de la production et des superficies cultivées de riz



Source : SAED (Pour l'année agricole 2010_2011, la situation est encore provisoire)

10. Evolution des superficies cultivées

Les superficies cultivées durant la campagne agricole 2010/2011 se sont établies à 64 837 ha, soit une hausse annuelle de 4%. Les superficies consacrées à la culture du riz ont représenté 79% des superficies cultivées et ont connu un accroissement de 7% entre les campagnes 2009/2010 et 2010/2011 suivi de l'oignon et de la tomate qui représentent respectivement 7% et 5% des surfaces cultivées.

Tableau 100 : Evolution des superficies cultivées (ha)

	Dagana	Podor	Total	Dagana	Podor	Total	Taux acc %.	%
	2009/2010			2010/2011				
Riz	38 505	9 453	47 958	41 147	10 001	51 149	7	79
Maïs	273	379	652	484	260	743	14	1
Sorgho	0	49	49	11	0	11	-78	0
Tomate	2 016	1 321	3 337	1 991	1 206	3 196	-4	5
Oignon	854	2 257	3 111	1 432	2 875	4 307	38	7
Gombo	177	1 046	1 223	99	773	872	-29	1
Manioc	126	0	126	1	0	1	-100	0
Arachide	711	64	775	137	71	208	-73	0
Patate douce	1 513	10	1 523	1 277	0	1 277	-16	2
Pastèque	571	27	598	343	1	344	-42	1
Autres	1 322	1 422	2 744	1 375	1 354	2 730	-1	4
Total	46 068	16 027	62 095	48 297	16 540	64 837	4	100
% par dpt	74%	26%	100%	74%	26%	100%		

Source : SAED (Pour l'année agricole 2010_2011, la situation est encore provisoire)

11. Evolution des rendements

Les rendements diffèrent d'une spéculation à une autre. La tomate a un rendement de 29,25 ha/tonne, suivi de la pastèque qui a connu un rendement de 28 ha/tonne, de l'oignon (26,33 ha/tonne). Le riz a enregistré un rendement d'environ 6ha/tonne durant la campagne.

Tableau 101 : Evolution des rendements (ha/t)

Départements	Années	Riz	Maïs	Sorgho	Tomate	Oignon
Dagana	2007/2008	6,40	3,50	2,50	20,70	24,66
	2008/2009	6,15	3,50		30,04	28,17
	2009/2010	5,13	3,50		28,37	23,38
	2010/2011	5,81	3,50	2,50	30,00	25,00
Podor	2007/2008	6,22	3,50	2,46	21,50	16,99
	2008/2009	6,30	3,50	2,50	31,34	26,98
	2009/2010	5,94	3,50	2,50	27,50	26,80
	2010/2011	5,73	3,50		28,00	27,00
Total	2007/2008	6,35	3,50	2,47	21,02	18,94
	2008/2009	6,18	3,50	2,50	30,47	27,20
	2009/2010	5,29	3,50	2,50	28,03	25,86
	2010/2011	5,79	3,50	2,50	29,25	26,33

Source : SAED (Pour l'année agricole 2010_2011, la situation est encore provisoire)

Tableau 102 : Evolution des rendements (ha/t)

Départements	Années	Arachide	Patate douce	Gombo	Pastèque	Manioc
Dagana	2007/2008	3,00	25,00	13,00	25,00	
	2008/2009	2,50	24,73	8,00	26,30	
	2009/2010	3,00	20,00	8,00	27,00	25,00
	2010/2011	3,50	23,00	9,00	28,00	25,00
Podor	2007/2008	2,50	21,00	10,00	24,00	
	2008/2009	3,00	20,00	12,00	25,00	
	2009/2010	3,00	25,00	12,00	20,00	
	2010/2011	3,00		13,00	25,00	
Total	2007/2008	2,96	24,99	10,81	24,98	
	2008/2009	2,57	24,70	11,38	26,23	
	2009/2010	3,00	20,03	11,42	26,69	25,00
	2010/2011	3,33	23,00	12,55	28,00	25,00

Source : SAED (Pour l'année agricole 2010_2011, la situation est encore provisoire)

VI.6. Cultures industrielles

La culture de la canne à sucre et de la tomate industrielle occupe une place prépondérante dans l'économie régionale. Les productions de ces spéculations sont transformées par les trois grosses unités agro industrielles notamment la SOCAS, le GDS et la CSS, implantées dans la région de Saint Louis.

1. Canne à sucre

La CSS a une capacité de plus de 1 million de tonnes de canne à sucre, et une production supérieure à 100 000 tonnes de sucre par an. Ce qui lui confère une position de leader dans l'industrie sucrière en Afrique de l'Ouest. Elle dispose d'un casier sucrier de plus de 8 700 hectares déjà exploités pour produire de la canne à sucre. Sur les 8 800 hectares de canne déjà aménagés, 8 600 hectares sont affectées à la production de sucre, avec des rendements moyens de plus de 130 tonnes de canne à l'hectare ; les surfaces restantes sont réservées aux pépinières.

Tableau 103 : Evolution de la production de canne à sucre

CAMPAGNE	Surface Aménagées (HA)	Surface sous canne (Ha)	Surface Récoltée (Ha)	Tonnage Réalisé	var an (%)
2003/2004	8 428,99	7 624,29	7 414,50	829 604	1,2
2004/2005	8 426,19	7 290,62	7 090,87	828 533	-0,1
2005/2006	8 426,45	7 517,75	7 398,81	922 882	11,4
2006/2007	8 426,45	8 110,71	7 839,50	921 145	-0,2
2007/2008	8 907,69	8 641,81	8 121,03	1 007 924	9,4

Source : CSS

En 2010, la production de canne à sucre a permis à la CSS de réaliser une production vendue dans le pays, estimée à 101 917 tonnes de sucre pour une valeur d'environ 43 milliards de francs CFA.

2. Tomate

La SOCAS intervient dans l'agro-industrie, à savoir le maraîchage industriel (tomates fraîches). Elle achète une bonne partie de ses besoins en tomates à des paysans ou groupements indépendants qu'elle a initiés à cette production et avec lesquels elle passe des contrats fermes d'achats. Sa capacité de production est supérieure à 100 000 tonnes de tomates fraîches, ce qui correspond à 18 000 tonnes de concentré.

Tableau 104 : Production (de concentré et de légumes) vendue dans le pays (Quantités en tonnes) en 2010

DESIGNATION DU PRODUIT	PRODUCTION VENDUE DANS LE PAYS
CONCENTRE DE TOMATE	12 674
LEGUMES	79
TOTAL	12 753

Sources : SOCAS

La quantité de tomates fraîches collectée s'est établit à 63.540 tonnes en 2010, soit une hausse annuelle de 0,5%. Entre 2005 et 2008, cette quantité a connu une évolution à la baisse passant de 76.585 tonnes en 2005 à 50.208 tonnes en 2008. Mais depuis trois ans, la quantité de tomates fraîches collectée reprend une tendance haussière. Par ailleurs, la SOCAS estime qu'environ 10.000 tonnes à 15.000 tonnes sont vendues chaque année sur le marché parallèle.

Tableau 105 : Evolution de la production de tomate industrielle

Années	Quantités collectées de tomates fraîches (T)	Quantités produites de double concentré (T)
2005	76 585	12 760
2006	71 768	11 960
2007	52 210	8 700
2008	50 208	8 368
2009	63 222	10 537
2010	63 540	10 590
Var (2009/2010)	0,5%	0,5%

Sources : SOCAS

La société des Grands Domaines du Sénégal (GDS) développe la culture sous serre. Environ 10.000 tonnes de tomates (cerise, olivette, ...) sont récoltées chaque année. Une station de conditionnement en froid avec calibrage électronique permet de préparer dans les meilleures conditions la commercialisation de ces tomates. Elle cultive également d'autres variétés (maïs doux, asperge, piment) en plein champ, à destination, pour la plupart, du marché européen.

VI.7. Cultures sous pluies (résultats de la campagne agricole 2010/2011)

Les cultures sous pluies sont importantes même si les cultures irriguées prédominent. Comparée à la précédente campagne, la campagne agricole 2010/2011 a enregistré une tendance à la hausse de la production, des superficies et des rendements pour la plupart des céréales (sauf pour le sorgho). Cette augmentation résulte de la conjonction de facteurs déterminants comme la subvention des intrants, une importante dotation en matériel agricole et une bonne pluviométrie. En effet, la production agricole du mil a sensiblement progressé de 427% passant de 434 tonnes en 2009 à 2 285 tonnes en 2010. Tandis que la production de sorgho a enregistré une diminution sensible de 72%. Les productions de maïs et de riz ont connu des accroissements respectifs de 921% et 39%. La production de maïs est passée de 1 305 tonnes en 2009 à 13 330 tonnes en 2010. Ces mêmes tendances sont aussi observées dans les superficies cultivées.

Tableau 106 : Productions de céréales

CEREALES		DAGANA	PODOR	SAINT-LOUIS	SAED	(CS DAGANA)	(CS PODOR)	REGION (1)	RESULTATS 2009/2010 (2)	ECART (1)&(2) en%
MIL	SUP (Ha)	8 705	976	225				9 906	3 992	148
	RDT (Kg/Ha)	250	83	125				231	109	112
	PROD (T)	2 176	81	28				2 285	434	427
SORGHO	SUP (Ha)		2 079	8				2 087	4 350	-52
	RDT (Kg/Ha)		69	350				70	121	-42
	PROD (T)		143	3				146	526	-72
MAIS	SUP (Ha)					3 093	2 239	5 332	484	1001
	RDT (Kg/Ha)					2 500	2 500	2 500	2 695	-7
	PROD (T)					7 733	5 598	13 330	1 305	921
RIZ	SUP (Ha)	22 536	7 845			32 167	6 669	69 217	52 329	32
	RDT (Kg/Ha)	6 250	6 000			6 760	6 550	6 488	6 193	5
	PROD (T)	140 850	47 070			217 449	43 682	449 051	324 064	39
TOTAL	SUP (Ha)	31 241	10 900	233		35 260	8 908	86 542	39 260	120
	RDT (Kg/Ha)	143 026	47 294	31		225 181	49 279	464 813	179 118	160

Source : DRDR

Sur la même période, l'arachide huilerie a connu un accroissement de 47% de sa production. Le niébé a aussi enregistré une hausse de sa production de 80%. Les productions de pastèque et de patate douce ont sensiblement augmenté (respectivement 422% et 131%). Ces mêmes tendances sont observées dans les productions de bissap et de manioc, contrairement au gombo et au beref.

VI.9. Problèmes du secteur

La production agricole est essentiellement dominée par les cultures pluviales très vulnérables aux aléas climatiques, entraînant une dépendance des résultats agricoles à la pluviométrie. Le potentiel important de terres irrigables reste aussi insuffisamment exploité. La campagne agricole est aussi caractérisée par certaines contraintes malgré ses résultats appréciables. En effet certains producteurs ont déploré la vétusté du matériel agricole, l'utilisation faible des intrants agricoles (engrais chimiques et pesticides) et la non disponibilité en quantités suffisantes de semences de bonne qualité, combiné aux fréquences des coupures d'électricité. De plus, l'ouverture de la brèche dans la Langue de Barbarie, en modifiant les éco systèmes existants, a entraîné la salinisation des terres et des nappes phréatiques, plus particulièrement à Gandiole, réduisant ainsi sensiblement les productions maraichères dans cette zone.

Conclusion

Malgré ses contraintes, la campagne agricole 2010/2011 a été meilleure que celle qui l'a précédée due à la bonne pluviométrie enregistrée. Ces résultats sont les fruits des efforts entrepris depuis plusieurs années par l'Etat sénégalais pour faire jouer à l'agriculture un rôle majeur dans la croissance de l'économie, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté à l'horizon 2015.

La totalité de la canne à sucre et de la tomate industrielle y est également produite. L'oignon ainsi qu'une partie importante du riz sont cultivées dans la région. La présence de grosses unités agro industrielles telles que la CSS et la SOCAS et des sociétés exportatrices constituent des indicateurs pertinents des potentialités agricoles de la région. Elles contribuent à la réduction du chômage des jeunes à travers des emplois directs et indirects qu'elles génèrent.

3. ÉLEVAGE

Introduction

De par ses grandes marges de progression pour accroître substantiellement sa productivité et les productions, le sous-secteur de l'élevage est d'une importance capitale pour le développement économique et social du Sénégal. L'État a adopté une Politique de Développement de l'Élevage dont les objectifs stratégiques visent à :

1. améliorer les productions animales par la promotion d'unités modernes de production animale, le renforcement du potentiel génétique des races locales et l'amélioration de la santé animale ;
2. sécuriser l'élevage par la préservation et la gestion des ressources agro-pastorales, la promotion de l'assurance agricole et le renforcement des infrastructures et équipements pastoraux ;
3. améliorer les conditions de mise en marché des produits animaux par un renforcement et une modernisation des infrastructures et équipements de transformation et de commercialisation et un renforcement de la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale
4. améliorer le pilotage sectoriel avec la mise en place d'un système de collecte et de gestion des données sur l'élevage et un renforcement des capacités d'intervention des services d'élevage.

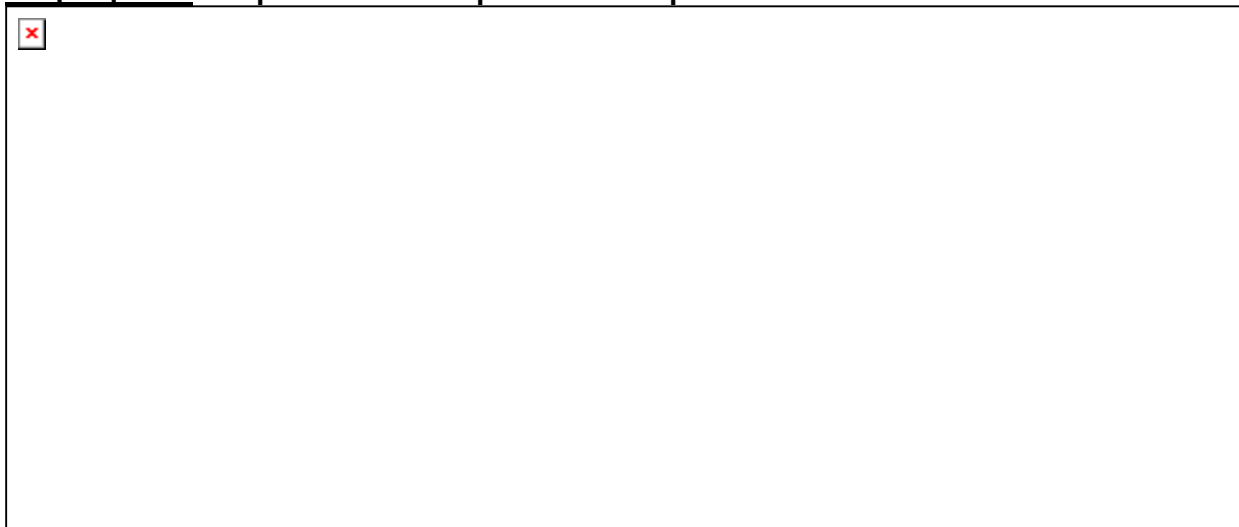
La région de Saint-Louis dispose d'une vaste zone pastorale dont une plus grande partie se trouve dans le sud appelé le « Diéri ». Les importantes terres de pâtures du Diéri, l'existence de cours d'eau et la disponibilité des sous produits agricoles pour l'alimentation du cheptel font de la région de Saint-Louis une zone d'élevage par excellence notamment en milieu rural. L'élevage transhumant extensif ou l'élevage pastoral est essentiellement le fait des peuls et des maures, Il est pratiquement circonscrit dans la zone du Diéri et est confronté à des difficultés réelles à cause de l'extension presque continue des aménagements hydro agricoles. Le type intensif ou semi intensif d'élevage est pratiqué principalement dans le Walo par les agriculteurs wolofs en complément de l'agriculture et sert souvent à épargner les surplus issus de l'activité agricole.

IX.1. Effectif du Cheptel

Le cheptel de la région de Saint-Louis est évalué à 1.032.329 têtes toutes espèces confondues en 2010 contre 1.004.391 l'année dernière soit une augmentation de 27938 unités en valeur absolue et 2,8% en termes relatifs. La répartition du cheptel suivant l'espèce montre une prédominance des petits ruminants représentant 65% de l'effectif total soit 34% d'ovins et 31% de caprins. La proportion des bovins s'élève à 30%. La distribution du cheptel suivant le département montre un pôle d'élevage par excellence Podor et Dagana concentrant plus de 90% du cheptel régional en 2010 soit 74,4% et 20,4% respectivement. Le département de Podor concentre à lui seul 70,5% des bovins, 84,2% des ovins et 70,1% des

caprins de la région. La contribution du département de Saint-Louis à l'élevage (5,2%) demeure marginale.

Graphique 18 : Répartition du cheptel selon l'espèce en 2010



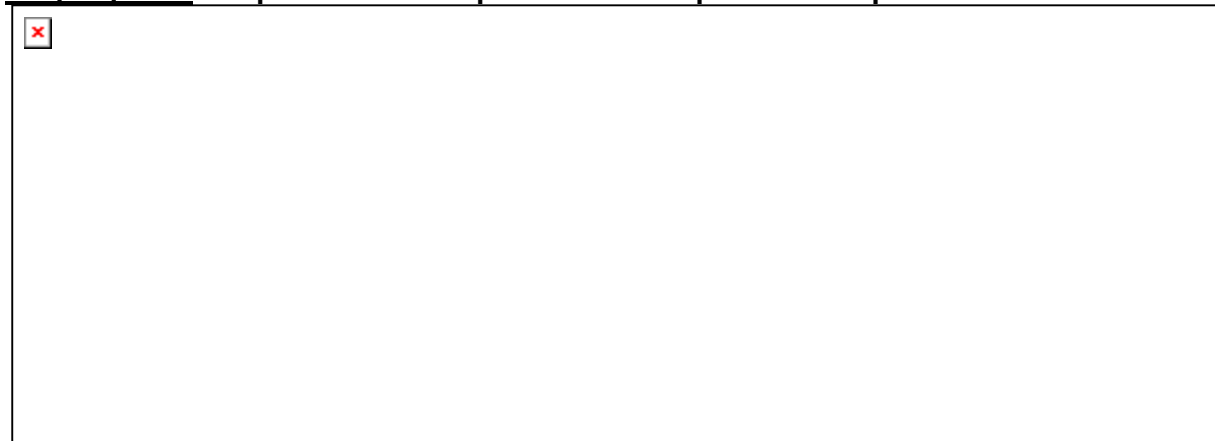
Source : IRSV de Saint-Louis

Tableau 107 : Répartition des effectifs du cheptel par espèce et par département en 2010

	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Camelins	Total	Volaille
Saint Louis	12 430	12 320	24 300	300	3 750	434	53 534	248 400
Dagana	78 030	42 700	72 500	1 220	15 350	585	210 385	860 050
Podor	215 690	293 500	226 970	10 760	21 025	465	768 410	598700
Total	306 150	348 520	323 770	12280	40 125	1 484	1 032 329	1 707 150

Source : IRSV de Saint-Louis

Graphique 19 : Répartition du cheptel suivant l'espèce et le département en 2010



Source : IRSV de Saint-Louis

IX.2. Abattage contrôlé

La production régionale de viande pour l'année 2010, a été estimée à 1717 tonnes pour un effectif global de ruminants abattus de 50958 têtes. Comparativement à l'année 2009, la production de viande s'est accrue de 0,5% et le nombre d'animaux abattus sous contrôle a augmenté de 6,3% soit une hausse 3010 têtes en valeur absolue. Les petits ruminants sont les plus concernés par les abattages pour une proportion globale de 81,2%. Les ovins constituent 34,7% du cheptel abattu contre 46,5% pour les caprins. La viande bovine constitue

69,5% de la production totale en 2010 pour une contribution de 18,7% seulement en termes de nombre de tête de bétail abattu la même année au niveau régional. Pour l'abattage contrôlé, Dagana vient en tête avec 36,3% du cheptel abattu en 2010 suivi de Saint-Louis qui concentre 33,5%. Le cheptel abattu dans le département de Podor représente 30,2% du total régional. La plus importante proportion de la production régionale de viande (46%) vient de Saint-Louis. La contribution du département de Dagana à la production de viande en 2010 s'élève à 38%. La production de viande de Podor ne constitue que 16%.

Tableau 108 : Nombre de têtes dans les abattages contrôlés selon l'espèce

Année	Nombre de têtes				Ensemble
	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	
2009	9766	15864	22252	66	47948
2010	9524	17668	23712	36	50958

Source : IRSV de Saint-Louis

Tableau 109 : Poids des abattages contrôlés selon l'espèce

Année	Poids contrôlé				Ensemble
	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	
2009	1221	242	229	16	1708
2010	1193	264	252	8	1717

Source : IRSV de Saint-Louis

Tableau 110 : Répartition des abattages contrôlés selon l'espèce et le département

Année	Département	Bovins		Ovins		Caprins		Camelins	
		Nombre	Poids	Nombre	Poids	Nombre	Poids	Nombre	Poids
2009	Dagana	3594	456	6456	104	6002	79	19	5
	St Louis	4398	603	6772	105	4517	46	42	9
	Podor	1774	162	2636	33	11733	104	5	2
	TOTAL	9766	1221	15864	242	22252	229	66	16
2010	Dagana	3533	427	8296	130	6650	98	4	1
	St Louis	4355	615	6923	104	5778	57	21	4
	Podor	1654	151	2449	30	11284	97	11	3
	TOTAL	9542	1193	17668	264	23712	252	36	8
Var		-2%	-2%	11%	9%	7%	10%	-45%	-51%

Source : IRSV de Saint-Louis

IX.3. Production de cuirs et peaux

La production de cuirs est estimée à 13 030 unités et celle de peaux à 54 066 unités en 2010. La plus grande proportion de cuirs (55,46%) et de peaux (53,9%) vient de Dagana ce qui peut trouver une explication dans le flux venant de la Mauritanie et qui est enregistré dans ce département. Saint-Louis concentre un peu plus du tiers des cuirs produits par la région soit 33,58% contre 10,96% seulement à Podor. Les départements de Saint-Louis et Podor ont produit respectivement 23,5% et 22,6% des peaux en 2010.

Graphique 20 : Production de cuirs et de peaux en 2010 selon le département



Source : IRSV de Saint-Louis

Tableau 111 : Production de cuirs et de peaux en 2010

Département	Nombre de cuirs	Nombre de peaux
Saint-Louis	4376	12705
Dagana	7226	29128
Podor	1428	12233
Total	13030	54066

Source : IRSV de Saint-Louis

IX.4. Mouvements commerciaux du bétail

La région de Saint-Louis développe des échanges commerciaux de bétail interrégionaux et internationaux avec respectivement Louga et la République Islamique de Mauritanie. Ces mouvements sont facilités par la proximité géographique. En 2010, les entrées sont chiffrées à 165 919 têtes toutes espèces confondues contre 162 429 en 2009 soit une hausse de 2,1%. Le nombre de bovins entrants a chuté de plus de moitié (-58%) passant de 32 256 têtes en 2009 à 13 490. Pour la même période, les effectifs des ovins et des caprins à l'entrée ont progressé respectivement de 12% et 56%. Les entrées de bétail en provenance de la RIM représentent 79%. Louga fournit 21% des entrées totales qui ne concernent que le département de Saint-Louis avec notamment MPAL à travers son marché hebdomadaire tenu tous les vendredis. Les petits ruminants sont dominants dans les mouvements entrants de bétail avec 77% pour les ovins et 14% pour les caprins. Les bovins représentent 8% des entrées. Les sorties de bétail en 2010 sont évaluées à 191 247 têtes contre 233 232 têtes en 2009 ce qui traduit une baisse de 12,9%. L'essentiel des sorties provient du département de Podor (81,7%) soit 87,7% des ovins et 67% des caprins.

Tableau 112 : Entrées de bétail en 2010

Poste contrôlé	Origine	Bovin	Ovin	Caprin	Equin	Asin	Camelin	Ensemble
Saint-Louis	Louga	2221	30231	1924	42	0	0	34418
Dagana	RIM	3425	11685	4660	15	0	99	19884
Podor	RIM	7844	86277	17138	173	182	0	111614
Total		13490	128193	23722	230	182	99	165916

Source : IRSV de Saint-Louis

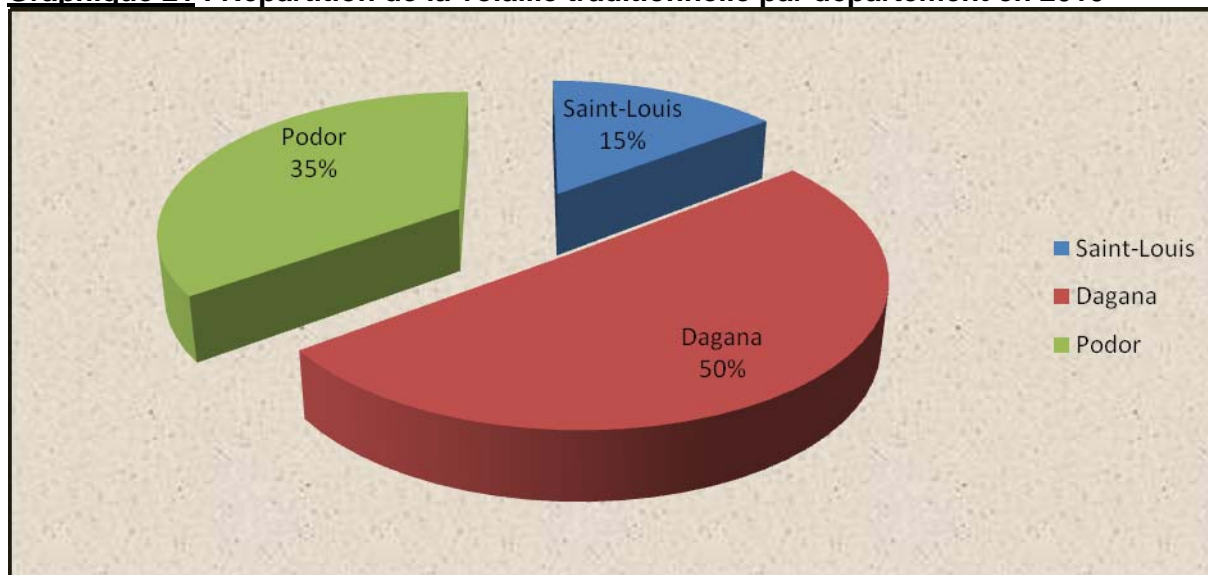
Tableau 113 : Sorties de bétail en 2010

Poste contrôle	Bovin	Ovin	Caprin	Equin	Asin	Camelin	Ensemble
Saint-Louis	233	3441	1773	13	0	0	5460
Dagana	7868	14188	7399	9	0	0	29464
Podor	11026	125851	18999	347	79	21	156323
Total	19127	143480	28171	369	79	21	191247

Source : IRSV de Saint-Louis

IX.5. La volaille

Les données traitées dans ce paragraphe concernent uniquement l'aviculture traditionnelle. Les effectifs sont estimés en 2010 à 1707150 sujets contre 1657529 en 2009 soit une augmentation de 49621 individus en valeur absolue et % en termes relatifs. La moitié des effectifs (50%) de la volaille est concentrée dans le département de Dagana. Podor abrite 35% des sujets de la région contre 15% à Saint-Louis.

Graphique 21 : Répartition de la volaille traditionnelle par département en 2010

Source : IRSV de Saint-Louis

IX.6. Santé animale

Les statistiques sanitaires de la région ne rendent pas compte de la réalité du terrain. Beaucoup de données ne sont pas collectées ou échappent aux services publics notamment celles détenues par les privés.

IX.6.1. La surveillance épidémiologique

En 2010, on a dénombré quelque 87 foyers épidémiologiques dont 44,8% sont localisés à Dagana et 46% à Podor et 9,2% d'envergure régionale. Les principales causes de morbidité sont la Gourme (44,1%) et la Pasteurellose ovine (43,7%). La Pasteurellose ovine demeure l'affection la plus mortelle avec une proportion de 75,6 %. Si les foyers de la Gourme concernent le territoire régional, la Pasteurellose ovine est entièrement localisée dans le département de Podor.

Graphique 22 : Mortalité et morbidité dans les foyers épidémiologiques en 2010

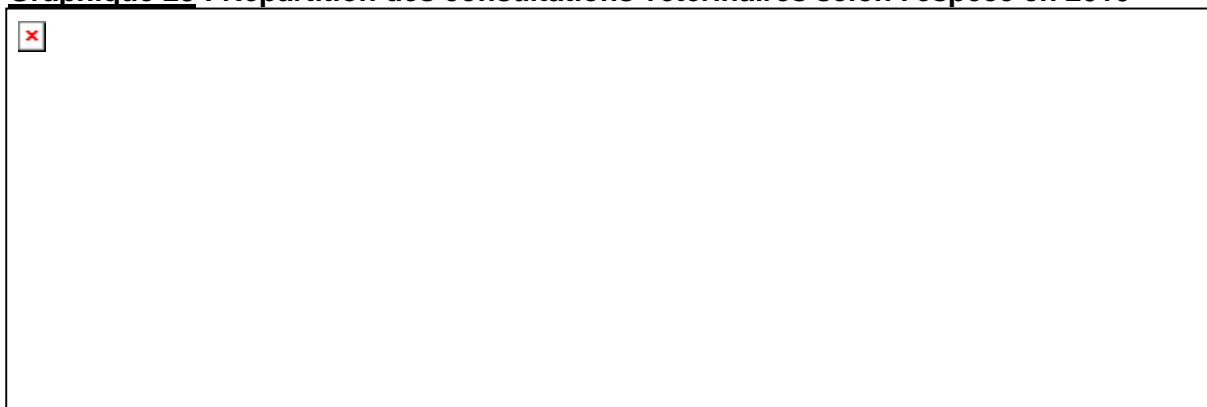


Source : IRSV de Saint-Louis

IX.6.2. Les consultations vétérinaires

Au cours de l'année 2010, 33254 consultations vétérinaires ont été effectuées dans la région par les services publics pour diverses affections. L'essentiel des consultations (59%) concerne l'espèce ovine. Le parasitisme intestinal (27%), les bronchites et infections Respiratoires (18%), l'Hémoparasitose (16%) et le parasitisme externe (14%) demeurent les principaux motifs de consultations. La répartition des consultations vétérinaires suivant l'espèce montre que les ovins sont les plus suivis. Ils sont concernés par 59% des consultations totales effectuées dans la région en 2010. Et les bovins suivent avec 15%. Les équins et les caprins sont concernés par respectivement 13% et 12% des consultations. Le parasitisme gastro-intestinal demeure le motif de consultation le plus fréquent pour les ovins (28%). Les bovins sont plus affectés par l'Hémoparasitose (32%) et le parasitisme gastro-intestinal (28%). L'essentiel des consultations des caprins (64%) est relatif aux bronchites et affections respiratoires. Les chevaux consultés le sont principalement pour cause de Gourme (27%), de parasitisme gastro-intestinal (25%) et de surmenage physique (23%).

Graphique 23 : Répartition des consultations vétérinaires selon l'espèce en 2010



Source : IRSV de Saint-Louis

Tableau 114 : Bilan des consultations vétérinaires en 2010

Affections	Consultations	Bovin	Ovin	Caprin	Equin	Asin
Avitaminoses et carences	1796	472	1206	23	95	0
Coliques/Entérites	326	3	43	6	272	1
Distomatose	1766	384	1319	63	0	0
Gourme	1230	0	0	0	1156	74
Hémoparasitose	5237	1641	3564	18	14	0
Bronchites et affections respiratoires	5968	78	3260	2583	44	0
Parasitisme Gastro-intestinal.	9067	1422	5402	925	1077	163
Parasitisme externe	4589	958	3336	295	0	0
Surmenage ph. / Fourbure	1007	1	0	0	1004	2
Arthrite et ostéopathies	481	3	1	4	472	1
Dystocie	9	1	6	1	2	0
Plaies et blessures	41	2	36	3		0
Phlegmon et abcès	191	11	35	5	136	3
Habronérose oculaire	20	1	12	7		0
Indigestion et surcharge	2	0	0	0	2	0
Indigestion et surcharge	1211	56	1119	11	25	0
Dermatoses/Gales	134	40	89	80	1	0
Métrite	2	0	2	0		0
Prolapsus	44	4	34	1	3	0
Tétanos	2		2	0	0	0
Actinomycose	10	0	10	0	0	0
Mammite	10		10	0	0	0
Urétrites/Cystites/ Rétention urinaire	7	2	2	0	3	0
Pasteurellose	55		13	42	0	0
Botulisme	6	0	2	0	0	0
Charbon symptomatique	10	10	0	0	0	0
Coccidiose	33	32	1	0	0	0
Total	33254	5121	19504	4067	4306	244

Source : IRSV de Saint-Louis

Conclusion

La diversité et l'importance numérique du cheptel, l'existence d'une vaste zone pastorale et une tradition confirmée d'élevage constituent sans doute des atouts réels pour le sous-secteur dans la région de Saint-Louis. Les aménagements hydroagricoles et surtout les sous-produits agricoles et agro-industriels qu'ils génèrent sont des atouts exceptionnels pour la promotion d'un élevage moderne. Malgré tout le potentiel, la région connaît un déficit structurel de viande et de lait. Il urge donc de moderniser davantage les systèmes de production de l'élevage dans la région en développant des programmes d'insémination artificielle par exemple.

5. PÊCHE

Introduction

La pêche sénégalaise est une filière porteuse du développement économique et social. En effet, le secteur de la pêche contribue à hauteur de 2,5% au PIB national, 12% du PIB du secteur primaire et assure une activité rémunératrice à plus de 17% de la population active. Dans le cadre des politiques de développement économique et social, notamment la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et la Stratégie de Croissance Accélérée, des objectifs stratégiques ont été assignés à ce secteur, à savoir :

1. la gestion durable et à la restauration des ressources halieutiques ;
2. la satisfaction de la demande nationale en produits de la pêche ;
3. la valorisation des ressources halieutiques et à la modernisation la pêche artisanale ;
4. la promotion de la professionnalisation et de la qualification accrue des acteurs du secteur de la pêche et de la transformation ;
5. l'amélioration du système de financement des activités de la pêche et de l'aquaculture ;
6. au renforcement la coopération régionale et sous-régionale des pêches ;
7. la régénération de la rente halieutique ;
8. l'accroissement de la valeur ajoutée des activités à terre.

La région de Saint-Louis joue un rôle essentiel dans cette politique de développement du secteur. En effet ; elle est ouverte sur la mer, dispose d'une importante communauté de pêcheurs, elle est traversée par le fleuve Sénégal tout le long de sa frontière nord et regorge d'importantes potentialités aquacoles.

Dans ce chapitre, nous allons traiter les politiques menées dans le secteur et les types de pêche et faire le point sur la situation régionale du secteur en 2010, comparativement aux précédentes années.

X.1. Politiques nationales menées dans le secteur de la pêche

Un processus de révision de l'ensemble du dispositif législatif et réglementaire, a été entamé depuis juin 1995. Ceci a abouti à l'adoption de la loi n°98-32 du 14 avril 1998 portant Code de la pêche maritime. Cette nouvelle loi prévoit des dispositions permettant aux autorités de réagir rapidement pour faire face aux changements incessants. Les changements intervenus dans ce nouveau Code concernent essentiellement l'accès à la ressource et l'implication des communautés de pêche à la gestion et à l'aménagement des ressources.

Le contrôle de l'accès à la ressource s'est fait jusqu'ici sur la base d'un système de licences, assorti de redevances, pour les unités de pêche industrielle. Désormais, l'accès des unités de pêche artisanale est contrôlé avec notamment la déclaration préalable de toute construction de nouvelles embarcations et l'instauration d'un permis de pêche. La maîtrise de l'accès à la ressource est prévue également à travers l'élaboration de plans pluriannuels de gestion des pêches, la gestion participative avec notamment l'instauration d'un « Conseil national consultatif des pêches maritimes » et de « Conseils locaux des pêches maritimes ».

Le Conseil National consultatif des Pêches maritimes est un organe présidé par le Directeur de l'Océanographie et des Pêches maritimes et est composé des représentants de l'administration, de la recherche scientifique, des catégories socioprofessionnelles intéressées et de la Fédération de Pêche sportive. Il a, notamment, pour mission :

9. de donner un avis préalable sur les plans d'aménagement des pêcheries ;
10. d'émettre un avis sur toutes les grandes questions qui interpellent les autorités en matière de gestion des ressources, de développement des activités de pêche et de cultures marines et d'organisation du secteur de la transformation et de la commercialisation ;
11. de donner un avis préalable sur toutes les mesures intéressant les pêcheurs, les armateurs et le secteur de la transformation et de la conservation qui leur auront été soumises ;
12. de donner un avis sur toute question qui lui aura été soumise par le ministre chargé de la pêche maritime.

Les Conseils Locaux de pêche peuvent être institués dans les régions. Les conditions de leur création, composition, attributions et mode de fonctionnement sont définies par voie réglementaire. Chaque conseil est composé de représentants locaux de l'administration, d'élus, de notables, de pêcheurs artisans, d'associations de pêcheurs artisans, de transformateurs, de mareyeurs et d'aquaculteurs. Les membres du conseil sont désignés par le Ministre chargé de la pêche maritime sur proposition du chef du service régional de la pêche maritime en concertation avec les organisations professionnelles de pêche maritime locales. Les conseils locaux de pêche artisanale ont, notamment, pour rôle :

13. de donner, sur demande du Ministre chargé de la pêche maritime ou de son représentant, des avis sur toutes les questions relatives aux activités de pêche artisanale et de culture marine dans la localité concernée ;
14. d'assurer l'information des pêcheurs artisans et des aquaculteurs sur toutes les mesures relatives à la pêche maritime et à la culture marine dans leur localité ;
15. d'organiser les pêcheurs de la localité de manière à réduire et à régler les conflits entre communautés de pêcheurs et entre pêcheurs employant différentes méthodes de pêche ;
16. d'organiser les pêcheurs artisans afin qu'ils puissent assister l'administration dans les opérations de suivi et contrôle des activités de pêche.

X.2. Types de pêche

Les principaux types de pêche artisanale pratiqués dans les zones maritimes du Sénégal sont les suivants :

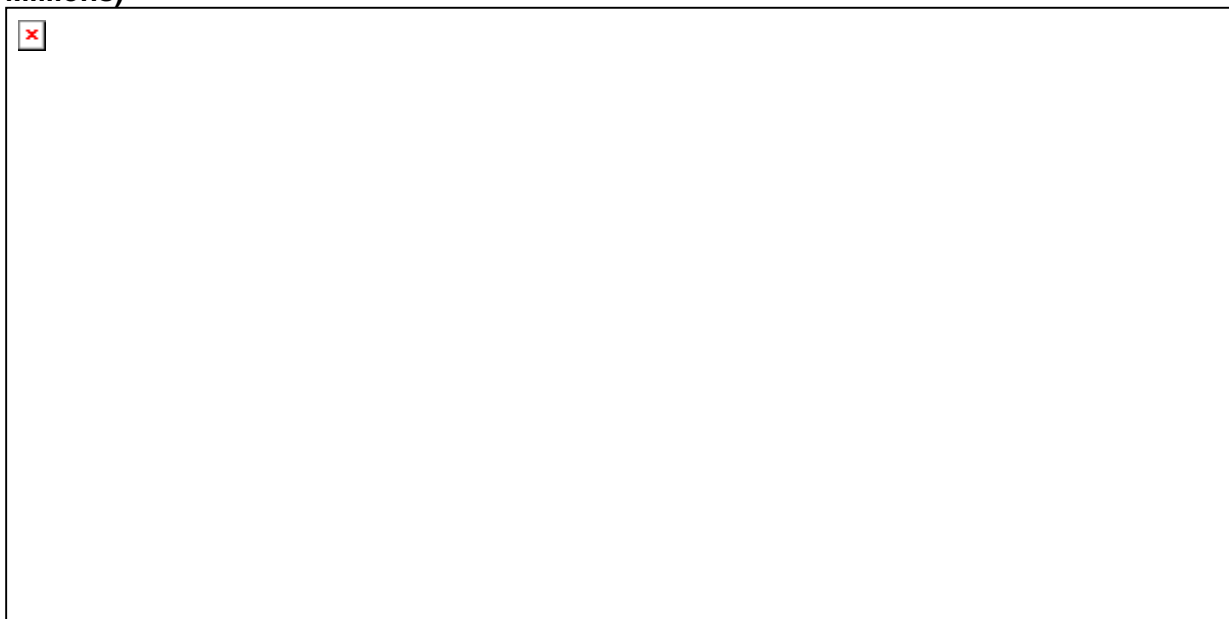
17. la pêche au filet dormant ou « mballu sere » en wolof, où le filet est maintenu tendu sur le fond grâce à un poids pour la recherche d'espèces démersales ;
18. la pêche au filet maillant ou « fele fele » basée sur une nappe de filets placée entre deux ralingues, l'une étant plombée, l'autre flottante maintenant le filet en surface pour les espèces de haute mer ;
19. la ligne simple qui est le type de pêche utilisant des appâts et des hameçons reste la plus pratiquée au Sénégal ;

20. la ligne glacière ou « marée » qui utilise la même technique que la ligne simple mais regroupe les pirogues de marée avec des lignes. Elle nécessite l'utilisation de glace à cause du nombre de jours restés en mer ;
21. la senne tournante ou « fil à tourner » qui nécessite l'utilisation de deux grandes pirogues : l'une porteuse du filet de plusieurs mètres de long, contenant l'équipage et l'autre servant à stocker les captures ;
22. la senne de plage ou « mballu law » est aussi un filet généralement placé au large de la plage en cas de période faste (bancs de Guiss, de Tassergal ou de Sardinelles par exemple), pas très loin et ne nécessite pas de pirogue mais beaucoup de bras pour tirer le filet ;
23. le casier, destiné à la capture de crustacés ou de mollusques comme les poulpes et les seiches ;
24. la palangre, ensemble de hameçons d'une certaine grandeur choisie, noués sur des cordes intermédiaires qui sont fixées avec une certaine distance à une seule corde.

X.3. Pêche maritime

La région de Saint-Louis est la deuxième région de pêche après celle de Thiès. L'étude Ecoloc, réalisée en 1995, a montré que le secteur primaire constitue 22,6% du produit local brut (PLB) de la région de Saint-Louis et la pêche assure près de 38% du PLB du secteur primaire. La pêche contribue aussi à hauteur de 15,17% du PLB de la commune de Saint-Louis. Ainsi, le secteur de la pêche constitue un des principaux secteurs du programme économique urbain de la commune de Saint-Louis. Malgré cette importance du secteur aussi bien dans l'économie nationale, régionale que communale, la pêche est confrontée à certaines difficultés qui ont comme conséquences des conflits récurrents entre les pêcheurs sénégalais et des gardes côtes des pays voisins tels que la République Islamique de Mauritanie ou la Guinée Bissau. Ces difficultés ont été à l'origine de la baisse des mises à terre dans la région de Saint-Louis entre 2009 et 2010.

Graphique 24 : Evolution des mises à terre (Volumes en milliers de Tonnes, Valeur en Millions)



Source : SRPM Saint-Louis

En 2010, les mises à terre se sont établies à 38 623 tonnes, soit une baisse annuelle de 35%. Cette tendance qui a débuté en 2009, traduit le caractère irrégulier du rythme de progression de la production halieutique observée au cours des six dernières années. En effet, depuis 2003, les débarquements ont évolué en dents de scie. Ces tendances donnent des niveaux de mises à terre largement en deçà de l'objectif fixé dans le DSRP 2 qui était d'atteindre un rythme de croissance de 10,6% sur la période 2006 – 2010. Cette baisse de la production a entraîné une régression de 28% des recettes halieutiques qui passent de 6,3 millions en 2009 à 4,5 millions en 2010. La baisse des débarquements est consécutive en grande partie à celle des poissons, puis des crustacés et des mollusques. Les mises à terre de poissons ont accusé une baisse annuelle en volume de 35% passant de 59 204 tonnes à 2009 à 38 552 tonnes en 2010. La valeur de ces poissons s'est repliée de 23% entre 2009 et 2010. Les crustacés ont accusé une baisse de 18% des volumes et de 10% des recettes. De même, les débarquements de mollusque ont enregistré une baisse de 89 % en volume et 93% en valeur.

Tableau 115 : Evolution des Mises à terre 2003 à 2010 (Poids en milliers de Tonnes, Valeur en Millions)

Désignation	Poisson		Crustacés		Mollusque		Total	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
2003	35 584	7 060	30	143	26	14	35 640	7 217
2004	53 695	4 980	43	92	49	24	53 788	5 096
2005	44 500	5 619	76	125	37	15	44 591	5 758
2006	51 218	6 823	41	179	43	30	51 302	7 031
2007	46 978	6 248	49	99	49	54	47 076	6 401
2008	66 022	5 340	27	52	87	114	60 136	5 596
2009	59 204	6 024	38	70	369	257	59 611	6 351
2010	38 552	4 615	31	63	40	19	38 623	4 571
Var (%)	-35%	-23%	-18%	-10%	-89%	-93%	-35%	-28%

Source : SRPM Saint-Louis

X.3.1. Mareyage

Etant la deuxième région de pêche en termes de débarquements, la région de Saint-Louis alimente plusieurs autres régions du Sénégal et certains pays limitrophes tels que la Mauritanie, le Mali et la Gambie. En 2010, le tonnage global mareyage s'est établi à 24 589 tonnes, soit une baisse de 43% par rapport à l'année précédente. 26,2% de ces tonnages ont pu alimenter les marchés de la région de Dakar, 24,3% destinés à la région de Matam et 15,7% à celle de Diourbel. Cela s'explique par le fait que les régions de Matam et de Diourbel ne sont pas ouvertes sur la mer alors que Dakar se caractérise par une forte demande dû à son poids démographique important et la concentration du tissu économique national dans la capitale.

En 2010, les exportations des produits halieutiques en provenance de la région de Saint-Louis en direction du Mali se sont établies à 2 463 tonnes et correspondent à 10% des mareyages. Ceux destinés à la Gambie ne représentent que 63 tonnes. A souligner que ces exportations vers ces deux pays précités ont enregistré un repli, soit chacune 38% par rapport à 2009.

Tableau 116 : Evolution du mareyage selon la destination de 2005 à 2010 (en tonne)

Désignations	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Var (%)	Part en %
Dakar	6 243	6771	10 062	9137	9739	6442	-34%	26,2
Diourbel	5 721	6679	5 525	8686	9912	3849	-61%	15,7
Kaolack	1 180	2806	1 449	3791	2228	1254	-44%	5,1
Fatick	55	-	17	339	53		-100%	0,0
Louga	3 543	2572	1 482	2872	1736	1666	-4%	6,8
Tambacounda	974	575	333	1638	643	114	-82%	0,5
Matam	-	7466	6 943	9917	10507	5982	-43%	24,3
Thiès	5 432	2814	2 387	2712	3922	2546	-35%	10,4
Ziguinchor	435	253	2 500	740	224	80	-64%	0,3
Kolda	189	286	134	940	187	100	-47%	0,4
Mali	-	119	57	817	3957	2463	-38%	10,0
Gambie	-	63	32	3826	101	63	-38%	0,3
Guinée-Conakry						12	-	0,0
RIM				31		18	-	0,1
TOTAL	23 772	30982	30 921	45446	43208	24589	-43%	100,0

Source : SRPM Saint-Louis

X.3.2. Transformation

La transformation est un sous secteur important dans la politique de développement de la pêche, surtout à travers l'objectif 3 de la lettre de politique sectorielle des pêches et de l'aquaculture notamment la valorisation optimale des ressources halieutiques. Elle stabilise le marché de poisson frais en sécurisant les pêcheurs en période de surproduction. Les produits les plus importants sont : le **Kéthiakh** (poisson braisé, salé et séché), le **Guedj** (poisson fermenté et séché), le **Salé-séché** (poisson salé, fermenté et séché), le **Tambadiang** (poisson entier salé et séché), le **Yeet**, le **Touffa** (cymbium fermenté et séché), le **Pagne** (arcas séchés) et les **ailerons** (séchés au soleil sans traitement préalable). Les produits halieutiques transformés évoluent dans le même sens que les mises à terres correspondant à un rythme d'évolution irrégulier c'est-à-dire en dents de scie sur la période 2005 – 2010.

Graphique 25 : Evolution de la transformation en valeur (millions) et en volume (tonnes)

Source : SRPM Saint-Louis

En 2010, les produits halieutiques transformés ont enregistré une baisse, en volume de 27,2% comparativement à 2009. Les recettes tirées de ces produits ont aussi chuté de 34,2% sur la même période. Cette tendance est due à la baisse des quantités de la variété « Kéthiakh » et celle de « Salé Séché » qui ont enregistrée respectivement des replis de 36,9% et 41,3% entre 2009 et 2010. Les autres variétés ont accusé des hausses non moins importantes, notamment le « Guédj » (31,9%), le « Tambadiang » (20,6%). Le prix de la variété « Aileron » a augmenté car pour une même quantité (2 tonnes), sa valeur passe de 25 millions en 2009 à 29 millions en 2010.

Tableau 117 : Evolution de la Transformation de 2006 à 2010 (Poids en tonne ; Valeur en millions)

Désignations	2006		2007		2008		2009		2010		Var 2010/2009 en %	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Guedj	346	160	376	169	1262	676	317	219	418	241	31,9	10,0
Kéthiakh	2 882	522	3268	280	4021	886	3436	960	2169	495	-36,9	-48,4
Tambadiang	897	139	887	168	1088	237	273	68	382	82	39,9	20,6
Salé Séché	560	178	333	127	486	170	281	98	165	54	-41,3	-44,9
Aileron	14	274	3	138	2	79	2	25	2	29	0,0	16,0
Yet	4	2	3	1	5	3	6	3	6	3	0,0	0,0
Total	4 703	1 275	4 869	882	6 864	2051	4 316	1373	3142	904	-27,2	-34,2

Source : SRPM Saint-Louis

X.3.3. Consommation mensuelle de carburant

En 2010, la consommation en carburant des armateurs s'est établit à 4,7 millions de litres, soit une baisse de 40,4% par rapport à 2009. Les consommations les plus fortes ont été enregistrées durant les mois de février à juin.

Tableau 118 : Evolution de la consommation de carburant (en milliers de litres)

Désignations	2003	2004	2005	2006	2007	2009	2010
Janvier	384	414		387	271	469	296
Février	394	405	600	425	839	672	633
Mars	537	589	364	469	923	664	614
Avril	285	421	395	533	1009	664	605
Mai	294	461	478	470	591	644	407
Juin	667	566	442	582	1009	871	349
Juillet	291	302	447	316	405	639	296
Août	199	142	424	642	405	737	324
Septembre	179	353	375	409	409	904	315
Octobre	148	467	406	202	182	627	337
Novembre	305	487	345	388	432	636	362
Décembre	493	413	425	358	432	506	247
Total	4 174	5 020	5 008	5181	6907	8034	4785
Variations annuelles		20,30%	-0,20%	3,50%	33,30%	16,32%	-40,44%

Source : SRPM Saint-Louis

X.3.4. Pirogues

En décembre 2010, le nombre de pirogues trouvés sur place, c'est-à-dire qui débarquent sur les côtes maritimes de Saint Louis est de 650 contre 464 en décembre 2009. A signaler que ces

chiffres ne prennent pas en compte les pirogues qui sont dans les autres localités à savoir le long du fleuve.

Tableau 119 : Evolution mensuelle du nombre de pirogues sur place

	2008	2009	2010
Janvier	350	392	477
Février	380	380	475
Mars	400	416	532
Avril	406	448	525
Mai	390	474	510
Juin	373	475	396
Juillet	270	410	417
Août	210	425	430
Septembre	225	449	456
Octobre	242	418	476
Novembre	369	448	576
Décembre	387	464	650
Variations en %		19,9%	40,1%

Source : SRPM Saint-Louis

X.3.5. Pêcheurs

Le nombre de pêcheurs comptabilisés par le Service Régional de la Pêche maritime de Saint Louis est de 3 514 en 2010 contre 3 558 en 2009.

Tableau 120 : Evolution mensuelle du nombre de pêcheurs

	2008	2009	2010
Janvier	2860	3268	3634
Février	2539	3175	3700
Mars	2780	3248	4224
Avril	2852	3468	4090
Mai	2900	3631	4020
Juin	2822	3631	2076
Juillet	2155	3080	2090
Août	1795	3125	2182
Septembre	1620	3188	2306
Octobre	1948	3128	2508
Novembre	3166	3403	4190
Décembre	3234	3558	3514
Variations en %		10,0%	-1,2%

Source : SRPM Saint-Louis

X.3.6. Les débarquements d'ethmaloses et de sardinelles en 2010

Plus de 70% des mises à terre sont constituées de sardinelles. Ces dernières se sont établies 27 732 tonnes en 2010 et sont composées de sardinelle ronde (15 669 tonnes) et de sardinelle plate (12 063 tonnes). Tandis que les ethmaloses débarqués sont de 324 tonnes. Seules 7% des mises à terre sont destinées à la consommation locale tandis que les autres débarquements sont réservés à la transformation et au mareyage.

Tableau 121 : Débarquements d'ethmaloses et de sardinelles en 2010 (poids en tonnes, valeur en millions de FCFA)

Mois	janv.	févr.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	TOTAL
Ethmalose	24	31	27	29	42	20	18	29	21	25	38	23	324
V C E	3 336	4 270	3 391	3 725	5 395	2 600	2 275	3 770	2 940	3 500	5 285	3 375	43 861
Sardinelle ronde	2 351	1 501	2 401	3 051	2 952	107	95	96	81	838	1 531	667	15 669
V C E	141 060	75 043	152 330	183 048	177 102	7 515	6 650	6 685	6 843	71 188	130 093	63 351	1 020 905
Sardinelle plate	1 905	1 863	1 909	1 750	1 802	177	102	305	216	366	761	908	12 063
VCE	76 218	55 892	77 300	78 750	63 072	8 850	5 093	15 233	14 024	23 790	49 465	72 600	540 285

Source : SRPM Saint-Louis

Tableau 122 : Statistiques des pêches en 2010 (poids en tonnes, valeur en millions de FCFA)

Mois	janv.	févr.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	TOTAL
Mises à terre	5 153	4 466	5 247	5 784	5 663	1 099	971	1 204	1 157	2 144	3 230	2 506	38 623
V C E	471 252	441 889	519 548	567 979	532 661	253 830	218 529	256 362	201 886	348 183	408 038	350 279	4 570 435
Mareyage	3 455	3 006	3 673	3 746	3 367	482	658	826	790	1 608	2 517	1 876	26 005
C L	331	335	337	337	125	166	172	174	171	175	179	181	2 682
R T A	1 367	1 125	1 237	1 700	1 950	450	141	205	196	361	534	450	9 716
Tonnage Sec	456	375	412	567	650	150	47	68	65	120	179	150	3 239
V C E	143 364	115 001	104 045	152 380	134 849	46 825	19 750	26 763	26 790	48 553	61 900	52 008	932 227
C L	13	8	8	11	73	7	13	20	15	23	29	28	249
Expédition	442	367	404	556	577	143	34	48	50	97	149	122	2 989

Source : SRPM Saint-Louis

X.4. Pêche continentale

La pêche continentale ou fluviale assure près de 20% de la production halieutique nationale et occupe plus de 100.000 acteurs. Cependant, elle est confrontée à une insuffisance d'infrastructures adéquates de conservation ou de transformation raison pour laquelle elle est destinée en bonne partie à l'autosuffisance alimentaire en poissons des populations riveraines du fleuve. La région de Saint-Louis est arrosée par le Fleuve Sénégal tout le long de sa frontière nord. Cependant, les services de la pêche sont confrontés à un problème de valorisation de ces ressources halieutiques due à une absence de données statistiques complètes et récentes mais aussi du fait que l'essentiel de ces ressources sont destinées à la consommation locale.

X.5. Aquaculture

Dans le cadre de sa politique, l'Etat du Sénégal a mis en place une Agence pour la Promotion de l'Aquaculture (APA). A cet effet, deux fermes aquacoles ont été installées dans la région de Saint-Louis, plus précisément à Richard-Toll et à Fanaye.

X.6. Contraintes

Les difficultés rencontrées dans le secteur de la pêche sont aussi liées à l'accessibilité aux matériels de pêche à cause de la cherté des coûts, l'utilisation abusive de certaines techniques de pêche pratiquées par des navires industriels qui ratissent les fonds marins mais aussi le manque d'organisation du collectif des pêcheurs. La particularité pour la région de Saint Louis est que les pêcheurs sont confrontés à l'insuffisance de licences de pêche en Mauritanie, le manque de formation en gestion et conservation des ressources halieutiques et la non valorisation de ces produits halieutiques dans la zone du Diéri dû au problème de transport et d'unités de conservation.

Conclusion

La pêche est un secteur d'importance stratégique de l'économie nationale de manière générale et de l'économie de la région de Saint-Louis en particulier car elle contribue en grande partie au Produit Local Brut de la région. Les tendances baissières observées ces dernières années devraient pousser les acteurs de ce secteur à développer une mettre politique de valorisation de ces ressources halieutiques dans la région. Pour cela, il serait nécessaire de négocier avec la Mauritanie pour acquérir les licences de pêche, renforcer les capacités des acteurs de la pêche, faciliter l'accès au crédit au niveau des institutions financières et moderniser des outils de conservation, de transformation et de commercialisation de cette activité.

Introduction

En apportant plus de 300 milliards de francs CFA de recettes fiscales, le tourisme au Sénégal est la deuxième source de devises après la pêche. En 2005, le gouvernement du Sénégal a initié un vaste programme de relance du secteur touristique à travers une lettre de Politique Sectorielle. Le premier axe stratégique dans la lettre de politique sectorielle de développement du tourisme porte sur la structuration de l'offre et la promotion du produit. Il consiste à enrichir la production balnéaire par une valorisation d'autres ressources et l'aménagement d'autres sites pour la diversification de l'offre. La région de Saint-Louis, qui fait partie de l'une des principales zones touristiques du Sénégal occupe une importante place dans la mise en œuvre de cette stratégie.

Dans ce chapitre, nous allons analyser les indicateurs du tourisme et la situation du secteur touristique dans la région de Saint-Louis en se référant aux objectifs fixés par le gouvernement à savoir faire passer le nombre d'arrivées de 44 431 en 2005 à 133 000 en 2012, augmenter la durée moyenne de séjour de 1,6 jour à 4,7 jours entre 2005 et 2012, accroître le nombre de nuitées lits de 71 000 en 2005 à 627 000 en 2012.

XI.1. Evolution annuelle des indicateurs du tourisme

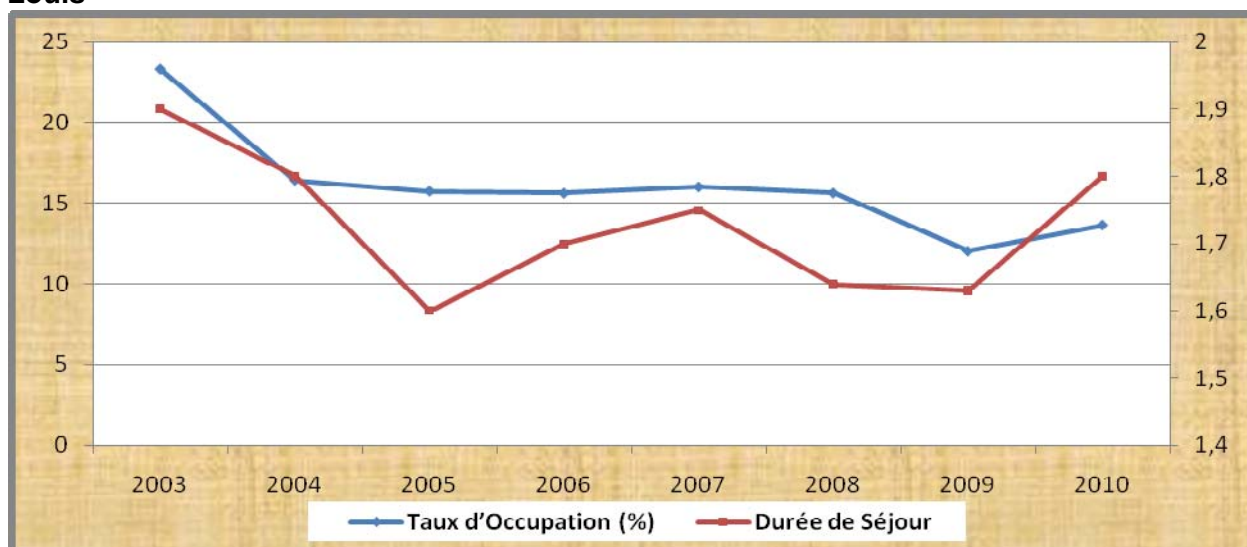
Le taux d'occupation et la durée de séjour constituent deux indicateurs de mesure et de suivi des performances du secteur touristique. Le taux d'occupations² correspond au rapport entre le nombre de nuitées vendues et le nombre de nuitées potentielles. Il ya deux façons de calculer le taux d'occupation : le taux d'occupation relatif et le taux d'occupation absolu qui ne tient pas compte de la période de fermeture des établissements. La durée de séjour³ est le rapport entre les nuitées et les entrées. Une progression de ces deux indicateurs traduit une rentabilité des investissements dans l'hôtellerie et de part là, un dynamisme du secteur touristique. En 2010, on observe une augmentation de ces indicateurs à la suite de la récession de 2009. En effet, la durée moyenne de séjour est passée de 1,63 jours en 2009 à 1,8 jours en 2010, soit une augmentation de 0,17 points qui n'est pas suffisant pour atteindre l'objectif de l'Etat qui était fixé à 4,7 jours en 2012. Le taux d'occupation a accusé une hausse de 1,6 points en passant de 12,03% en 2009 à 13,65% en 2010. Entre 2003 et 2010, la tendance générale de ces deux indicateurs a enregistré des baisses considérables. Le taux d'occupation passe de 23,3% en 2003 à 13,65% en 2010, soit une baisse de 9,65 points.

² Taux d'Occupation Relatif = (Nuitées réalisées x 100) / (Capacité mise en exploitation) x (nombre de jours d'ouverture)

Taux d'Occupation Absolu = (Nuitées réalisées x 100) / Capacité disponible x 365

³ Durée moyenne de séjour = Nuitée des Non Résidents / Entrées des Non Résidents

Graphique 26 : Evolution annuelle du taux d'occupation et de la durée de séjour à Saint-Louis



Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

XI.2. Caractéristique des structures d'hébergements

Concernant l'offre touristique, la région de Saint-Louis compte 33 auberges, 23 hôtels et 16 campements. La capacité d'accueil des structures hôtelières est de 883 lits pour 516 chambres. Les auberges disposent de 262 chambres et 509 lits. Tandis que les campements comptabilisent 199 chambres et 351 lits. En termes d'équipements, l'ensemble des hôtels et campements disposent de service de restauration. Tandis que seules 70% des auberges aient des restaurants. 37% des campements ont accès à la plage, contre 26% des hôtels et 15% des campements. L'ensemble des structures hôtelières sont climatisées. Ce qui n'est pas le cas pour les auberges et les campements qui sont faiblement équipées. En effet, seules 15% des auberges et 63% des campements sont climatisés, les autres structures étant ventilées. On note aussi que 57% des hôtels disposent de salles de conférences, soit 13 sur les 23 que compte la région contre 3 pour les campements et 2 des auberges.

Tableau 123 : Situation des structures d'hébergement de la Région de Saint-Louis en 2010

	AUBERGE		HOTEL		CAMPEMENT	
Effectif	33		23		16	
Nombre de lits	509		883		351	
Nombre de Chambre	262		516		199	
Restaurant	23	70%	23	100%	16	100%
Jardin	2	6%	11	48%	16	100%
Piscine	0	0%	8	35%	1	6%
Climatisée	5	15%	23	100%	10	63%
Ventilée	28	85%	0	0%	6	37%
Conférence	2	6%	13	57%	3	19%
Wifi	8	24%	23	100%	5	31%
Excursions						
Plage	5	15%	6	26%	6	37%
Vélo	0	0	0	0	0	0

Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

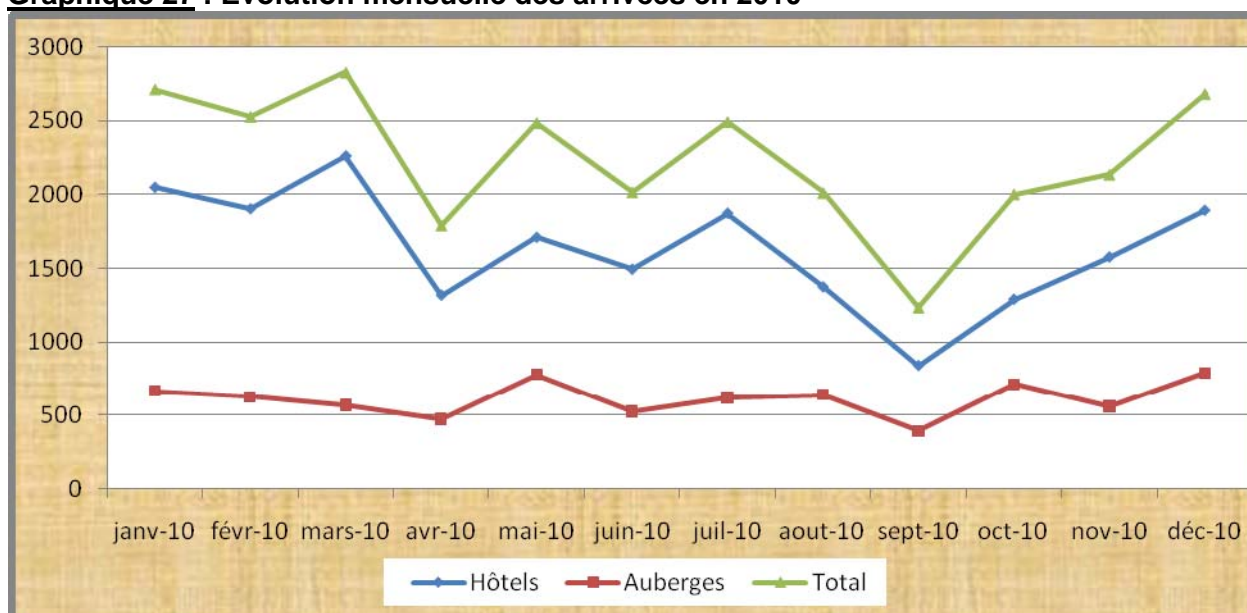
XI.3. Situation du tourisme en 2010

Dans le secteur du tourisme, l'année est divisée en deux périodes, à savoir la haute saison (période novembre à avril) et la basse saison (période mai à octobre).

XI.3.1. Les arrivées

L'analyse de l'évolution mensuelle des arrivées montre des évolutions en dents de scie tout au long de l'année 2010. Le creux est atteint au mois de septembre et les plus fortes hausses sont enregistrées aux mois de mars, janvier et décembre. Ces quatre mois de l'année (décembre à mars) sont marqués par un dynamisme de l'activité touristique, comparés au reste de l'année. Cela s'explique par le fait que les français représentent une grande partie des touristes et que la période de janvier à mars coïncide avec les vacances scolaires en France. De plus, c'est au mois de décembre 2010 que le FESMAN a été organisé permettant à la région de Saint Louis d'accueillir plusieurs étrangers. Ce graphique montre aussi que les touristes fréquentent plus les hôtels que les auberges.

Graphique 27 : Evolution mensuelle des arrivées en 2010

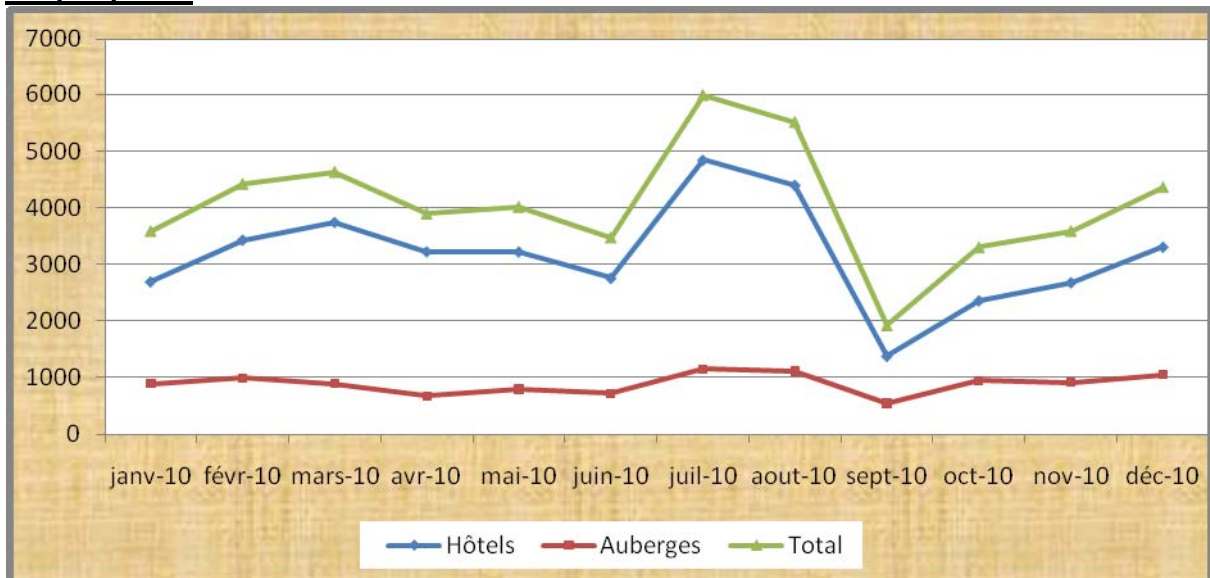


Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

XI.3.2. Les nuitées

Les arrivées ont une forte corrélation avec les nuitées. C'est la raison pour laquelle les tendances qui sont observées au niveau des arrivées se répercutent sur les nuitées. Par contre, concernant les nuitées, le maximum est atteint au mois de juillet. Ce qui est une exception car cette période coïncide avec la basse saison.

Graphique 28 : Evolution mensuelle des nuitées en 2010

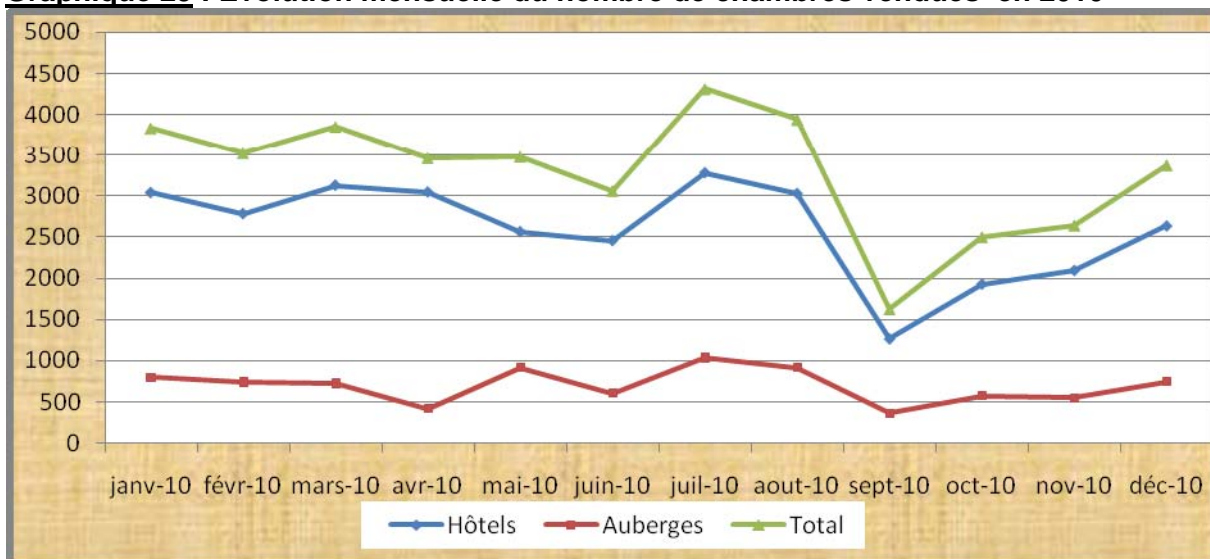


Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

XI.3.3. Les chambres vendues

Le nombre de chambres vendues a atteint son maximum, exceptionnellement au mois de juillet. La performance la plus faible est enregistrée au mois de septembre

Graphique 29 : Evolution mensuelle du nombre de chambres vendues en 2010



Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

Malgré la hausse des deux indicateurs de performances (le taux d'occupation et la durée de séjour), les arrivées, les nuitées et le nombre de chambres vendues ont enregistrées des baisses en 2010 comparativement à l'année 2009. En effet, les arrivées touristiques s'établissent à 26 911 en 2010 contre 31 808 en 2009, soit une contraction de 15%. Cette baisse est imputable à la diminution des arrivées touristiques au niveau des hôtels (21%). Les nuitées accusent une baisse de 6% occasionnant une diminution du nombre de chambres

Conclusion

L'analyse des indicateurs de 2010 a montré des contreperformances dans le secteur touristique compromettant ainsi les objectifs ambitieux fixés pour le secteur dans la région à l'horizon 2012. Ce qui engendre la baisse des recettes générées par le tourisme et celle des retombés économiques dans la région. Il serait donc urgent pour les acteurs du secteur d'élaborer un programme de promotion touristique de la région afin de garantir la compétitivité de la destination Saint Louis.

Introduction

La place du secteur postal dans l'économie nationale n'est plus à démontrer avec la diversification importante des services postaux malgré la concurrence. Ce secteur est un grand pourvoyeur d'emplois directs et indirects et demeure un moyen important de communication pour les populations les plus défavorisées surtout. La couverture territoriale du réseau postal touche souvent les villages les plus reculés du pays. Le secteur postal est constitué des activités suivantes :

- la poste aux lettres ;
- la messagerie comprenant les paquets et les colis.
- les mandats postaux et les transferts rapides de fonds ;
- les services financiers : chèques postaux et caisse d'épargne, paiement ;
- les autres services postaux à valeur ajoutée développés sur la base des technologies de l'information (gestion des adresses, publipostage, gestion du courrier des Grands clients, Internet, échange électronique de données – EDI, e-commerce.

Dans ce chapitre, les mandats postaux et les services financiers au niveau de la Caisse Nationale d'Epargne seront traités ainsi que la partie qui concerne les télécommunications.

XII.1. Postes

XII.1.1. Evolution des mandats

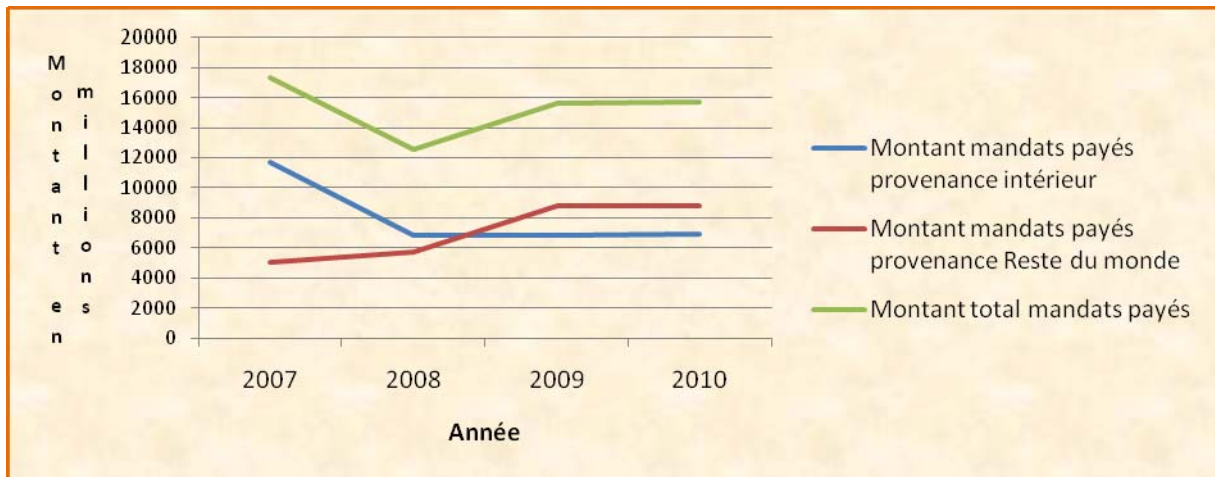
1. Mandats payés

Le montant global des mandats payés au niveau des services postaux de la région est passé de 15 655 millions en 2009 à 15 717 millions en 2010 donc une augmentation en valeur absolue de 62 millions soit seulement 0,4% en termes relatifs. La plus forte proportion des montants payés en 2010(56%) concerne les mandats provenant de l'extérieur. Les mandats en provenance du reste du monde ont diminué de 36 millions entre 2009 et 2010.

Les sommes globales payées au titre des mandats sont en baisse importante de 28% entre 2007 et 2008. Cela s'explique par une diminution de 4899 millions des mandats intérieurs soit 41,8% en valeur relative.

Pour la période 2007-2010, les mandats intérieurs payés ont connu une baisse de 40,7% soit un accroissement négatif moyen annuel de 13,6%. Les mandats en provenance du Reste du Monde ont augmenté de 18,8% en moyenne par an pour la même période.

Graphique 30 : Evolution des mandats payés selon la provenance



Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

2. Mandats émis

Les mandats émis dans la région en 2010 sont, pour l'essentiel (91%) destinés à l'intérieur du pays. Au cours de la période 2007-2010, le montant global des mandats émis a évolué en dents de scie avec une baisse moyenne annuelle de 5,2%. En 2008, une importante baisse de 26,7% est observée par rapport à l'année précédente. L'année 2009 est marquée par une légère baisse de 1,9%. Un accroissement positif de 17,5% est observé entre 2009 et 2010.

Tableau 126 : Evolution des mandats selon la destination ou la provenance (en millions de francs)

Désignations		2007	2008	2009	2010
Provenance	Sénégal	11 732	6 833	6 854	6 953
	Reste du monde	5 604	5 701	8 800	8 764
	Total	17 336	12 534	15 655	15 717
Destination	Sénégal	6 377	4 492	5 235	5 122
	Reste du monde	286	390	502	508
	Total	6 663	4 882	5 737	5 630

Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

Graphique 31 : Evolution des mandats émis selon la destination de 2007 à 2010

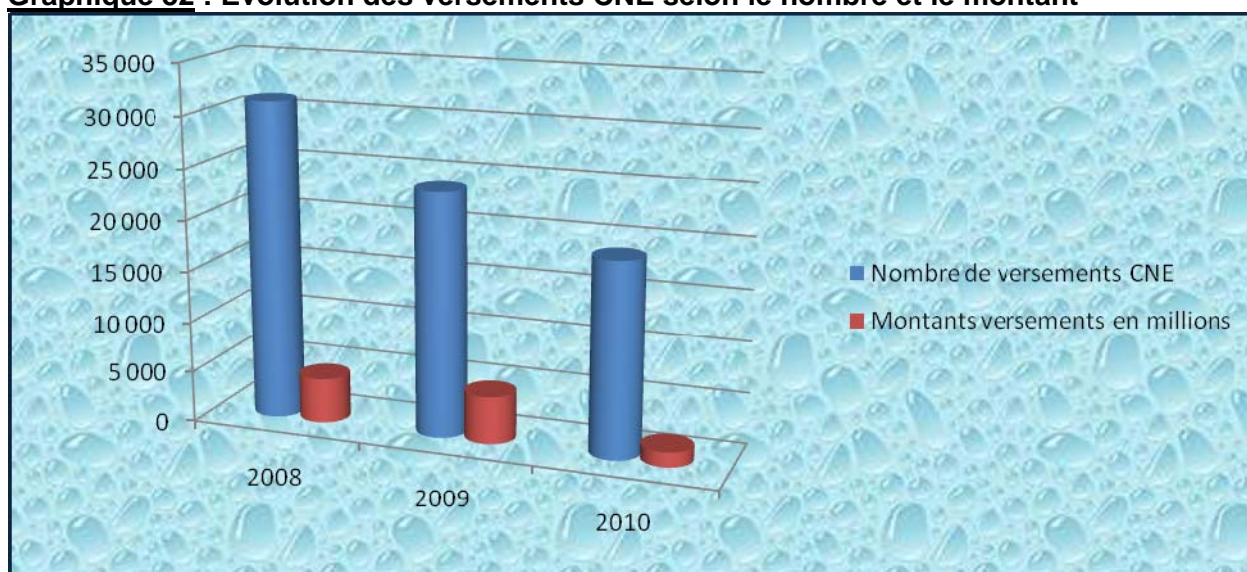


XII.1.2. Le trafic financier au niveau de la Caisse d'Épargne

De 2008 à 2010, le nombre de comptes d'épargne ouverts au niveau des bureaux de poste a baissé en moyenne de 16% annuellement. Le nombre de comptes existants est passé de 26349 en 2009 à 24459 en 2010 accusant une forte baisse relative de 72%.

Pour l'année 2010, quelque 1053 comptes d'une valeur de 154 millions ont été ouverts dans la région contre 75 clôturés (19 millions). Le montant des versements au titre d'épargne a connu une baisse de 62,3% en 2010 comparativement à l'année dernière soit 2882 millions en valeur absolue. Les retraits des déposants de la CNE ont baissé de 70,6% en 2010 par rapport à 2009 passant de 4317 à 1269 millions (- 3048 millions).

Graphique 32 : Evolution des versements CNE selon le nombre et le montant



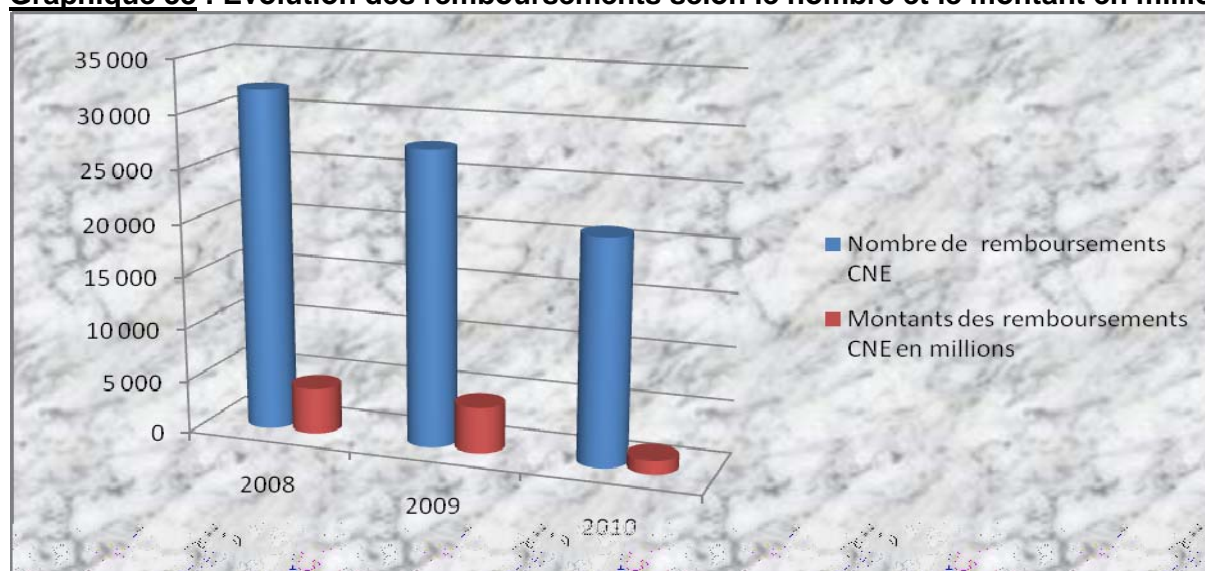
Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

Tableau 127 : Evolution du trafic Financier relatif à la CNE entre 2008 et 2010 (en millions)

Trafic financier CNE	année	Nombre	Montant
Comptes ouverts	2008	1 547	326
	2009	1 299	
	2010	1 053	154
Comptes clôturés	2008	105	72
	2009	88	
	2010	75	19
Comptes existants	fin 2008	26 112	5 085
	fin 2009	26 349	
	fin 2010	24 459	
Versements CNE	2008	31 208	4 397
	2009	23 793	4 629
	2010	18 878	1 447
Remboursements CNE	2008	32 112	4 338
	2009	27 655	4 317
	2010	21 062	1 269
Total Mouvements	2008	63 320	8 735
	2009	51 448	8 946
	2010	39 940	2 717

Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

Graphique 33 : Evolution des remboursements selon le nombre et le montant en millions



Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

XII.2. Télécommunications

Le secteur des télécommunications du Sénégal est riche aujourd'hui de trois opérateurs majeurs à savoir : la Sonatel, Sentel et Expresso. Le groupe Sonatel est actif dans la téléphonie fixe et mobile et dans l'internet ; quant à Sentel, l'activité se limite au mobile avec le label « Tigo ». La Soudanaise des Télécommunications avec « Expresso » est le troisième et dernier opérateur venu dans le marché Sénégalais. Dans cette partie, nous traiterons exclusivement des statistiques fournies par l'opérateur historique qu'est la Sonatel notamment la couverture géographique tant au niveau du fixe que du mobile mais aussi du nombre d'abonnés. Cette société est née en 1985 de la fusion de l'Office des Postes et Télécommunications et de Télé-Sénégal.

XII.2.1. Couverture de la zone rurale par les réseaux téléphoniques

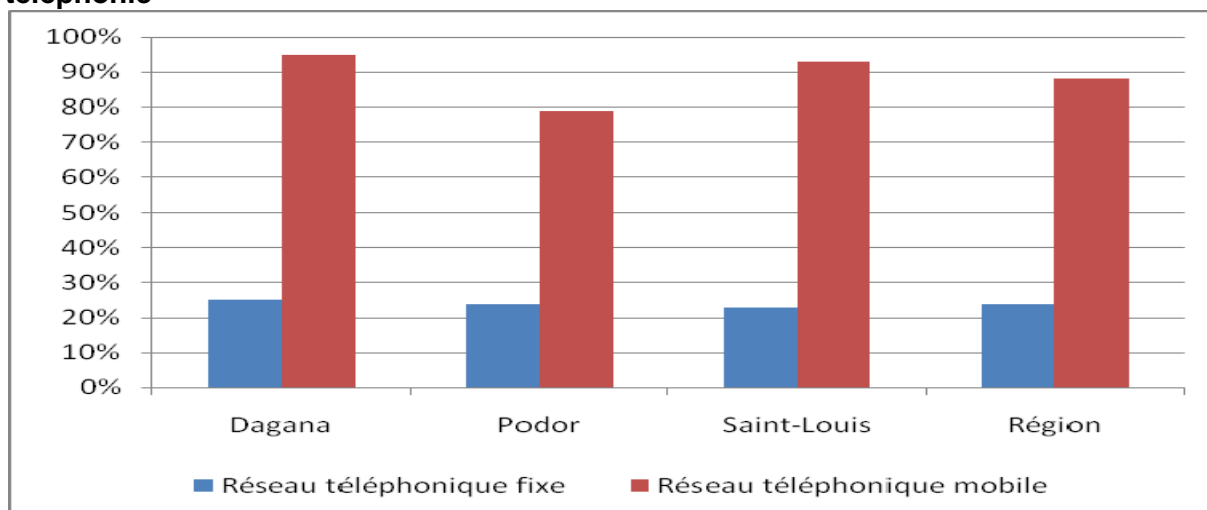
Les données sur la couverture des réseaux téléphoniques n'étant pas disponibles pour l'année 2010, l'analyse va porter sur les statistiques de 2009. La zone urbaine de la région est entièrement couverte par les réseaux téléphoniques fixes et mobiles. Tandis que le taux de couverture de la zone rurale par le réseau de téléphone fixe s'établit à 24% avec de disparités d'accès suivant les départements. La plus importante proportion de villages officiels couverts est notée dans le département de Saint-Louis (25%). Les taux de couverture à Dagana et Podor s'élèvent respectivement à 24% et 23%. De même, des écarts existent entre les différents départements pour la couverture par la téléphonie mobile. Les proportions de villages couverts varient de 95% à Dagana à 79% dans le département de Podor en passant par 93% pour Saint-Louis.

Tableau 128 : Pourcentage de villages officiels couverts par les réseaux téléphoniques selon le département en 2010

Département	Dagana	Podor	Saint-Louis	Région
Réseau téléphonique fixe	25%	24%	23%	24%
Réseau téléphonique mobile	95%	79%	93%	88%

Source : Antenne régionale SONATEL

Graphique 34 : Proportion de couverture des villages officiels par les réseaux de téléphonie

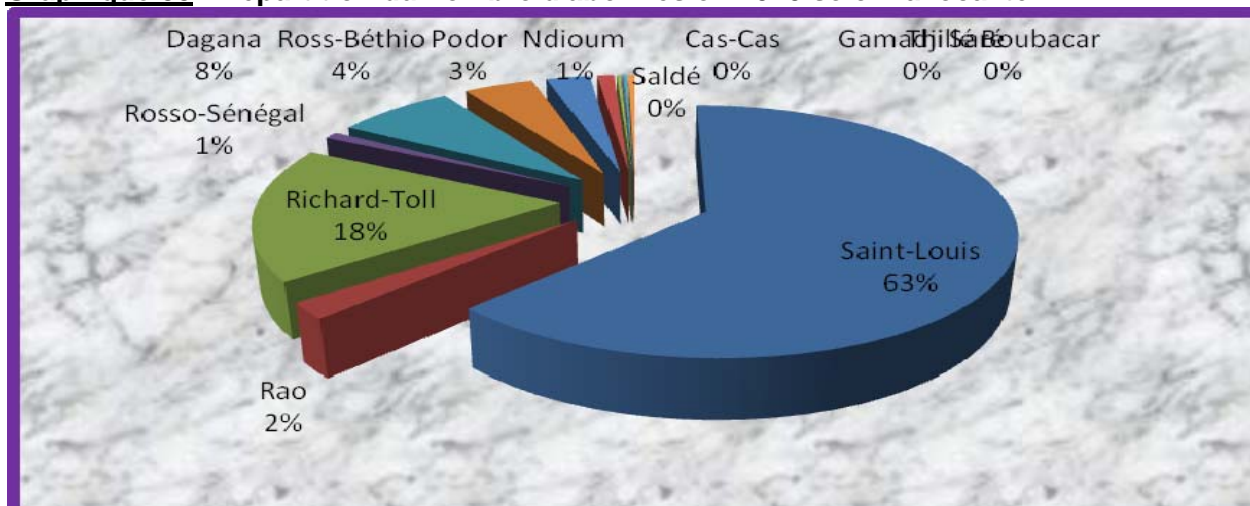


Source : Antenne régionale SONATEL

XII.2.2. Les abonnés de la téléphonie fixe

Le nombre d'abonnés dans la région est passé de 11 894 en 2009 à 12 643 pour l'année 2010 soit un accroissement positif de 6,3%. Les départements de Saint-Louis et de Dagana concentrent à eux deux quelque 95% des abonnés au téléphone fixe soit respectivement 65% et 30%. Le département de Podor n'abrite que 5% des abonnés en 2010. Entre 2009 et 2010, le nombre d'abonnés a connu des accroissements positifs respectifs de 8% et 11% à Saint-Louis et Dagana contre une baisse de 29% dans le département de Podor.

Graphique 35 : Répartition du nombre d'abonnés en 2010 selon la localité



Source : Antenne régionale SONATEL

Tableau 129 : Evolution du nombre d'abonnés au téléphone fixe

Localité	2009	2010
Saint-Louis	7300	7926
Rao	259	268
Total département Saint-Louis	7559	8194
Richard-Toll	2149	2223
Rosso-Sénégal	98	116
Dagana	724	943

Localité	2009	2010
Ross-Béthio	504	559
Total département Dagana	3475	3841
Podor	541	352
Ndioum	173	133
Cas-Cas	39	33
Gamadji Saré	8	9
Saldé	33	29
Thillé Boubacar	66	52
Total Département Podor	860	608
Total Région	11894	12643

Source : Antenne régionale SONATEL

Conclusion

En dépit des contraintes liées notamment à la concurrence des messageries privées et des TIC, le secteur de la poste fait plus que résister en développant des produits nouveaux et compétitifs. Les réformes de 1995 qui a vu la Poste passer au statut de Société Nationale avec une autonomie financière et de gestion lui a permis de créer EMS Sénégal et à entrer dans le marché du transfert électronique de fonds en association avec « Western Union ».

3. FORÊTS

Introduction

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement intègrent les principes du développement durable dans les politiques nationales et visent à inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources naturelles. La préservation des ressources naturelles constitue ainsi un paramètre qui prend de plus en plus son importance dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets et programmes de développement socio économique. Elle vise à lutter contre l'érosion des sols, la désertification, la déforestation, à améliorer l'accès aux sources d'énergie, leur diversification, à protéger la faune et la flore et à réduire la pollution. Les actions menées jusque là en matière de lutte contre la déforestation ont trait essentiellement au reboisement, aux aménagements forestiers pour la production durable des forêts et à la lutte contre les feux de brousse. La région de Saint-Louis, dont les principales activités économiques sont en relation avec ses ressources hydriques et forestières, fait partie des régions qui sont les plus concernées par la conservation de ces ressources.

Dans ce chapitre, nous aborderons les politiques élaborées pour le secteur des ressources naturelles avant de faire le point sur la situation forestière et les activités menées pour lutter contre la déforestation.

XIII.1. Politiques sectorielles

Dans un contexte marqué par des ressources naturelles de plus en plus rares, caractérisées par la dégradation des terres, la réduction des forêts, la diminution de l'effectif de certaines espèces, l'invasion des plans d'eau par les végétaux aquatiques envahissants, les acteurs du secteur devaient prendre en charge tous les aspects liés à cette problématique. A cet effet, il était opportun de concevoir et de mettre en œuvre des politiques pouvant inverser la tendance actuelle de dégradation continue des ressources naturelles.

L'objectif de l'Etat, à travers la Lettre de Politique du Secteur de l'Environnement et des Ressources Naturelles (LPSEIN sur la période 2009-2015), est « d'assurer une gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles pour contribuer à la réduction de la pauvreté dans une perspective de développement durable ». Cette politique, élaborée en 2004 et actualisée en 2009, repose sur des orientations stratégiques qui ont été déclinées pour préserver les ressources naturelles. Il s'agit :

1. d'améliorer la base de connaissance de l'environnement et des ressources naturelles ;
2. d'intensifier la lutte contre la tendance actuelle à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles dans le respect des conventions internationales y afférentes ;
3. de renforcer les capacités institutionnelles et techniques des acteurs dans la mise en œuvre des actions de conservation de l'environnement et des ressources naturelles.

A travers les orientations de cette nouvelle politique, la mission de l'Inspection Régionale des Eaux et Forêts est d'assurer d'une part, la gestion durable du potentiel forestier et sa

biodiversité et d'autre part, la satisfaction des besoins des populations en biens et services ainsi que le maintien des équilibres écologiques et socio-économiques de la région.

XIII.2. Domaine forestière

Les statistiques du service des eaux et forêts montrent que dans la superficie de la région de Saint Louis, 821 004 hectares ont été classés en aires protégées et en zones aménagées. Leurs superficies se sont accrues de 22,3% par rapport à 2009 imputable à l'accroissement des réserves sylvo pastorales et l'existence des réserves d'avifaune, de la réserve naturelle communautaire, de l'aire marine protégée et des sites de conservation de la biodiversité.

Le département de Podor concentre 51% de ces superficies, suivi du département de Dagana avec 42% et le département de Saint-Louis seulement 7%. Elles sont constituées en grande partie par des réserves sylvo pastorales, 495 000 hectares sur les 821 004 hectares, soit 60,3%. La région compte 37 forêts classées d'une superficie de 69 237 hectares dont 23 dans le département de Podor, 12 dans le département de Dagana et 2 à Saint Louis. Les parcs nationaux (deux) sont présents à Dagana et à Saint Louis avec une superficie de 18 000 hectares. Les zones d'intérêts cynégétiques situées dans le département de Dagana couvrent une superficie de 107 000 hectares. La réserve naturelle communautaire et l'aire marine protégée, d'une superficie respective de 2 000 hectares et 30 000 hectares, se trouvent dans le département de Saint Louis.

Tableau 130 : Situation des Aires Protégées et Zones Aménagées par département en 2010

	Région 2009		DEPARTEMENTS						Région 2010		Part dans Superficie totale classée	Var (%) Sup 2010/ Sup 2009
			Dagana		Saint Louis		Podor					
	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)		
Forêts Classées	37	69 237	12	35 979	2	3 502	23	29 756	37	69 237	8,4%	0,0%
Parcs Nationaux	2	18 000	1	16 000	1	2 000	-	-	2	18 000	2,2%	0,0%
Parc Forestier	1	20	1	20	-	-	-	-	1	20	0,0%	0,0%
Réserves spéciales de Faune	3	47 270	-	-	1	720	-	-	1	720	0,1%	-98,5%
Réserve d'Avifaune			1	46 550	-	-	-	-	1	46 550	5,7%	-
Réserve naturelle communautaire			-	-	1	2 000	-	-	1	2 000	0,2%	-
Aire Marine Protégée			-	-	1	30 000	-	-	1	30 000	3,7%	-
Aire Protégée communautaire			-	-	-	-	-	-	-	-	0,0%	-
Réserves-Sylvo Pastorales	6	429 600	3	107 000	1	5 600	3	382 400	7	495 000	60,3%	15,2%
Site de conservation de la Biodiversité			1	36 000	1	9 620	1	6 850	3	52 470	6,4%	-
Zones d'Intérêts Cynégétiques	3	107 000	3	107 000	-	-	-	-	3	107 000	13,0%	0,0%
Réserve naturelle intégrale			1	3	-	-	-	-	1	3	0,0%	-
Périmètre de restauration			-	-	1	4	-	-	1	4	0,0%	-
Périmètre de reboisement			-	-	-	-	-	-	-	-	0,0%	-
Total superficie	52	671 127	23	348 552	9	53 446	27	419 006	59	821 004	100,0%	22,3%

	Région 2009		DEPARTEMENTS						Région 2010		Part dans Superficie totale classée	Var (%) Sup 2010/ Sup 2009
			Dagana		Saint Louis		Podor					
	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)	Nb	Sup (ha)		
classée												
Taux de classement par département	100%		42%		7%		51%		100%			

Source : IREF Saint-Louis

XIII.3. Feux de brousse

Les feux de brousse constituent une des causes de la dégradation continue des formations forestières, de la désertification et de la sécheresse. Fréquents en saison sèche, ils ravagent chaque année des milliers d'hectares de terres propices à l'agriculture et détruisent plusieurs hectares de forêts et de pâturages. La lutte contre les feux de brousse à travers des actions préventives et répressives est fondamentale pour arrêter la déforestation et l'avancée du désert surtout dans cette région frontalière avec la République Islamique de Mauritanie. Malgré, des actions entreprises dans ce sens, des cas de feux de brousse sont enregistrés chaque année dans la région. En 2010, le nombre de feux de brousse répertorié par les agents des eaux et forêts s'établit à 22 pour une superficie de 5 165 hectares. La plupart de ces cas (10 sur 22) se sont produits dans le département de Podor mais les superficies ravagées ont été plus importantes dans le département de Dagana avec plus de 2 520 hectares. Comparativement à 2009, les superficies détruites par les feux de brousse ont été dix fois plus élevés, soit une hausse de 882%, réduisant ainsi les efforts entrepris pour lutter contre la déforestation.

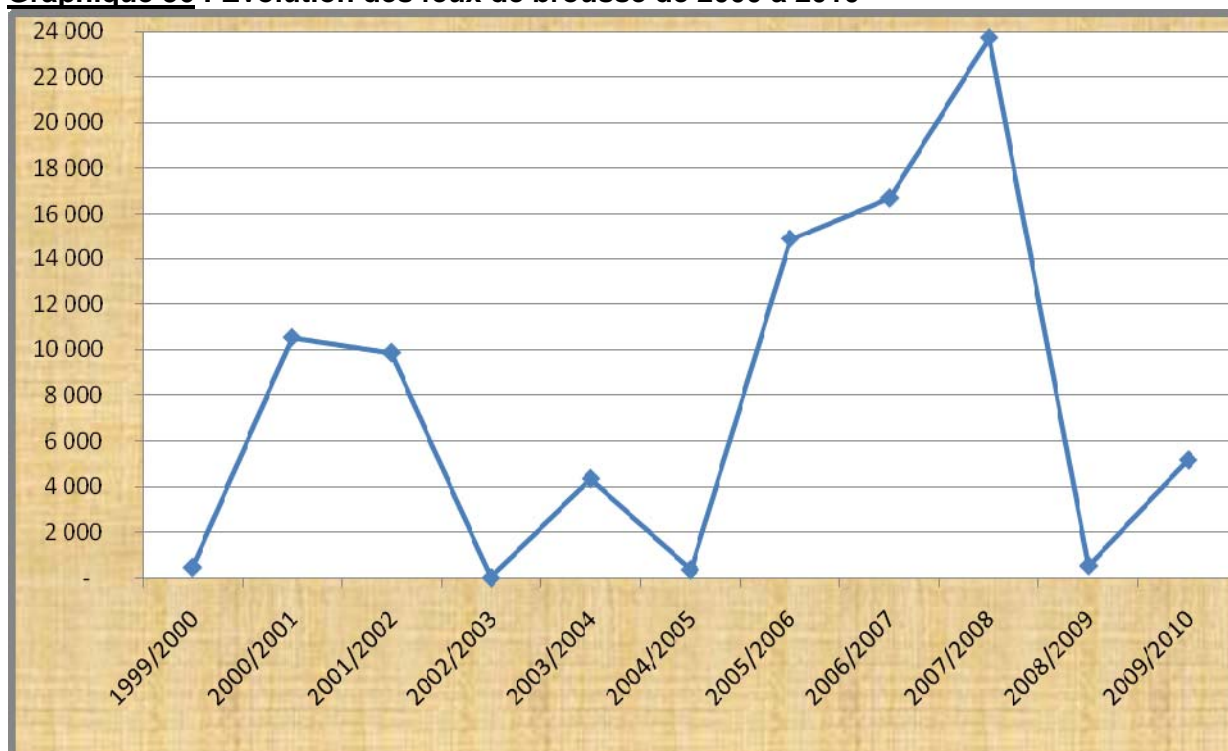
Tableau 131 : Evolution des feux de brousse de 2000 à 2010

Campagne	Dagana		Podor		Saint-Louis		Région	
	Nbre	Sup. (Ha)	Nbre	Sup. (Ha)	Nbre	Sup. (Ha)	Nbre	Sup. (Ha)
1999/2000	2	400	2	53	-	-	4	453
2000/2001	4	1 281	10	9 260	-	-	14	10 541
2001/2002	14	5 906	9	3 962	-	-	23	9 868
2002/2003	-	-	-	-	-	-	-	-
2003/2004	1	4 000	4	350	-	-	5	4 350
2004/2005	1	100	2	220	-	30	3	350
2005/2006	4	4 200	29	10 650	-	27	33	14 877
2006/2007	4	4 271	5	12 350	4	80	13	16 701
2007/2008	6	601	8	22 310	12	817	26	23 728
2008/2009	3	265	2	40	4	221	9	526
2009/2010	7	2 520	10	1 886	5	759	22	5 165
Var 2010/2009	133%	851%	400%	4616%	25%	243%	144%	882%

Source : IREF Saint-Louis

Sur la période 2000-2010, l'année 2008 a été la plus catastrophique, enregistrant ainsi des superficies ravagées de 23 728 hectares, essentiellement au niveau du département de Podor, soit 22 310 hectares.

Graphique 36 : Evolution des feux de brousse de 2000 à 2010



Source : IREF Saint-Louis

XIII.4. Activités de reboisement

Les activités de reboisement constituent une étape importante dans la lutte contre la désertification et contribuent ainsi à la lutte contre les changements climatiques, à la protection et la gestion des ressources naturelles.

XIII.4.1. Production de plants

En 2010, le nombre de plants produits dans la région de Saint Louis s'élève à 578 655, soit une contraction de 39% par rapport à l'année dernière. Cette production est répartie entre les pépinières en régie (73 %), les pépinières villageoises (13 %) et les pépinières individuelles (14 %). Cette diminution est imputable à la baisse de 35% des pépinières en régie, 72% des pépinières villageoises et atténuée par la hausse des pépinières individuelles. La proportion des pépinières en régie par rapport à la production annuelle de plants reste importante en raison de leur capacité de production plus conséquente et des soins particuliers apportés aux plants par le Service forestier. La structure de la production montre que 65% des plants produits en 2010 dans la région sont concentrés dans le département de Saint Louis, 30% dans le département de Podor et 5% dans le département de Dagana.

Tableau 132 : Evolution de la Production de plants selon la structure et le type de pépinière

Structure	Année	Départements			Total
		Podor	Saint -Louis	Dagana	
Régie	2008/2009	270 877	349 967	27 563	648 407
	2009/2010	115 520	306 310	-	421 830
	taux ac.(%)	-57%	-12%	-100%	-35%
Villageoises	2008/2009	203 000	-	68 625	271 625
	2009/2010	59 000	-	17 325	76 325
	taux ac.(%)	-71%	#DIV/0!	-75%	-72%
Individuel.	2008/2009	5 800	1 200	13 270	20 270
	2009/2010	1 200	69 050	10 250	80 500
	taux ac.(%)	-79%	5654%	-23%	297%
Scolaires	2008/2009	-	3 440	1 500	4 940
	2009/2010	-	-	-	-
	taux ac.(%)	#DIV/0!	-100%	-100%	-100%
Privées/ONG	2008/2009	-	162	-	162
	2009/2010	-	-	-	-
	taux ac.(%)	#DIV/0!	-100%	#DIV/0!	-100%
Total	2008/2009	479 677	354 769	110 958	945 404
	2009/2010	175 720	375 360	27 575	578 655
	taux ac.(%)	-63%	6%	-75%	-39%

Source : IREF Saint-Louis

XIII.4.2. Massives

En 2010, seules les plantations individuelles ont enregistré une hausse de 13,9 hectares pour s'établir à 19,8 hectares. On note qu'il n'y a pas eu de plantations dans les forêts régionales. Par ailleurs, les plantations villageoises, les plantations dans les vergers, les plantations communautaires et scolaires ont connu des baisses respectives de 6,5 hectares, 0,7 hectares, 0,5 hectares et 6,8 hectares en 2010 comparativement à l'année 2009.

Tableau 133 : Evolution des plantations (ha) selon le type de « Massives »

	Année		taux ac.	
	2008/2009	2009/2010	(%)	Ha
Forêts régionales	80	0	-100%	-80,0
Grande muraille verte	0	0	0,0%	0,0
Villageoises	46,5	40	-14,0%	-6,5
Vergers	5,95	5,3	-11,8%	-0,7
Individuelles	5,9	19,8	234,7%	13,9
Communautaire	4	3,5	-12,5%	-0,5
Scolaire	24	17,2	-28,2%	-6,8

Source : IREF Saint-Louis

XIII.4.3. Mise en défens / Régénération Naturelle Assistée (MED/RNA)

Comme pour les plantations de types massives, les activités de reboisement pour les mises en défens et la régénération naturelle assistée ont enregistré des tendances à la baisse entre 2009 et 2010. Sur la même période, le reboisement champêtre, la bouture de salane et les plantations pour la rénovation de la mangrove n'ont pas été enregistrés. Les plantations de mise en défens accusent une baisse de 3 968 hectares passant ainsi de 4 114 hectares en 2009 à seulement 146 hectares en 2010. La régénération naturelle assistée et les plantations massives ont enregistré respectivement une baisse de 91 hectares et 8,65 hectares par rapport à l'année 2009.

Tableau 134 : Evolution des plantations (ha) selon le type «MED/RNA »

	Année		taux ac.	
	2008/2009	2009/2010	(%)	Ha
Mise en défens	4 114	146	-96,45%	-3 968
RNA	218	127	-41,74%	-91
Plantation massive	94,35	85,7	-9,17%	-8,65
Reboisement champêtre	80	0	-100,00%	-80
Bouture de salane	0	0	0,0%	0
rénovation mangrove	0	0	0,0%	0

Source : IREF Saint-Louis

XIII.5. Activités de chasse

XIII.5.1. Les zones amodiées

Au Sénégal, la chasse se pratique dans des zones bien gérées appelées zones amodiées. L'amodiation consiste à attribuer (en dehors des aires protégées) un territoire de chasse loué à une personne physique ou morale dans le respect de la législation en matière de gestion des terres du terroir. A Saint Louis, 16 ordres d'amodiation pour une superficie de 219 944 hectares ont été attribués à 13 amodiataires dans les localités de Débi, les Trois Marigots, Djeuss, Lac de Guiers, Caïman, Ronkh, Guédé Village, Thillé Boubacar, Ross Béthio, Mbane et Thiagar.

Tableau 135 : Répartition de zones amodiées selon la superficie

N° ordre	Amodiataire	Localisation	Superficie (ha)
1	A C T S	Débi	7500
2	A C T S	3 marigots Nord	10 000
3	René Bancal	3 marigots Nord	10 944
4	Mounir Bourgi	Djeuss Nord	20 000
5	SCIT (Christiane SIMARD)	Djeuss Sud	20 000
6	Alain Daniel	Lac de Guiers Ouest	20 000
7	HBK/Investissement	Caïman	15 000
8	Aliou Sow	Excdt Dj. N.S	16 500
9	Alain Bellasé	Lac de Guiers Sud	10 000
10	Alain Daniel	Lac de Guiers Est	10 000
11	Daouda Kâ	Ronkh	10 000
12	René Bancal	Guédé Village	20 000
13	GIE /Galanka	Thillé Boubacar	15 000
14	Mamadou Guèye	Ross Béthio	15 000
15	Laurent Jean Yves	Mbane	10 000
16	Bruno Cambier	Thiagar	10 000
Total			219 944

Source : IREF Saint-Louis

XIII.5.2. La chasse organisée

Le nombre de touristes chasseurs dans la région a cru de 33% en passant de 267 en 2009 à 354 en 2010. Le plus grand nombre de touristes chasseurs a été enregistré dans la zone Djeuss Sud qui comptabilise 72 chasseurs. Le nombre de chasseurs à Guédé Village passe de 9 en 2009 à 30 en 2010, soit une hausse de 233%. Par contre, les zones Caïman, Djeuss Nord et Lac de Guiers Est ont enregistré des baisses respectives de 29%, 31% et 73% des touristes chasseurs. Les localités de Nder Yamane et Mbane n'ont pas connu d'activités de chasse durant la campagne 2009/2010.

Tableau 136 : Nombre de Touristes chasseurs par zone

Zones	Amodiatoires	2007/2008	2008/2009	2009/2010	taux ac. (%)
3 Marigots Sud	Réné Bancal	76	25	63	152%
Djeuss Sud	Christiane Simard	30	63	72	14%
Caïman	HBK Investissement	29	31	22	-29%
Djeuss Nord	Mounir Bourgi	31	29	20	-31%
Lac de Gueirs Ouest	Alain Daniel	22	20	25	25%
Nder Yamane	Alain Belassé	3	6	0	-100%
Ross Béthio	Mamadou Gueye	-	12	12	0%
Ronkh	Daouda KA	8	9	11	22%
Guédé village	Réné Bancal	9	9	30	233%
Lac de guiers Est	Alain Daniel	10	15	4	-73%
Exced Djeuss Nord et Sud	Alioune SOW	9	25	55	120%
Thiagar	Bruno Cambier	-	5	14	180%
Mbane	Yves Laurent		2	0	-100%
Thillé Boubacar	GIE/ Galanka	52	16	26	63%
TOTAL		279	267	354	33%

Source : IREF Saint-Louis

XIII.5.3. Les recettes forestières

Les recettes forestières concernent les produits d'exploitation et les licences de chasse. Lors de la campagne 2009/2010, les recettes obtenues s'élèvent à 44 323 525 FCFA. Celles tirées de la chasse sont évaluées à 16 965 060 FCFA et les produits d'exploitation forestière pour une valeur de 27 358 465 FCFA.

Tableau 137 : Recettes forestières de chasses et d'exploitations

Produits	2007/2008		2008/2009		2009/2010	
	Qte (kg)	Val.	Qte (kg)	Val.	Qte (kg)	Val.
EXPLOITATION	1 210 904	28 226 100	662 434	14 790 110	887 224	27 358 465
Renv. Carte prof	-	-	1 387	693 500	811	405 500
Bois mort de ramassage	1 534	23 000	2 750	1 374 900	4 572	2 286 000
Bois mort en zone aménagée	-	-	798	1 197 000	707	1 060 500
Taxe d'abattage	-	-	-	-	12	96 000
Bois mort issu de défrichement	-	-	-	-	25	60 000
Jujubes	569 532	8 543 000	309 523	4 642 845	445 513	6 682 695
Soump	16 675	250 000	40 817	612 255	14 856	222 840
Diguidié	36 191	543 000	179 492	2 692 380	185 085	12 955 950
Gowe	190 071	2 851 000	122 747	1 841 205	218 610	3 279 150
Ndiandam	1 700	22 000	350	5 250	2 750	41 250
Pain singe	93 572	1 403 000	1 070	16 050	1 270	19 050
Ecorce Nep-nep	-	-	1 850	27 750	320	4 800
Fruits acacia radiana	-	-	35	1 500	250	3 750
Newh	-	-	35	525	-	-
abattage esp. Forestière	-	-	200	1 600 000	-	-
Perches (bois de service)	-	-	2	500	-	-
Perches étais	-	-	-	-	4	2 400
Perches	-	-	75	3 750	-	-
Piquets (bois de service)	-	-	32	3 400	-	-
Leydour	-	-	100	1 500	3 350	50 250
Tamarin	89 076	1 336 000	100	1 500	926	13 890
Objet d'art divers	-	-	-	13 100	-	-
Chaise	-	-	-	600	-	-
Karité	773	12 000	-	-	-	-
Balais simples	43 385	4 338 000	-	-	-	-
Balais à manches	9 385	938 000	-	-	-	-
Ardoise coranique	-	-	75	3 750	40	2 000
Lit tara GM	9	-	3	2 100	2	1 200

Produits	2007/2008		2008/2009		2009/2010	
	Qte (kg)	Val.	Qte (kg)	Val.	Qte (kg)	Val.
Lit tara PM	-	-	12	1 800	-	-
Natte en typha GM	61	1 200	36	7 200	106	21 200
Natte en typha PM	200	-	-	-	79	11 850
Tamis	70	3 500				
Konkorong	32 000	480 000	-	-	-	-
Feuilles de rônier	21 130	317 000	-	-	-	-
Dankh	3 950	59 000	-	-	-	-
Gomme arabique	101 430	7 100 000	265	18 550	766	30 640
Gomme comiphora	160	6 400	680	27 200	7 170	107 550
	Unité	Val.	Unité	Val.	Unité	Val.
CHASSE	-	-	238 481	4 969 000	124 937	16 965 060
Attestation pisteur	-	-	25	250 000	23	230 000
Licence d'exploitation cynégétique	-	-	13	3 900 000	12	3 600 000
Taxe phacochère	-	-	56	840 000	66	990 000
Taxes amodiation	-	-	237 944	8 328 040	124 316	4 351 060
Permis chasse résident	-	-	14	210 000	1	15 000
Permis chasse Courte Durée	-	-	202	3 030 000	286	4 290 000
Permis coutumier	-	-	3	9 000	8	24 000
Permis gibier d'eau CLD	-	-	20	600 000	6	180 000
Permis Gibier d'eau CTD	-	-	204	3 060 000	219	3 285 000
Total Général		28 226 100		19 759 110		44 323 525

Source : IREF Saint-Louis

Conclusion

L'augmentation des feux de brousse et la diminution des activités de reboisement observées durant cette année, entravent les efforts de lutte menés jusque là contre la désertification et le développement des activités forestières. Dans une région caractérisée par une vaste zone désertique il est important d'accroître les efforts pour maintenir un rythme de croissance régulière dans la production de plants et dans les plantations tout en minimisant les déforestations et les feux de brousse.

4. HYDRAULIQUE, ÉNERGIE ET ASSAINISSEMENT

Introduction

Dans le processus d'un développement économique et social durable, l'accès à l'eau potable constitue un enjeu majeur et vital. Ainsi pour le gouvernement du Sénégal l'accès des populations à l'eau potable est-il un besoin de haute priorité. C'est pourquoi depuis 2004 le Sénégal a défini des objectifs et des stratégies pour relever le défi de fournir d'une part de l'eau potable à chaque citoyen à l'horizon 2015 et d'autre part de donner un assainissement adéquat à toute la population. Pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'Etat du Sénégal a établi un plan d'investissement technique et financier ambitieux dans le cadre du PEPAM. C'est ce qui explique les réelles avancées obtenues dans ce domaine et qui traduit la volonté et la vision stratégique du gouvernement exprimées dans la Lettre de Politique Sectorielle Eau. La région de Saint Louis bénéficie d'un potentiel de ressources en eau relativement important, tant en ce qui concerne les eaux de surface que les eaux souterraines. Les conditions naturelles se prêtent alors pour la mise en œuvre d'un important programme hydraulique.

XIV.1. Hydraulique urbaine

XIV.1.1. Les abonnés de la SDE

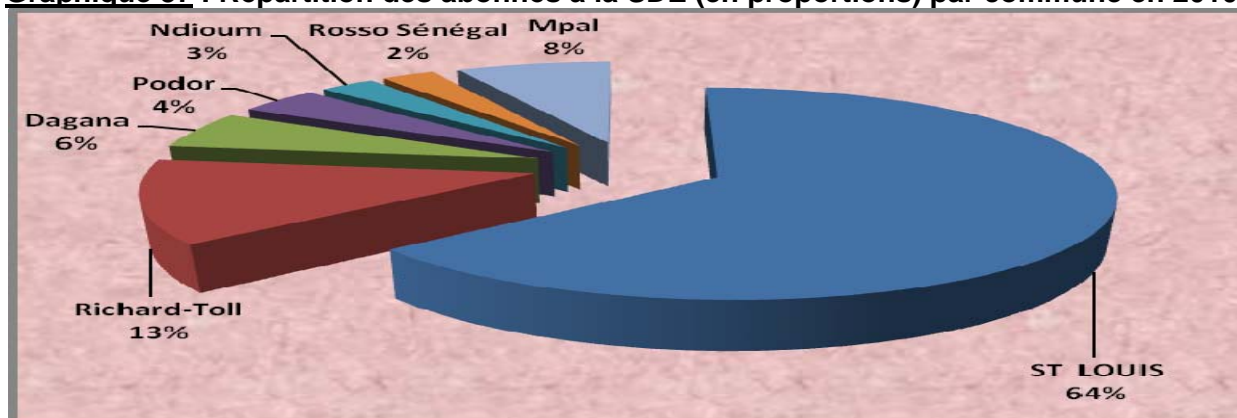
L'approvisionnement en eau potable dans les communes est assuré par la Sénégalaise Des Eaux. Pour l'année 2010, la SDE compte 33558 abonnés dans la région contre 32.482 l'année précédente soit une hausse relative très faible de 0,23 % bien en deçà du taux d'accroissement moyen annuel des cinq(5) dernières années.

Tableau 138 : Répartition des abonnés à la SDE selon la commune en 2010

Commune	Nombre d'abonnés
Saint louis Escale	21524
Richard-Toll	4343
Dagana	1940
Podor	1368
Ndioum	924
Rosso Sénégal	886
Mpal	2573
Total	33558

Source : SDE

Graphique 37 : Répartition des abonnés à la SDE (en proportions) par commune en 2010



XIV.1.2. La consommation d'eau

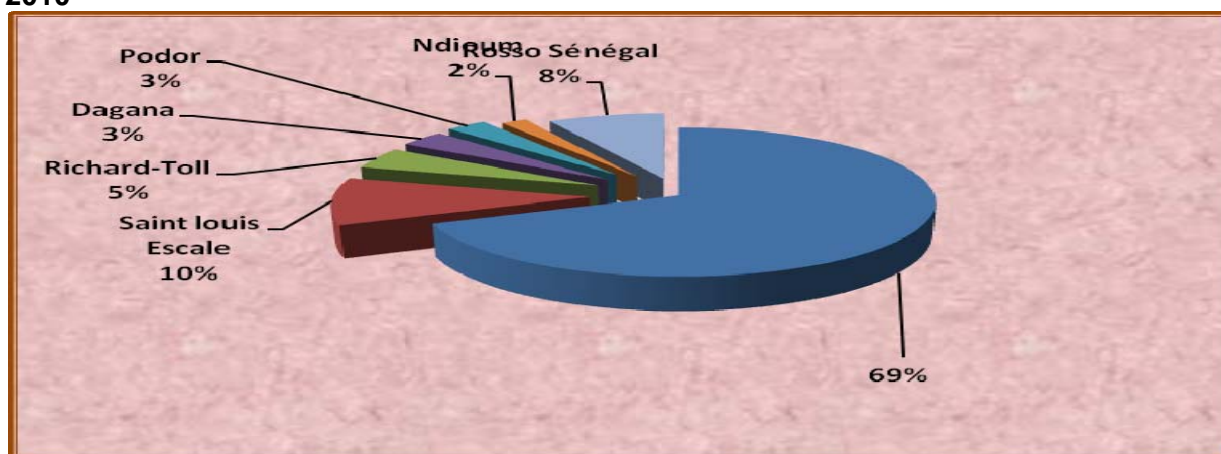
La consommation globale des communes en eau pour l'année 2010 a connu une augmentation absolue de 321000 mètres cubes et 5,63% en termes relatifs par rapport à l'année précédente passant de 5703 000 à 602 4000 mètres cubes. Au cours des cinq (5) dernières années, la consommation des communes a progressé en moyenne de 4,93% par an. Plus des 2/3 de l'eau fournie par la SDE aux communes sont consommés à Saint-Louis soit plus de quatre (4) fois les consommations de Dagana (5%) et Richard Toll (15%) réunies.

Tableau 139 : Répartition de la consommation d'eau selon la commune en 2010

Commune	Consommation (en milliers de mètres cubes)
Saint louis Escale	4156
Richard-Toll	613
Dagana	275
Podor	203
Ndioum	174
Rosso Sénégal	110
Mpal	493
Total	6024

Source : SDE

Graphique 38 : Répartition de la consommation d'eau (proportions) par commune en 2010



Source : SDE

Tableau 140 : Evolution de la consommation 2005-2010 (unité 1000m3)

Désignations	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Saint louis Escale	3449	3523	3690	4036	3952	4156
Richard-Toll	446	488	519	538	578	613
Dagana	190	206	215	225	257	275
Podor	168	170	174	185	192	203
Ndioum	140	152	154	156	161	174
Rosso Sénégal	92	95	99	109	113	110
Mpal	348	380	417	423	450	493
Total	4833	5014	5268	5672	5703	6024

Source : SDE

Tableau 141 : Evolution du nombre d'abonnés de la SDE entre 2005 et 2010

Commune	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Saint louis Escale	18630	19401	19890	20325	20865	21524
Richard-Toll	3521	3657	3917	4130	4205	4343
Dagana	1460	1541	1656	1802	1884	1940

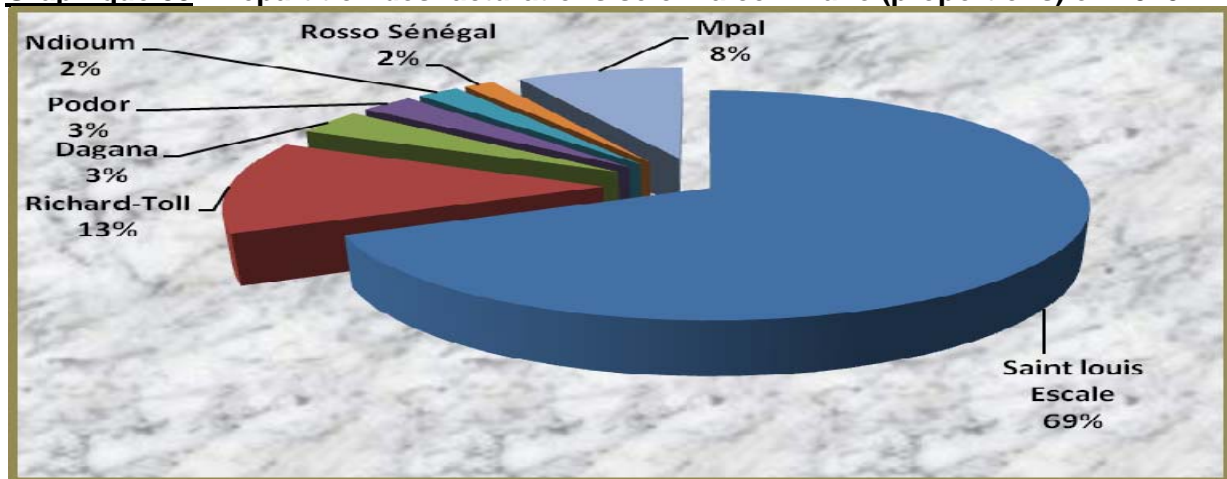
Commune	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Podor	1259	1286	1324	1371	1365	1368
Ndioum	734	766	805	876	916	924
Rosso Sénégal	660	676	769	805	845	886
Mpal	1628	1812	2074	2250	2402	2573
Total	27892	29139	30435	31559	32482	33558

Source : SDE

XIV.1.3. Les facturations d'eau de la SDE

Le montant des facturations tous types de clients confondus s'élève à la somme globale de 4082 millions pour l'ensemble des communes en 2010 soit une hausse de quelque 808 millions de FCFA en valeur absolue et 25% en termes relatifs comparativement à 2009. Cependant, des variations sont notées entre d'une part les type de clients et entre d'autre part les différentes communes. Les administrations ont payé plus de la moitié du montant des facturations en 2010 (soit 51%) et les ménages contribuent pour 44% contre 5% seulement pour les gros consommateurs. Plus des $\frac{3}{4}$ des montants perçus par la SDE au titre des facturations de l'année 2010 soit 77% proviennent de la commune de Saint-Louis.

Graphique 39 : Répartition des facturations selon la commune (proportions) en 2010



Source : SDE

Tableau 142 : Facturation d'eau selon le type de client et la commune en 2010

Commune	Ménage	Administration	Gros consommateurs	Total
Saint louis Escale	1221	1756	183	3160
Richard-Toll	231	46	24	301
Dagana	63	124	4	191
Podor	48	97	1	146
Ndioum	39	34	6	79
Rosso Sénégal	28	6	4	38
Mpal	151	16	0	167
Total	1781	2079	222	4082

Source : SDE

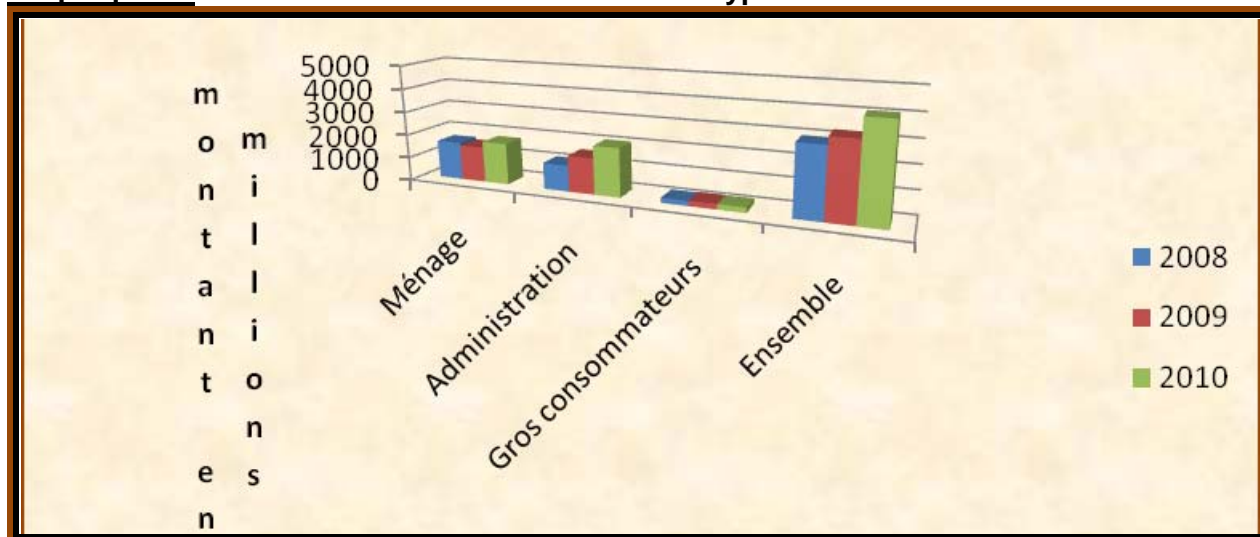
Tableau 143 : Facturation par type de consommateur entre 2008 et 2010 (Millions FCFA)

Désignations	Ménage			Administration			Gros consommateurs			Total		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010
Saint louis Escale	1194	1060	1221	951	1313	1756	167	185	183	2312	2538	3160
Richard-Toll	142	155	231	33	43	46	19	29	24	194	219	301
Dagana	51	56	63	31	67	124	6	5	4	88	128	191

Désignations	Ménage			Administration			Gros consommateurs			Total		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010
Podor	39	45	48	63	74	97	1	1	1	103	120	146
Ndioum	38	42	39	31	34	34	10	8	6	79	84	79
Rosso Sénégal	30	30	28	4	4	6	3	3	4	37	37	38
Mpal	133	137	151	7	11	16	0	0	0	140	148	167
Total	1627	1525	1781	1120	1546	2079	206	231	222	2953	3274	4082

Source : SDE

Graphique 40 : Evolution des facturations selon le type de clients entre 2008 et 2010



Source : SDE

XIV.2. Hydraulique rurale

Les analyses s'appuient sur les résultats de l'Enquête Nationale Village réalisée par l'ANSD en Mai-Juin 2009 qui visait à mesurer le niveau d'accès aux infrastructures de base. Dans le domaine de l'hydraulique rurale, il s'agissait de déterminer la proportion d'individus ayant accès à une source d'approvisionnement d'eau potable comme un robinet/borne fontaine, un forage ou un puits moderne dans le village ou à moins d'un kilomètre du village. D'une manière générale, 85,2% des populations rurales du Sénégal ont accès à l'eau potable. Même si 78,5% des populations rurales ont accès à une source d'eau potable en 2009 dans la région Saint-Louis ne devance que les régions de Kolda (69,9%), Kaffrine (76,4%) et Kaolack (77,1%).

Du point de vue accès, on note des disparités entre département mais aussi entre communautés de rurales dans un même arrondissement. Globalement le département de Saint-Louis avec plus de 95% de la population rurale ayant accès à l'eau potable présente le meilleur visage suivi de Podor (77,1%) et Dagana ferme la marche (73,2%). Les variations les plus aigues dans l'accès à l'eau dans le monde rural sont notées à l'intérieur des départements. L'accès à l'eau potable est une préoccupation majeure dans la communauté rurale d'Aéro Lao qui présente la proportion la plus faible de populations rurales ayant accès à l'eau potable soit 32,7% alors que le taux d'accès dans la communauté rurale de Boki Dialloubé (arrondissement de Saldé, département de Podor) s'élève à 98,5%.

Tableau 144 : Répartition des taux d'accès à l'eau potable par communauté rurale

Département	Arrondissement	Communauté rurale	Proportion de population ayant accès à l'eau potable
Saint-Louis	Rao	Gandon	98,3%
		NDiébène Gandiole	98,7%
		Fass Ngom	90,3%
	NDiaye	Diama	57,5%
		Ngnith	75,4%
		Ronkh	64,5%
Dagana	MBane	Bokhol	95,4%
		MBane	76,6%
Podor	Saldé	Boki Diaoubé	98,5%
		MBolo Birane	94,7%
	Gamadji Sarré	Guédé Village	80,3%
		Dodel	88,7%
		Gamadji	54,5%
	Cas-Cas	Méry	74,7%
		Médina NDiabé	53,3%
		Aéro Lao	32,7%
	Thillé Boubacar	Fanaye	96,7%
		Ndiayène Pendao	94%
		Ensemble	78,5%

Source : Enquête Village 2009

Tableau 145 Accès à l'eau potable par département en 2010

Départements	Désignation	Zone rurale	Zone urbaine
Saint-Louis	Unités de potabilisation, forages et puits forages	1	ST LOUIS 98%
	Nombre de localités ayant accès	68	NDIOCK SALL 51%
	Taux d'accès	84%	74.5%
Dagana	Unités de potabilisation, forages et puits forages	17	R.TOLL/ROSSO 62%
	Nombre de localités ayant accès	95	DAGANA 88%
	Taux d'accès	53%	75%
Podor	Unités de potabilisation, forages et puits forages	95	PODOR 100%
	Nombre de localités ayant accès	120	NDIOUM 48%
	Taux d'accès	82.5%	74%
Région	Unités de potabilisation, forages et puits forages	114	6
	Nombre de localités ayant accès	283	7
	Taux d'accès	73%	74.5%

Source : DRH

XIV.3. Energie

Aujourd'hui, l'accès à l'énergie est au cœur de la problématique de l'important développement économique que connaît le monde. Le sous-secteur de l'énergie joue un rôle transversal dans la mise en œuvre des politiques publiques. Cependant, le faible taux d'accès aux services énergétiques modernes constitue un facteur limitant le développement économique et social dès lors que d'importantes franges de la population n'ont pas toujours accès à l'énergie électrique. Une bonne politique énergétique doit viser une distribution géographique équitable en termes d'électrification entre le monde rural et la zone urbaine pour un développement durable intégrant lutte contre la paupérisation des populations et préservation de l'environnement.

XIV.3.1. La situation énergétique de la région

Le tableau ci après montre qu'en 2006 le réseau de la SENELEC couvrait 35,7% des ménages de la région de Saint-Louis contre 33,0% en 2002, soit une progression de 2,7 points en quatre ans. Il apparaît aussi une grande disparité entre le milieu rural et le milieu urbain. En effet ; les résultats des enquêtes ont montré que 79,3% des ménages urbains utilisent l'électricité de la SENELEC pour leur éclairage alors que ce taux n'est que de 9,2% en milieu rural. La lampe à pétrole artisanale constitue le second moyen d'éclairage après l'électricité de la SENELEC avec 13,0% des ménages. La lampe tempête vient en troisième position avec 2,6% de ménages utilisateurs. En milieu rural le premier mode d'éclairage constitue la lampe tempête avec 58,8% des ménages. Le bois vient en seconde position des modes d'éclairages des ménages ruraux avec une proportion de 23,4% puis vient l'électricité de la SENELEC qui couvre 9,2% des ménages du monde rural.

Tableau 146 : Mode d'éclairage des ménages en 2002 et 2006

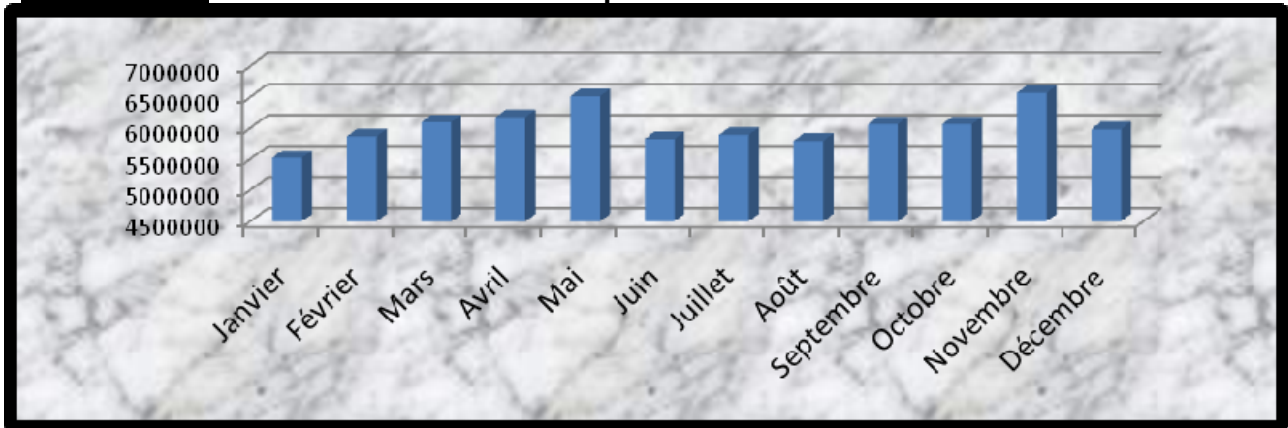
Mode d'éclairage	Année	Urbain	Rural	Total
Electricité (SENELEC)	2002	72,1%	9,3%	33,0%
	2006	79,3%	9,2%	35,7%
Groupe Electrogène	2002	0,5%	0,3%	0,4%
	2006	0,2%	0,7%	0,5%
Solaire	2002	0,2%	0,8%	0,6%
	2006	0,0%	0,6%	0,4%
Lampe à Gaz	2002	0,3%	0,2%	0,3%
	2006	0,4%	0,5%	0,5%
Lampe Tempête	2002	16,6%	54,0%	39,9%
	2006	2,6%	58,8%	37,6%
Lampe à Pétrole Artisanale	2002	7,0%	16,3%	12,8%
	2006	13,0%	2,1%	6,2%
Bougie	2002	2,7%	1,3%	1,8%
	2006	4,1%	1,7%	2,6%
Bois	2002	0,4%	17,2%	10,9%
	2006	0,0%	23,4%	14,6%
Autre	2002	0,2%	0,6%	0,4%
	2006	0,4%	2,9%	1,9%

Source : RGPH 2002 / ESPS 2006

XIV.3.2. La production moyenne d'énergie

La production moyenne d'énergie électrique pour la région de Saint-Louis s'élève à 6 031 308 KWH. L'essentiel de la production soit 86% provient du département de Saint-Louis. Les contributions de Dagana et Podor s'établissent respectivement à 8% et 6%.

Graphique 41 : Evolution mensuelle de la production d'électricité en 2010

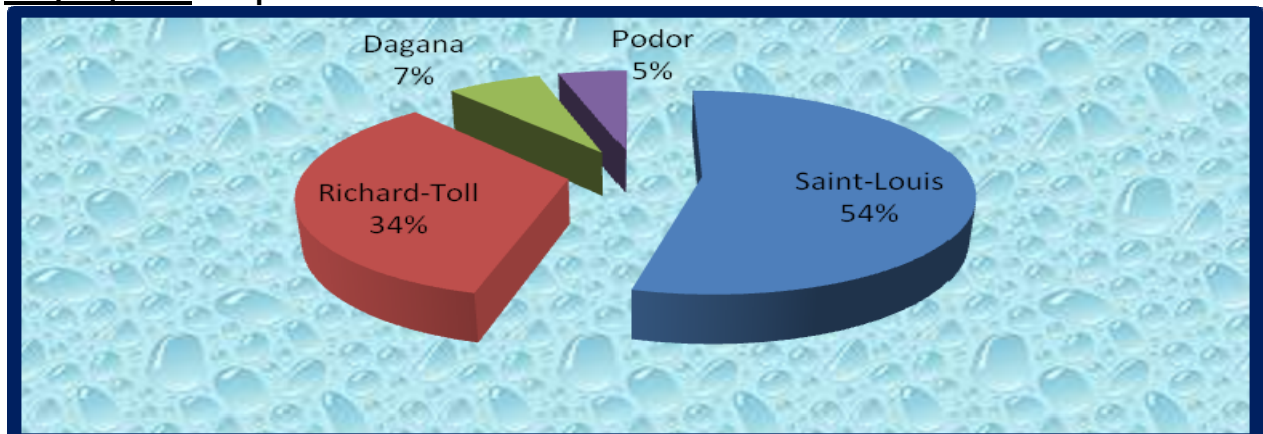


Source : SENELEC

XIV.3.3. Les abonnés de la SENELEC

Le nombre d'abonnés de la SENELEC s'élève à 60036 en 2010 contre 50007 l'année précédente soit un accroissement positif de 20% d'où un gain de plus de 10000 nouveaux clients. Plus de la moitié des clients (54%) réside dans le département de Saint-Louis. Richard-Toll fournit 34% des abonnés de la région contre 7% pour le reste du département de Dagana. Podor ne concentre que 5% des clients.

Graphique 42 : Répartition des abonnés selon la localité en 2010



Source : SENELEC

De par son rôle transversal, la place prépondérante de l'énergie électrique n'est plus à démontrer dans un processus cohérent et efficace de politique de développement économique et social. En effet, les objectifs du millénaire pour le développement seront difficilement atteints sans une satisfaction substantielle de la consommation d'énergie. C'est le défi que semble se fixer l'Etat du Sénégal dans son Document de Politique Economique et Sociale à travers les objectifs stratégiques suivants :

1. favoriser l'accès aux services énergétiques par une augmentation de capacités de production électrique et une accélération de l'électrification rurale ;
2. promouvoir la maîtrise et l'économie d'énergie à travers entre autres l'assainissement des polices de l'Etat, la création d'unités locales de fabrication et la diffusion de chauffe-eau solaires, et la promotion des équipements économes d'énergie et de substitution ;

3. améliorer le cadre de pilotage du sous-secteur de l'énergie par la poursuite de la réforme institutionnelle de la SENELEC et un renforcement du système d'information énergétique

XIV.4. Assainissement

La région de Saint-Louis et en particulier la ville de Saint-Louis fait partie des zones à risques dans le cadre des inondations. L'Office National d'Assainissement du Sénégal dispose d'une antenne régionale à Saint-Louis et participe à la gestion des problèmes d'assainissement surtout dans les grandes villes. En 2010, l'ONAS compte 5 907 branchements à l'égout au niveau de la commune de Saint-Louis, soit une progression de 0,4% par rapport à 2009. Ces branchements sont utilisés pour l'essentiel par les ménages. En effet, le nombre de ménages branchés à l'égout s'établit à 5 830 en 2010, soit 19 de plus par rapport à l'année précédente. 3 établissements publics et 2 maisons de cultes ont été branchés à l'égout durant l'année 2010.

Tableau 147 : Evolution des branchements à l'égout dans la commune de Saint-Louis de 2004 à 2010

Désignation	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Acc. (%)
Ménages	3 681	3 781	4 149	4 747	5 461	5 811	5 830	0,33%
Services Publics	28	30	32	33	33	36	39	8,33%
Maison de culte	11	12	12	12	13	18	20	11,11%
Entreprises	12	14	14	18	18	18	18	0,00%
Ensemble	3 732	3 837	4 207	4 810	5 525	5 883	5 907	0,4%
Taux acc. An (%)		3%	10%	14%	15%	6%	0,4%	

Source : Agence Régionale ONAS

Le nombre de branchements à l'égout des quartiers de la commune sont passés de 2 114 en 2009 à 2 138 en 2010, correspondant à 24 branchements supplémentaires répartis ainsi :

4. 5 branchements dans le Nord
5. 2 branchements au Sud
6. 5 branchements dans le quartier Diawling-Corniche
7. 2 branchements à Diamaguène
8. 5 branchements à Léona HLM
9. 3 branchements à Nioloffène – Cité Niakh
10. et 2 branchements dans les autres quartiers

Tableau 148 : Evolution des branchements à l'égout par quartier de 2004 à 2010

Désignations	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Taux acc. (%)
Ndar-Toute	9	12	35	41	67	81	81	0,00
Nord	21	31	47	59	74	92	97	5,43
Sud	14	21	23	30	40	42	44	4,76
Sor Nord (Diawling-Corniche)	10	22	60	88	127	171	176	2,92
Balacoss	23	39	74	94	134	158	158	0,00
Diamaguène	11	42	115	441	739	836	838	0,24
Léona HLM	16	33	101	303	496	649	654	0,77
Eaux claires diaminar	2	10	22				0	
Darou	0	0	0	0	0		0	
Ndioloffène cité Niakh	5	6	65	67	79	85	88	3,53%
Autres quartiers							2	#DIV/0!
Ensemble	111	216	542	1123	1756	2114	2138	1,14%
Nombre de branchements supplémentaires.		105	326	581	633	358	24	

Source : Agence Régionale ONAS

En 2010, la longueur du réseau des eaux usées et celui des eaux pluviales de la commune reste constante avec 54 km de réseau d'eaux usées et 12,7 Km pour les eaux pluviales. Le quartier de Darou qui n'était pas connecté au réseau de branchement à l'égout, bénéficie de 07 Km de réseau et 1000 branchements avec le projet de PAUDA/SL qui va être finalisé en 2011.

Tableau 149 : Evolution de la longueur du réseau de 2006 à 2009 (unité en mètre)

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010
Longueur réseau eaux usées	4000	4270	50000	54 000	54 000
Longueur réseau eaux pluviales	6226	12700	12700	12 700	12 700

Source : Agence Régionale ONAS

Conclusion

La région de Saint Louis a réalisé des gains importants dans le domaine de l'accès à l'eau potable, à l'énergie et à l'assainissement grâce aux programmes mis en place mais force est de reconnaître des disparités entre d'abord le milieu urbain et la zone rurale mais ensuite et surtout entre les communautés rurales. Pour l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain, il demeure urgent de procéder à l'extension du réseau de distribution pour couvrir les zones péri urbaines mais aussi de consolider l'existant. La redynamisation de la politique des branchements sociaux serait d'un apport considérable pour permettre aux couches vulnérables d'avoir un accès adéquat à l'eau potable. Cependant, au regard des normes établies par l'OMS avec un objectif de 35 litres d'eau par jour et par habitants, des efforts restent encore à faire.

Par ailleurs, sans une augmentation des capacités de production électrique et une accélération soutenue de l'électrification y compris dans les zones les plus reculées, la région tardera à décoller pour apporter la pleine mesure de sa contribution à l'augmentation du Produit Intérieur Brut du Sénégal.

11. COMMERCE

Introduction

Le commerce occupe une place importante dans les activités de la région de par sa position géographique et est largement dominé par l'informel. Les statistiques sur le commerce extérieur c'est-à-dire les échanges entre la région de Saint Louis et les autres régions ou les pays voisins, faisant défaut, nous nous focaliserons exclusivement sur le commerce intérieur. Il sera question dans ce chapitre d'analyser les statistiques sur les activités commerciales et le comportement des prix de certains produits de consommation.

XV.1. Environnement du secteur commercial

L'enquête de suivi de la pauvreté réalisée en 2005/2006 a montré que le secteur du commerce emploie 20,7% de la population active de la région de Saint-Louis. Ce chiffre atteste l'importance du secteur dans l'économie régionale. Malgré cette importance le secteur est caractérisé par la prédominance de l'informel. Le rapport a aussi indiqué que 27,7% de la population active du département de Saint-Louis évoluait dans le secteur du commerce. Ce taux est de 17,5% dans le département de Dagana et 17,4% dans le département de Podor.

XV.1.1. Situation des activités commerciales

De par ses contours géographiques, la région de Saint Louis présente un environnement commercial disparate. En 2010, le Service Régional du Commerce a dénombré 2 entreprises commerciales dont 61% se trouvant dans le département de Saint-Louis, 18% dans le département de Dagana et 21% dans le département de Podor. Cela révèle que les points de vente sont plus concentrés dans le département de Saint Louis comparativement aux autres départements. Ces entreprises commerciales sont essentiellement constituées de boutiques de détail (92%), ensuite de grossistes et demi-grossistes, de boulangeries, de pharmacies avec chacun 2% et des stations de service (1%).

Tableau 150 : Situation des secteurs d'activités commerciales

Secteurs d'activités	TOTAL 2009	Saint - Louis	Dagana	Podor	TOTAL 2010	Part
Boutiques de détail	1 853	1 205 61%	350 18%	413 21%	1 968	92%
Grossistes et Demi grossistes	43	21 45%	12 26%	14 30%	47	2%
Boulangeries	49	34 72%	9 19%	4 9%	47	2%
Pharmacies	37	25 60%	9 21%	8 19%	42	2%
Stations services	26	11 41%	8 30%	8 30%	27	1%
Total	2 008	1 296 61%	388 18%	447 21%	2 131	100%

Source : Service Régional du Commerce

En plus de ces points de vente, les marchés permanents et hebdomadaires constituent aussi d'importants lieux d'échanges commerciaux. Comparativement à l'année précédente, quatre autres marchés ont été créés, ramenant ainsi les marchés permanents à 12 et les marchés hebdomadaires à 27 dans la région. La répartition des marchés permanents est relativement équilibrée entre les trois départements de la région dont 5 dans le département de Podor, 4 dans le département de Dagana et 3 dans le département de Saint Louis. S'agissant des marchés hebdomadaires, 19 sur les 27 que compte la région se trouvent dans le département de Podor, 6 dans le département de Dagana et 2 dans le département de Saint Louis.

Tableau 151 : Situation des marchés

Type de marché	Total 2009	Saint Louis	Dagana	Podor	Total 2010
Marché permanent	10	3	4	5	12
Marché hebdomadaire	25	2	6	19	27

Source : Service Régional du Commerce

XV.1.2. Activités des services du commerce

La protection du consommateur est une préoccupation majeure de la politique commerciale de l'Etat qui a pour mission de veiller au bon fonctionnement du marché intérieur, de garantir la transparence des transactions et la sécurité des consommateurs. A ce titre, le Service Régional du Commerce doit entre autres, veiller au respect d'une concurrence saine et loyale, à l'approvisionnement correct du marché notamment en biens de consommation courante et mettre en œuvre des mesures propres à assainir et à moderniser les circuits de distributions.

1. Infractions

Afin de protéger les consommateurs contre les produits impropres à la consommation et contre la pratique de prix illicites ainsi que d'autres formes d'infraction, les services du commerce effectuent des visites de surveillance et de contrôle auprès des commerçants. 645 infractions ont été commises dans la région en 2010 dont 284 dans le département de Saint-Louis, 174 dans le département de Dagana et 187 dans le département de Podor. La pratique de prix illicite représente 39% des infractions, suivies de l'infraction aux règles de facturations (37%) et de la tromperie sur la qualité (19%). L'infraction à la règle de métrologie est la moins courante avec 6% des cas. Ces infractions concernent les produits d'une valeur estimée à plus de 10 millions de Francs CFA

Tableau 152 : Infractions constatées par type lors des visites de surveillance et de contrôle en 2010

Nature de l'infraction	Saint Louis	Dagana	Podor	Total région	%
Pratique de prix illicite(PPI)	138	81	32	251	39%
Infraction aux règles de facturations(IRF)	65	77	94	236	37%
Tromperie sur la qualité(TQ)	54	13	53	120	19%
Infraction aux règles de la métrologie	27	3	8	38	6%
Total	284	174	187	645	100%

Source : Service Régional du Commerce

Tableau 153 : Résultats des visites de surveillance en 2010

Département	Nombre de PV	Montants
Saint Louis	284	5 964 000
Dagana	174	2 302 000
Podor	187	2 110 000
Total	645	10 376 000

Source : Service Régional du Commerce

2. Contrôle de qualité des produits

Dans le cadre de l'assainissement des circuits de distributions afin de lutter contre la consommation malsaine, le Service Régional du Commerce a retiré dans les départements Dagana, Podor et Saint Louis un stock de 3,74 tonnes de produits impropres à la consommation humaine et animale. Conformément aux objectifs de la lutte contre la grippe aviaire, 120kg de cuisses de poulets ont été retirés du marché régional. Le 28 mai 2010, une séance de destruction de 1, 645 tonnes de ces produits alimentaires prohibées a été effectuée au centre d'enfouissement technique de Gandon.

3. Lutte contre la fraude et la contrefaçon

Dans le cadre de la lutte contre la fraude et la contrefaçon, une quantité importante de cigarettes et de piles électriques frauduleuses ou contrefaites ont été saisies dans la région de Saint Louis. Il s'agit de 4 264 paquets de cigarettes des marques American Legend, Slim et Congress pour une valeur de 1 321 200 Francs CFA. En 2010, 25 335 piles électriques ont été saisies pour une valeur de 1 864 075 Francs CFA.

Tableau 154 : Etat des cigarettes saisies en 2010

Lieu de saisie	Marque et valeur monétaire					
	American Legend		Slim		Congress	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Saint Louis	1 988	596 400	90	45 000	-	-
Dagana et Podor	1 856	532 800	-	-	410	123 000
Total	3 844	1 153 200	90	45 000	410	123 000

Source : Service Régional du Commerce

Tableau 155 : Etat des piles électriques saisies en 2010

Lieu de saisie	Type de piles							
	R 20		R 6		R 3		R 14	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Saint Louis	738	127 400	4 127 3 120 Hc	309 525 234 000	6 693	167 325	24	1 200
Dagana et Podor	3 790	336 250	3 801	285 075	2 032	50 800	1 020	25 500
Total	4 518	790 650	11 048	828 600	8 725	218 125	1 044	26 700

Source : Service Régional du Commerce

4. Iodation du sel

Un suivi permanent est consacré au Programme d'iodation du sel en partenariat avec la cellule de lutte contre la malnutrition (CLM). A cet effet, les résultats des tests au niveau des distributeurs et auprès des producteurs dans les zones de Gandon et Gandiol ont donné les résultats illustrés dans le tableau ci-après.

Tableau 156 : Tests réalisés en 2010

Départements	Nombre de tests	Tests 330 ppm	Tests 30 ppm	Pourcentage
Dagana	393	387	6	98%
Podor	336	233	103	69%
Saint Louis	622	387	235	62%
Total	1 351	1 007	344	75%

Source : Service Régional du Commerce

XV.2. Situation des prix des produits à la consommation

Les services du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) suivent les prix des produits céréaliers et des légumineuses tout au long de l'année, le Comité National des Hydrocarbures (CNH) fixe mensuellement les prix des produits énergétiques et les services régionaux de la statistique et de la démographie suivent quotidiennement les prix des biens et services retenus dans le cadre de l'indice national des prix à la consommation.

XV.2.1. Prix des céréales

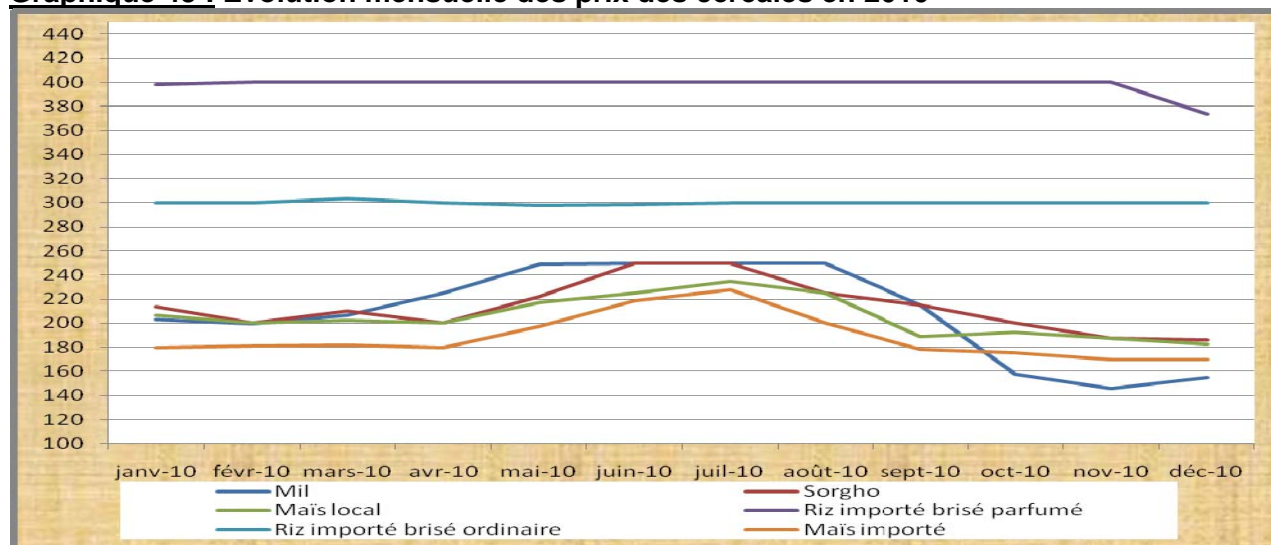
En 2010, les prix moyens de toutes les céréales ont connu des baisses comparativement à 2009, à l'exception du maïs. En effet, le maïs local a enregistré une hausse de prix de 2,5% et le maïs importé de 3,7% par rapport à 2009. Le prix moyen annuel du kilogramme du mil s'est établi à 209 FCFA en 2010 contre 214 FCFA en 2009, soit une baisse annuelle de 2,5%. Les prix moyens annuels du sorgho, du riz importé brisé parfumé, du riz importé brisé ordinaire ont connu des baisses respectives de 1,6%, 1,5% et 4,4% par rapport à 2009.

Tableau 157 : Evolution des prix des céréales entre 2009 et 2010 (en FCFA/Kg)

	Moy.09	janv-10	févr-10	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10	juil-10	août-10	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	Moy.10	Var 10/09
Mil	214	203	199	206	225	249	250	250	250	215	158	146	155	209	-2,5%
Sorgho	217	213	200	210	200	222	250	250	225	215	200	188	186	213	-1,6%
Maïs local	200	206	200	203	200	218	225	235	225	189	193	188	183	205	2,5%
Riz importé brisé parfumé	404	398	400	400	400	400	400	400	400	400	400	400	373	398	-1,5%
Riz importé brisé ordinaire	314	300	300	304	300	298	299	300	300	300	300	300	300	300	-4,4%
Maïs importé	182	180	181	182	180	198	219	228	200	178	176	170	170	188	3,7%

Source : CSA

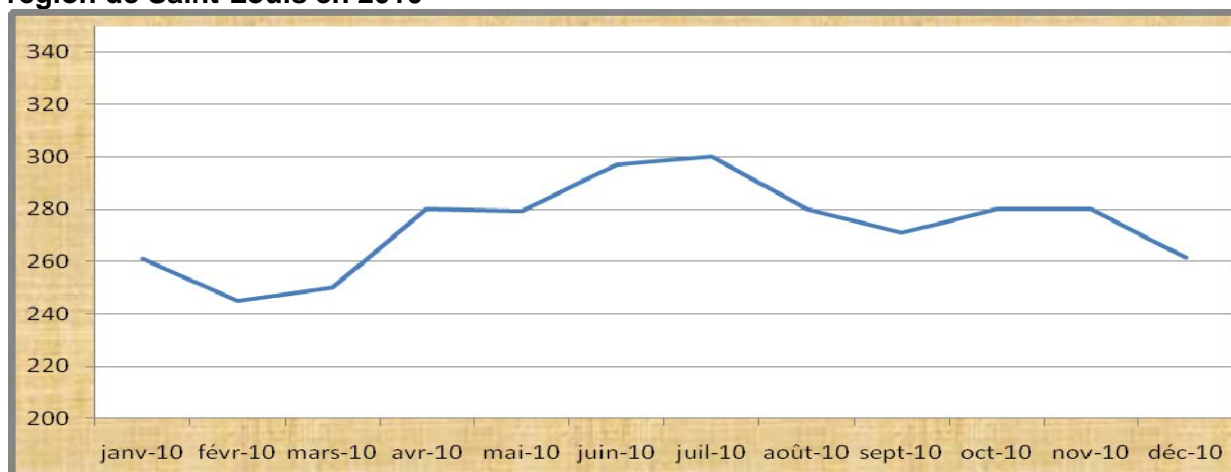
Graphique 43 : Evolution mensuelle des prix des céréales en 2010



Source : CSA

Le graphique ci-dessus montre aussi que le prix du riz est plus élevé que celui des autres céréales et la hausse des prix des céréales locales s'observent pendant l'hivernage qui correspond à une contraction de l'offre. L'après hivernage est caractérisé par de baisses sensibles des prix de ces produits. En effet, cette période correspond à la récolte synonyme d'importantes hausses de l'offre des céréales locales. Le riz importé a affiché une plus grande stabilité de prix tout au long de l'année à part la légère baisse enregistré sur le riz importé brisé parfumé entre novembre et décembre 2010.

Graphique 44 : Evolution mensuel du prix à la production du riz local décortiqué dans la région de Saint-Louis en 2010



Source : CSA

La région de Saint-Louis fournit une importante contribution à la production nationale de riz. Les prix à la production font partie des déterminants essentiels de l'accroissement de la quantité de riz produite. Le prix moyen à la production du riz local décortiqué a légèrement baissé (1,8%) passant de 279 FCFA le kilogramme en 2009 à 274 FCFA en 2010. Tout au long de l'année 2010, les prix à la production du riz local décortiqué ont fluctué entre 245 FCFA le kilogramme (mois de février) et 300 FCFA (mois de juillet).

XV.2.2. Prix des légumineuses

En 2010, les prix moyens annuels des légumineuses, notamment la coque d'arachide et le niébé, ont augmenté comparativement à l'année 2009. Tandis que le prix moyen annuel de l'arachide décortiqué a baissé de 3% passant de 519 FCFA le kilogramme en 2009 à 503 FCFA en 2010. Avec une hausse annuelle de prix de 33,2% en 2010, le niébé a enregistré la plus forte augmentation de prix.

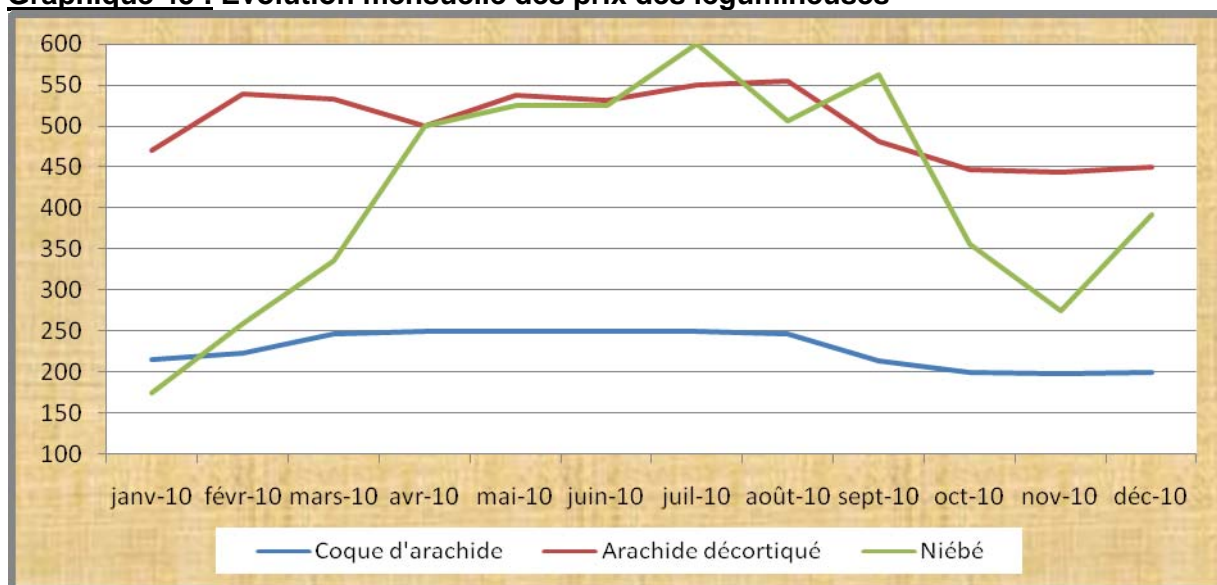
Tableau 158 : Evolution des prix des légumineuses entre 2009 et 2010 (en FCFA/Kg)

	Moy.09	janv-10	févr-10	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10	juil-10	août-10	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	Moy.10	Var 10/09
Coque d'arachide	215	215	222	247	250	250	250	250	247	-	-	-	-	241	12,4%
Arachide décortiqué	519	471	538	533	500	538	531	550	556	481	447	444	450	503	-3,0%
Niébé	314	175	258	335	500	525	525	600	506	563	356	275	392	418	33,2%

Source : CSA

L'analyse de l'évolution mensuelle des prix des légumineuses en 2010, montre une très grande volatilité du prix du niébé comparé aux autres spéculations.

Graphique 45 : Evolution mensuelle des prix des légumineuses



Source : CSA

XV.2.3. Prix des produits halieutiques

Au cours de la période sous revue, la rareté des ressources halieutiques a été à l'origine de la hausse des prix observée sur certaines variétés de poissons. A l'exception du Capitaine séché salé, de la Carpe et du Pageot, toutes les autres variétés de poissons ont enregistré des hausses de leur prix en 2010. La sole fraîche a enregistré une hausse de 20,6%, passant de 1 209 FCFA le kilogramme en 2009 à 1 458 FCFA en 2010. Le prix du kilogramme de la dorade rose est passé de 1 314 FCFA à 1 401 FCFA, soit un accroissement annuel de 6,6%. La variété rouget a enregistré une hausse de 6,9% comparativement à l'année précédente. De même, les variétés sardinelles fraîches et sardinelles fumées ont enregistré des hausses respectives de prix de 52,6% et 34% en 2010.

Tableau 159 : Evolution des prix du kilogramme des variétés de poissons frais et transformés

Nom produit	Moy 09	janv-10	févr-10	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10	juil-10	août-10	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	Moy.10	Var 10/09
Sole fraîche	1209	1225	1350	1800	1450	1400	1400	1425	1450	1500	1500	1450	1550	1458	20,6%
Capitaine séché salé (Guedj beurre)	2590	2842	2633	1969	2610	2201	2378	2722	2169	1682	1905	2312	2885	2359	-8,9%
Carpe	1169	1031	1143	946	716	733	1450	979	1173	1156	1043	1136	1379	1074	-8,1%
Dorade rose (diarègne)	1314	1286	1437	1393	1055	1150	1413	1196	1560	1777	1584	1436	1523	1401	6,6%
Pageot ("youfouf")	966	915	912	844	761	682	848	1041	737	1279	953	1048	982	917	-5,1%
Rouget	891	984		1108	954	907	627	984	817	1315	710	1017	1054	952	6,9%
Sardinelles fraîches	166	162	228	139	116	69	203	357	347	465	401	285	268	253	52,6%
Sardinelles fumées (Kethiath)	331	298	275	280	270	243	278	470	427	806	800	492	686	444	34,0%
Crevettes fraîches	-	4464	5074	4778		5814	6542	6098	5682	-	-	-	-	5493	-

Conclusion

Le commerce est une activité économique importante pour la région de Saint-Louis, vu la part de la population active qui évolue dans le secteur et la position géographique de la région. En 2010, les prix des produits agricoles, des produits halieutiques et énergétiques ont enregistré des hausses considérables. L'augmentation de prix de ces produits pourrait constituer un handicap social au cas où les revenus des ménages n'augmentent pas dans le même sens.

5. FINANCES PUBLIQUES

Introduction

Pour l'exécution des opérations financières de l'Etat tant en recettes qu'en dépenses, le Trésor est au cœur du dispositif et constitue un lien entre l'administration et les usagers et a pour mission de recouvrer les fonds publics au profit de l'Etat, des collectivités et des Etablissements publics locaux, de contrôler et d'exécuter des dépenses, et de contrôler l'utilisation des fonds publics. Ainsi, les services du trésor public jouent un rôle central dans le fonctionnement de l'administration publique, parapublique et des collectivités locales. A l'échelle de la région, la trésorerie paierie régionale (TPR) couvre les trois départements de Saint-Louis et la région de Matam. La région compte en plus de la TPR, deux perceptions dans les départements de Dagana et de Podor. Les recouvrements de recettes au profit de l'Etat et des collectivités locales sont assurés par la TPR en rapport avec d'autres services de l'administration publique.

XVI.1. Le recouvrement des recettes

XVI.1.1. Les impôts directs

1. Recouvrement des impôts sur le revenu

L'impôt est une perception pécuniaire obligatoire perçue par l'Etat et les collectivités publiques. L'impôt a pour but de couvrir les dépenses publiques et ses interventions économiques et sociales. Sur des prévisions de recettes de plus de 550 millions pour l'année 2010, 87 millions seulement ont été recouverts au titre d'impôts sur le revenu soit un taux de recouvrement global de 16%, le double de l'année précédente. Même si Podor présente le taux le plus important en 2010 (32%) devant Saint-Louis (16%) et Dagana (10%), ce poste comptable ne mobilise que 13% des recettes recouvrées au niveau régional contre 15% et 72% respectivement pour Dagana et le TPR de Saint-Louis. Pour la période 2007-2010, les taux de recouvrement ont évolué en dents de scie avec un « pic » de 42% en 2008 et un minimum de 8% pour l'année 2009. Le faible niveau général des recouvrements en 2009 peut trouver une explication dans la chute drastique des taux concernant le TPR et le Poste Comptable de Dagana qui sont passés respectivement de 52% à 7% et de 75% à 15% entre 2008 et 2009.

Graphique 46 : Evolution du taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu entre 2007 et 2010

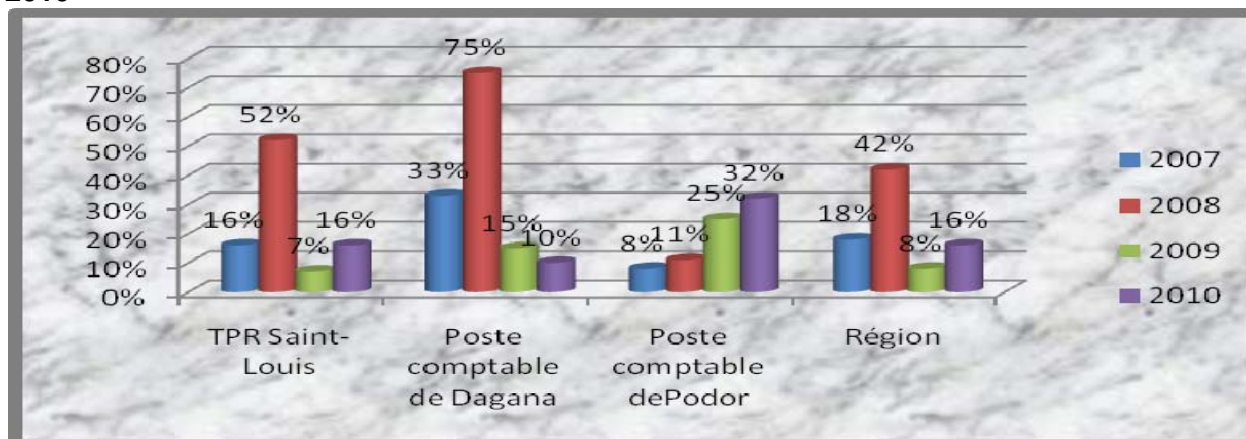


Tableau 163 : Taux de recouvrement des impôts sur le revenu entre 2007 et 2010

Années	TPR Saint-Louis	Poste comptable de Dagana	Poste comptable de Podor	Région
2007	16%	33%	8%	18%
2008	52%	75%	11%	42%
2009	7%	15%	25%	8%
2010	16%	10%	32%	16%

Source : TPR Saint-Louis

2. Recouvrement de la Contribution Globale Unique (CGU)

Pour des raisons de simplification et d'encadrement des Petites et Moyennes Entreprises, la réforme du système fiscal intervenue en 2004 a donné le jour à la CGU, un impôt synthétique qui s'est fixé les objectifs suivants :

1. Permettre aux petites entreprises de s'acquitter en une seule fois et définitivement de leurs obligations fiscales ;
2. Favoriser le civisme fiscal, élargir l'assiette et adapter la fiscalité aux petites unités économiques
3. Permettre, du fait de sa conception synthétique, une réduction des coûts de gestion de l'impôt et améliorer l'efficacité administrative,

La CGU est la synthèse de six(6) impôts différents à savoir :

1. L'impôt sur le revenu assis sur les bénéfices industriels et commerciaux ;
2. L'impôt du minimum fiscal ;
3. La contribution des patentes ;
4. La contribution des licences ;
5. La Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
6. La contribution forfaitaire à la charge des employeurs ;

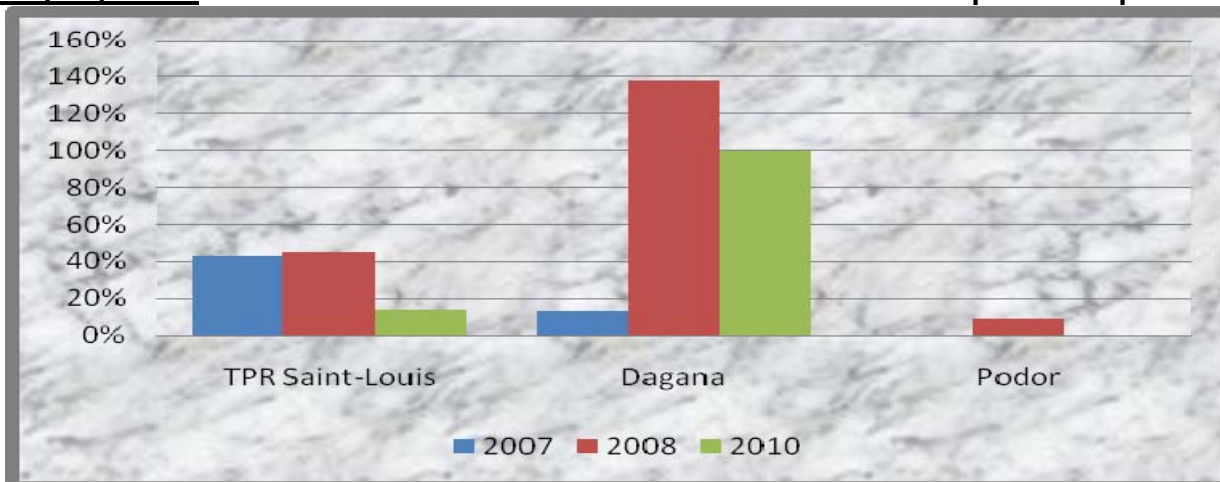
Au titre de la CGU, les recettes recouvrées en 2010 s'élèvent à 17978600 FCFA dont 77% vient du poste comptable de Dagana qui a recouvert intégralement la CGU conformément aux prévisions. Les contributions du TPR de Saint-Louis et du Poste comptable de Podor sont évaluées à 21% et 2% respectivement. Le taux de recouvrement global pour l'année 2010 s'établit à 57% contre 77% en 2009. Les montants recouverts pour la CGU en 2010 ont connu une baisse de 27% au niveau régional avec des disparités selon le poste comptable. Dagana a enregistré une hausse de 109% contre des baisses respectives de 77% et de 81% pour Saint-Louis et Podor.

Tableau 164 : Recouvrement de la Contribution Globale Unique (GGU)

Années	TPR Saint-Louis	Dagana	Podor	Région
2007	43%	13%	0%	21%
2008	45%	138%	9%	77%
2010	14%	100%		57%

Source : TPR Saint-Louis

Graphique 47 : Evolution du taux de recouvrement de la CGU selon le poste comptable



Source : TPR Saint-Louis

7. Recouvrement des acomptes provisionnels

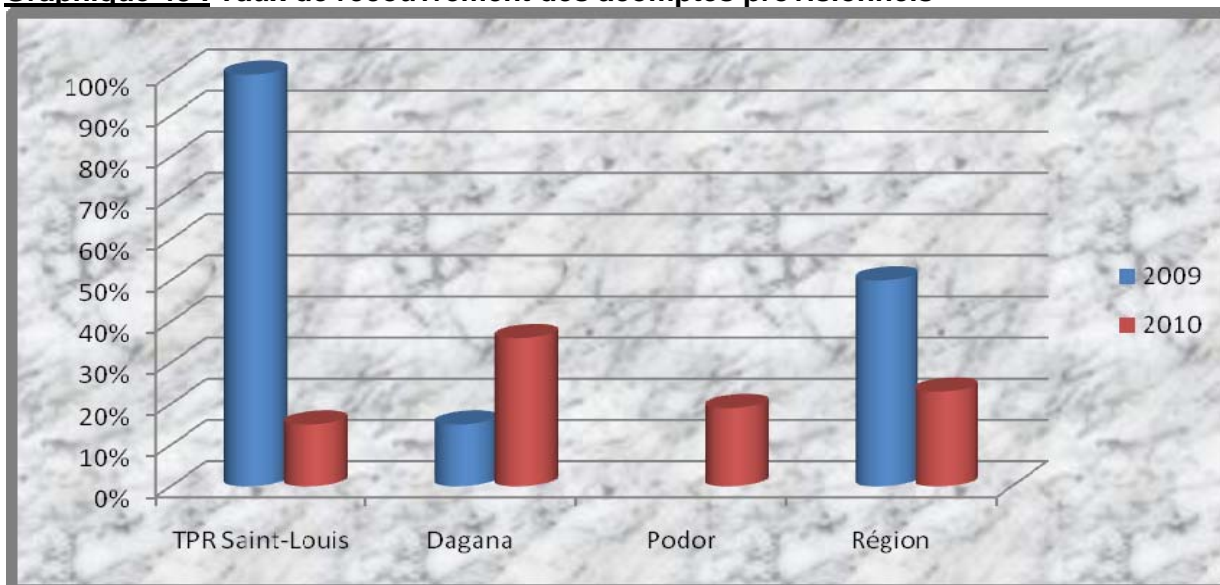
En matière d'impôt sur le revenu, l'acompte provisionnel est une somme versée au Trésor par le contribuable correspondant à une fraction de l'impôt normalement dû et déterminée en fonction du montant de l'impôt de l'année précédente. En 2010, la somme de 46314269 FCFA a été versée dans les caisses du trésor par les contribuables au titre des acomptes provisionnels soit un accroissement positif de 23% par rapport à l'année dernière. Cependant pour la même période, le taux de recouvrement a chuté passant de 50% en 2009 à 23% en 2010. L'essentiel des acomptes provisionnels soit 84% est versé est TPR de Saint-Louis en 2010, Dagana et Podor ne mobilisant que 13% et 3% respectivement.

Tableau 165 : Taux de recouvrement des acomptes provisionnels

Années	TPR Saint-Louis	Dagana	Podor	Région
2009	100%	15%		50%
2010	15%	36%	19%	23%

Source : TPR Saint-Louis

Graphique 48 : Taux de recouvrement des acomptes provisionnels



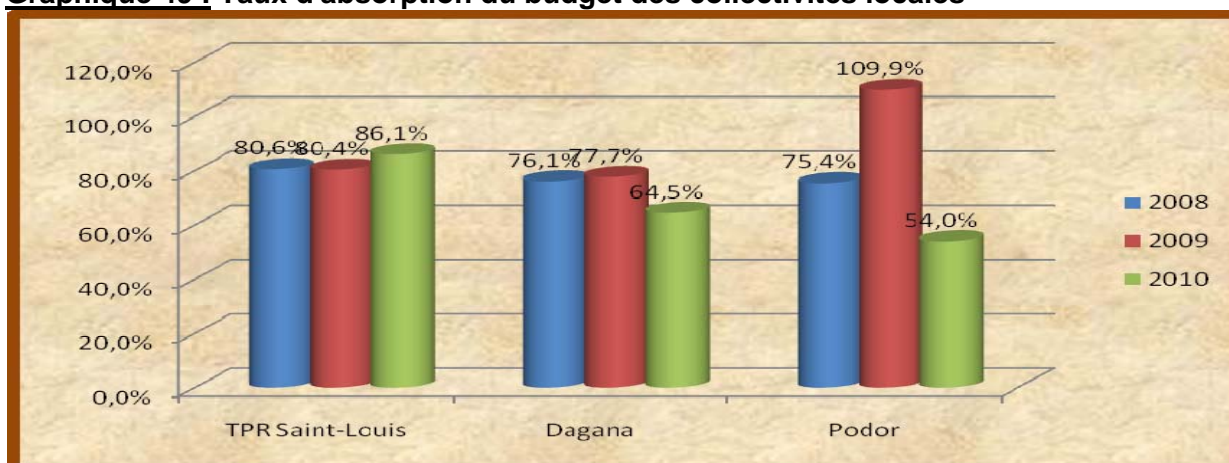
Source : TPR Saint-Louis

Tableau 166 : Recouvrement Taux d'absorption des budgets des collectivités locales

	TPR Saint-Louis	Dagana	Podor	Région
2008	80,6%	76,1%	75,4%	77,9%
2009	80,4%	77,7%	109,9%	83,4%
2010	86,1%	64,5%	54,0%	70,3%

Source : TPR Saint-Louis

Graphique 49 : Taux d'absorption du budget des collectivités locales



Source : TPR Saint-Louis

XVI.1.2. Les impôts indirects

Les recettes provenant des régies sont évaluées à la somme globale de 3 616 238 732 FCFA pour l'année 2010 soit une augmentation de 16,8% en termes relatifs et 518 950.466 FCFA en valeur absolue. Le poste comptable de Dagana fournit l'essentiel des recettes des régies (88%). Saint-Louis et Podor ont contribué respectivement pour 8% et 4% des recettes recouvrées. La Douane est la principale pourvoyeuse de recettes avec une contribution de 95,5% en 2010.

Tableau 167 : Recouvrement de recettes par les régies

Poste Comptable	Régie	Montant 2009	Montant 2010
Saint-Louis	Compagnie de Gendarmerie	49345500	46372500
	Commissariat de Police	1244000	15519500
	Subdivision des Douanes	50659889	142397904
	Inspection des Eaux et Forêts	22585035	27302783
	Service Régional du Commerce	5289660	6071950
	Brigade d'Hygiène	3759000	5598000
	Parc des oiseaux de Djoudj	25087000	26704000
	Mine et géologie	10908636	7753728
	Parc de la Langue de Barbarie	944000	764000
	Parc National de Gueumbeul	1674000	1461000
	Centre des Services Fiscaux	77485129	14514817
CRDS	117000	101100	
Total Saint-Louis		249098849	294561282
Dagana	Eaux et Forêts	6071655	4544850
	Commerce	2313000	0
	Douanes	2636720998	3175006090
Total Dagana		2645105653	3179550940
Podor	Commerce		2110000
	Eaux et Forêts		2611000
	Douanes		137405510
Total Podor		203073764	142126510
Total Région		3097288266	3616238732

Source : TPR Saint-Louis

XVI.1.3. Les recettes recouvrées par le service des impôts

L'année 2010 fut marquée par une augmentation de 11% de l'assiette fiscale recouvrée par la Direction des impôts de Saint Louis. En effet, le niveau des recettes passe de 1,7 milliards de FCFA en 2009 à plus de 1,9 milliards de FCFA en 2010 imputable essentiellement à l'augmentation de la TVA hors pétrole et des droits d'enregistrement.

Tableau 168 : Recettes recouvrées au niveau de la DRID entre 2009 et 2010

CATEGORIE	MONTANT		Part en (%)	Taux d'accroissement (en %)
	2009	2010		
IRVM/IRC ET TPV	7 881 649	22 247 187	1%	182%
Droits d'enregistrement	210 636 956	269 082 780	14%	28%
Conservation foncière	18 532 354	33 403 257	2%	80%
Droit de timbre	162 031 777	135 994 482	7%	-16%
Taxe sur véhicules	107 080 500	92 635 500	5%	-13%
revenus domaine	168 365 071	171 923 819	9%	2%
TVA hors pétrole	965 551 483	1 167 808 100	61%	21%
Régie de recettes	69 603 480	9 579 497	1%	-86%
Total Réalisations	1 709 683 270	1 902 674 622	100%	11%

Source : Direction régionale des Impôts et domaines

XVI.2. Les dépenses exécutées

Les dépenses totales exécutées dans la région ont évoluées de 5% en passant de 4,7 milliards de FCFA en 2009 à 4,9 milliards de FCFA en 2010. L'évolution des dépenses est imputable à l'augmentation des dépenses exécutées dans les départements de Dagana et Podor mais atténuée par la baisse au niveau du département de Saint Louis. Il faut noter aussi que les dépenses suivent les mêmes tendances que les recettes.

Tableau 169 : Recettes recouvrées

	Année	Recettes		Dépenses	
		Montant	Variation	Montant	Variation
Saint-Louis	2008	2 800 154 161		2 256 991 889	
	2009	3 261 365 879	16%	2 621 584 180	16%
	2010	2 778 747 775	-15%	2 392 763 056	-9%
Dagana	2008	1 933 992 323		1 471 782 578	
	2009	1 684 744 110	-13%	1 309 688 891	-11%
	2010	2 466 362 015	46%	1 589 972 763	21%
Podor	2008	1 623 077 189		1 224 307 528	
	2009	740 759 515	-54%	813 965 891	-34%
	2010	1 827 281 139	147%	986 446 233	21%
Totaux	2008	6 357 223 673		4 953 081 995	
	2009	5 686 869 504	-11%	4 745 238 962	-4%
	2010	7 072 390 929	24%	4 969 182 052	5%

Source : TPR Saint-Louis

8. HYGIENE

Introduction

« Prévenir, plutôt que guérir ». Pour préserver un environnement sain, éradiquer les maladies transmissibles et assurer une veille épidémiologique, le Service d'hygiène joue un rôle d'avant-garde et d'alerte. La Direction de l'Hygiène Publique a pour mission l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de santé, en matière d'hygiène. Elle est, en outre, chargée du contrôle sanitaire aux frontières, de la promotion des règles d'hygiène, ainsi que de l'élaboration et du contrôle de l'application de la réglementation en matière d'hygiène. Le Code de l'hygiène du Sénégal stipule en son article L.60 que : « Sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la législation de l'hygiène :

- les officiers de l'hygiène ou ingénieurs du génie sanitaire,
- les techniciens supérieurs du génie sanitaire,
- les sous-officiers de l'hygiène,
- les agents d'hygiène,
- les agents appartenant à des administrations autres que celle du Service National de l'Hygiène et qui ont été commissionnés par le Ministre chargé de la Santé Publique.

XVII.1. Le personnel de la Brigade Régionale d'Hygiène

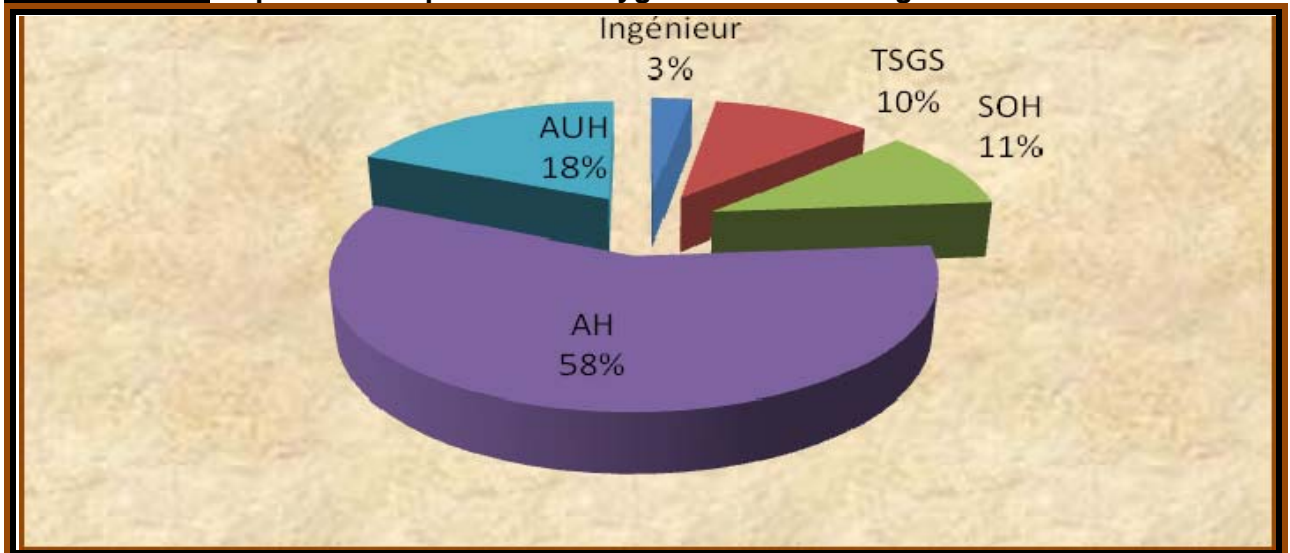
Le personnel de la Brigade Régionale d'Hygiène, toutes catégories confondues, s'élève à 38 agents en 2010 soit une augmentation de cinq(5) agents par rapport à 2009 (15%). La Brigade Centrale et la Sous Brigade de Saint-Louis concentrent plus de la moitié des effectifs (55%) avec respectivement 34% et 21% du personnel d'Hygiène. Le reste du personnel est réparti entre les départements de Dagana avec 24% (Richard-Toll 13% et Dagana 11%) et de Podor 21% (soit 16% à la SBH de Podor et 5% à Pété). La plus importante proportion du personnel est composée d'Agents d'Hygiène (58%). Les auxiliaires, Sous-officiers et TSGS représentent plus du tiers des effectifs (39%) avec des proportions respectives de 18%, 11% et 10%. L'examen de la répartition du personnel suivant les services montre que les Agents d'hygiène constituent 85% des effectifs de la Brigade Centrale et 75% à la SBH de Dagana. Ailleurs, cette proportion varie entre 50% à la SBH de Saint-Louis à 33% pour la SBH de Podor en passant à 40% à Richard-Toll.

Tableau 170 : Répartition du personnel de la BRH par catégorie

Catégories	Ingénieur	TSGS	SOH	AH	AUH	Total
Brigade centrale	1	1	0	11	0	13
SBH de SL	0	0	1	4	3	8
SBH de RT	0	1	1	2	1	5
SBH de Dagana	0	1	0	3	0	4
SBH de Podor	0	1	1	2	2	6
SBH de Pété	0	0	1	0	1	2
Total	1	4	4	22	7	38

Source : Service d'hygiène

Graphique 50 : Répartition du personnel d'hygiène selon la catégorie

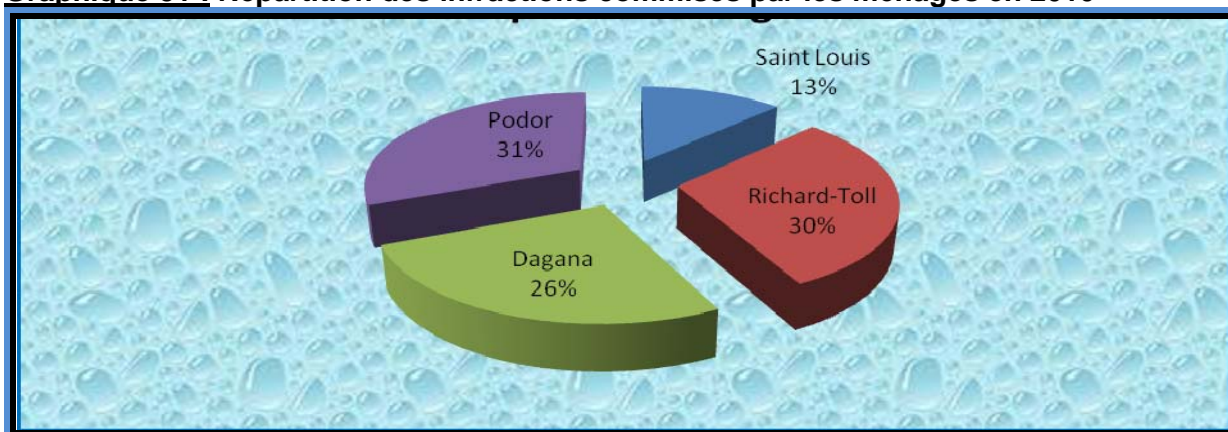


Source : Service d'hygiène

XVII.2. Infractions constatées lors des visites domiciliaires

Au cours de l'année 2010, les infractions constatées par le Service d'Hygiène s'établit à 8724 soit une augmentation absolue de 1737 soit 25% en termes relatifs par rapport à 2009 qui était de 6987 infractions. La distribution des infractions constatées dans les ménages de la région suivant la Sous -brigade montre des disparités. Les plus importantes proportions d'infractions sont relevées au niveau de Podor avec 31% et Richard-Toll (30%), Dagana suit avec 26%. Il faut noter le faible niveau des infractions à Saint-Louis (13%). La fréquence des visites domiciliaires, l'existence d'un système correct de ramassage des ordures, d'un réseau d'assainissement et des causeries de sensibilisation pour la prévention peuvent justifier la faible proportion d'infractions à Saint-Louis malgré son poids démographique de loin plus important que les villes de l'intérieur. Les infractions des ménages ont faiblement baissé à Dagana(5,8%) et Richard-Toll (6,3%) en 2010 par rapport à 2009. Au cours de la période 2007-2010, les infractions commises par les ménages globalement dans la région ont connu une évolution en dents de scie. On relève une hausse de 37% entre 2007 et 2008 suivie d'une baisse évaluée à 26,5% pour la période 2008-2009. A partir de 2009, les infractions ont amorcé encore une hausse. L'analyse de l'évolution des infractions suivant les localités pour la même période montre une baisse moyenne annuelle de 23% à Saint-Louis.

Graphique 51 : Répartition des infractions commises par les ménages en 2010



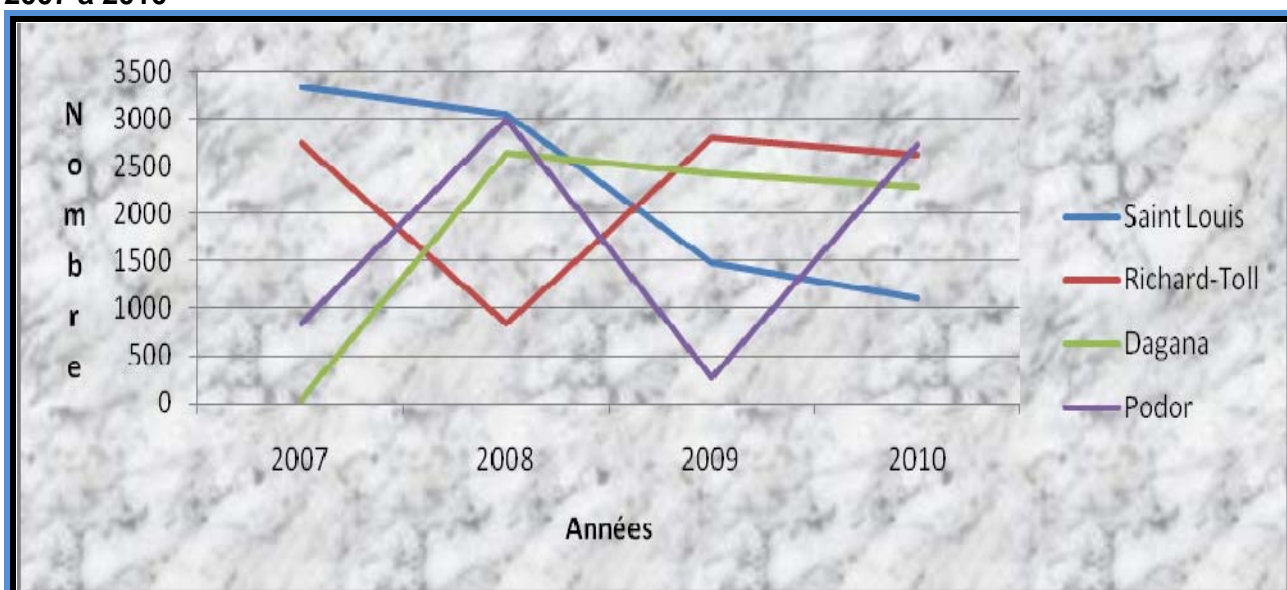
Source : Service d'hygiène

Tableau 171 : Infractions constatées dans les ménages de la région selon les sous brigades entre 2007 et 2010

Année	Saint Louis	Richard-Toll	Dagana	Podor	Total Région
2007	3322	2743	31	839	6935
2008	3038	843	2635	2993	9509
2009	1487	2792	2428	277	6987
2010	1103	2615	2286	2720	8724

Source : Service d'hygiène

Graphique 52 : Evolution des infractions commises par les ménages selon la localité de 2007 à 2010



Source : Service d'hygiène

XVII.3. Les types d'infractions commises par les ménages

Différents types d'infractions ont été commises par les ménages de la région en 2010. Le défaut de poubelles réglementaires demeure de loin l'infraction la plus fréquente constatée soit 40%. La seconde infraction du point de vue numérique, les jets d'eau usées, ne pèse que 10%. L'examen des infractions des ménages suivant la localité révèle beaucoup de disparités. Si à Saint-Louis l'infraction dominante est le jet d'eaux usées (18%), à Dagana, Richard-Toll et Podor, la plus forte proportion des infractions est constituée par le défaut de poubelle réglementaire avec respectivement 27%, 62% et 41%. L'écoulement des eaux usées est la seconde infraction des

ménages Saint-Louisiens avec 15%. Les écuries insalubres représentent respectivement 18% et 11% des infractions à Dagana et Podor.

Tableau 172 : Infractions par type lors des visites domiciliaires entre 2008 et 2010

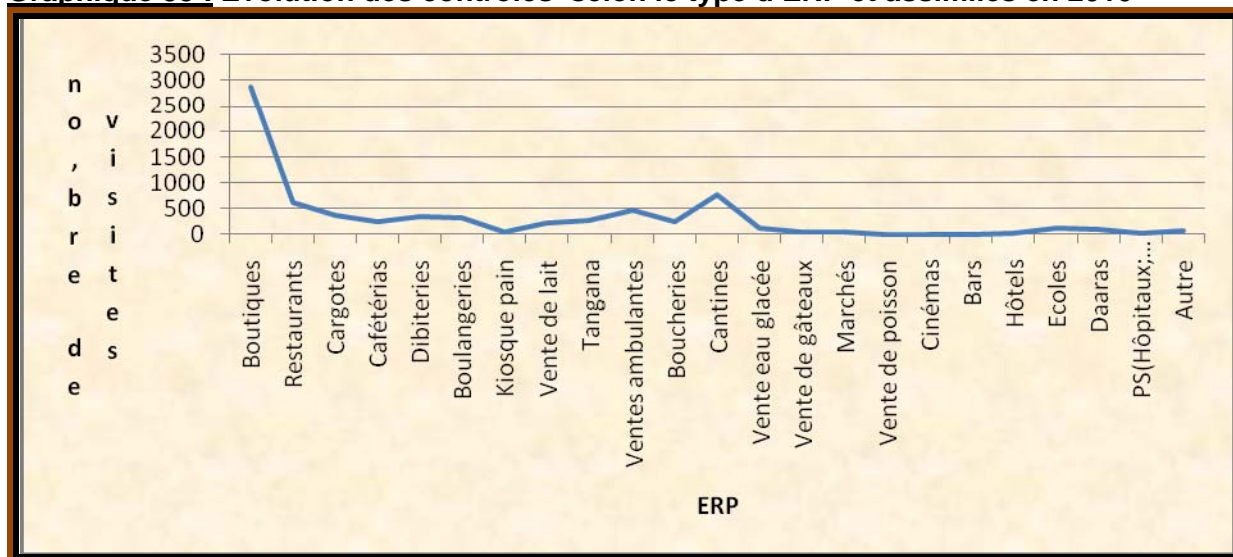
Nature	Saint Louis			Richard-Toll			Dagana			Podor			Total Région		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010
Défaut de balayage	357	172	153	116	112	131	437	328	391	93	47	41	1003	659	716
Dépôt d'ordures non conformes	445	166	118	69	28	244	205	129	213	55	56	23	774	379	598
Jets d'eaux usées	529	159	204	67	89	325	327	351	258	9	0	70	932	599	857
écoulement eaux usées	438	144	165	39	89	124	248	88	198	2	24	139	727	345	626
système évacuation non conforme	353	113	50		84	52	163	75	151	8	0	130	524	272	383
Défaut système évacuation sanitaire	211	79	0	14	20	15	48	44	43	77	63	0	350	206	58
Défaut poubelle réglementaire	300	461	154	0	2150	1620	735	1072	610	2723	0	1123	3758	3683	3507
Dépôts de gravats	73	13	0	459	7	5	6	2	6		0	0	538	22	11
Défaut de désherbage		15	80	2	8	0	16	18	15		0	0	18	41	95
Ecurie/insalubrité	332	88	19	0	116	37	450	321	401	26	87	297	808	612	754
Vidange de fosse/VP	0	0	89	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	90
Défauts de puisard	0	71	51	0	4	27	0	0	0	0	0	159	0	75	237
Fosses défectueuses	0	9	20	0	85	35	0	0	0	0	0	250	0	94	305
Autre	0	0	0	77		0	0	0	0	0	0	487	77	0	487
Total	3038	1487	1103	843	2792	2615	2635	2428	2286	2993	277	2720	9509	6987	8724

Source : Service d'hygiène

XVII.4. Inspections dans les Etablissements Recevant du Public et assimilés

Pour l'année 2010, le personnel du Service d'Hygiène a effectué au total 7314 visites de contrôle dans les établissements recevant du public et assimilés de la région. Par rapport à 2009, le nombre de visites a augmenté de 85% ce qui traduit des efforts remarquables des agents de contrôle. Les boutiques, cantines et restaurants sont les établissements ayant reçu le plus grand nombre de visites soit respectivement 39%,10% et 8%.Plus de la moitié des visites ont eu lieu à Podor (56%).Saint-Louis concentre 24% des contrôles effectués dans la région contre 12% à Richard-Toll et 9% à Dagana. Quelle que soit la localité, les boutiques sont les établissements recevant du public les plus soumis au contrôle du Service d'hygiène. A Saint-Louis, 56% des visites concernent des boutiques. Les proportions sont de 34% pour Podor et Richard-Toll respectivement. A Dagana, les boutiques, cantines et gargotes concentrent 62% des contrôles soit respectivement 30%,19% et 13%.

Graphique 53 : Evolution des contrôles selon le type d'ERP et assimilés en 2010



Source : Service d'hygiène

XVII.5. Les infractions commises par les établissements Recevant du Public et Assimilés

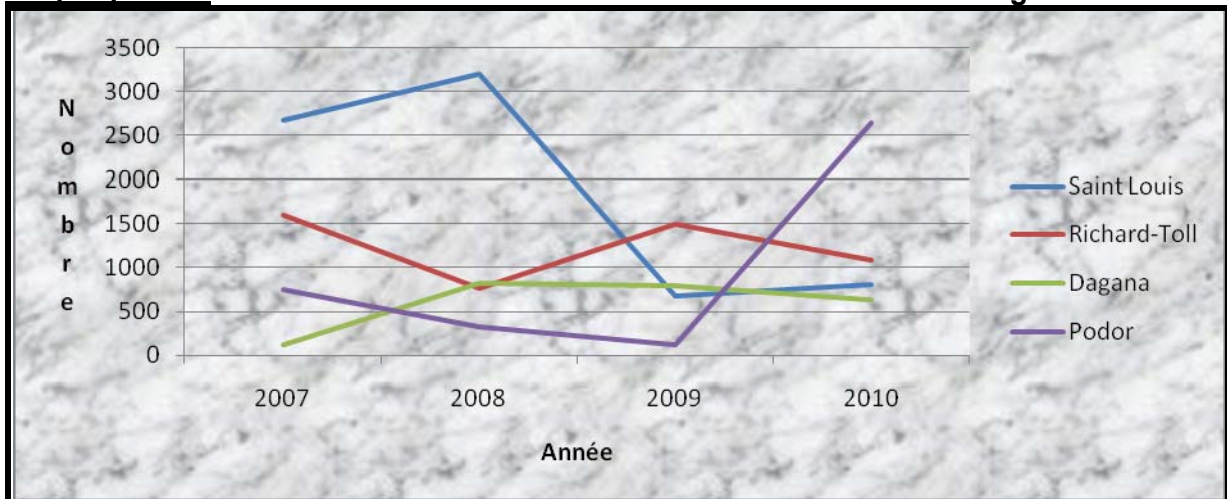
En 2010, les ERP et assimilés ont commis globalement 5574 infractions dans la région de Saint-Louis. Comparativement à l'année précédente, une importante hausse de 81% est notée. Si on considère la période 2007-2010, la variation moyenne annuelle est de 3% seulement. Plus de la moitié des infractions des ERP (56%) en 2010 sont enregistrées dans la Sous-brigade de Podor. Les Sous-brigade de Richard-Toll, Saint-Louis et Dagana concentrent respectivement 19%, 14% et 11% des infractions commises par les ERP dans la région. Plus d'une infraction sur quatre (27%) concerne le défaut de visite médicale. Le défaut de poubelle réglementaire et la vente de produits alimentaires périmés constituent respectivement 15% et 10% des infractions des ERP de la région.

Tableau 173 : Infractions constatées dans les ERP selon les sous brigades entre 2007 et 2010

Année	Saint-Louis	Richard-Toll	Dagana	Podor	Total
2007	2667	1600	120	746	5133
2008	3199	761	822	322	5104
2009	679	1491	792	125	3087
2010	802	1045	626	3101	5574

Source : Service d'hygiène

Graphique 54 : Evolution des infractions dans les ERP selon la Sous Brigade



Source : Service d'hygiène

Conclusion

La gestion des déchets se pose toujours avec acuité tant du point de vue de la collecte et de l'évacuation que de leur élimination et c'est l'environnement qui en souffre. Il est indispensable de doter le service Régional d'Hygiène d'importants moyens humains et matériel pour remplir efficacement sa mission de sensibilisation et d'éducation des populations pour prévenir les maladies diarrhéiques notamment et les maladies infectieuses et parasitaires.



9. JUSTICE

Introduction

Le système judiciaire est organisé sous une forme pyramidale avec à la base des juridictions du premier degré, au niveau intermédiaire des juridictions du second degré (cours d'appels; cours d'assises; tribunaux régionaux et tribunaux départementaux) et au sommet la Cour suprême. On trouve également l'existence de juridictions spécialisées : tribunaux du travail; tribunaux pour enfants; justice militaire. La Haute Cour de Justice est chargée de juger le Président de la République pour haute trahison et les ministres en cas de complot contre la sûreté de l'État.

La violation des normes régissant la vie en société est par conséquent sanctionnée par la loi sous forme de peine destinée à atteindre l'individu tant dans son physique que dans son honneur et ses biens. Cependant, les mentalités n'ont pas beaucoup évolué dans la perception de l'univers carcéral, de sa fonction et de ses objectifs. La région de Saint-Louis compte trois (3) établissements pénitentiaires à savoir les Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) de Saint-Louis, Dagana et Podor.

XVIII.1. Evolution de la population carcérale

La population carcérale comprend les détenus soumis à la contrainte par corps, ceux détenus pour autres causes ou en voie de recours et les appelants comptés parmi les condamnés. Elle renseigne mieux sur le volume des incarcérations que la population des écroués au cours de l'année qui concerne uniquement les citoyens frappés de mandat de dépôt, de réquisition d'incarcération autorisé par l'autorité judiciaire. Ces derniers peuvent être condamnés, mis en liberté provisoire, acquittés ou relaxés. Au 31 Décembre 2010, la population carcérale a été évaluée à 296 pensionnaires dans la région de Saint-Louis dont 116 (39%) en attente de jugement et 180 condamnés (61%). Les nationaux constituent l'essentiel de la population carcérale, les non Sénégalais ne représentent que 3% en 2010. La population moyenne mensuelle des pensionnaires des MAC s'établit à 312,5 en 2010 soit 117,2 et 195,3 respectivement en moyenne de détenus provisoires et de condamnés. La MAC de Saint-Louis abrite 84,5% de la population carcérale de la région soit 97,4% des détenus provisoires et 76% des condamnés. Les 15,2% de la population carcérale de la région en 2010 sont logés à la Maison d'Arrêt de Dagana contre 0,3% à Podor ou l'effectif des condamnés n'est pas disponible.

Graphique 55 : Répartition de la population carcérale selon la MAC en 2010

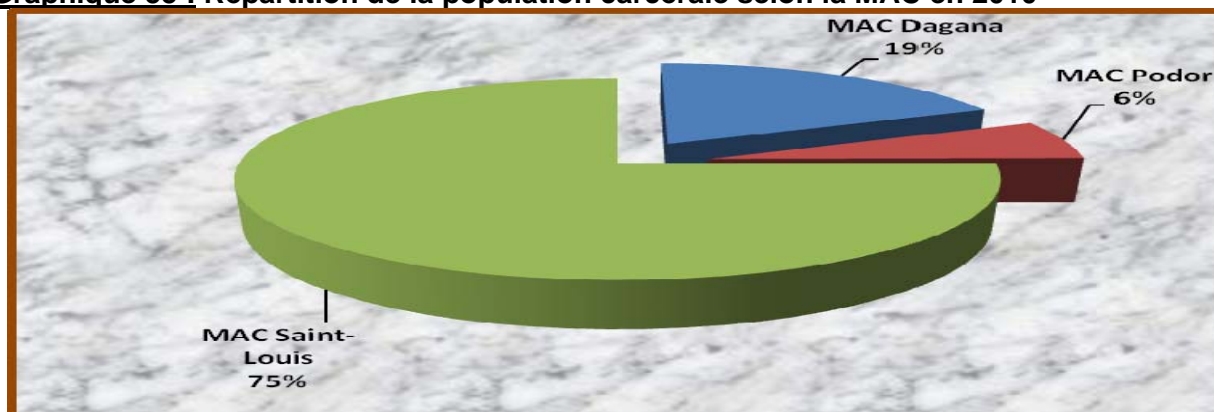


Tableau 174 : Evolution mensuelle des détenus de la région de Saint-Louis selon la nationalité en 2010

Désignations	Détenus Provisoires			Condamnés		
	Sénégal	Etranger	Total	Sénégal	Etranger	Total
Janvier	95	1	96	212	3	215
Février	96	3	99	213	3	216
Mars	116	8	124	211	2	213
Avril	109	5	114	198	3	201
Mai	102	5	107	194	7	201
Juin	117	4	121	188	5	193
Juillet	105	6	111	202	4	206
Août	118	2	120	187	6	193
Septembre	119	3	122	182	3	185
Octobre	134	6	140	171	2	173
Novembre	133	3	136	165	3	168
Décembre	114	2	116	174	6	180
Moyenne Mensuelle	113	4	117	191	4	195

Source : MAC

XVIII.2. Evolution du nombre des écroués

Au cours de l'année 2010, plus de 1066 personnes ont été écroués dans les différentes Maisons d'Arrêt et de Correction. Les effectifs des écroués sont largement dominés par les hommes qui constituent 94,7%. La plupart des écroués sont des majeurs soit 96,7% et suivant les sexes les proportions sont sensiblement égales, 96,7% d'hommes majeurs et 96,4% chez les femmes. Trois écroués dans la région de Saint-Louis sur quatre en 2010 sont logés à la MAC de Saint-Louis (75%). La Maison d'Arrêt de Dagana a accueilli 19% de l'ensemble des écroués contre 6% seulement pour Podor. Entre 2009 et 2010, le nombre d'écroués dans la région a baissé globalement de 8,8%. La plus forte baisse relative est enregistrée à Dagana soit 11,2% et à Saint-Louis, elle est de 8,9%. Il faut noter qu'à Podor le nombre d'écroués est stationnaire entre les deux années. Au cours de la période 2007-2010, les plus fortes proportions d'écroués sont abrités par la MAC de Saint-Louis. Les effectifs globaux ont évolué en dents de scies avec un accroissement positif de 5,3% entre 2007 et 2010 soit une augmentation annuelle moyenne de 1,8%.

Graphique 56 : Evolution du nombre des écroués par MAC entre 2007 et 2010

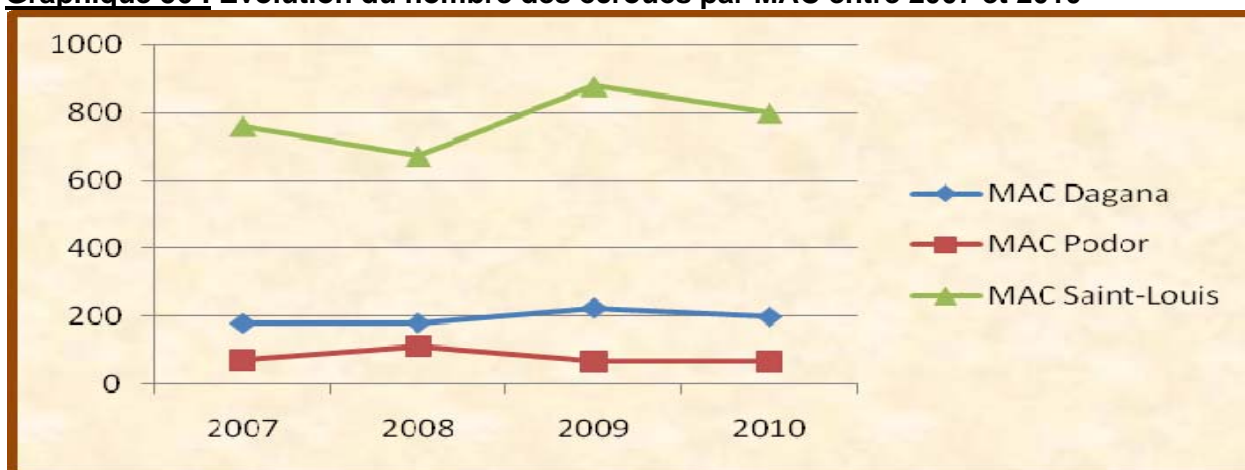


Tableau 175 : Evolution des écroués suivant la MAC

Année	MAC Dagana	MAC Podor	MAC Saint-Louis	Ensemble
2007	179	72	761	1012
2008	180	112	673	965
2009	223	67	879	1169
2010	198	67	801	1066

Source : MAC

Tableau 176 : Statistiques des écroués dans la région entre 2007 et 2010

Département		Dagana				Podor				Saint-Louis			
		2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Hommes	Majeur	172	177	219	190	68	105	65	65	670	514	796	722
	Mineur	2	0	1	0	0	0			46	108	44	33
	Total	174	177	220	190	68	105	65	65	716	622	840	755
Femmes	Majeur	5	3	3	7	4	7	2	2	42	49	35	45
	Mineur	0	0	0	1	0	0			3	2	4	1
	Total	5	3	3	8	4	7	2	2	45	51	39	46
Ensemble	Majeur	177	180	222	197	72	105	67	67	712	563	831	767
	Mineur	2	0	1	1	0	7			49	110	48	34
	Total	179	180	223	198	72	112	67	67	761	673	879	801

Source : MAC

XVIII.3. Les infractions

Au total, les détenus ont commis 1 410 infractions en 2010. Les détenus de la MAC de Saint-Louis ont commis plus de la moitié des infractions (56,8%). Un peu plus d'une infraction sur quatre sont le fait des pensionnaires de la MAC de Podor (26,8%). Par ailleurs, 16, 4% des infractions relèvent des détenus à Dagana. Le vol (36%), l'usage et le trafic de stupéfiants (15%), les coups et blessures volontaires (11%) et le recel (7%) constituent les infractions les plus fréquentes au niveau de la région. Il faut noter aussi l'importance des infractions diverses (10%). Le vol représente 64,5% des motifs de détention à la MAC de Dagana contre 40,2% à Podor et 25,8% à la maison d'Arrêt de Saint-Louis. Les plus fortes proportions des infractions relatives au recel et au viol se rencontrent au niveau des détenus de Podor avec respectivement 67,6% et 58,1%. Les homicides et infanticides commis concernent exclusivement les pensionnaires de la MAC de Saint-Louis de même que les infractions ayant trait aux détournements de deniers publics.

Graphique 57 : Répartition des infractions selon le type en 2010

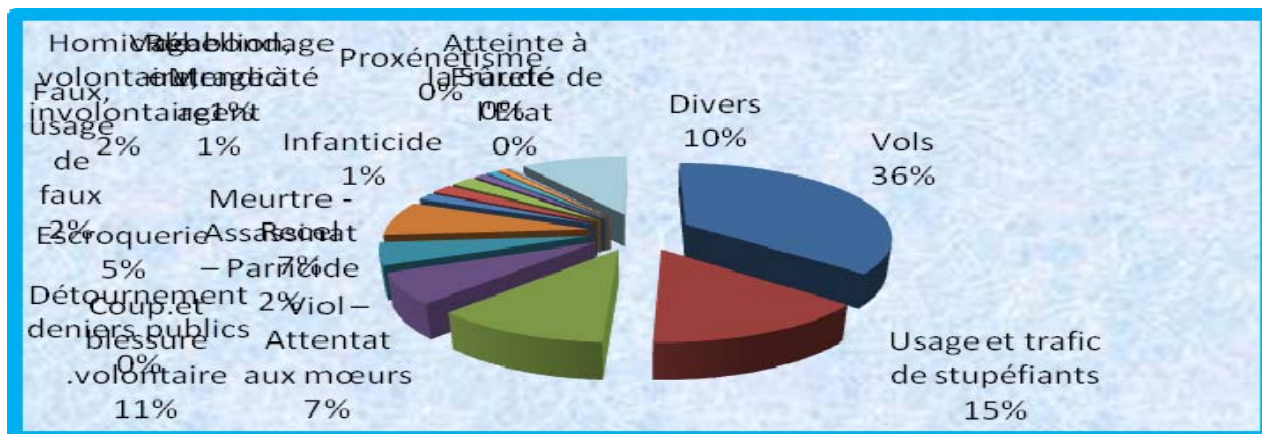


Tableau 177 : Répartition des infractions commises selon le type

	MAC Dagana	MAC Podor	MAC Saint-Louis	Région
Vols	149	152	207	508
Usage et trafic de stupéfiants	7	48	153	208
Coup et blessure volontaire	35	38	89	162
Viol – Attentat aux mœurs	2	54	37	93
Escroquerie	2	0	66	68
Recel	17	71	17	105
Meurtre - Assassinat – Parricide	0	0	22	22
Faux, usage de faux	2	15	11	28
Homicide volontaire, involontaire	0	0	31	31
Infanticide	0	0	15	15
Rébellion, outrage à agent	2	0	12	14
Vagabondage – Mendicité	5	0	6	11
Détournement deniers publics	0	0	5	5
Proxénétisme	0	0	0	0
Fraude	0	0	0	0
Atteinte à la Sûreté de l'Etat	0	0	0	0
Divers	10	0	130	140
Total	231	378	801	1410

Source : MAC

Conclusion

Depuis l'indépendance, le Sénégal n'a pas développé un programme cohérent de construction de nouvelles prisons, la plupart datant de l'époque coloniale. C'est dire qu'il y a une quasi absence de mise en œuvre d'une politique carcérale digne de ce nom. Cela se traduit par une surpopulation des prisons avec toutes les conséquences néfastes pour les détenus d'abord et pour la société entière ensuite. Les détenus ont besoin de protection et cela passe par une humanisation de l'univers carcéral car au delà de la peine qui lui est infligée, il convient de protéger la dignité du détenu et de développer des mécanismes de réinsertion sociale.

10. TRANSPORTS

Introduction

A plusieurs points de vue, le transport demeure l'une des plus importantes activités humaines du siècle. Aujourd'hui dans un contexte marqué par la globalisation, plus que par le passé, l'activité humaine est fondamentalement caractérisée par la mobilité qui apparaît comme un bon indice de développement des sociétés. Des lors, le transport apparaît comme un facteur économique de production de biens et services en ouvrant les marchés aux produits et vice versa d'où le développement des échanges. D'une manière générale, un système de transport efficace et des réseaux routiers modernes jouent un rôle transversal fondamental de catalyseur du développement des autres secteurs de l'économie. Ainsi, l'ambition du gouvernement du Sénégal pour le sous-secteur transport est formalisée dans le Document de Politique Economique et Sociale à travers une stratégie centrée autour du développement et de la modernisation des infrastructures. Les grandes orientations de l'Etat Sénégalais dans le sous secteur des services de transport sont déclinées ainsi qu'il suit :

1. développer les infrastructures liées aux services de transport en développant des sites propres pour les transports publics, la modernisation des gares routières et le renouvellement et renforcement des parcs automobiles de transport public
2. améliorer l'environnement des transports terrestres par un renforcement de la sécurité routière et la facilitation du transport dans les corridors

Par le passé, différents types et modes de transports ont existé et ont connu un développement relatif dans la région de Saint-Louis à savoir le transport terrestre, le transport ferroviaire, le transport fluvio-maritime et le transport aérien.

XIX.1. Transports terrestres

XIX.1.1. Le réseau routier

Il serait très intéressant d'intégrer les informations sur l'état de praticabilité des routes de la région mais pour non disponibilité, on se contentera de la longueur du réseau. Globalement, le réseau routier de la région de Saint-Louis est évalué à quelque 1158,1 km représentant 7,8% du réseau national estimé à 14 825,1 km. La plus grande proportion du réseau régional (60%) est non revêtue. Le revêtement ne concerne pratiquement que la route nationale qui couvre 83% du réseau revêtu et une faible voirie (4%). L'essentiel du réseau régional (46,58%) est constitué de routes nationales. La région concentre seulement 5,8% des pistes répertoriées au Sénégal.

Tableau 178 : Répartition du réseau routier (Km)

Réseau	Route Nationale	Route Régionale	Route Départementale	Piste Répertoire	Voirie Urbaine	Total
Revêtu	384,6	3	56,7	3	17,7	465
Non revêtu	154,8	212	90,1	240,1	0	693,1
Ensemble	539,4	215	146,8	243,1	17,7	1158,1

Source : AATR

XIX.1.2. Le parc régional de véhicules

L'effectif du parc régional, tous genres confondus, est évalué à 602 unités pour l'année 2010 soit une hausse de 37% par rapport à l'année précédente ce qui s'explique par une « explosion » du nombre des « deux roues » qui a augmenté de 262,5% pour la même période. Les voitures particulières et les « deux roues » représentent plus des ¾ du parc de la région en 2010 avec des proportions respectives de 47% et 29%.

La distribution du parc de véhicules selon l'âge cache beaucoup de disparités même si globalement 39% des véhicules ont un âge compris entre 0 et 5 ans alors que les plus de 10 ans constituent 47%. Plus d'une voiture particulière sur quatre (76%) est âgé de plus de 10 ans soit la même proportion chez les autocars. Les plus fortes proportions de véhicules ayant un âge compris entre 0 et 5 ans se rencontrent avec les « deux roues » (83%) et les camionnettes (67%).

Pour les sept (7) dernières années, le cumul du nombre de véhicules immatriculés dans la région s'établit à 2859 (les données de 2009 ne sont pas disponibles). Globalement, 82,41% des immatriculations de la période 2004-2010 concernent des véhicules d'occasion. Les mesures restrictives contre les importations de véhicules âgés de plus de cinq(5) prises par le gouvernement du Sénégal ont commencé peut-être à produire les effets escomptés dans la région en 2010 où les véhicules neufs constituent 40,7% des immatriculations totales soit un accroissement relatif de 178,4% par rapport à 2008.

Tableau 179 : Evolution du nombre de véhicules immatriculés selon l'état entre 2004 et 2010

Année	Etat des véhicules immatriculés		
	Neuf	Occasion	Ensemble
2004	30	449	479
2005	49	465	514
2006	35	428	463
2007	56	349	405
2008	88	308	396
2009	ND	ND	ND
2010	245	357	602
Ensemble	503	2356	2859

Source: DRTT Saint-Louis

Tableau 180 : Répartition des véhicules selon l'âge et le genre en 2010

Groupe d'âges	VP	Camionnette	Autocar	Camion	Tracteur	Semi remorque	Deux roues	Total
0-5 ans	27	50	3	10	11	0	144	245
6-10 ans	41	8	3	4	0	1	16	73
plus 10 ans	212	17	19	10	6	6	14	284
Total	280	75	25	24	17	7	174	602

Source: DRTT Saint-Louis

Tableau 181 : Répartition des véhicules selon l'âge et le genre en 2009

Groupe d'âge	VP	Camionnette	Autocar	Camion	Tracteur	Semi remorque	Deux roues	Total
0-5 ans	33	42	3	3	2	0	30	113
6-10 ans	19	11	3	2	7	0	4	46
plus 10 ans	218	17	7	9	5	10	14	280
Total	270	70	13	14	14	10	48	439

Source: DRTT Saint-Louis

XIX.1.3. Les accidents de la circulation

Pour l'année 2010, 649 accidents de la circulation dont 54,2% de type corporel ont été enregistrés sur l'étendue de la région d'après les statistiques de la Police et de la Gendarmerie. Par rapport à l'année précédente, le nombre d'accidents survenus dans la région a connu globalement une hausse de 8,3%. L'imprudence des conducteurs (35%) et le non respect du code de la route (25%) demeurent les principales causes des accidents en 2010. Ces accidents ont fait au total 681 victimes dont 9,4% de morts. En 2010, le nombre de victimes de la route s'est accru de 14,5% comparativement à 2009. Plus de la moitié des victimes d'accidents de la circulation (56,24%) appartiennent aux groupes d'âge 20-34 ans et 35-49 ans. Le groupe d'âge 35-49 ans demeure le plus affecté par la mort sur les routes de la région (47,7%).

Tableau 182 : Répartition des causes d'accidents de la circulation

Cause	2009	2010
Imprudence conducteur	149	157
Imprudence piéton	134	128
Mauvais état de la chaussée	53	50
Défaillance mécanique	6	14
Non respect code de la route	88	102
Etat d'ivresse du conducteur	1	0
Autres	1	0

Source: DRTT Saint-Louis

Tableau 183 : Répartition des accidents de la circulation selon le type

Année	Corporel	Matériel	Total
2009	322	277	599
2010	352	297	649

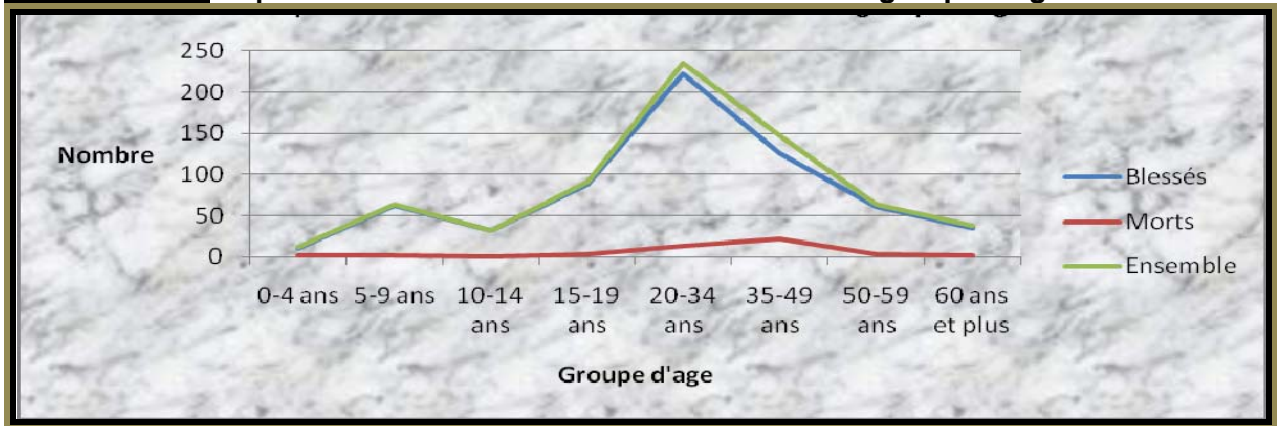
Source: DRTT Saint-Louis

Tableau 184 : Répartition des victimes d'accidents de la circulation selon la tranche d'âge

Groupes d'âge	2009			2010		
	Blessés	Morts	Ensemble	Blessés	Morts	Ensemble
0-4 ans	9	3	12	10	1	11
5-9 ans	44	3	47	62	1	63
10-14 ans	29	2	31	32	0	32
15-19 ans	40	4	44	88	3	91
20-34 ans	186	18	204	223	13	236
35-49 ans	160	12	172	126	21	147
50-59 ans	57	9	66	61	3	64
60 ans et plus	12	7	19	35	2	37
Ensemble	537	58	595	637	44	681

Source: DRTT Saint-Louis

Graphique 58 : Répartition des victimes d'accidents suivant le groupe d'âge



Source: DRTT Saint-Louis

XIX.2. Transport aérien

XIX.2.1. Les mouvements d'avions

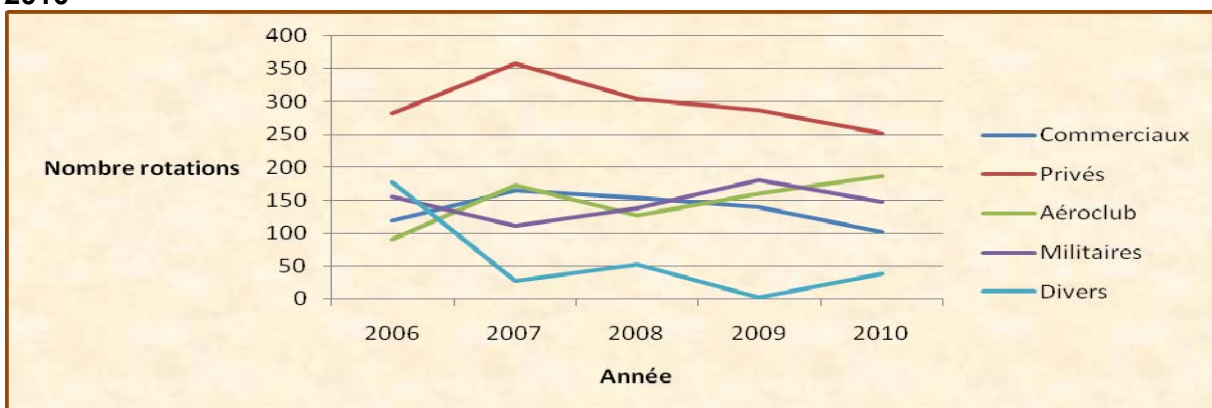
Au cours des cinq dernières années, les mouvements d'avion enregistrés dans la région sont évalués à 3925 rotations globalement dont 50,1% pour les départs .De 2006 à 2010 les arrivées ont baissé en moyenne de 3,3% par an et les départs de 3,7% pour la même période. Pour l'année 2010, les mouvements d'avions s'élèvent à 724 soit le plus faible nombre de rotations depuis 2006. Les mouvements de 2010 sont dominés par les vols privés (35%), les vols militaires et ceux de l'Aéroclub avec respectivement 20% et 26%. Les vols privés constituent 34,9% des départs et 36,9%des arrivées en 2010. Les vols commerciaux ne représentent que 14% des rotations de 2010.Ils ont chuté de 38,8% au cours de la période 2007-2010 soit une baisse moyenne annuelle de 12,9%.

Tableau 185 : Evolution des rotations globales (vols-arrivée et vols-départ) de 2006 à 2010

Type de vol	2006	2007	2008	2009	2010	Ensemble
Commerciaux	119	165	154	140	101	679
Privés	281	357	304	287	251	1480
Aéroclub	90	172	127	160	187	736
Militaires	156	111	138	180	147	732
Divers	178	28	52	2	38	298
Total	824	833	775	769	724	3925

Source : ASECNA- Saint-Louis

Graphique 59 : Evolution des rotations (arrivées et départs) selon le type de vol de 2006 à 2010



XIX.2.2. Les mouvements de passagers

Le trafic s'élève à 5474 voyageurs en 2010 dont 38% de voyageurs en transit. Les embarquements et les débarquements représentent respectivement 32% et 30%. Les mouvements ont connu une chute de 49,5% entre 2008 et 2009, passant de 6298 à 3178 voyageurs. Une reprise est notée dans le trafic en 2010 avec une augmentation absolue de 2296 voyageurs soit 72% en termes relatifs par rapport à l'année 2009. Malgré cette importante augmentation, le trafic n'a pas atteint le niveau de 2008. On observe alors une baisse de 13% dans les mouvements de voyageurs entre 2008 et 2010.

Tableau 186 : Evolution du trafic entre 2008 et 2010

Désignation	2008			2009			2010		
	Embarquements	Débarquements	Transit	Embarquements	Débarquements	Transit	Embarquements	Débarquements	Transit
Commercial	1272	1356	1720	235	262	226	612	515	1024
Privés	150	144	258	179	163	228	201	181	253
Aéroclub	41	37	114	89	93	116	99	99	110
Militaires	174	185	697	437	442	677	842	801	632
Divers	69	70	11	1	27	3	16	16	73
Total	1706	1792	2800	941	987	1250	1770	1612	2092

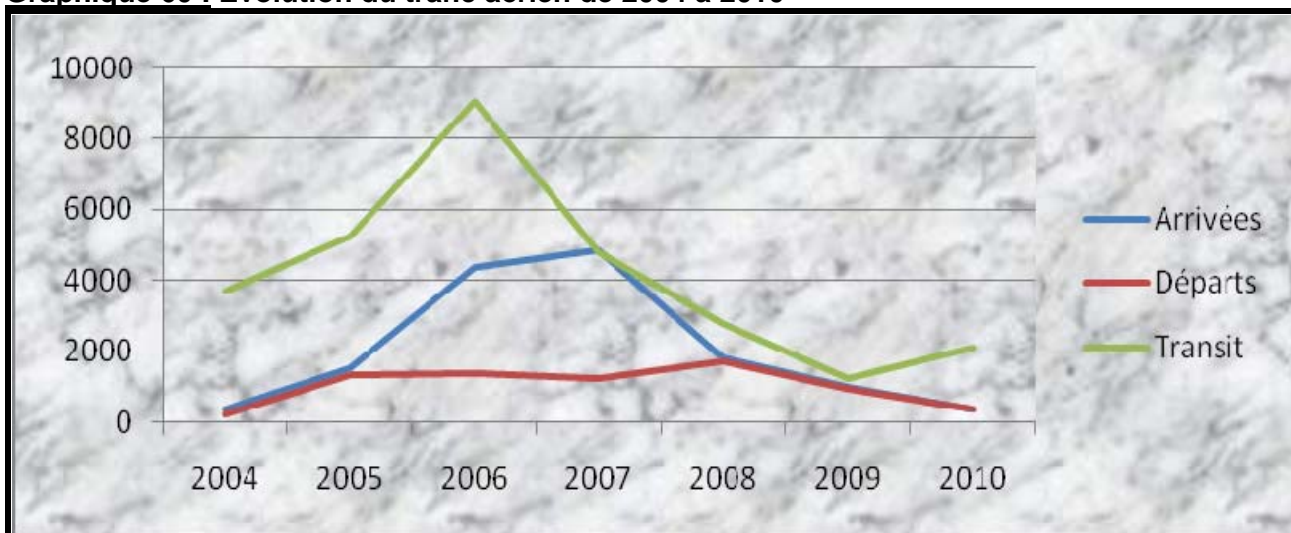
Source : ASECNA- Saint-Louis

Tableau 187 : Trafic aérien entre 2004 et 2010

structure du trafic	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Arrivées	354	1503	4387	4846	1792	981	360
Départs	234	1350	1388	1238	1706	941	364
Transit direct	3690	5223	9060	4785	2800	1250	2092

Source : ASECNA- Saint-Louis

Graphique 60 : Evolution du trafic aérien de 2004 à 2010



Source : ASECNA- Saint-Louis

Conclusion

Même si les conditions du transport terrestre demeurent difficiles avec un parc très vétuste et un réseau routier peu dense et détérioré, l'essentiel des déplacements des personnes et des biens se fait par la route. Avec la disparition du chemin de fer et le déclin du transport fluvio-maritime, le transport aérien se développe timidement dans la région avec la réhabilitation de l'aéroport de Saint-Louis répondant maintenant aux normes internationales et l'existence de trois aérodromes à Richard-Toll, Podor et Ourossogui peu fonctionnels quand même avec des pistes latéritiques.

3. SPORTS

Introduction

La région joue un rôle stratégique dans le développement du sport à travers les différentes représentations dans les compétitions nationales et internationales et dans différentes disciplines. On peut noter l'existence d'équipes évoluant dans les championnats nationaux (football, basket, etc.), l'organisation annuelle du tournoi international de judo à Saint-Louis, la participation de la Linguère de Saint-Louis aux championnats africains, ...

Dans ce chapitre, nous allons analyser les différentes infrastructures sportives existant dans la région et les disciplines qui y sont pratiquées.

XX.1. Les infrastructures sportives

Pour l'année 2010, plus de 73 infrastructures sportives ont été recensées sur le territoire régional d'où un accroissement positif de 4,3% par rapport à 2009. Mais comparativement à 2008, on a noté une augmentation de 12,3% du nombre des infrastructures. Plus de la moitié des infrastructures est constituée par des aires de jeu, soit 51%. Les plateaux multifonctionnels représentent 18% contre 14% respectivement pour les terrains clôturés et les stades. La répartition des infrastructures sportives dans la région révèle beaucoup de disparités selon le type et le département. Le département de Podor demeure globalement le plus mal loti dans ce domaine. Plus de 80% des infrastructures sont logées dans les départements de Saint-Louis et de Dagana soit 55 et 33% respectivement. Seulement 12% des infrastructures sont localisées dans le département de Podor. La moitié des stades de la région (50%) et 62% des aires de jeu sont abrités par le département de Saint-Louis contre 40% et 30% respectivement pour Dagana. Concernant les plateaux multifonctionnels, Dagana et Podor concentrent respectivement 46% et 31% contre 23% à Saint-Louis.

Tableau 188 : Répartition des infrastructures sportives selon le département

Année	Département	Aires de jeu	Terrains Clôturés	Plateaux multifonctionnels	Salles	Stadium	Stade
2008	Saint Louis	23	06	3	06	02	04
	Dagana	11	04	6	03	00	04
	Podor	3	04	4	02	00	03
	Total	37	14	13	11	02	11
2009	Saint Louis	23	05	3	08	02	5
	Dagana	11	04	6	03	00	04
	Podor	10	04	4	04	00	03
	Total	44	13	13	15	02	12
2010	Saint Louis	23	06	3	09	00	06
	Dagana	11	04	6	03	00	4
	Podor	10	05	4	04	02	04
	Total	44	15	13	16	02	14

Source : Service Régional des Sports

XX.2. Les différentes disciplines

En 2010, le nombre de disciplines sportives pratiquées dans la région s'élève à 16. Quarante six (46) clubs utilisant au total 4684 licenciés sont recensés, toutes disciplines confondues. Les plus importantes proportions de clubs sont observées dans les disciplines comme le football (27%), les Arts martiaux (15%) et le jeu de Dames (13%). Globalement, le nombre de licenciés a connu un accroissement positif de 15,9% entre 2009 et 2010. Cette évolution s'explique par une augmentation de 41,2% des licenciés pour l'Athlétisme et de 9,9% pour le Football. Il faut signaler que le nombre de licenciés du Basket n'est pas disponible pour 2009. Les plus fortes proportions de licenciés sont relevées au niveau du Football (40%) et des arts martiaux (18%) soit 11% pour le Judo et 7% au Karaté. Le Volley Ball, le Basket et le Hand Ball enregistre chacun 8% des licenciés toutes disciplines confondues en 2010. La répartition du personnel de l'encadrement technique par niveau montre une prédominance des initiateurs avec 74,3%. Les entraîneurs du premier degré constituent 13,2%. Les techniciens des niveaux second et troisième degré représentent respectivement 8,2% et 4,4%.

Tableau 189 : Répartition du nombre de licenciés selon la discipline

Discipline	Nombre de licenciés		
	2008	2009	2010
Foot Ball	1324	1710	1880
Basket	318	0	368
Pétanque	185	210	215
Athlétisme	226	226	319
Hand-ball	363	370	370
Cyclisme	24	24	24
Scrabble	126	126	126
Karaté	315	315	315
Judo	537	537	537
Kung Fu WU	0	0	0
Volley Ball	379	379	379
Natation	55	55	55
Jeu de Dames	75	75	75
Lutte	0	14	21
Total	3927	4041	4684

Source : Service Régional des Sports

Tableau 190 : Répartition du nombre de clubs selon la discipline

Discipline	Nombre de clubs		
	2008	2009	2010
Foot Ball	24	26	26
Basket	4	4	4
Pétanque	6	6	6
Athlétisme	4	4	4
Hand-ball	7	7	7
Cyclisme	1	1	1
Scrabble	4	4	4
Karaté	15	6	6
Judo	15	6	6
Kung Fu Wu	3	3	3
Volley Ball	3	3	3
Natation	4	4	4
Jeu de Dames	12	12	12
Lutte	6	3	3
Escrime	3	1	1
Canoe Kayak	6	6	6

Discipline	Nombre de clubs		
	2008	2009	2010
Total	117	96	96

Source : Service Régional des Sports

Tableau 191 : Situation du personnel d'encadrement technique par niveau et selon le département

Année	Département	Niveau				Total
		Initiateur	1 ^{er} degré	2 ^{eme} degré	3 ^{eme} degré	
2008	Saint Louis	223	27	16	11	277
	Dagana	88	11	8	1	108
	Podor	59	6	4	3	72
	Total	370	44	28	15	457
2009	Saint Louis	66	28	16	11	121
	Dagana	88	11	8	1	108
	Podor	59	6	4	3	72
	Total	213	45	28	15	301
2010	Saint Louis	107	28	16	11	162
	Dagana	88	11	8	1	108
	Podor	59	6	4	3	72
	Total	254	45	28	15	342

Source : Service Régional des Sports

4. FICHE SYNOPTIQUE

LIBELLE DE L'INDICATEUR	ANNEE	DEPARTEMENTS			REGION
		SAINT LOUIS	DAGANA	PODOR	
Pourcentage de ménage vivant en dessous du seuil de pauvreté	2005	32,20%	23,10%	21,80%	25,70%
Nombre de ménages	2002	23 531	23 152	35 535	82 218
Nombre de concession	2002	18 749	18 085	26 199	63 033
Population	2011	279 427	246 957	399 546	925 930
Superficie (km ²)	2011	879	5 208	12 947	19 034
Densité (hbt/km ²)	2011	317,9	47,4	30,9	48,6
Demandes d'autorisation de construire	2010	99	3	1	103
Nombre d'établissements du préscolaire	2010	72	24	18	114
Effectifs du préscolaire	2010	5 406	1 480	1 281	8 167
Taux Brut de Préscolarisation	2010				7,3%
Personnel des établissements du préscolaire	2010	273	65	44	382
Nombre d'établissements de l'élémentaire	2010	172	206	265	643
Effectifs du primaire	2010	79 989	33 516	43 954	120 369
Taux brut de scolarisation dans l'élémentaire	2010				92,5%
Résultats au CFEE	2010				68,6%
Personnel de l'élémentaire	2010	1 386	1 056	1 485	3 927
Structures du Moyen Secondaire Général	2010	35	20	35	90
Effectifs du moyen secondaire	2010	22300	11297	15368	48965
Effectifs des CEM	2010	15608	8945	13322	37875
Effectifs des lycées	2010	6692	2352	2046	11090
Taux brut de scolarisation du moyen	2010				45,3%
Taux brut de scolarisation du secondaire	2010				15,7%
Résultats du BFEM	2010				51,9%
Résultats du BAC	2010				54,1%
Nombre d'étudiants de l'UGB	2010				4 812
Hôpital	2010	1	1	2	4
Centre de Santé	2010	1	1	2	4
Poste de Santé	2010	18	31	51	100
Case de Santé	2010	26	61	68	155
Formation professionnelle et perfectionnement des artisans	2009	70	20	45	135
Immatriculation au NINEA	2010	306	71	31	408
Personnes en situation d'handicap	2002	213631	193388	288479	695498
Superficie classée (Ha)	2010	53446	348552	419006	821004
Accès à l'eau potable (zone rurale)	2010	84,0%	53,0%	82,5%	73,0%
Accès à l'eau potable (zone urbaine)	2010	74,5%%	75,0%	74,0%	74,5%
Ecroués de justice	2010	801	198	67	1066
Infractions commises	2010	801	231	378	1410
Réseau routier (Km)	2010				1158,1
Nombre de véhicules immatriculés	2010				2859
Aires de jeu	2010	23	11	10	44
Terrains Clôturés	2010	6	4	5	15
Plateaux multifonctionnels	2010	3	6	4	13
Stadium	2010	1	0	0	1
Stade	2010	5	4	1	10

5. ANNEXES

Annexe 1: Population par collectivité locale de la région de Saint-Louis en 2011

Nom localité	Masculin	Féminin	Totale
REGION SAINT LOUIS	454011	471919	925930
URBAIN	203232	204529	407761
RURAL	250779	267390	518169
DEPARTEMENT DAGANA	125058	121899	246957
COMMUNES	57098	52956	110054
COMMUNE DAGANA	12176	11929	24105
COMMUNE GAE	4468	4500	8968
COMMUNE RICHARD TOLL	29510	26606	56116
COMMUNE ROSSO	6379	6134	12513
COMMUNE ROSS-BETHIO	4565	3787	8352
ARRONDISSEMENT NDIAYE	35960	36169	72129
CR DIAMA	13873	14137	28010
CR NGNITH	7973	7854	15827
CR RONKH	14114	14178	28292
ARRONDISSEMENT MBANE	32000	32774	64774
CR BOKHOL	11463	11724	23187
CR MBANE	20537	21050	41587
DEPARTEMENT PODOR	190961	208585	399546
COMMUNES	40013	43213	83226
COMMUNE DEMETTE	1513	1652	3165
COMMUNE GALOYA TOUCOULEUR	1986	2300	4286
COMMUNE GOLLERE	3337	3733	7070
COMMUNE GUEDE CHANTIER	2321	2486	4807
COMMUNE MBOUMBA	2830	3037	5867
COMMUNE NDI OUM	8327	8377	16704
COMMUNE NIANDANE	3020	3136	6156
COMMUNE PODOR	6354	6494	12848
COMMUNE AERE LAO	5439	6316	11755
COMMUNE PETE	1483	1855	3338
COMMUNE BODE LAO	2122	2238	4360
COMMUNE WALALDE	1281	1589	2870
ARRONDISSEMENT CAS - CAS	37635	41874	79509
CR DOUMGA LAO	13128	14567	27695
CR MADINA DIATHBE	16617	18010	34627
CR MERY	7890	9297	17187
ARRONDISSEMENT GAMADJI SARE	60997	66646	127643
CR DODEL	20779	22971	43750
CR GAMADJI SARE	12907	14675	27582
CR GUEDE VILLAGE	27311	29000	56311
ARRONDISSEMENT THILE BOUBACAR	29713	31893	61606
CR FANAYE	17778	18878	36656
CR NDIAYENE PEINDAO	11935	13015	24950
ARRONDISSEMENT SALDE	22603	24959	47562
CR MBOLO BIRANE	12733	14211	26944
CR THIKITE	9870	10748	20618
DEPARTEMENT SAINT LOUIS	137992	141435	279427
COMMUNES	106121	108360	214481
COMMUNE SAINT LOUIS	102593	104286	206879
COMMUNE MPAL	3528	4074	7602
ARRONDISSEMENT RAO	31871	33075	64946
CR FASS NGOM	9827	9930	19757
CR GANDON	17696	18382	36078
CR NDI EBENE GANDIOLE	4348	4763	9111

Source : ANSD (Projections démographiques)

Collectivités locales	Education	Santé	Hydraulique	Total budget 2010
Com Saint-Louis Total	64589070	158940596	-	2 087 860 886
Com Mpal Fonct.	8 600 000	4 300 000	-	61 310 200
Com Mpal Invest.	-	-	-	27 554 000
Com Mpal Total	8 600 000	4 300 000	-	88 864 200
CR Gandon Fonct.	15 373 700	10 379 785	-	628 524 291
CR Gandon Invest.	58 000 000	63 000 000	-	643 027 268
CR Gandon Total	73 373 700	73 379 785	-	1 271 551 559
CR Fass Ngom Fonct.	6 333 145	3 468 555	-	38 424 000
CR Fass Ngom Invest.	29 350 000	10 200 000	-	163 854 079
CR Fass Ngom Total	35 683 145	13 668 555	-	202 278 079
CR Ndiébène Gandiole Fonct.	7 313 800	5 194 000	-	70 839 168
CR Ndiébène Gandiole Invest.	14 000 000	21 775 097	-	112 457 801
CR Ndiébène Gandiole Total	21 318 800	26 969 097	-	183 296 969
Conseil Régional Saint-Louis Fonct.	71 097 656	1 781 787	-	514 320 258
Conseil Régional Saint-Louis Invest.	1 251 813 240	-	-	1 600 917 459
Conseil Régional Saint-Louis Total	1 322 910 896	1 781 787	-	2 115 237 717

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 3: Tableau détaillé des recettes recouvrées par les régies de recettes entre 2009 et 2010

Poste Comptable	Désignation des régies	2009	2010
Saint-Louis	Compagnie de Gendarmerie	49 345 500	46 372 500
	Commissariat de Police	1 244 000	15 519 500
	Subdivision des Douanes	50 669 889	142 397 904
	Inspection des eaux et forêts	22 585 035	27 302 783
	Service Régional du Commerce	5 289 660	6 071 950
	Brigade d'hygiène	3 759 000	5 598 000
	Parc national des oiseaux de Djoudj	25 087 000	26 704 000
	Service régional Mines et Géologies	10 908 636	7 753 728
	Parc de la Langue de Barbarie	944 000	764 000
	Parc national de Gueumbeul	1 674 000	1 461 000
	Centre services fiscaux de SL	77 485 129	14 514 817
	Centre de Recherches et de Documentation du Sénégal (CRDS)	117 000	101 100
	Total SL	249 108 849	294 561 282
	Dagana	Eaux et Forêts	6 071 655
Commerce		2 313 000	
Douanes		2 636 720 998	3 175 006 090
Total Dagana		2 645 105 653	3 179 550 940
Podor	Commerce		2 110 000
	Eaux et Forêt		2 611 000
	Douane (Brigades Podor et Aéré Lao)		137 405 510
	Total Podor	203 073 764	142 126 510
Total Région		3 097 288 266	3 616 238 732

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 4: Situation des finances des collectivités locales de la région de Saint-Louis entre 2008 et 2010

Départements	Année	Recettes	Dépenses
Saint-Louis	2008	2 800 154 161	2 256 991 889
	2009	3 261 365 879	2 621 584 180
	2010	2 778 747 775	2 392 763 056
Dagana	2008	1 933 992 323	1 471 782 578
	2009	1 684 744 110	1 309 688 891
	2010	2 466 362 015	1 589 972 763
Podor	2008	1 623 077 189	1 224 307 528
	2009	740 759 515	813 965 891
	2010	1 827 281 139	986 446 233
Totaux	2008	6 357 223 673	4 953 081 995
	2009	5 686 869 504	4 745 238 962
	2010	7 072 390 929	4 969 182 052

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 5: Répartition des budgets des collectivités locales du département de Podor en 2010

Collectivités locales		Education	Santé	Hydraulique	Total budget 2010
Boke Dialloubé	Fonct	1 968 596	-	-	1 968 596
	Invest	50 000 000	11 200 000	13 200 000	74 400 000
Mbolo Birane	Fonct	5 331 700	2 797 000	-	8 128 700
	Invest	56 560 063	38 451 315	25 703 725	120 715 103
Médina ndiatbé	Fonct	5 248 700	3 830 000	-	9 078 700
	Invest	16 442 732	5 599 858	2 199 450	24 242 040
Doumga Lao	Fonct	6 048 700	4 330 000	-	10 378 700
	Invest	-	-	1 799 204	1 799 204
Mery	Fonct	4 748 700	2 330 000	-	7 078 700
	Invest	88 100 000	15 500 000	9 600 000	113 200 000
Dodel	Fonct	6 475 700	5 553 000	-	12 028 700
	Invest	22 484 673	13 670 185	28 264 880	64 419 738
Gamadji Sarré	Fonct	5 298 700	3 580 000	-	8 878 700
	Invest	38 864 500	13 622 407	5 500 000	57 986 907
Guédé Village	Fonct	6 348 700	3 530 000	-	9 878 700
	Invest	28 690 608	48 225 702	27 612 000	104 528 310
Ndiayène Pendao	Fonct	5 648 700	3 330 000	-	8 978 700
	Invest	6 000 000	6 000 000	45 250 000	57 250 000
Fanaye	Fonct	62 487 000	8 060 000	-	70 547 000
	Invest	12 002 142	14 173 042	6 722 848	32 898 032

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 6: Recouvrement de l'impôt sur le revenu par poste comptable entre 2007 et 2010

	Année	Poste Comptable			Totaux
		TPR Saint-Louis	Dagana	Podor	
Emissions	2007	249 935 121	38 686 001	10 407 358	299 028 480
	2008	126 835 449	13 658 596	55 147 290	195 641 335
	2009	531 924 750	39 820 335	15 187 825	586 932 910
	2010	387 209 296	127 802 428	34 877 678	549 889 402
Recouvrements	2007	41 051 876	12 627 447	819 356	54 498 679
	2008	66 032 299	10 242 006	6 194 651	82 468 956
	2009	37 681 791	5 904 814	3 754 080	47 340 685
	2010	62 520 301	13 302 640	11 237 713	87 060 654
Taux (%)	2007	16%	33%	8%	18%
	2008	52%	75%	11%	42%
	2009	7%	15%	25%	8%
	2010	16%	10%	32%	19%

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 7: Recouvrement de la contribution globale unique (CGU) par poste comptable entre 2007 et 2010

	Années	Poste Comptable			Totaux
		TPR Saint-Louis	Dagana	Podor	
Emissions	2007	4 175 000	7 235 000	1 437 500	12 847 500
	2008	9 403 000	8 720 000	3 132 500	21 255 500
	2009	5 657 500	-	-	5 657 500
	2010	26 842 500	13 927 600	-	40 770 100
Recouvrements	2007	1 775 000	907 500	-	2 682 500
	2008	4 200 500	11 994 965	269 000	16 464 465
	2009	16 393 100	6 672 660	1 637 500	24 703 260
	2010	3 735 000	13 927 600	316 000	17 978 600
Taux (%)	2007	43%	13%	0%	21%
	2008	45%	138%	9%	77%
	2009	290%	-	-	-
	2010	14%	100%	-	44%

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 8: Recouvrement des acomptes provisionnels par poste comptable entre 2007 et 2010

	Années	Poste Comptable			Totaux
		TPR Saint-Louis	Dagana	Podor	
Emissions	2007	91 016 333	29 473 600		120 489 933
	2008	108 297 100	325 566 798		433 863 898
	2009	31 128 500	44 544 800		75 673 300
	2010	257 610 592	17 644 804	6 367 600	281 622 996
Recouvrements	2007	15 141 806	276 618 117		291 759 923
	2008	19 892 843	158 797 417	341 700	179 031 960
	2009	31 156 161	6 629 200		37 785 361
	2010	38 800 569	6 287 400	1 226 300	46 314 269
Taux (%)	2007	17%	939%		242%
	2008	18%	49%		41%
	2009	100%	15%		50%
	2010	15%	36%	19%	23%

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 9: Type de logement selon le mode d'éclairage et le milieu de résidence en 2002

Milieu	Type logement	Éclairage									Total
		Electricité	Solaire	Groupe électrogène	Gaz	Lampe à pétrole	Lampe tempête	Bougie	Bois	Autre	
Urbain	Case	171	1	3	2	281	553	48	59	2	1120
	Baraque	306	7	1	2	98	166	49	1	1	631
	Maison basse	19385	48	136	90	1686	4140	694	50	54	26283
	Maison à étage	1779	5	14	3	12	29	8	0	1	1851
	Appartement	52	0	0	0	0	2	1	0	0	55
	Autre	152	3	1	0	48	142	15	3	3	367
	Total	21845	64	155	97	2125	5032	815	113	61	30307
	%	72%	0%	1%	0%	7%	17%	3%	0%	0%	100%
Rural	Case	154	38	35	22	2904	8475	201	7417	169	19415
	Baraque	36	0	1	3	91	343	10	17	1	502
	Maison basse	4362	352	108	87	4835	16723	422	787	94	27770
	Maison à étage	60	5	7	8	34	144	4	6	1	269
	Appartement	7	1	0	0	1	11	1	1	0	22
	Autre	19	6	6	2	256	1272	14	382	29	1986
	Total	4638	402	157	122	8121	26968	652	8610	294	49964
	%	9,3%	0,8%	0,3%	0,2%	16,3%	54,0%	1,3%	17,2%	0,6%	100,0%

Source : RGPH III

Annexe 10: Résultats atteints en matière d'éducation dans la région en 2010

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2010
Universalisation de l'achèvement du cycle élémentaire	TBA	121%
	TBS	92.5%
	TBPS	7.3%
	Taux de redoublement	5%
	Taux de réussite au CFEE	69,86%
	Taux d'achèvement	58%
Amélioration de l'accès dans l'EMSG	TBS au moyen	45.3%
	TBS au secondaire	15.7%
	Taux de transition CM2/6è	76%
	Taux de redoublement au moyen	19%
	Taux de redoublement au secondaire	16%
	Taux de transition 3è/2nde	54%
Amélioration de l'accès et de la durée de séjour des filles dans tous les niveaux d'enseignement	Indice de parité fille/garçon à la petite enfance	1,16
	Indice de parité fille/garçon à l'élémentaire	1,23
	Indice de parité fille/garçon au moyen	1,01
	Indice de parité fille/garçon au secondaire	0,84
	Pourcentage de filles dans les effectifs de la FPT	49,77%
Promotion et orientation de la formation professionnelle vers le marché du travail.	Taux d'accroissement des effectifs de la FPT	31%
	Flux sortant des formations FPT des trois niveaux de qualification	IS ETFP
	Pourcentage d'apprenants formés selon l'APC	IS ETFP
Eradication de l'analphabétisme et promotion des langues nationales.	Effectifs enrôlés dans les CAF	7510
	Pourcentage de femmes dans les effectifs des CAF	69.49%
	Effectifs enrôlés dans les ECB	0
	Pourcentage de femmes dans les effectifs des ECB	0
Création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux de formation.	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au DIPE	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué à l'élémentaire *	11.14 %
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au moyen secondaire *	41%
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué à l'ETFP	ND
	Taux de réussite au CFEE	69,8%
	Taux de réussite au BFEM	52,28%
Création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux de formation.	Taux de réussite au BAC	54.18%
	Ratio inspecteur / maîtres	1/218
	Ratio manuels/élève (1ère étape)	1,5
	Ratio manuels/élève (2ème étape)	2,3
	Ratio manuels/élève (3ème étape)	3
	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise minimum en français	ND
Création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux de formation.	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise minimum en sciences	ND
	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise désiré en maths	ND
	Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en lecture	ND
	Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le	ND

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2010
	seuil de maîtrise minimum en écriture	
	Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en calcul	ND
	% d'écoles se référant aux progressions harmonisées et aux évaluations standardisées	81%
Création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux de formation.	Nombre d'heures annuelles d'apprentissage à l'élémentaire	853 H
	Nombre de projets d'école financés	40
	Nombre de formateurs bénéficiant de formation continue	nd
	Taux de réussite aux examens niveau 3 (BTS)	nd
	Taux de réussite aux examens niveau 4 (BAC/ BT)	56,32%
	Taux de réussite aux examens niveau 5 (BEP/CAP)	49,01%

Source : IA Saint Louis

Annexe 11: Structures, effectifs et personnels de l'Education dans la région en 2010

		Structures	Effectifs	Personnels
Petite enfance		114	8 167	382
Enseignement Elémentaire		643	120 369	3 912
Enseignement Moyen		90	37 875	1 190
Enseignement Secondaire			11 090	451
Education Non Formelle	Ecoles Communautaires de Base	260	7 510	300
	Adolescents et adultes non alphabétisés			
Enseignement technique et formation professionnelle		9	1 736	

Source : IA Saint Louis

Annexe 12: Evolution des effectifs de l'UGB entre 2002 et 2010 par UFR

Etudiants inscrits	2001/ 2002	2002/ 2003	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	2009/ 2010
SAT	400	475	559	671	726	727	897	862	818
SEG	280	325	349	396	415	641	568	571	611
SJP	499	535	575	505	688	932	925	905	917
LSH	1480	1525	1506	1799	1965	2143	2293	2192	2466
TOTAL	2659	2860	2989	3371	3794	4443	4683	4530	4812

Source : UGB

Total Général	1127	559		1686	37299	9468	501	47268	48954
---------------	------	-----	--	------	-------	------	-----	-------	-------

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Total Urbain	7579	3581	5876	2911	5691	2810	4991	2399
Total Général	11986	5926	8751	4397	8344	4146	6802	3249

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 47: Enseignement moyen : répartition des effectifs par âge

Statut	-12ans		12 ans		13ans		14 ans		15 ans		16 ans		+16 ans	
	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Rural	190	99	694	341	1952	1008	2537	1335	2388	1220	2003	1014	1982	1000
Urbain	480	80	1349	618	3685	1814	5192	2502	4824	2419	3838	1823	4769	2445
Total Général	670	179	2043	959	5637	2822	7729	3837	7212	3639	5841	2837	6751	3445

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 48: Enseignement moyen : répartition des redoublants par niveau

Zone	Statut	Sixième		Cinquième		Quatrième		Troisième	
		Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Rural	Privé	0	0	0	0	3	0	0	0
	Public	379	225	437	232	426	243	370	204
Total Rural		379	225	437	232	429	243	370	204
Urbain	Privé	16	10	14	6	31	16	72	34
	Public	651	315	1228	504	976	447	996	486
Total Urbain		667	325	1242	510	1007	463	1068	520
Total Général		1046	550	1679	742	1436	706	1438	724

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 49: Enseignement secondaire général : nombre de classes pédagogiques par niveau

Zone	Statut	Seconde	Première	Terminale	Total
Rural	Public	5	5	2	12
Total Rural		5	5	2	12
Urbain	Privé	7	6	5	18
	Public	72	55	48	175
Total Urbain		79	61	53	193
Total Général		84	66	55	205

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 50: Enseignement secondaire général : répartition des effectifs par niveau

Zone	Statut	Seconde		Première		Terminale		TOTAL	
		Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Rural	Public	169	78	67	26	34	9	270	113
Total Rural		169	78	67	26	34	9	270	113
Urbain	Privé	271	123	180	83	163	68	614	274
	Public	3604	1533	2435	1130	2289	990	8328	3653
Total Urbain		3875	1656	2615	1213	2452	1058	8942	3927
Total Général		4044	1734	2682	1239	2486	1067	9212	4040

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 51: Enseignement secondaire général : répartition des effectifs par âge

Statut	- 17ans		17 ans		18 ans		19 ans		+ 19 ans	
	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Rural	16	7	41	18	55	19	57	28	101	41
Urbain	442	148	784	325	1591	759	1895	913	4230	1782
Total Général	458	155	825	343	1646	778	1952	941	4331	1823

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 52: Enseignement secondaire général : répartition des effectifs par niveau et par série

Zone	Statut	Seconde				Première				Terminale			
		L		S		L		S		L		S	
		Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Rural	Public	110	58	59	20	46	23	21	3	24	8	10	1
Total Rural		110	58	59	20	46	23	21	3	24	8	10	1
Urbain	Privé	257	121	14	2	158	76	22	7	122	60	41	8
	Public	2412	1194	1192	339	1974	983	461	147	1796	837	493	153
Total Urbain		2669	1315	1206	341	2132	1059	483	154	1918	897	534	161
Total Général		2779	1373	1265	361	2178	1082	504	157	1942	905	544	162

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 53: Enseignement secondaire : répartition des redoublants par niveau

Zone	Statut	Seconde		Première		Terminale		TOTAL	
		Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Rural	Public	22	12	5	3	11	5	38	20
Total Rural		22	12	5	3	11	5	38	20
Urbain	Privé	4	4	3	3	11	7	18	14
	Public	519	237	416	174	583	286	1518	697
Total Urbain		523	241	419	177	594	293	1536	711
Total Général		545	253	424	180	605	298	1574	731

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 54: Enseignement secondaire général : répartition des redoublants par niveau et par série

Zone	Statut	Seconde				Première				Terminale			
		L		S		L		S		L		S	
		Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Rural	Public	14	10	8	2	4	3	1	0	8	5	3	0
Total Rural		14	10	8	2	4	3	1	0	8	5	3	0
Urbain	Privé	3	3	1	1	3	3	0	0	7	7	4	0
	Public	369	198	150	39	328	140	88	34	477	254	106	32
Total Urbain		372	201	151	40	331	143	88	34	484	261	110	32
Total Général		386	211	159	42	335	146	89	34	492	266	113	32

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 55: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant de points d'eau

Zone	Statut	Eau Courante			Forage			Puits			Sans Eau		
		Privé	Public	Total	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total
Rural	1er cycle	1	13	14	0	5	5	0	1	1	0	8	8
	2ème cycle		1	1		0	0		0	0		0	0
Total Rural		1	14	15	0	5	5	0	1	1	0	8	8
Urbain	1er cycle	8	20	28	0	3	3	0	1	1	0	2	2
	1er et 2ème cycle	2	3	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2ème cycle		6	6		0	0		0	0		0	0
Total Urbain		10	29	39	0	3	3	0	1	1	0	2	2
Total Général		11	43	54	0	8	8	0	2	2	0	10	10

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 56: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant d'électricité

Zone	Statut	Réseau			Groupe Electrogène			Solaire			Sans électricité		
		Privé	Public	Total	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total
Rural	1er cycle	1	10	11	0	1	1	0	1	1	0	13	13
	2ème cycle		1	1		0	0		0	0		0	0
Total Rural		1	11	12	0	1	1	0	1	1	0	13	13
Urbain	1er cycle	7	19	26	0	0	0	0	0	0	1	3	4
	1er et 2ème cycle	2	3	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2ème cycle		6	6		0	0		0	0		0	0
Total Urbain		9	28	37	0	0	0	0	0	0	1	3	4
Total Général		10	39	49	0	1	1	0	1	1	1	16	17

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 57: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant de clôture

Zone	Cycle	Privé					Public					Total Général
		Autres	Haies vives	Murs	Sans clôture	Total	Autres	Haies vives	Murs	Sans clôture	Total	
Rural	1er cycle			1		1	2	1	9	20	32	33
	2ème cycle								1		1	1
Total Rural				1		1	2	1	10	20	33	34
Urbain	1er cycle	1	1	6		8	1		20	7	28	36
	1er et 2ème cycle			2		2			3		3	5
	2ème cycle							1	5		6	6
Total Urbain		1	1	8		10	1	1	28	7	37	47
Total Général		1	1	9		11	3	2	38	27	70	81

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 58: Enseignement moyen secondaire : nombre d'établissements disposant de toilettes

Zone	Statut	Etablissements ayant toilettes		Nombre Toilettes	
		Privé	Public	Privé	Public
Rural	1er cycle	0	26	0	120
	2ème cycle		1		8
Total Rural		0	27	0	128
Urbain	1er cycle	8	26	29	221
	1er et 2ème cycle	2	3	8	49
	2ème cycle		4		31
Total Urbain		10	33	37	301
Total Général		10	60	37	429

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 59: Enseignement moyen et secondaire général : répartition des enseignants du public selon le statut professionnel

Statut	Contractuel	Fonctionnaire	Vacataire	Total
Rural	150	7	93	250
Urbain	334	332	100	766
Total Général	484	339	193	1016

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 60: Enseignement moyen : les résultats du brevet de fin d'études moyennes (BFEM) en 2010

Inscrits			Présent			Taux Présent			Admis			Taux Admis		
Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
5546	5754	11300	5427	5630	11057	97,90%	97,80%	97,80%	3057	2687	5744	56,30%	47,70%	51,90%

Source : Annuaire Statistique Scolaire de 2010

Annexe 61: Evolution des effectifs du CDFP de Podor

Filières	Année	2003/	2004/	2005/	2006/	2007/	2008/	2009/
	sexe	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Ouvrages métalliques	Garçons	27	42		44	35	35	43
	Filles	3	6		1	3	1	0
	Total	30	48		45	38	36	43
Mécanique moteurs	Garçons	34	40		62	32	38	47
	Filles	2	3		5	0	0	2
	Total	36	43		67	32	38	49
Electricité	Garçons				21	33	33	36
	Filles				0	0	0	1
	Total				21	33	33	37
Dessin Bâtiment	Garçons				4	4	1	3
	Filles				0	0	0	4
	Total				4	4	1	7
Menuiserie Bois	Garçons	12	12		13	13	13	4
	Filles	0	0		0	0	0	0
	Total	12	12		13	13	13	4
Ecole communautaire de base	Garçons	13	13					
	Filles	17	17					
	Total	30	30					
Classe d'Initiation	Garçons	19	10					
	Filles	3	1					
	Filles	22	11					
Total	Garçons	105	117		144	117	120	133
	Filles	25	27		6	3	1	7
	Total	130	144		150	120	121	140

Source : CDFP Podor

Annexe 62: Evolution des résultats aux concours au niveau du CDFP de Podor

Année	Présents			Admis			Taux admis
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Total
BEP2009-2010	14	0	14	3	0	3	21,42%
CAP2009-2010	7	0	7	3	0	3	42,85%
CA 2010	4	1	5	2	1	3	60%
CEP 2010	3	0	3	2	0		66,66%
BEP2008-2009	8	0	8	3	2	3	37,50%
CAP2008-2009	6	0	6	5	0	5	83,33%
Certificat d'Etudes Professionnelles 2009	5	0	5	1	0	1	20,00%
Certificat d'apprentissage 2008			6			6	83,33%
CEP 2007 2008 Diplôme maison				7	0	7	
CAP2007-2008				6	1	7	
CAP 2006 2007	11	1	12	8	1	9	75%
CA 2006-2007Diplôme maison	1	0	1	1	0	1	100%
CEP 2005 2006 Diplôme maison	10	1	11	9	1	10	90,90%
Attestation de fin de stage Formation continue 2006-2007	27	1	28	25	1	26	92,85%
Attestation de fin de stage Formation continue 2005-2006	31	0	31	31	0	31	100,00%
CAP 2004 2005	11	1	12			11	91,66%
CA 2004-2005Diplôme maison	4	0	4	4	0	4	100%
CEP 2004 2005 Diplôme maison			12	7	0	7	58,33%
Attestation de fin de stage Formation continue 2004-2005	42	0	42	41	0	41	97,61%
CAP 2003 2004	13	0	13	8	0	13	61,53%
CA 2003-2004 Diplôme maison	4	0	4	2	0	2	50%
CEP 2003 2004 Diplôme maison		0	15	9	0	9	60,00%
Attestation de fin de stage Formation continue 2003-2004	22	0	22	16	0	22	72,72%

Source : CDFP Podor

Annexe 63: Evolution des effectifs du CETF de Podor

FILIERES	ANNEE	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
	SEXE							
SOCIALE	filles	60	72	78				
	garçons	0	0	0				
	total	60	72	78				
RESTAURATION	filles				14	14	17	14
	garçons				2	3	0	0
	total				16	17	17	14
COUTURE	filles				35	40	42	55
	garçons				0	1	0	0
	total				35	41	42	55
COIFFURE	filles				26	20	32	25
	garçons				0	0	0	0
	total				26	20	32	25
AGRO-ALIMENTAIRE	filles				3	3	4	0
	garçons				0	0	1	0
	total				3	3	5	0
SANTE-HYGIENE	filles				18	23	10	11
	garçons				3	2	1	2
	total				21	25	11	13
AGRI-ELEVAGE	filles				3	1	0	0
	garçons				1	1	0	0
	total				4	2	0	0
POTERIE-CERAMIQUE	filles				0	2	2	0
	garçons				0	0	0	0
	total				0	2	2	0
TOTAL EFFECTIF		60	72	78	105	110	109	107

Source : CETF DE PODOR

Annexe 64: Evolution des résultats aux concours au niveau du CETF de Podor

Année	Présents			Admis			Taux admis		
	Garçons	Filles	total	Garçons	Filles	total	Garçons	Filles	total
2007	0	2	2	0	1	1		50%	50%
2008	0	4	4	0	2	2		50%	50%
2009	1	21	22	1	18	19	100%	85,71%	92,50%
2010	0	13	13	0	6	6		46,15%	46,15%

Source : CETF DE PODOR

Annexe 65: Récapitulatif des effectifs par année d'étude et par filière et le taux de réussite au CRFS

Filière	Promotion	Effectifs	Taux de réussite	Taux d'abandon
Assistants Infirmiers D'état	2003-2005	25	100%	0
	2004-2006	28	100%	0
	2005-2007	32	97%	1-(3,12%)
	2006-2009	31	100%	0
	2006-2009	4	100%	0
Infirmier D'état	2007-2010	17	86,66%	1 décédé, 1 redoublant
	2008-2011	18	Formation en cours	1-(5,55%)
	2010-2013	10		3-(23,07%)
Sage femme d'état	2007-2010	21	90,47%	0
	2008-2011	24	Formation en cours	0
	2010-2013	12		3-(20%)

Source : CRFS

Annexe 66: Evolution des résultats au concours au niveau du CNFETA

Année	Présents			Admis			Taux admis		
	Garçons	Filles	Total Région	Garçons	Filles	Total Région	Garçons	Filles	Total Région
2009	15	5	20	15	5	20	100%	100%	100%
2010	19	2	21	19	2	21	100%	100%	100%

Source : CNFETA

Annexe 67: Nombre de personnes formées au CIFA

Filières	Année	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	2009/2010
	Sexe							
Oignons	Filles							
	Garçons							
	Total	52						
Riz	Filles							
	Garçons							
	Total		75	75	64	65	80	71
Arachide, mil, niébé (UGPM Mékhé)	Filles							
	Garçons							
	Total		75	75	64	65	80	71
Animateurs du Bénin	Filles					1		
	Garçons					8		
	Total					9		
Producteurs (en général) du Bénin	Filles							
	Garçons							
	Total							50
Agents de développement	Filles				50			
	Garçons				11			
	Total	71	32		61		50	45
Elus locaux	Filles							
	Garçons							
	Total	23	25	48	100	20	40	90
Général (toutes filières)	Filles				569			
	Garçons				20			

Filières	Année	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	2009/2010
	Sexe							
	Total	75	72	260	589	98	25	95
Total	Filles							
	Garçons							
	Total	221	279	458	878	257	275	422

Source : CIFA

Annexe 68: Evolution des effectifs au niveau du CDFP de Richard Toll

FILIERES	ANNEE	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
	SEXE							
ELECTRICITE	FILLES	7	4	4	7	7	6	12
	GARCONS	37	34	29	34	29	39	46
	TOTAL	44	38	33	41	36	45	58
MECANIQUE-AUTO	FILLES	8	9	10	12	10	10	8
	GARCONS	91	89	77	80	65	59	65
	TOTAL	99	98	87	92	75	69	73
OUVRAGES METALLIQUES	FILLES	5	3	2	1	2	0	2
	GARCONS	42	43	51	46	34	27	27
	TOTAL	47	46	53	47	36	27	29
COUPE COUTURE	FILLES	29	23	26	15	23	20	12
	GARCONS	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	29	23	26	15	23	20	30
ECB	FILLES	13	7	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus
	GARCONS	40	40	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus
	TOTAL	57	47	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus	N'existe plus
TOTAL	FILLES	62	56	42	34	42	26	34
	GARCONS	210	266	167	160	127	135	156
	TOTAL	272	322	209	194	169	161	190

Source : CDFP DE RICHARD TOLL

Annexe 69: Evolution des résultats CAP

ANNEE	PRESENTS			ADMIS			TAUX DES ADMIS		
	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL
2005/2006	59	10	69	30	4	34	51%	40%	49%
2006/2007	31	9	40	21	6	27	68%	67%	68%
2007/2008	23	11	34	18	3	21	78%	27%	62%
2008/2009	46	12	57	24	3	27	52%	25%	47%
2009/2010	22	9	31	5	4	9	23%	44%	29%

Source : CDFP DE RICHARD TOLL

Annexe 70: Evolution des résultats BEP

ANNEE	PRESENTS			ADMIS			TAUX DES ADMIS		
	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL
2006/2007	16	3	19	9	2	11	56%	67%	58%
2007/2008	21	3	24	10	2	12	48%	67%	50%
2008/2009	19	3	22	5	0	5	26%	0%	23%
2009/2010	18	4	22	8	0	8	44%	0%	36%

Source : CDFP DE RICHARD TOLL

Annexe 71: Evolution des effectifs du CETF de Podor

FILIERES	ANNEE	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
	SEXE							
SOCIALE	filles	60	72	78				
	garçons	0	0	0				
	total	60	72	78				
RESTAURATION	filles				14	14	17	14
	garçons				2	3	0	0
	total				16	17	17	4
COUTURE	filles				35	40	42	55
	garçons				0	1	0	0
	total				35	41	42	55
COIFFURE	filles				26	20	32	25
	garçons				0	0	0	0
	total				26	20	32	25
AGRO-ALIMENTAIRE	filles				3	3	4	0
	garçons				0	0	1	0
	total				3	3	5	0
SANTE-HYGIENE	filles				18	23	10	11
	garçons				3	2	1	2
	total				21	25	11	13
AGRI-ELEVAGE	filles				3	1	0	0
	garçons				1	1	0	0
	total				4	2	0	0
POTERIE-CERAMIQUE	filles				0	2	2	0
	garçons				0	0	0	0
	total				0	2	2	0
TOTAL EFFECTIF		60	72	78	105	110	109	107

Source : CETF DE PODOR

Annexe 72: Evolution des résultats aux concours au CETF de Podor

Année	Présents			Admis			Taux admis		
	Garçons	Filles	total	Garçons	Filles	total	Garçons	Filles	total
2007	0	2	2	0	2	2		100%	100%
2008	0	4	4	0	2	2		50%	50%
2009	1	21	22	1	18	19	100%	86%	86%
2010	0	13	13	0	6	6		46%	46%

Source : CETF DE PODOR

Annexe 73: Evolution des effectifs au niveau du CETF de Dagana

Filières	Année	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	2009/ 2010
	Sexe							
Agri-Elevage	Filles	0	2	4	4	2	4	39
	Garçons	0	0	3	4	4	5	6
	Total	0	2	7	8	6	9	45
Agro-Alimentaire	Filles	0	6	5	4	2	3	9
	Garçons	0	0	0	2	3	3	14
	Total	0	6	5	6	5	6	23
Habillement	Filles	0	11	23	23	8	4	39
	Garçons	0	0	0	0	0	0	0
	Total	0	11	23	23	8	4	39
Restauration	Filles	0	13	32	22	7	11	62
	Garçons	0	0	0	0	0	0	4
	Total	0	13	32	22	7	11	66
Coiffure	Filles	0	3	10	9	9	9	28
	Garçons	0	0	0	0	0	0	0
	Total	0	3	10	9	9	9	28
Santé	Filles	0	0	19	27	7	19	32
	Garçons	0	0	1	1	0	0	3
	Total	0	0	20	28	7	19	35
Apprentissage	Filles	52	27	34	31	32	31	0
	Garçons	0	0	0	0	0	0	0
	Total	52	27	34	31	32	31	0
Tronc commun	Filles	48	29	0	0	0	0	0
	Garçons	0	1	0	0	0	0	0
	Total	48	30	0	0	0	0	0
Total	Filles	100	91	132	120	67	80	175
	Garçons	0	1	4	7	7	9	61
	Total	100	92	136	127	74	89	236

Source : CETF DE DAGANA

Annexe 74: Bilan des activités de l'hôpital de Ndoum par service entre 2007 et 2010

Années	Services	Salles	Lits	Consultation	Consultants	Hospitalisation	Jours Hospitalisation	Décès	% décès	TOM	DM S
2007	Accueil	0	0	2901	2559	0	0	0	0	0	0
	Stomato	0	0	1039	907	0	0	0	0	0	0
	Médecine	6	25	1771	1665	826	3600	67	8.1	41	4.5
	Chirurgie	6	28	2483	1172	601	4877	8	1.3	48	8
	Maternité	6	19	3507	3449	1018	3199	13	1.2	46	3
	Pédiatrie	5	28	2573	2277	702	3925	32	4.5	37	6
	TOTAL	23	100	14274	12029	3147	15601	120	3.8	43	4
2008	Accueil	0	0	2069	1855	0	0	0	0	0	0
	Stomato	0	0	1924	1597	0	0	0	0	0	0
	Médecine	6	25	2428	2354	441	2360	37	8.39	26	5
	Chirurgie	6	28	1791	839	534	4038	6	1.1	39	7.5
	Maternité	6	19	4220	3872	1088	2879	18	1.6	41	3
	Pédiatrie	5	28	2128	2029	533	2829	21	3.9	27.7	5.3
	TOTAL	23	100	14560	12546	2596	12106	82	3.1	27	2
2009	Accueil	0	0	3883	3584	0	0	0	0	0	0
	Stomato	0	0	2399	1673	0	0	0	0	0	0
	Médecine	6	25	1662	1423	519	2153	48	9%	23	6
	Chirurgie	6	28	2078	1043	527	3193	18	3.4	31	6
	Maternité	6	19	4204	4079	1053	2086	7	0.8	32	2
	Pédiatrie	5	28	2207	1670	509	2438	35	6	24	5
	TOTAL	23	100	16433	13472	2608	9870	108	5	28	5
2010	Accueil	1	3	4174	3852	0	0	0	0	0	0
	Stomato	0	0	2459	1692	0	0	0	0	0	0
	Médecine	6	2	1722	1373	555	2562	60	10.8	28	5
	Chirurgie	6	25	2384	1356	552	3571	20	3.6	35	6
	Maternité	6	25	4679	3437	1410	3272	22	1.5	48	2
	Pédiatrie	5	25	2326	2065	457	2811	90	19.7	28	6
	TOTAL	24	103	17744	13775	2974	12216	192	1.57	48	5

Source : Hôpital Ndoum

Annexe 75: Principales causes de morbidité à l'hôpital de Ndioum entre 2007 et 2010

Désignations	2007	2008	2009	2010
H.T.A	753	638	867	548
Paludisme	783	827	709	247
I.S.T	759	541	363	411
Infection respiratoire	482	441	675	518
Anémie	384	255	204	246
Maladie du Tube digestif	267	382	318	265
Maladie de la Peau	138	366	309	220
Infection néo –natale		68	25	55
Gastro –Entérite	116	68	156	130
M.P.E	35	54	23	33
Cirrhose du foie	–	19	19	14
Septicémie	–	47	1	7
Maladie Diarrhéique		69	257	282
Diabète	70	167	104	51
Autres	8242	8807		10748
Total	12029	12546	13472	13775

Source : Hôpital Ndioum

Annexe 76: Situation du personnel de santé de l'hôpital de Ndioum entre 2007 et 2010

	2007	2008	2009	2010
médecin	2	2	2	2
pharmaciens	2	2	2	2
médecins spécialistes	2	2	3	3
chirurgiens dentistes	1	1	1	1
sages femmes	5	4	4	4
infirmiers ou assistants infirmiers ou assimilés	11	11	11	11
Techniciens supérieurs en odontologie	1	1	1	1
Techniciens supérieurs de santé	8	7	7	7
Autres personnels non sanitaires	67	62	58	52
TOTAL	99	92	89	83

Source : Hôpital Ndioum

Annexe 77: Réalisations de l'UNFPA en santé de la reproduction dans la région entre 2009 et 2010

Domaine d'intervention	Réalizations		Montants alloués en FCFA	
	2009	2010	2009	2010
Santé de la Reproduction	<p>1. Contribution à l'amélioration de l'accès aux services de Santé de la Reproduction de qualité pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle à travers :</p> <p>2. Le renforcement de capacités des prestataires de santé dans le domaine de la santé de la Reproduction.</p> <p>3. L'équipement des structures de santé ;</p> <p>4. La réalisation d'activités de supervisions formatives et de stratégies avancées en Consultation Périnatale (CPN) et PF ;</p> <p>5. Le développement des services à base communautaires dans les Districts de Pété et Podor.</p>	<p>Contribution à l'amélioration de l'accès aux services de Santé de la Reproduction de qualité pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle à travers :</p> <p>-Equipement : (03) ambulances, (01) véhicule de supervision, (04) appareils d'échographie, (20) Ventouses obstétricales, (10) tables d'accouchement,) tables d'examen gynécologiques, (50) lits complets de maternité, (5) Stérilisateurs électriques, des Ordinateurs, (90) Bicyclettes pour les Agents de Santé à Base Communautaire ainsi que les kits de communication et outils de travail appropriés, divers autres matériels médicaux pour la planification familiale, l'accouchement normal, les césariennes).</p> <p>- Organisation de stratégies avancées intégrées SR</p> <p>-Amélioration de la qualité des services à travers le renforcement des compétences des prestataires, la supervision formative SR et l'amélioration du plateau technique</p> <p>-La promotion des services de SR/PF/, le plaidoyer et le changement de comportement en impliquant les OCB, ONG, les ASBC, les Badiéno Gokh, les radios communautaires et le modèle RAPID</p> <p>-Mise en œuvre du plan de sécurisation produit de SR,</p> <p>- le déroulement des interventions dans le cadre du repositionnement de la PF et de l'initiative Badiéno Gokh au niveau communautaire</p>	185 864 690	463 913 576
	<p>Contribution à l'amélioration de l'accès à l'information et à des services adaptés aux besoins des jeunes adolescent(e)s à travers le développement des Compétences de Vie Courantes (CVC) dans la Commune de Saint-Louis</p>	<p>Contribution à l'amélioration de l'accès à l'information et à des services adaptés aux besoins des jeunes adolescent(e)s à travers</p> <p>-La dotation des Associations et réseaux de Pairs Educateurs en matériels dans le cadre de la pérennité des activités d'animation auprès des pairs bénéficiaires</p>		

		<p>et de promotion de la SRA,</p> <ul style="list-style-type: none"> -La promotion des services de SRA, le plaidoyer, les activités de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) impliquant les associations de jeunes, les Pairs Educateurs (PE), les Accompagnateurs de Pairs Educateurs (ADEP), les aides ados, les talibés relais, les radios communautaires, les OCB, les ONG... -La mise en œuvre d'un partenariat avec les CRET de Thiès et Saint Louis pour la formation qualifiante de 100 jeunes filles issues de milieux défavorisées 		
		<p>Contribution au renforcement de la prévention du VIH/SIDA en particulier chez les femmes, les migrants, les jeunes et les autres groupes vulnérables par :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Le renforcement des capacités des prestataires sur : la prise en charge syndromique des IST, les nouvelles directives de la PTME, les techniques de dépistage du VIH chez les enfants (PCR) et chez les adulte ; -Le renforcement de la promotion des préservatifs, en particulier le préservatif féminin ; -Le renforcement des interventions particulièrement ciblées en direction des groupes les plus vulnérables et à haut risque (Travailleuses de Sexe) ; -L'approvisionnement correct des structures de santé en médicaments, réactifs et produits contraceptifs ; -La célébration des événements spéciaux (JMP, Journée Mondiale SIDA etc). 		

Source : UNFPA- Saint Louis

Annexe 78: Activité principale lors des 12 derniers mois dans la région

Département	Occupé	Chômeur	Elève, étudiant	Femme au foyer	Retraité	Vieillesse	Accident/maladie	Mendiant	Autre	Total
Dagana	62 600	6 090	35 624	37 491	1 101	3 614	461	362	12 062	159 405
Podor	72 274	13 287	35 839	69 384	686	9 052	830	1 139	28 548	231 039
Saint-Louis	68 619	9 665	44 270	39 344	2 802	4 227	442	209	12 287	181 865
Total	203 493	29 042	115 733	146 219	4 589	16 893	1 733	1 710	52 897	572 309
%	35,60%	5,10%	20,20%	25,50%	0,80%	3,00%	0,30%	0,30%	9,20%	100%

Source : RGPH III

Annexe 79: Répartition des Effectifs selon l'âge et en Fonction des Décisions de Justice

Age	Remise aux parents sous liberté surveillée			Remise aux parents sans liberté surveillée			Détenition			Placement			Total		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
- 13 ans		02	02	06	00	06	1	00	1	00	00	00	07	02	09
13- 17ans	32	02	34	06	09	15	28	03	31	01	01	02	63	15	78
18 ans et +				1		1	1	00	1	00	00	02	02	00	02
Total	32	04	36	13	09	22	30	03	33	01	01	04	72	17	89

Source : Service régional AEMO Saint Louis

Annexe 80: Les dossiers de médiation et d'assistance éducative

Types de Dossiers Période	Dossiers d'Adoption	Dossiers d'Enquête de Garde d'Enfants	Dossiers de Médiation Familiale et sociale	Dossiers de Protection/ d'Assistance Educative	Dossiers d'Enquête de Personnalité	Rapport Circonstancier	Dossiers d'enquête de personnalité pour demande de liberté conditionnelle
1 ^{er} Trimestre	02	02	07	08	09	05	00
2 ^{ème} Trimestre	00	04	11	13	00	08	00
3 ^{ème} Trimestre	00	09	07	11	00	10	00
4 ^{ème} Trimestre	00	03	10	03	00	17	01
Total	02	18	35	35	09	43	01

Source : Service régional AEMO Saint Louis

Annexe 81: La Couverture des CPRS par département en 2010

DEPARTEMENT	CL	CPRS	% CPRS / POPULATION
Dagana	10	1	1 CPRS pour 226 013 personnes
Podor	22	1	1 CPRS pour 289 749 personnes
Saint-Louis	05	3	1 CPRS pour 85 639 personnes
Région	38	5	1 CPRS pour 166 968 personnes

Source : SRAS

Annexe 82: Projets et programmes en faveur des Groupes Vulnérables

Projet/ programme	cibles	Nombres de bénéficiaires	montant	observation
RBC (2007 et 2010)	handicapés	330 pers soit 33 GIE (15 GIE Saint-Louis, 15 GIE Podor et 5 GIE de Dagana)	33. 000.000	5 GIE de Dagana en cours de financement
PRP (2007)	Handicapés PVVIH	141 promoteurs 95 promoteurs	15. 000 .000 7. 700. 000	22 700 000
Partenariat (2007 – 2010)	handicapés	2 projets à St-Louis 6 projets Dagana	1 .100. 000 2 .765 .650	3 865 650
PAPA (2008 – 2010)	Personnes âgées	19 pers 03 associations 10 pers	1. 350 .000 3. 000 .000 1.000.000	5 350 000
CPI/ESTER en 2009	PVVIH	59	3. 250 .000	
DICISIPH/HI 2009	Handicapés	4 projets de plaidoyer	2. 197. 000	
Fonds Mondial/CNLS 2009-2010)	OEV	207 OEV 2009 321 OEV 2010	28. 541. 000 49.292.100	Appui scolaire aux OEV
DAS (2010)	Daaras Association Centre social privé	10 daaras 01 association 1 centre social	1.500.000 200.000 150.000	1 850 000
Total			150.045. 750	

Source : SRAS

Annexe 83: Situation globale du suivi des AGR Financées par le PRP aux personnes en situation de handicap de la région

DEPART EMENTS	LOCALITES	NOMBRES DE BENEFIAIRE S	MONTANTS FINANCEMENT S ACCORDES	CUMUL DES REMBOURSSEME NTS	MONTANTS EN SOUFFRAN CE	TAUX	OBSERVATION S
DAGANA	Rosso	10	1 205 500F	1 118 090F	183 850F	85,88%	refinancement
	Richard Toll	23	1 254 500F	1 016 510F	349 690F	74,40%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
	Dagana commune	12	2 275 000F	1 557 600F	913 395F	63,39%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
	Total	45	4 735 000F	3 692 200F	1 446 935F	77,98%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
PODOR	Podor commune	23	2 720 300F	1 675 875F	1 044 425F	61,6%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
	Ndioum	10	675 000F	525 000F	150 000F	77,7%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
	Ndiandane	05	704 700F	704 700F	0F	100%	refinancement
	Aéré Lao	01	450 000F	187 500F	262 500F	41,6%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
	Total	39	4 550 700F	3 093 075F	1 456 925F	67,9%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
SAINT-LOUIS	Saint-Louis commune	45	3 625 000F	2 364 000F	1 261 000F	65%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
	Saint-Louis hors commune	12	1 375 000F	1 150 000F	225 000F	84%	refinancement
	Total	57	5 000 000F	3 514 000F	1 486 000F	70%	Requérir la puissance publique pour le remboursement
Région		141	14 285 700F	10 299 275F	4 389 860F	71,69%	Elargir les AGR aux autres localités qui n'ont pas encore bénéficié de financement

Source : SRAS

Annexe 84: Situation des personnes en situation de handicap membres d'associations

Département	Collectivités Locales	Personnes Handicapées	Total
Dagana	Commune Dagana	120	1403
	Commune Richard Toll	450	
	Commune de Rosso	80	
	Commune de Ross Béthio	420	
	Commune de Gaé	90	
	Communauté rurale de Ronkh	38	
	Communauté rurale de Bokhol	85	
	Communauté rurale de Mbane	50	
	Communauté rurale de Nguith	_____	
	Communauté rurale de Diama	_____	
Saint-Louis	Commune de Saint-Louis	693	1102
	Commune de Mpal	65	
	Communauté rurale de Gandon	208	
	Communauté rurale de Fass Ngom	61	
	Communauté rurale de Ndiabéne	75	
Podor	Commune de Guédé	435	1959
	Communauté rurale de Dodel	248	
	Communauté rurale de Gamadji	171	
	Arrondissement de Cas CAS	154	
	Arrondissement de Saldé	296	
	Arrondissement de Thillé	123	
	Commune de Mboumba	95	
	Commune de Bodé	33	
	Commune de Podor	292	
	Commune de Ndiadane	60	
	Commune de Golloré	20	
	Commune de Aéré lao	32	
Région	Total	4463	

Source : SRAS

Annexe 85: Situation des secours des collectivités locales en 2010

N°	Collectivités locales	Fonds dégagés pour la protection sociale	Origine du Fonds	Cibles	Nombre de bénéficiaires
1	COM DE BODE	1 000 000	Fonds dotation	Indigents	200
2	COM DE DEMETTE	1 000 000	Fonds dotation	Indigents	175
3	COMMUNE DE GALOYA	1 520 000	Fonds dotation	Indigents	276
4	COM DE PETE	1 500 000	Fonds dotation	Imams	6
				Pers Handicapées	75
				Pers 3ém Age	148
				Orphelins	37
				Resp Daaras	12
				Imams	5
5	COM DE GUEDE CHANTIER	800 000	Fonds dotation	Indigents	121
				Pers Handicapées	73
6	COM DE PODOR	3 888 000	Fonds dotation	OP Handicapées	3
				Pers Epileptiques	40
				Détenus (MAC)	100
				Ass Daaras	42
				Croix rouge	
7	COM DE NIANDANE	3 790 000	Fonds dotation	indigents	558
				Imams	6
				OP Handicapées	1
8	COM DE DAGANA	8 400 000	Fonds dotation	indigents	600
9	RICHARD TOLL	11 500 000	Fonds dotation	Indigents et daaras	908
10	COMMUNE DE Gaé	1 000 000	Fonds dotation		
11	ROSS Béthio	1 000 000	Fonds dotation	Indigents, lieux de cultes	48
12	COM DE SAINT-LOUIS	6 000 000	Legs Henry Zay	handicapés	200
13	COM DE MPAL	500 000	Fonds de dotation	Indigents	25
14	COMMUNAUTE RURALE DE FASS NGOM	350 000	Fonds dotation	sinistrés	03
15	COMMUNAUTE RURALE DE GANDON	0			0
16	COMMUNAUTE RURALE DE NDIEBENE GANDIOL	0			0
17	Conseil Régional	1.200.000f	Fonds de dotation	indigents	32
	TOTAL	43 449 000			3402

Source : SRAS

Annexe 89: Evolution de la pluviométrie dans la région de Saint Louis

Postes pluviométriques	2004/05		2005/06		2006/2007		2007/2008		2008/2009		2009/2010		2010/2011	
	H	N.J	H	N.J	H	N.J	H	N.J	H	N.J	H	N.J	H	N.J
Dagana	118,0	9	268,9	20	249,40	17	208,1	8	298,0	23,0	383,3	15	391,7	16
Richard-Toll	220,5	12	372,0	20	333,4	14	196,3	11	243,0	23,0	422,2	17	355,9	21
Mbane	207,3	12	440,9	21	235,5	17	242,0	14	368,4	26,0	229,3	19	436,8	21
Ross-Béthio	184,5	11	199,8	16	213,0	14	216,8	16	250,5	23,0	308,1	18	422,3	21
Rao	158,5	14	222,8	24	162,8	18	303,0	21	301,5	26,0	264,7	20	569,0	27
Saint-Louis	130,5	18	278,2	30	311,5	26	310,7	21			341,4	28	593,6	33
Podor	145,5	15	327,3	22	302,5	24	192,3	17	213,9	24,0	314,0	20	373,9	27
Fanaye	160,4	14	282,2	20	223,9	22	219,7	16	237,8	14,0	408,4	21	382,3	17
Ndioum	175,1	19	396,0	24	255,1	18	239,7	15	225,5	18,0	219,5	19	380,4	17
Aéré-Lao	262,5	21	548,0	27	223,0	17	204,5	17	202,9	18,0	179,7	18	501,6	18
Galoya	215,0	17	544,1	32	352,1	22	145,1	15	274,4	18,0	373,7	22	447,3	28

Source : DRDR

Annexe 90: Répartition des abattages contrôlés selon l'espèce et le département

Année	Département	Bovins		Ovins		Caprins		Camelins	
		Nombre	Poids	Nombre	Poids	Nombre	Poids	Nombre	Poids
2009	Dagana	3594	456	6456	104	6002	79	19	5
	St Louis	4398	603	6772	105	4517	46	42	9
	Podor	1774	162	2636	33	11733	104	5	2
	TOTAL	9766	1221	15864	242	22252	229	66	16
2010	Dagana	3533	427	8296	130	6650	98	4	1
	St Louis	4355	615	6923	104	5778	57	21	4
	Podor	1654	151	2449	30	11284	97	11	3
	TOTAL	9542	1193	17668	264	23712	252	36	8

Source : IRSV Saint-Louis

Annexe 91: Bilan des consultations vétérinaires en 2010

Affections	Consultations	Bovin	Ovin	Caprin	Equin	Asin
Avitaminoses et carences	1796	472	1206	23	95	0
Coliques/Entérites	326	3	43	6	272	1
Distomatose	1766	384	1319	63	0	0
Gourme	1230	0	0	0	1156	74
Hémoparasitose	5237	1641	3564	18	14	0
Bronchites et affections respiratoires	5968	78	3260	2583	44	0
Parasitisme Gastro-intestinal.	9067	1422	5402	925	1077	163
Parasitisme externe	4589	958	3336	295	0	0
Surmenage ph. / Fourbure	1007	1	0	0	1004	2
Arthrite et ostéopathies	481	3	1	4	472	1
	9	1	6	1	2	0
Dystocie	41	2	36	3		0
Plaies et blessures	191	11	35	5	136	3
Phlegmon et abcès	20	1	12	7		0
Habronémose oculaire	2	0	0	0	2	0
Indigestion et surcharge	1211	56	1119	11	25	0
Dermatoses/Gales	134	40	89	80	1	0
Métrite	2	0	2	0		0
Prolapsus	44	4	34	1	3	0
Tétanos	2		2	0	0	0
Actinomycose	10	0	10	0	0	0
Mammite	10		10	0	0	0
Urétrites/Cystites/ Rétention urinaire	7	2	2	0	3	0
Pasteurellose	55		13	42	0	0
Botulisme	6	0	2	0	0	0
Charbon symptomatique	10	10	0	0	0	0
Coccidiose	33	32	1	0	0	0
Total	33254	5121	19504	4067	4306	244

Source : IRSV Saint-Louis

Annexe 93: Evolution des mandats selon la destination ou la provenance (en millions de francs)

Désignations		2007	2008	2009	2010
Provenance (A)	Sénégal	11 732	6 833	6 854	6 953
		67,70%	54,50%	43,80%	44,24%
	Reste du monde	5 604	5 701	8 800	8 764
		32,30%	45,50%	56,20%	55,76%
	Total	17 336	12 534	15 655	15 717
	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	
Destination (B)	Sénégal	6 377	4 492	5 235	5 122
		95,70%	92,00%	91,20%	90,98%
	Reste du monde	286	390	502	508
		4,30%	7,99%	8,75%	9,02%
	Total	6 663	4 882	5 737	5 630
	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	
A - B		10 673	7 652	9 918	10 087

Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

Annexe 94: Situation des Aires Protégées et Zones Aménagées par département en 2010

	DEPARTEMENTS						Région 2010
	Dagana		Saint Louis		Podor		Sup (ha)
	Nbre	Sup (ha)	Nbre	Sup (ha)	Nbre	Sup (ha)	
Forêts Classées	12	35978,5	2	3502	23	29756	37
Parcs Nationaux	1	16000	1	2000	0	0	2
Parc Forestier	1	20	0	0	0	0	1
Réserves spéciales de Faune	0	0	1	720	0	0	1
Réserve d'Avifaune	1	46550	0	0	0	0	1
Réserve naturelle communautaire	0	0	1	2000	0	0	1
Aire Marine Protégée	0	0	1	30000	0	0	1
Aire Protégée communautaire	0	0	0	0	0	0	0
Réserves-Sylvo Pastorales	3	107000	1	5600	3	382400	7
Site de conservation de la Biodiversité	1	36000	1	9620	1	6850	3
Zones d'Intérêts Cynégétiques	3	107000	0	0	0	0	3
Réserve naturelle intégrale	1	3	0	0	0	0	1
Parc Forestier	1	20	0	0	0	0	1
Périmètre de restauration	0	0	1	4,37	0	0	1
Périmètre de reboisement	0	0	0	0	0	0	0
Total superficie classée	24	34 8571,5	9	53 446,37	27	41 9006	60

Source : IREF

Annexe 95: Mode d'éclairage des ménages en 2002 et 2006

Mode d'éclairage	Année	Urbain	Rural	Total
Electricité (SENELEC)	2002	72,10%	9,30%	33,00%
	2006	79,30%	9,20%	35,70%
Groupe Electrogène	2002	0,50%	0,30%	0,40%
	2006	0,20%	0,70%	0,50%
Solaire	2002	0,20%	0,80%	0,60%
	2006	0,00%	0,60%	0,40%
Lampe à Gaz	2002	0,30%	0,20%	0,30%
	2006	0,40%	0,50%	0,50%
Lampe Tempête	2002	16,60%	54,00%	39,90%
	2006	2,60%	58,80%	37,60%
Lampe à Pétrole Artisanale	2002	7,00%	16,30%	12,80%
	2006	13,00%	2,10%	6,20%
Bougie	2002	2,70%	1,30%	1,80%
	2006	4,10%	1,70%	2,60%
Bois	2002	0,40%	17,20%	10,90%
	2006	0,00%	23,40%	14,60%
Autre	2002	0,20%	0,60%	0,40%
	2006	0,40%	2,90%	1,90%

Source : RGPH 2002 / ESPS 2006

Annexe 96: Recettes recouvrées dans la région entre 2009 et 2010

CATEGORIE	MONTANT	
	2009	2010
IRVM/IRC ET TPV ⁴	7 881 649	22 247 187
Droits d'enregistrement	210 636 956	269 082 780
Conservation foncière	18 532 354	33 403 257
Droit de timbre	162 031 777	135 994 482
Taxe sur véhicules	107 080 500	92 635 500
revenus domaine	168 365 071	171 923 819
TVA hors pétrole	965 551 483	1 167 808 100
Régie de recettes	69 603 480	9 579 497
Total Réalisations	1 709 683 270	1 902 674 622

Source : Direction régionale des Impôts et domaines

⁴ IRVM: Impôt sur le revenu des valeurs mobilières
IRC: Impôt sur le revenu des créances
TPV: Taxe de plus-value immobilière

Annexe 97: Evolution mensuelle des détenus de Dagana selon la nationalité en 2010

Désignations	Détenu Provisoire			Condamné		
	Sénégal	Etranger	Total	Sénégal	Etranger	Total
Janvier	18	0	18	44		44
Février	10	0	10	47		47
Mars	7	1	8	46	1	47
Avril	13	0	13	41		41
Mai	7	0	7	40		40
Juin	4	0	4	36		36
Juillet	6	1	7	46		46
Août	11	0	11	46	1	47
Septembre	14	0	14	32		32
Octobre	11	0	11	36		36
Novembre	7	0	7	30	1	31
Décembre	1	1	2	42	1	43
Moyenne mensuelle	9,08	0,25	9,33	40,50	1,00	40,83

Source : MAC Dagana

Annexe 98: Evolution mensuelle des détenus de Saint-Louis selon la nationalité en 2010

Désignations	Détenu Provisoire			Condamné		
	Sénégal	Etranger	Total	Sénégal	Etranger	Total
Janvier	70	1	71	168	3	171
Février	78	3	81	166	3	169
Mars	104	7	111	165	1	166
Avril	92	5	97	157	3	160
Mai	93	5	98	154	7	161
Juin	106	4	110	152	5	157
Juillet	90	5	95	156	4	160
Août	94	2	96	141	5	146
Septembre	100	3	103	150	3	153
Octobre	120	6	126	135	2	137
Novembre	123	3	126	135	2	137
Décembre	112	1	113	132	5	137
Moyenne mensuelle.	98,5	3,75	102,25	150,92	3,58	154,5

Source : MAC Saint Louis

Annexe 99: Evolution mensuelle des détenus de Podor selon la nationalité en 2010

Désignations	Détenu Provisoire			Condamné		
	Sénégal	Etranger	Total	Sénégal	Etranger	Total
Janvier	1	0	1	34	2	36
Février	4	0	4	34	2	36
Mars	2	0	2	43	2	45
Avril	2	0	2	33	2	35
Mai	2	0	2	33	2	35
Juin	5	0	5	35	2	37
Juillet	1	0	1	38	1	39
Août	6	0	6	37	1	38
Septembre	6	0	6	33	1	34
Octobre	7	0	7	32	1	33
Novembre	2	0	2	32	1	33
Décembre	3	0	3	35	1	36
Moyenne mensuelle	3,4	0,0	3,4	34,9	1,5	36,4

Source : MAC Podor

Annexe 100: Evolution des écroués suivant la MAC

Année	MAC Dagana	MAC Podor	MAC Saint-Louis	Ensemble
2007	179	72	761	1012
2008	180	112	673	965
2009	223	67	879	1169
2010	198	67	801	1066

Source : MAC

Annexe 101: Evolution du nombre de rotation à l'aéroport de Saint-Louis entre 2006 et 2010

Désignation	2006		2007		2008		2009		2010	
	Départ	Arrivé	Départ	Arrivé	Départ	Arrivé	Départ	Arrivé	Départ	Arrivé
Commerciaux	59	60	83	82	77	77	70	70	51	50
Privés	140	141	178	179	154	150	148	139	127	124
Aéroclub	43	47	82	90	62	65	81	79	93	94
Militaires	77	79	55	56	69	69	91	89	74	73
Divers	90	88	14	14	26	26	2		19	19
Total	409	415	412	421	388	387	392	377	364	360

Source : ASECNA- Saint-Louis

Libellé de la variété	Unités	janv.-10	févr.-10	mars-10	avr.-10	mai-10	juin-10	juil.-10	août-10	sept.-10	oct.-10	nov.-10	déc.-10	PRIX MOYEN ANNUE L 2010
Sacs scolaires	Unité	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Sac de voyage ou de sports.	Unité	2 449	2 449	2 449	2 449	2 449	2 449	2 449	2 449	2 449	2 449	2 449	2 236	2 432
Parapluies	Unité	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162	1 162
Sac à main dame	Unité	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
12400 Protection sociale et autres assurances		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Service de protection sociale pour enfant	Service													#DIV/0!
Assurance incendie d'une villa moderne de trois chambres	Service	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550	205 550
Assurance maladie sur le territoire nationale	Service													#DIV/0!
Assurance maladie couverture internationale	Service													#DIV/0!
12401 Assurance transport		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance Automobile	Service	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231	73 231
Assurance motocyclette	Service	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730	41 730
12600 Services financiers		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais annuel d'entretien d'un compte d'épargne	Service	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841	6 841
Frais annuel d'utilisation de carte bancaire	Service	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028	25 028
Frais de transferts d'argent	Service	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
12701 Frais d'autres services y compris frais de mouture		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'établissement d'un extrait de naissance	Service	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200
Frais de justice: Extrait de casier judiciaire	Service	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300
Photocopie	Service	38	38	38	38	38	38	38	38	38	38	38	38	38
Frais de mouture de céréale	Service	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
Frais de mouture d'arachide	Service	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63
Location de chaises	Unité	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
Avis de décès à la radio	Unité	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000

Source : SRSD Saint Louis